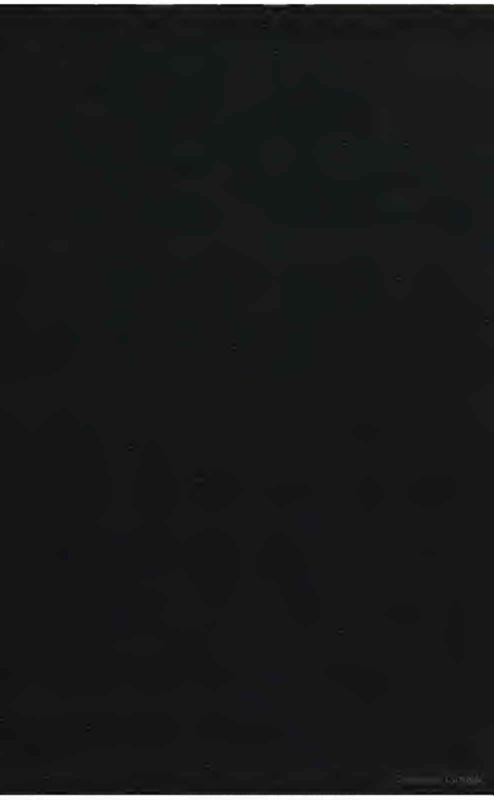


7. 4. 91

HISTOIRE

DES

ÉTATS EUROPÉENS

DEPUIS LE CONGRÈS DE VIENNE



L'EMPIRE RUSSE

DEPUIS

LE CONGRÈS DE VIENNE

PAR LE VICOMTE

DE BEAUMONT-VASSY



PARIS

LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR

8 RUE DE LA PAIX

M DCCC LIII



HISTOIRE

DES

ÉTATS EUROPÉENS

DEPUIS

LE CONGRÈS DE VIENNE

TOME SIXIÈME

— PARIS —
IMPRIMERIE DE J. CLAYE ET C[e],
RUE SAINT-BENOÎT, 7,

HISTOIRE

DES

ÉTATS EUROPÉENS

DEPUIS

LE CONGRÈS DE VIENNE

PAR LE VICOMTE

DE BEAUMONT-VASSY

EMPIRE RUSSE

PARIS
LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR
6 RUE DE LA PAIX

M DCCC LIII

EMPIRE RUSSE.

EMPIRE RUSSE.

I.

SITUATION MORALE ET MATÉRIELLE DE LA RUSSIE EN 1815.

Si, au milieu des conflits politiques et sociaux qui semblaient devoir remuer la vieille Europe jusque dans ses fondements, si pendant la tempête révolutionnaire dont les éclats ont retenti en Europe depuis quatre années, un travail historique pouvait être abordé avec quelque utilité pour notre pays, c'était assurément l'étude de ce peuple russe, plein de jeunesse et de séve, que des discordes et des révolutions incessantes paraissaient devoir attirer, en quelque sorte, fatalement vers nos contrées occidentales, ainsi que l'année 1848 l'a si complétement prouvé, et auquel l'avenir réserve, peut-être, un rôle actif dans les crises futures et possibles de la civilisation européenne. Aujourd'hui, après les événements récents qui ont profondément modifié les formes de nos propres institutions, une telle

étude ne saurait être moins intéressante et moins opportune, sinon par les analogies qu'elle provoque, du moins par les comparaisons qu'elle peut faire naître.

Chose singulière, ce peuple russe et le gouvernement qui le dirige, ont presque toujours été mal appréciés chez nous. Tantôt on les a calomniés dans leur caractère, dans leurs tendances, dans leurs forces et leurs moyens d'action; tantôt on les a exaltés au delà de toute justice, de toute réalité, et le dénigrement est devenu de la flatterie. Il serait temps que la vérité se fît jour, et nous allons consciencieusement la rechercher en nous bornant, comme l'indique le cadre que nous avons adopté, au mouvement des faits historiques et des idées politiques en Russie depuis 1815.

De tous les États de l'Europe engagés dans la lutte contre la France républicaine et impériale, l'Angleterre s'était assurément attribué la plus grande somme de bénéfices, mais la Russie avait conquis le plus de gloire. La Russie n'avait manqué ni de patience et de courage dans les revers, ni de modération et de prudence dans la bonne fortune. Elle acquit, en influence européenne ce que d'autres États gagnaient en territoire, et l'accession des principaux débris du royaume de Pologne à l'empire de tsars lui per-

mit de s'avancer au cœur de l'Allemagne, tandis que des traités avec la Turquie et la Perse étendaient sa domination en Orient. Ce colosse du Nord auquel nous ne pensons pas qu'il soit donné, comme on l'a répété tant de fois, d'envahir un jour tout le vieux monde, mais qui semble, ainsi que nous l'avons dit nous-même ailleurs, se mouvoir constamment vers les régions méridionales, tendre instinctivement vers l'Orient, comme un immense serpent qui se déroule au soleil, avait, en quelques années, et grâce aux fautes de ses adversaires, plus obtenu pour sa grandeur et sa puissance que Pierre le Grand n'aurait pu le soupçonner, que Catherine II n'au rait osé le concevoir.

Rien de plus remarquable que la promptitude avec laquelle la Russie parvint à réparer ses pertes tout en développant ses forces. Moscou était sortie rapidement de ses ruines, plus belle, plus opulente que par le passé; Saint-Pétersbourg avait en peu de temps doublé sa population et agrandi son commerce; Odessa et Kasan rivalisaient déjà pour l'activité et l'industrie. La paix, une paix réparatrice et féconde, devait, on le conçoit, donner des facilités immenses à ces puissants efforts vers la civilisation et le progrès.

Aujourd'hui, lorsque l'attention des hommes politiques se porte vers ce vaste empire russe,

leur imagination s'étonne à bon droit de ses proportions immenses, de ses immenses ressources; l'espace qu'il tient sur la carte de l'Europe, tout en se prolongeant en Asie depuis la Finlande, cette intéressante contrée si longtemps destinée à servir de champ de bataille, et que, malgré d'importantes compensations, la Suède regrette toujours, jusqu'aux frontières de la Chine, jusqu'aux limites de la Perse et de l'Inde; sa configuration géographique qui, par un rare privilége, lui donne un accès naturel dans deux mers situées aux confins opposés de l'Europe; la singulière variété de son sol et le chiffre toujours croissant de sa population peuvent, en effet, fournir matière à de nombreuses réflexions sur ses destinées futures et soulever bien des questions de politique conjecturale.

Au centre, vaste plaine ombragée de temps en temps par des forêts de pins et de bouleaux, où la nature ne demande qu'à être plus habilement secondée pour produire d'avantageux résultats; au midi, terre puissamment fertile quoique soumise parfois à de dévorantes sécheresses, la Russie ne voit que dans ses latitudes les plus septentrionales la végétation s'étioler et disparaître complétement sous l'action continue de l'extrême rigueur du climat. Là, dans les solitudes hyperboréennes, les végétaux rampants, les mousses d'origine et

de nature diverses, apparaissent seuls aux rayons d'un pâle soleil, sous l'épaisse couche de neige qui les a si longtemps ensevelis. Les points situés au delà du cercle polaire arctique, les confins de la Sibérie, les steppes qui s'étendent des limites de l'Ukraine à celles de la Tartarie chinoise, sont également soumises à cette indigence végétale; et, malgré les tristes conditions de la vie humaine dans ces régions inhospitalières, partout l'homme s'y rencontre encore. Plus on avance vers le centre et le midi de l'empire, et plus la population s'accroît. Cette population est-elle relativement aussi nombreuse que dans les autres contrées de l'Europe? Il s'en faut de beaucoup. Peut-elle le devenir? Sans aucun doute, à notre avis, grâce à la qualité du sol de la majeure partie des provinces russes, sol que l'on croirait faussement moins fertile, moins productif que tout autre, parce qu'il est longtemps recouvert de neiges et de glaces. C'est, du reste, sur cette grande question que bien des calculs se sont établis, que bien des craintes se sont produites. Mais s'il ne faut rien dissimuler, il est également utile de ne rien exagérer. il est certain que la population russe qui, en 1815, était environ de quarante millions d'âmes, est aujourd'hui, c'est-à-dire après une paix européenne de trente-cinq années, faiblement troublées, quant à la mortalité, par les révolutions récentes, de

soixante-quatre millions d'habitants. Mais est-ce donc un motif de craindre outre mesure la puissance russe et de s'en faire un colossal fantôme? Nous nous garderons bien de le dire : chaque peuple a son côté faible et porte en lui son infirmité secrète; la faiblesse de la Russie, c'est précisément cette extension immense qui en fait, pour ainsi dire, l'épouvantail de l'Occident.

En 1815, le mouvement des idées, le développement de l'esprit politique avaient suivi la marche progressive des institutions nationales. Chose assez singulière et très-digne de remarque, les idées libérales françaises s'étaient manifestées dans les divers corps d'armée qui avaient pris part aux dernières guerres de l'Empire. Un séjour prolongé en Allemagne et en France depuis la fin de 1812 jusqu'au commencement de 1817 avait facilité et préparé l'invasion d'un libéralisme plus ou moins avancé dans les rangs de la jeune noblesse, presque tout entière élevée par des précepteurs français [1]. Cette éducation *à la française*,

1. On sait que l'impératrice Catherine II avait confié l'éducation des grands-ducs, ses petits-fils, à César Laharpe, né dans le pays de Vaud en 1754, mais qui avait des idées toutes françaises. César Laharpe s'était retiré à Genève avec le rang et le grade de général russe, et avait pris part à la révolution suisse de 1798. Il parvint, en 1814, à rendre le pays de Vaud indépendant du canton de Berne. La protection de son ancien élève, l'empereur Alexandre, facilita ce résultat qui avait été le rêve de toute sa vie.

devenue à Saint-Pétersbourg une nécessité élégante, était, on le comprend aisément, tout à fait voltairienne. Les théories de la révolution, qui bien réellement ont eu Voltaire pour parrain, mais que l'aristocrate Voltaire eût certainement reniées depuis, n'avaient pas encore reçu leur application sanglante. Après les horribles saturnales de 1793, elles n'étaient plus de mise à Saint-Pétersbourg; mais il en était resté un levain suffisant pour faire éclore et entretenir des idées de libéralisme constitutionnel que devait naturellement développer un long séjour chez un peuple auquel une constitution venait d'être octroyée.

L'empereur Alexandre lui-même semblait imbu des idées nouvelles et paraissait, dans le principe, vouloir afficher ses propensions libérales, ses tendances progressives. Il avait dit à Berlin, en 1813: « La marche de l'armée russe à travers l'Allemagne et jusqu'à Paris doit profiter à la Russie entière. Pour nous aussi va commencer une époque nouvelle dans l'histoire [1]. » Et, confiants dans ces paroles souveraines, qui renfermaient tant de promesses, les publicistes de Saint-Pétersbourg s'étaient empressés de les constater. « La liberté de la presse, protégée par notre auguste monarque,

1. Voir le livre allemand du Dr Eylert intitulé : « Fragments historiques concernant la vie de Frédéric-Guillaume III. »

disait alors la *Poste du Nord*[1], a l'avantage inappréciable de faire parvenir toutes les vérités au pied du trône; elle ne saurait déplaire qu'à ceux qui voudraient isoler le prince de son peuple, et ces hommes ne sauraient être écoutés sous le règne d'Alexandre. »

Ainsi, le gouvernement russe, dans sa plus haute personnification, paraissait subir l'influence des idées constitutionnelles, et voir sans répugnance le progrès et l'application des théories libérales qui, en Angleterre et en France, réglaient les rapports réciproques des souverains et des peuples. D'un autre côté, les nombreuses sociétés secrètes, maçonniques ou autres, qui existaient en Russie depuis le commencement du siècle, et jusqu'alors n'avaient abordé aucun sujet de politique sérieuse, associations frivoles auxquelles il était de bon goût de ne pas demeurer étranger, avaient pris soudainement des allures plus graves et presque mystérieuses qui tendaient bien évidemment vers un but politique et affichaient une ressemblance lointaine avec celles des sociétés de l'Allemagne, particulièrement de la célèbre Société de la Vertu (*Tugend Bund*).

Y avait-il, dans ce dernier fait, quelque chose qui pût inspirer au gouvernement des craintes

1. Dans son numéro du 4 octobre 1816.

sérieusement fondées? L'esprit public subissait-il quelque transformation dangereuse, et la tempête grondait-elle au fond de ces conciliabules jadis inoffensifs, mais absorbés maintenant dans les préoccupations d'une politique peut-être agressive? En consultant l'histoire et les mœurs de la nation russe, on se fût aisément rassuré sur les conséquences possibles de ce nouvel état de choses.

En dehors des révolutions de cour qui n'avaient qu'un palais pour théâtre et que des boyards pour acteurs, en dehors de la révolte partielle de quelques régiments contre des chefs accusés de dureté [1], il fallait remonter jusqu'à la tentative de rébellion dirigée par Pougatchef, en 1773, pour trouver un mouvement ouvertement hostile à l'autorité gouvernementale; encore devai d-mettre ces circonstances particulières qu -gatchef, cosaque d'origine, avait pour au e l'esprit si hautement indépendant de ses co -triotes, alors pen soumis au gouvernement rus , et que, d'ailleurs, il avait dû se faire passer pour le souverain Pierre III, époux infortuné de la grande Catherine. La fin misérable de l'audacieux aventurier était, du reste, malgré ses succès mo-

1. Telles, par exemple, que celle du régiment Séménof contre son colonel en 1820.

mentanés, une grande leçon historique[1]. Jusque là, aucune rébellion n'avait eu de véritables, de profondes racines dans le pays. Pourquoi donc s'alarmer de quelques associations secrètes formées particulièrement par des hommes jeunes et dont l'ambition ne s'était pas encore dévoilée? Et cependant il y avait là un danger réel qui pour se produire ne devait même pas attendre la fin du règne de l'empereur Alexandre. Mais ce n'est point encore le moment d'aborder cette question redoutable que nous développerons plus tard dans tout son ensemble, avec tous ses détails.

L'empire russe avait alors besoin de toutes les ressources d'un commerce actif et intelligent pour améliorer sa position financière, singulièrement compromise par les charges nombreuses que lui av iposées la dernière et terrible lutte contre N éon. La Russie est l'État le moins riche de l'E ope, en raison de son territoire et de sa popu ation. En 1815, il possédait à peine 136,000,000 de roubles de revenus, c'est-à-dire à peine le tiers du revenu de la France. L'absence de numéraire s'y faisait sentir, malgré le produit de ses mines, et les assignations de banque, c'est-à-dire le papier-monnaie, en étaient au quart, quelquefois

1. Il fut livré par les siens pour une somme de 100,000 roubles. — Consulter au sujet des cosaques l'excellent livre de M. Schniztler, *La Russie, la Pologne et la Finlande.*

au cinquième de leur valeur nominale. L'empereur dut donc reporter sa plus sérieuse attention vers les finances de l'État. Une commission particulière avait été créée en 1810, pour le règlement et l'acquit de la dette publique; mais la guerre de 1812, qui avait réduit la Russie à contraindre à un nouvel emprunt en Hollande, avait retardé les effets des opérations de cette commission. Un ukase rendu à Saint-Pétersbourg, le 16 avril 1817, ordonna que le trésor impérial mettrait, pour cette année, 30,000,000 de roubles à la disposition du comité chargé du paiement de sa dette et, qu'à dater de 1818, il serait annuellement affecté, au même objet, 30,000,000 des revenus des domaines de la couronne, jusqu'à l'extinction totale de la dette et à la réduction du papier courant, dans une proportion jugée convenable. Ce même ukase soumettait à la décision du comité d'amortissement, toutes les mesures à prendre pour des emprunts postérieurs et relatifs à l'extinction de la dette publique.

Le 7 mai 1817, il fut créé une banque impériale de commerce, dont 30,000,000 de roubles, appartenant aux capitaux de la couronne, allaient former les premiers fonds. Cette banque devait commencer ses opérations le 1er janvier 1818; elle avait le privilége de prendre les fonds en payant l'intérêt d'après les mêmes principes que celui

des emprunts de la banque, de transférer d'une personne à une autre, les dépôts qu'elle aurait reçus en marchandises, et d'escompter les effets à un taux réglé; les directeurs de cette banque devaient être choisis par moitié soit dans l'administration publique, soit parmi les négociants; l'empereur garantissait, sur sa parole impériale, l'intérêt des capitaux qui y seraient versés et l'inviolabilité des droits de toutes les personnes intéressées[1]. Ces mesures financières précédèrent naturellement les modifications politiques arrêtées dans la pensée de l'empereur, les unes concernaient la Pologne, les autres la Russie elle-même.

II.

L'EMPEREUR ALEXANDRE ET LA POLOGNE. — RECONSTITUTION DE CE ROYAUME. — PREMIÈRE DIÈTE. — CONGRÈS D'AIX-LA-CHAPELLE. — POLITIQUE GÉNÉREUSE D'ALEXANDRE A L'ÉGARD DE LA FRANCE.

Les revers successifs de Napoléon avaient per-

1. Un compte soumis à l'empereur et publié le 5 juin suivant, établit la dette publique russe jusqu'au 1[er] janvier 1818, ainsi qu'il suit :

Dette étrangère (emprunt de Hollande) 99,600,000 florins;

Dette intérieure :

Roubles en assignations de banque.	214,201,184 roub.	24 kop.
En argent......................	3,544,852	91 1/2
En or..........................	18,520	

mis à l'empereur Alexandre de développer sans obstacle son système gouvernemental relatif à la Pologne ; et, dès que le sort des armes lui eut fait recouvrer la Lithuanie, il put commencer à mettre à exécution ses projets longtemps mûris et médités. Alexandre était animé des plus généreuses intentions à l'égard de la Pologne : une amnistie générale fut signée par lui à Wilna, le 24 décembre 1812. Puis, après avoir occupé le duché de Varsovie, il maintint l'administration locale dont il confia la direction au prince Xavier Lubecki, et permit à l'armée polonaise de rentrer dans son pays les armes à la main. Le général Krasinski dut ramener à Cracovie les glorieux débris de cette armée, que l'empereur allait bientôt placer sous les ordres du grand-duc Constantin.

Le congrès de Vienne sanctionna les désirs du tsar, et voici dans quels termes était conçu le premier article du célèbre traité destiné à opérer un sixième partage de la Pologne : « Le duché de Varsovie, à l'exception des provinces et districts dont il a été autrement disposé dans les articles suivants, est réuni à l'empire de Russie. Il y sera lié irrévocablement par sa constitution, pour être possédé par S. M. l'empereur de toutes les Russies, ses héritiers et successeurs à perpétuité. S. M. I. se réserve de donner

à cet État, jouissant d'une administration distincte, l'extension intérieure qu'elle jugera convenable. Elle prendra avec ses autres titres celui de roi de Pologne, conformément au protocole usité pour les titres attachés à ses autres possessions.

Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation et des institutions nationales, réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et convenable de leur accorder. »

Les articles suivants du traité attribuaient la Gallicie à l'empire autrichien, qui recouvrait le cercle de Tarnopol, et obtenait Podgorze avec les salines de Vieliczka.

La Prusse conservait la partie de la Pologne que Napoléon lui avait laissée, augmentée de la ville de Dantzick, de celle de Thorn, de tout l'ancien palatinat de Culm et du duché de Posen.

Indépendamment du duché de Varsovie, la Prusse gardait tous les pays qu'elle avait gagnés aux trois premiers partages, ainsi que le cercle de Bialystok que Napoléon lui avait cédé. Enfin la ville de Cracovie, avec son territoire, était déclarée à perpétuité cité libre, indépendante,

strictement neutre, sous la protection de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse.

Dès que le rétablissement de la paix en Europe permit à l'empereur Alexandre de s'occuper exclusivement de ses affaires intérieures, il s'empressa d'ériger le duché de Varsovie et les autres portions territoriales que nous venons de mentionner en royaume de Pologne, État nouveau, auquel il voulut donner une administration, une armée, une existence nationales. L'empereur Alexandre, avons-nous dit, était animé des intentions les plus généreuses à l'égard de la Pologne ; par un effet de cette délicatesse qui formait le fond de son caractère, il voulut que le Polonais pût croire encore à l'existence de la vieille monarchie des Jagellons, ne se réservant, pour ainsi dire, de l'autorité royale que ce qui devait être relatif à la direction des diètes, et il donna à la Pologne un vice-roi, le vieux général Zaionczek. Il est vrai que le grand-duc Constantin, son frère, recevait, en même temps le commandement de toutes les forces militaires, évaluées à quarante mille hommes. Enfin, enlevés à la Suisse par ordre de l'empereur, les glorieux restes de Kosciusko reposèrent désormais dans la cathédrale de Cracovie, entre Jean Sobieski, le vainqueur des Turcs, et Poniatowski, le moderne héros des légions polonaises.

La constitution accordée au royaume de Pologne était également remarquable par son intelligente simplicité et par les garanties vraiment libérales qu'elle offrait à la nation. Suivant ses principales dispositions, le gouvernement devait se composer de trois pouvoirs : le roi, un sénat et une chambre des députés, se réunissant en diète. Le pouvoir exécutif résidait dans la personne du roi et dans celle des fonctionnaires de tout ordre nommés par lui. La couronne était héréditaire; le roi déclarait la guerre, convoquait, prorogeait ou dissolvait les chambres. Il pouvait nommer un vice-roi qui, dans le cas où on ne le prendrait pas parmi les membres de la famille royale, devait nécessairement être Polonais. Le roi était assisté d'un conseil d'État et de cinq ministres, responsables de tout acte et de tout décret contraires à la constitution. L'administration ministérielle se subdivisait en cinq départements : 1° de l'Instruction; 2° de la Justice; 3° de l'Intérieur et de la Police; 4° de la Guerre; et 5° des Finances, ces cinq ministères demeurant placés sous la surveillance d'un président du conseil.

Assurément, dans l'état d'épuisement et de misère où la Pologne était tombée, une telle constitution, imparfaite peut-être dans quelques-unes de ses parties, n'en était pas moins un grand, un

véritable bienfait, grâce aux garanties générales qu'elle accordait à la liberté des personnes, des opinions et des cultes, au privilége de la représentation nationale et aux attributions déléguées soit au pouvoir législatif, soit à l'ordre judiciaire.

La première diète polonaise fut convoquée à Varsovie pour le 27 mars 1818. Le grand-duc Constantin, élu député par le faubourg de Praga, avait dû renoncer pendant la durée de la session à ses fonctions de sénateur, puisqu'aux termes de la constitution on ne pouvait siéger simultanément dans les deux chambres. Mais son élection avait eu lieu à une majorité de 103 voix contre 6, et c'était une preuve bien évidente des espérances que le nouveau règne faisait généralement concevoir. L'empereur Alexandre arriva le 13 mars à Varsovie; il se livra tout entier à l'examen des affaires du royaume, avec cette conscience qu'il apportait à toutes choses, et, le 27, il fit, en personne, l'ouverture de la diète, par un discours prononcé en français.

La session dura trente jours, session bien remplie et dépourvue d'orages, que l'empereur-roi vint clore solennellement, en témoignant aux représentants du nouveau royaume combien il était satisfait du résultat de leurs travaux. Tout alors pouvait et devait permettre d'espérer que

la Pologne, à peine sortie des luttes sanglantes auxquelles elle avait pris une part si glorieusement active, allait savoir utiliser un repos devenu bien nécessaire, et profiter des chances que faisait entrevoir sa résurrection politique.

Le tsar, en quittant Varsovie, prit le chemin de la Tauride pour retourner à Moscou; il séjourna quatre jours à Odessa, cité nouvelle et déjà florissante, à la prospérité de laquelle un Français, le duc de Richelieu, avait coopéré par l'établissement du magnifique lycée qui prit le nom de son fondateur. Alexandre se préoccupait vivement de l'organisation des colonies militaires, système que le général Araktcheïeff avait appliqué pour la première fois, et dont l'exécution de jour en jour plus éclairée paraît devoir produire de notre temps des résultats d'une importance qu'on entrevoyait à peine alors; on ne voulait dans le principe que dégrever le trésor public de ses charges les plus lourdes, non-seulement par des réductions partielles et souvent insuffisantes dans l'effectif de l'armée, mais encore à l'aide d'une large organisation qui mettrait toujours à la disposition du gouvernement des moyens puissants d'agression ou de défense; problème difficile dont on pensait avoir trouvé la solution dans l'établissement des colonies militaires, système vieux comme les Romains, mais

dont l'exécution perfectionnée allait produire des effets bien plus notables encore.

En Russie, plus que partout ailleurs, l'activité du souverain est un bienfait véritable. Le congrès d'Aix-la-Chapelle venait de s'ouvrir, et l'empereur devait s'y rendre. En passant à Mittau, il présida une cérémonie dont le but était de consacrer un fait trop intéressant pour que nous ne lui accordions pas une mention spéciale. L'empereur avait manifesté dès le début de son règne le désir d'abolir la servitude dans toutes les provinces, en commençant par celles où l'état de la civilisation rendrait plus facile l'exécution de cette mesure ; l'Esthonie, la Courlande et la Livonie, semblaient mieux préparées que toutes autres à profiter du bienfait impérial, car la noblesse y avait témoigné l'intention de concourir, dans la sphère de sa propre action, aux vues généreuses du souverain. L'empereur fit recueillir toutes les lois particulières des trois provinces pour en former un code général, et, le 24 septembre de cette même année 1818, au milieu d'un immense concours de noblesse et de peuple, l'abolition de la servitude personnelle des paysans fut proclamée dans la cathédrale de Mittau, ainsi que les lois nouvelles qui devaient tout à la fois consacrer leurs droits et régler leurs devoirs.

On sait quel était l'objet de la réunion des sou-

verains à Aix-la-Chapelle. L'article 5 de la convention du 20 novembre portait que le maximum de la durée de l'occupation militaire des places fortes et frontières de la France, était fixé à cinq ans, mais qu'elle pouvait prendre fin avant ce terme si, au bout de trois années, les souverains alliés, après avoir de concert et mûrement examiné la situation nouvelle faite à la France par le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité, s'accordaient à reconnaître que les motifs qui les avaient portés à cette mesure avaient cessé d'exister. Après un long échange de notes et d'explications relatives à cette question principale, les souverains s'étant décidés à retirer du territoire français un cinquième de leur contingent, il fut convenu qu'une réunion aurait lieu à Aix-la-Chapelle, mais que pour lui enlever le caractère et l'apparence d'un congrès, surtout pour écarter l'intervention de plusieurs cabinets dans des questions dont la solution ne leur était point réservée, les souverains feraient connaître leur volonté de n'admettre les plénipotentiaires des puissances complétement étrangères aux débats qui devaient être soulevés, et de ne point attirer à eux les négociations entamées à Paris, à Londres et à Francfort. L'empereur Alexandre avait particulièrement insisté pour que cette détermination fût admise.

Nous n'entrerons point ici dans le détail des conférences d'Aix-la-Chapelle. Dès la troisième séance, l'évacuation du territoire français et de ses forteresses fut arrêtée presque sans discussion; l'empereur de Russie avait puissamment contribué à ce résultat et, dès que la décision eut été rendue, le comte de Caraman fut envoyé à Paris pour en porter la nouvelle. Restait à déterminer la somme et le mode de paiement que l'on imposerait à la France; l'intervention de l'empereur Alexandre abrégea cette fois encore toutes les difficultés qui se produisaient. Enfin, mus par un sentiment de délicatesse et de haute convenance, le tsar et le roi de Prusse ne crurent pas devoir entrer sur le territoire français pour y passer en revue quelques-unes de leurs divisions sans venir à Paris offrir au roi Louis XVIII leurs félicitations sur l'issue des négociations qui semblaient devoir assurer pour longtemps le repos de l'Europe. Après une revue passée à Sedan, les deux souverains prirent donc la route de Paris, et bien qu'un sévère incognito dût les dérober à la curiosité publique, l'empereur de Russie reçut jusque dans les plus humbles villages des marques d'une reconnaissance que sa noble conduite envers la France désarmée lui avait justement acquise.

Le séjour de l'empereur à Paris fut de très-

courte durée : le 28 octobre 1818, il descendait à l'hôtel de l'ambassade russe, et le 30 il était de retour à Aix-la-Chapelle. Mais durant ce temps il s'était ménagé deux longues conférences avec le roi Louis XVIII, dont l'esprit éclairé était si bien fait pour admettre les conseils d'une politique de justice et de raison, car, nous ne saurions trop le redire, l'empereur Alexandre avait admirablement compris, après la chute de Napoléon, les hommes et les choses de notre pays, et la France ne doit point oublier les services réels que son intervention a si souvent, dans les premières années de la Restauration, rendus à la cause de ce que tous les bons esprits croyaient alors être le grand progrès des temps modernes : la liberté dans la monarchie; illusion si chèrement achetée, si promptement perdue.

Ce fut également à l'instigation de l'empereur Alexandre qu'après avoir repoussé toute restriction au principe de l'évacuation militaire de la France, la majorité des plénipotentiaires réunis à Aix-la-Chapelle rejeta la pensée du renouvellement formel de la quadruple alliance comme injurieuse à la nation française, et renonça à rédiger un traité nouveau, bien inutile sans doute dans le cas où l'esprit de l'ancienne alliance se serait conservé, complétement inefficace s'il fût venu à s'affaiblir. Le 15 novembre 1818, les conférences

d'Aix-la-Chapelle furent closes, et le lendemain l'empereur de Russie partit pour Bruxelles, où l'impératrice douairière, sa mère, était venue visiter la famille royale des Pays-Bas. Un complot dirigé contre la personne du tsar, complot dont on a dans la suite contesté la réalité, mais qui cependant a eu une existence et des ramifications certaines, fut découvert à cette époque par la police belge. La voiture de l'empereur n'était point escortée, et un certain nombre de conjurés, appartenant pour la plupart à l'ancienne armée napoléonienne, devait se poster sur la route d'Aix-la-Chapelle à Bruxelles, se saisir de la personne d'Alexandre, le forcer à signer un acte par lequel il se serait engagé à faire mettre en liberté le captif de Sainte-Hélène; enfin, et dans le cas d'un refus, garder l'empereur comme otage: complot absurde, sans doute, mais qui n'en était pas moins d'une réalisation facile, quelle qu'en pût être l'issue, et dont, nous le répétons, l'existence matérielle ne peut pas être contestée; tentative audacieuse qui, comme toutes celles du même genre, passent entièrement inaperçues lorsqu'elles échouent, ou prennent de grandes proportions dans l'histoire lorsque le succès les couronne.

III.

RESCRIT CONTRE LES SOCIÉTÉS SECRÈTES. — ELLES FORMENT DEUX CENTRES D'ACTION AU NORD ET AU MIDI DE L'EMPIRE. — LEUR ORGANISATION. — UNION DU SALUT. — UNION DU BIEN PUBLIC.

Nous ne connaissons pas, pour notre compte, de caractère historique qui soit plus sympathique que celui du tsar Alexandre. Philanthrope par instinct naturel et dans la meilleure acception de ce mot, consciencieusement religieux et même porté au mysticisme par une exaltation toute de sentiment, on se demande s'il aurait dû naître à une autre époque plus propice au développement de ses grandes et pacifiques qualités, ou bien si la Providence avait ménagé son passage au milieu de la vieille Europe, rougie de sang et abreuvée de larmes, pour qu'il pût y jouer à l'heure marquée, au temps fixé, un de ces rôles conciliateurs qui se produisent de loin en loin dans l'histoire du monde.

On dirait que toute sa vie fut un combat entre ses tendances libérales et les difficultés de son gouvernement, une lutte entre son cœur et sa politique. C'est ainsi qu'il n'avait d'abord manifesté aucune répulsion contre les associations se-

crètes, dont il connaissait cependant le caractère primitif, lorsque tout à coup survinrent des rapports si effrayants sur les conséquences possibles de ces conciliabules jugés d'abord inoffensifs, qu'il se vit contraint de poursuivre ce qu'il avait toléré dans le principe. L'empereur devait se rendre au congrès de Vérone en passant par Varsovie. Avant son départ, il adressa au comte Kotschubey, ministre de l'intérieur, un rescrit sévère dont le préambule renferme ce passage qui peint admirablement la situation d'esprit dans laquelle Alexandre se trouvait alors :

« L'existence dans plusieurs États de sociétés secrètes qui, sous le nom de loges de francs-maçons, n'avaient pour but que des actes de bienfaisance, mais dont quelques-unes s'occupaient de matières politiques, a fini par troubler le repos de ces États. Il en résulte des désordres qui ont déterminé plusieurs gouvernements à les supprimer. J'ai toujours été personnellement très-attentif à éviter tout ce qui pouvait porter préjudice à l'empire, et je dois l'être davantage à une époque où malheureusement les abstractions insensées de la philosophie moderne ont produit ailleurs de si déplorables effets. »

Suivant les termes de ce rescrit, tous les em-

ployés de l'empire devaient déclarer sous serment s'ils appartenaient à quelque société secrète, soit en Russie, soit au dehors, et jurer de rompre tous liens avec les associations auxquelles ils auraient pu être affiliés, sous peine de destitution. Nul individu ne pouvait obtenir d'emploi civil ou militaire s'il ne signait une déclaration semblable.

Quelques symptômes faisaient craindre, en effet, que des troubles ne se manifestassent non-seulement en Pologne, mais dans l'empire même, et des scènes assez graves vinrent promptement légitimer ces appréhensions. Un mouvement insurrectionnel se produisit à Saint-Pétersbourg dans un régiment de la garde, le régiment de Sémenoff, fondé par Pierre le Grand. Ce mouvement, facilement comprimé, et dont on cherchait la cause dans une certaine dureté des chefs, avait toutefois, par sa coïncidence avec les efforts de l'opposition polonaise dans la dernière diète, éveillé l'attention d'Alexandre. Évidemment les insurrections d'Italie, d'Espagne et la récente révolution grecque n'étaient point étrangères à cette émotion générale que l'Europe subissait alors, au mouvement inquiétant qui allait motiver les conférences de Troppau et de Laybach. Dans les premiers jours d'août 1821, plusieurs étudiants soupçonnés de faire partie d'une association se-

crète entre les universités de Berlin, Varsovie et Cracovie, furent arrêtés par la police russe; quelques-uns appartenaient aux familles les plus distinguées de la Pologne; d'autres s'étaient déjà fait connaître par des succès littéraires. On envoya immédiatement à Berlin le directeur de la police, chargé de mettre les scellés sur les papiers des étudiants polonais qui s'y trouvaient alors réunis. Mais cette perquisition n'ayant produit que des renseignements assez vagues, on relâcha plusieurs des individus déjà arrêtés; quelques autres, tels que le jeune comte Potocki et M. Heltman, rédacteur du journal de Varsovie, furent, jusqu'à nouvel ordre, confinés dans des provinces éloignées, où la haute police devait les surveiller.

Cependant les sociétés secrètes tendaient à se concentrer en deux grands foyers de conspiration, au nord et au midi de la Russie. Deux hommes remarquables à des titres divers les dominaient complétement : c'étaient Alexandre Muravieff et Paul Pestel. Ces deux hommes s'étaient rencontrés dès le commencement de 1817 sur un terrain qui leur était également familier. Pestel avait conçu le plan d'une première association intitulée l'*Union du salut*, et dont les statuts étaient presque entièrement empruntés à la franc-maçonnerie. Lorsqu'il voulut procéder à l'organisation de cette société des *dignes fils de la patrie*,

comme il la nommait encore, ce fut à Muravieff et à ses amis qu'il s'adressa. Dès lors, et malgré la différence très-marquée des caractères, une grande intimité s'établit naturellement entre eux. Alexandre Muravieff, dont nous parlons d'abord, parce que ce fut le principal fondateur des premières associations secrètes en Russie, était un homme jeune, enclin à l'exaltation, imbu d'idées libérales, mais droites et honnêtes. Il voulait la réforme des abus politiques qui, à son avis, déshonoraient son pays; mais il eût repoussé, pour arriver à ce but, tous les moyens violents et criminels à l'usage des révolutions. Alexandre Muravieff désirait pour la Russie des institutions constitutionnelles; il n'allait pas au delà.

Les Muravieff sont très-nombreux, et il ne faut pas confondre celui-ci ni ses frères Michel et Nikita avec deux autres conspirateurs bien plus actifs et bien plus dangereux dont nous aurons occasion de parler tout à l'heure, Serge et Mathieu Muravieff-Apostol, fils du sénateur Ivan Muravieff, ancien ministre de Russie en Espagne. Alexandre Nikolaïevitch Muravieff, celui dont nous nous occupons en ce moment, était fils du général qui a publié plusieurs ouvrages estimables sur la stratégie et l'art militaire. Il s'était retiré du service après avoir fait la campagne de 1813 et de 1814 comme aide de camp du général Tchernycheff.

Mais, nous le répétons, c'était un homme trop modéré, trop consciencieux, pour devenir jamais un bien dangereux conspirateur. Son attitude et ses paroles, lors des poursuites dirigées contre les auteurs du complot de 1825, indiquent même qu'il se repentit jusqu'à un certain point des entraînements auxquels il avait cédé; mais, et quoi qu'il en soit, toujours est-il qu'il fut un des plus ardents fondateurs des sociétés secrètes dont une conspiration devait sortir tout armée.

Paul Pestel, d'abord aide de camp du comte de Wittgenstein, et parvenu successivement au grade de colonel, était d'origine russe. Son père avait rempli les fonctions de gouverneur général de la Sibérie, et lui-même, élevé à Saint-Pétersbourg au corps des pages de l'empereur, en était sorti avec le grade d'enseigne. C'était un homme profondément ambitieux, plein d'astuce et de ruse, capable de tout pour arriver au but qu'il se proposait, doué d'une activité incessante et fébrile, d'un esprit plein de ressources, de vigueur et d'initiative. Une telle nature devait nécessairement se révolter contre la position sociale qui lui serait faite, si cette position n'était pas suffisamment élevée pour flatter sa vanité et ses instincts dominateurs. Toutefois, dans la situation où se trouvait Pestel, la révolte de l'esprit contre un pouvoir fortement constitué, intelligent, entouré de

grandeur et de prestige, ne se comprend que par l'empire des illusions. Pestel était une nature supérieure à certains égards, mais évidemment incomplète. Nous aurons lieu de revenir plus tard sur cette appréciation de son caractère politique; disons, quant à présent, qu'un abîme séparait ses idées radicalement réformatrices des tendances constitutionnelles d'Alexandre Muravieff. L'*Union du salut*, dont Pestel avait rédigé les statuts, se divisait en trois classes ou catégories, correspondant à divers degrés d'initiation et de pouvoir. Ces trois classes étaient : les Frères, les Hommes, les Boyards, et ce dernier degré, supérieur aux deux autres, renfermait exclusivement les membres primitifs de l'association, parmi lesquels devaient se choisir les *directeurs* ou *anciens* chargés de la mission exécutive. Rien assurément de moins égalitaire que cette division de la société; mais Pestel, malgré ses prétentions démocratiques, était, en réalité, très-partisan d'un pouvoir despotique dans une hiérarchie fortement constituée; subissant en cela, et peut-être à son insu, l'empire de ses propres instincts dominateurs [1].

Le but que se proposait la société était de doter l'empire d'institutions plus ou moins libéra-

1. Un des complices de Pestel, Ryleieff, a dit de lui : « C'était plutôt un Bonaparte qu'un Washington. »

les, suivant les tendances plus ou moins prononcées des divers membres qui la composaient, et de contribuer par une surveillance active et incessante à détruire ou à réprimer tous les abus. Ce programme, comme tous ceux de cette nature, était, on le voit, passablement élastique : il pouvait suffire à toutes les exigences et subir toutes les restrictions. Mais bientôt une nouvelle société secrète fut formée à Saint-Pétersbourg par le général-major Michel Orloff, qui, lui aussi, avait rapporté de France le goût des institutions constitutionnelles et même avait, assure-t-on, conjuré l'empereur Alexandre d'accorder une charte à ses sujets. Cette association adopta le nom de *Société des Chevaliers russes;* elle se proposait 1° de mettre un terme aux concussions et aux autres abus qui s'étaient glissés dans l'administration intérieure de l'empire; et 2° de combattre l'influence des sociétés secrètes polonaises qui tendaient à la reconstitution de l'ancienne Pologne.

Autour de la société de l'*Union du salut* s'étaient groupés Alexandre, Michel et Nikita Muravieff, le prince Serge Troubetzkoï, le capitaine Jakouschkin et les deux Muravieff-Apostol. L'association des Chevaliers russes comptait parmi ses fondateurs le comte Mamonoff et le conseiller d'État Tourghenieff. Cette dernière, qui ne semblait pas être née viable, voulut s'unir à la plus ancienne, ou, pour

parler plus exactement, il y eut avances mutuelles; mais les démarches tentées dans ce but de fusion demeurèrent sans résultat sérieux. L'*Union du salut* était elle-même très-divisée ; deux partis s'y disputaient la direction et le pouvoir; l'un s'appuyait sur des idées modérées; l'autre, au contraire, affichait des théories violentes, et Pestel dirigeait naturellement ce dernier.

D'un tel antagonisme devait résulter et résulta en effet la dissolution de la société, ou plutôt sa transformation. Alexandre Muravieff et le prince Troubetzkoï se préoccupèrent aussitôt d'en fonder une autre sur des bases nouvelles. L'*Union du bien public*[1] se forma promptement avec le concours des premiers adeptes, et en 1820 elle comptait un nombre d'adhérents assez considérable pour que désormais son existence et sa durée fussent considérées comme certaines.

La commission d'enquête formée à Pétersbourg pour éclairer tous les faits relatifs au vaste complot de 1825[2] a publié un très-remarquable rapport dû à la rédaction de M. Dmitri Bludoff,

1. *Union du salut*, en russe : *Soïous spacénia. Union du bien public; Soïous blagodenstviya.*

2. Nous dirons plus tard comment était composée cette commission présidée par le ministre de la guerre, Alexandre Tatischtcheff.

alors conseiller d'État. Ce document nous donne sur les sociétés secrètes et leur organisation des renseignements extrêmement curieux. « Les principales dispositions du code de l'*Union*, dit le rapport de la commission d'enquête, les idées les plus remarquables et jusqu'au style même y font voir une imitation et, en grande partie, une traduction de l'allemand. Les auteurs déclarent, au nom des fondateurs de l'association, que le bien de la patrie est leur seul but; que ce but ne saurait avoir rien de contraire aux vues du gouvernement; que, malgré sa puissante influence, le gouvernement ayant besoin du concours des particuliers, la société qu'ils organisaient lui servirait d'auxiliaire pour faire le bien, et que, sans cacher ses intentions aux citoyens dignes de les partager, elle ne poursuivrait ses travaux en secret qu'afin de les soustraire aux interprétations de la malveillance et de la haine. »

Il est bon d'ajouter toutefois qu'une seconde partie des statuts de la société ne figurait pas dans son règlement ostensible; mais elle ne fut jamais complétement approuvée ou sanctionnée par les chefs, et Alexandre Muravieff en brûla le manuscrit en 1822. Dans tous les cas, nous devons remarquer que, même au milieu de ce mouvement d'idées révolutionnaires, un certain respect pour le pouvoir impérial se manifestait encore hautement.

Entrons maintenant dans quelques détails relatifs à l'organisation de l'*Union du bien public*. Les fondateurs formaient un foyer permanent nommé l'Union centrale, et dans le sein de laquelle était tiré un *conseil central* composé d'un surveillant et de cinq assesseurs. L'un de ces assesseurs était élu président ou *chef de l'Union* : mais tous les quatre mois deux des assesseurs sortaient du conseil et devaient être immédiatement remplacés. Le surveillant était élu pour un an. Lorsque tous les autres membres de la société se réunissaient au conseil central, ce conseil prenait le nom de direction centrale, et le pouvoir législatif lui appartenait. Des directions nouvelles pouvaient se former à l'imitation de celle-ci, car tout individu jouissant de la confiance de l'Union jouissait également du droit d'en être reçu membre dans le lieu même de son séjour habituel. Ces directions se composaient de dix ou de vingt membres, et, suivant le nombre des initiés, étaient gouvernées par un *surveillant* ou par deux *chefs*. Du reste, pour être admis à faire partie de l'*Union du bien public*, on n'était soumis à aucune cérémonie particulière ; le nouvel adhérent s'engageait simplement à verser dans la caisse de l'association une somme égale à la vingt-cinquième partie de son revenu, et remettait au chef de l'Union une déclaration de principes écrite, qui bientôt était

anéantie (car la société gardait le moins d'écrits possible), mais sans qu'il eût connaissance de cette particularité. Il avait le droit de renoncer à faire partie de l'association, et, dans ce cas, devait s'engager formellement à garder un secret inviolable sur tous les faits qui avaient pu lui être révélés.

Les villes de Pétersbourg et de Moscow eurent bientôt deux directions chacune. A Pétersbourg, elles étaient présidées par le colonel Burtzoff et le lieutenant de chasseurs Séménoff. A Moscou, par Alexandre Muravieff et le prince Fœdor-Chakhofskoï. En outre des sociétés libres (c'était ainsi que l'on nommait les associations qui, sans faire positivement partie de l'*Union*, tendaient cependant au même but), s'établissaient dans quelques régiments de la garde. Deux de ces sociétés furent, par les soins du prince Eugène Obolenski, fondées dans le régiment d'Izmailoff, Le mouvement se généralisait parmi la jeune noblesse provinciale, et de nombreuses directions s'organisaient au midi de l'empire.

L'une des plus importantes fut celle de Toultchine, chef-lieu du quartier général du comte de Wittgensttein et centre de la deuxième armée; elle avait été fondée par Pestel qui, voyant qu'à Pétersbourg il n'était pas suffisamment écouté, et, supposant avec raison qu'il aurait une action

plus directe et plus efficace sur une direction provinciale, avait reporté tous ses efforts vers l'armée du midi. Il parvint à persuader aux nombreux adhérents dont son activité et le singulier ascendant de sa parole avaient grossi l'association que la volonté de l'empereur, bien qu'elle dût encore demeurer secrète, était de faire germer dans l'esprit de la jeunesse russe et des troupes les idées de réforme dont sa pensée était remplie, et que c'était entrer pleinement dans les intentions d'Alexandre que de préparer d'avance un ordre de choses nouveau. Il ajoutait qu'à Pétersbourg tous les symptômes d'une révolution prochaine devenaient de plus en plus évidents, et qu'une association aussi nombreuse qu'importante par la réunion des personnages haut placés qui la composaient, dirigeait l'ensemble des opérations. De tels discours devaient, on le conçoit, exciter tout à la fois et rassurer l'imagination ardente et inquiète du jeune auditoire de Pestel, dans les conférences qui se tenaient régulièrement chez lui et chez l'intendant général Iouschnefski. Remarquons encore ici que pour faire adopter ses idées réformatrices même par les jeunes officiers dont il s'entourait, Pestel était, en quelque sorte, contraint de les placer sous le patronage de l'empereur. Toute l'histoire de la conspiration de 1825 peut

se traduire en malentendus, ou pour mieux dire en fourberies politiques de cette nature.

Bientôt Pestel demanda que l'association tînt une assemblée générale où elle serait tout entière représentée par des députés. L'Union centrale crut devoir y consentir, et y envoya MM. Nicolas Tourghenieff et Fœdor Glinka, colonel du régiment d'Izmailoff. Moscou avait été choisi comme point de réunion; Pestel, retenu par son service militaire, ne put s'y rendre. Le colonel Burtzoff et le lieutenant-colonel Komaroff le remplacèrent comme chefs de la direction de Toultchine.

Quant à la présidence de l'assemblée, elle fut confiée à M. Tourghenieff; mais les débats offrirent bientôt une confusion si grande, les divers systèmes s'y combattirent avec un tel acharnement, et des théories sanglantes, impitoyables, s'y produisirent avec tant d'éclat, que sa dissolution parut désormais inévitable, et que plusieurs adhérents, entre autres, le général Orloff et le colonel Grabbe, firent connaître qu'ils se retiraient immédiatement de l'association. Vers la fin du mois de février 1825, le président Tourghenieff déclara, au nom de la société, que l'*Union du bien public* était et demeurait irrévocablement dissoute.

A part ces motifs de division intestine, la dis-

solution de l'*Union* était pour ainsi dire devenue inévitable, grâce aux mesures adoptées contre les sociétés secrètes et aux recherches désormais incessantes de la police. Le gouvernement impérial, complétant les mesures que nous avons mentionnées plus haut, avait en effet cru devoir supprimer non-seulement les associations politiques, mais même les loges maçonniques, et ordonnait à ses agents la plus grande sévérité dans leurs investigations ultérieures.

IV.

CONGRÈS DE LAYBACH. — POLITIQUE DU TSAR DANS LA QUESTION GRECQUE. — EXPULSION DES JÉSUITES. — MARIAGES DANS LA FAMILLE IMPÉRIALE. — L'EMPEREUR ALEXANDRE AU CONGRÈS DE VIENNE. — DIFFICULTÉS AVEC LA PORTE-OTTOMANE.

L'empereur était encore au congrès de Laybach lorsque l'insurrection grecque éclata presque simultanément en Moldavie et en Morée. L'armée russe de Volhynie, forte d'environ cent mille hommes était alors massée dans les provinces méridionales de l'empire ; cette armée se trouva, dès que les gouvernements furent rassurés sur l'issue de la révolution italienne, toute disposée pour former un corps d'observation des-

tiné à protéger le territoire russe, et même à garantir au besoin les immunités des principautés de Valachie et de Moldavie, suivant les traités de Kainardgy, de 1774, et de Bucharest, de 1812. L'insurrection grecque avait produit en Russie une sensation des plus vives : les cruautés exercées par les Turcs, le pillage des églises et surtout le supplice du patriarche de Constantinople, portèrent à son comble l'indignation d'une population accoutumée à regarder les Grecs comme des frères en orthodoxie. L'empereur put, à son retour de Laybach, recueillir l'expression de ce sentiment populaire, et les mouvements précipités de l'armée russe vers les provinces Moldo-Valaques, firent même supposer un moment que son désir était de soutenir par les armes cette nationalité, qui réveillait tout à coup les échos des Thermopyles; mais, ainsi que nous l'avons dit plus haut, la vie de l'empereur Alexandre devait être une lutte perpétuelle entre les tendances libérales de son cœur et les exigences de sa politique. L'attitude qu'il adopta tout à coup dans les affaires de la Grèce nous en offre une preuve nouvelle; son premier mouvement avait été évidemment favorable à la cause des Grecs prise au point de vue humanitaire, et même il avait souscrit pour une somme considérable en faveur des Hellènes réfugiés;

puis des menées démagogiques furent découvertes dans le corps d'armée du général Sabahiew, et, d'un autre côté, la révolution espagnole fit des progrès rapides et décisifs. Dès lors, on put remarquer dans la conduite de l'empereur des modifications importantes. Le principe de l'insurrection grecque, l'entreprise d'Ypsilarti furent hautement désavoués par le gouvernement russe, et de nouvelles mesures de police intérieure exécutées avec une rigueur extrême.

Un ukase relatif à l'expulsion des jésuites venait d'attirer très-vivement l'attention publique : les anciennes lois de l'empire avaient interdit l'entrée de la Russie à la célèbre compagnie de Jésus, mais cependant elle était parvenue à y pénétrer à diverses reprises et sous divers prétextes.

En 1810, les jésuites obtinrent la permission de desservir un des temples de Saint-Pétersbourg assigné au culte de l'Eglise romaine. Le général de la compagnie, s'appuyant sur un règlement promulgué le 12 février 1769, forma un collége, où, bientôt, furent reçus des élèves sans distinction de religion. Mais, après avoir dépassé les limites de ce règlement, les jésuites s'efforcèrent d'attirer à la communion romaine les enfants confiés à leurs soins, ainsi que d'autres personnes appartenant également à la religion

russe. Telles étaient du moins les accusations renfermées dans l'ukase dirigé contre eux. Alors le ministre des cultes signala ces transgressions au père général de l'ordre, et le cabinet russe, croyant qu'il devenait nécessaire d'employer des moyens énergiques, soumit à l'approbation de l'empereur une suite de dispositions relatives à l'expulsion de tous les membres de la compagnie. Ses académies, ses colléges, furent supprimés; ses biens meubles et immeubles remis au gouvernement pour être administrés par les chambres de finances, et leurs revenus durent être employés au profit de l'Église romaine. La sensation produite par cet ukase fut peut-être moins grande en Russie qu'en France, où les jésuites cherchaient alors à consolider leur pouvoir. Le gouvernement russe pourvut, très-généreusement du reste, aux frais de leur renvoi, et ils sortirent de l'empire au nombre d'environ sept cent cinquante, pour se disperser ensuite en Hongrie, en Gallicie et dans plusieurs parties de l'Italie et de l'Allemagne.

Le 1er juillet 1817 [1], le grand-duc Nicolas Pavlowitch avait épousé la princesse Charlotte de Prusse, fille du roi Frédéric-Guillaume III, et qui,

1. Nous suivrons toujours pour nos dates le calendrier grégorien.

suivant l'usage de la cour de Russie, échangea, en adoptant la religion grecque, son nom contre celui d'Alexandra-Féodorowna. Cette alliance unissait les deux cours et avait une haute importance au point de vue politique. Un autre fait particulier à la famille impériale devait, peu de temps après, préoccuper également l'empereur : le grand-duc Constantin, qui, depuis dix-neuf ans vivait séparé de la grande-duchesse Anne, née princesse de Saxe-Cobourg-Saalfeld, avait récemment témoigné à son frère le désir que son mariage fût dissous, et le tsar s'était empressé de soumettre cette affaire au saint synode.

Deux mois après, le grand-duc épousait la comtesse Jeanne Grudzinska, fille du comte Grudzinski de Wittoslaw. L'empereur, saisissant cette occasion de récompenser les services que lui avait rendus son frère, lui donna, comme propriété indépendante, la terre de Lowicz érigée en principauté, et Jeanne Grudzinska fut créée princesse de Lowicz, titre qui devait passer aux enfants qu'elle aurait du grand-duc Constantin. L'union d'une Polonaise avec le vice-roi sembla de bon augure pour la prospérité future de la Pologne, et il est certain que la princesse de Lowicz rendit fréquemment de véritables services à ses compatriotes, grâce à la douce

influence qu'elle exerça sur l'esprit du grand-duc.

L'empereur partit ensuite pour Vérone, où la Russie devait être représentée par les comtes de Nesselrode, ministre des affaires étrangères; Lieven, ambassadeur à Londres; Pozzo di Borgo, ambassadeur à Paris, et M. de Tattischeff, ministre et conseiller privé. Les affaires d'Orient, l'insurrection des Grecs, la rupture toujours imminente de la Russie avec l'empire ottoman, mais particulièrement l'état des affaires d'Espagne et les rapports, déjà si hostiles, qui existaient entre elle et la France, telles étaient les circonstances politiques qui avaient motivé ce congrès, dont la réunion, fixée d'abord au commencement du mois de septembre de l'année 1822, fut retardée, comme l'on sait, par la mort de lord Castelreagh.

L'empereur Alexandre séjourna quelque temps à Vienne; il avait accueilli avec une prédilection très-marquée le vicomte Mathieu de Montmorency, ministre plénipotentiaire français, et, dans les conférences auxquelles il assistait fréquemment, les principes généraux qui devaient être discutés au congrès furent d'avance examinés et établis.

Le congrès de Vérone, célèbre à tant de titres, se distinguait de ceux qui l'avaient précédé par

le nombre des personnes royales qui s'y étaient rendues, et le tsar dominant visiblement toute cette assemblée de rois et d'hommes d'État par le privilége naturel des grandes et nobles intelligences, ses moindres démarches, ses préférences les plus indifférentes étaient observées avec une scrupuleuse attention. L'empereur témoignait toujours au plénipotentiaire français une bienveillance très-particulière. Un discours prononcé à la Chambre des députés de France par l'illustre vicomte de Chateaubriant peut faire apprécier les dispositions du tsar et ses intentions politiques. Rien de plus intéressant, de plus précieux, qu'un tel document.

« Je dois vous faire un aveu, disait le grand écrivain : je suis arrivé au congrès avec des préjugés qui lui étaient peu favorables. Sincère ami des libertés publiques et de l'indépendance des nations, j'avais été un peu ébranlé par ces calomnies qu'on répète encore tous les jours. Qu'ai-je été forcé de voir à Vérone? Des princes pleins de modération et de justice ; des rois honnêtes hommes, que leurs sujets voudraient avoir pour amis, s'ils ne les avaient pour maîtres. J'ai mis par écrit, Messieurs, les paroles que j'ai entendues sortir de la bouche d'un prince dont mes honorables adversaires ont loué eux-mêmes la magnanimité et recherché la faveur à une autre époque.

« Je suis bien aise, me dit un jour l'empereur Alexandre, que vous soyez venu à Vérone, afin de rendre témoignage à la vérité. Auriez-vous cru, comme le disent nos ennemis, que l'alliance est un mot qui ne sert qu'à couvrir des ambitions? Cela peut-être eût été vrai dans l'ancien état de choses; mais il s'agit bien aujourd'hui de quelques intérêts particuliers quand le monde civilisé est en péril!

« Il ne peut plus y avoir de politique anglaise, française, russe, prussienne, autrichienne; il n'y a plus qu'une politique générale qui doit, pour le salut de tous, être admise en commun par les peuples et par les rois. C'est à moi de me montrer le premier convaincu des principes sur lesquels j'ai fondé la Sainte-Alliance. Une occasion s'est présentée : le soulèvement de la Grèce. Rien sans doute ne paraissait être plus dans mes intérêts, dans ceux de mes peuples, dans l'opinion de mon pays, qu'une guerre religieuse contre la Turquie; mais j'ai cru remarquer dans les troubles du Péloponèse le signe révolutionnaire : dès lors je me suis abstenu. Que n'a-t-on point fait pour rompre l'alliance? On a cherché tour à tour à me donner des préventions ou à blesser mon amour-propre; on m'a outragé ouvertement : on me connaissait bien mal, si on a cru que mes principes ne tenaient qu'à des vanités ou pou-

vaient céder à des ressentiments. Non, je ne me séparerai jamais des monarques auxquels je me suis uni. Il doit être permis aux rois d'avoir des alliances publiques pour se défendre contre les sociétés secrètes. Qu'est-ce qui pourrait me tenter? Qu'ai-je besoin d'accroître mon empire? La Providence n'a pas mis à mes ordres huit cent mille soldats pour satisfaire mon ambition, mais pour protéger la religion, la morale et la justice; et pour faire régner ces principes d'ordre sur lesquels repose la société humaine.....»

Ce renseignement précieux pour l'histoire, met dans tout son jour le caractère de l'empereur Alexandre, et fait également comprendre les motifs qui décidèrent sa conduite politique. L'objet qui, du reste intéressait plus particulièrement la Russie dans les conférences de Vérone, et sur lequel son attention dut naturellement se porter davantage, c'était la question d'Orient, et les paroles de l'empereur pouvaient facilement en faire prévoir l'issue.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg demandait que le divan envoyât un plénipotentiaire au congrès, et prouvât par sa conduite sa ferme résolution d'exécuter les dispositions annoncées en faveur des Grecs; qu'il notifiât officiellement à la Russie la nomination des hospodars et l'évacuation des deux principautés de Valachie et de

Moldavie par les troupes turques; enfin qu'il rétablît en faveur du commerce russe et de celui de toutes les nations, les mêmes avantages de navigation libre dans la mer Noire dont on jouissait avant l'insurrection grecque, mais qui dès lors avaient été supprimés sous le prétexte que la Russie avait donné des secours aux insurgés hellènes.

La Porte-Ottomane, ayant déclaré qu'elle ne reconnaissait à aucune puissance le droit d'intervention, n'envoya pas de plénipotentiaire ni même de note au congrès; mais l'intérêt commun était d'empêcher une rupture entre elle et la Russie; aussi évita-t-on d'aborder la question relative aux Grecs, et lorsque le comte Metaxa, envoyé du sénat hellène, débarqua à Ancône, il lui fut défendu de venir à Vérone. Le résultat des conférences de Vérone dont l'Europe attendait une décision solennelle de paix ou de guerre, fut de charger de nouveau lord Strangford, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, de poursuivre auprès du divan l'exécution des stipulations du traité de Bucharest, sans s'expliquer relativement aux insurgés et à l'insurrection qui avaient rencontré tant de sympathies dans toute l'Europe.

L'empereur revint par Varsovie à Saint-Pétersbourg, et dès lors les communications exté-

rieures du cabinet russe prirent un caractère tranché d'opposition aux idées libérales, tandis que les mesures intérieures rendaient plus sévère la surveillance de la censure. Le Reis-Effendi notifia au comte de Nesselrode la nomination des hospodars de Valachie et de Moldavie et l'évacuation prochaine de ces provinces, tout en réclamant, de son côté, la restitution des forteresses d'Asie, l'exécution complète des traités précédents, et enfin l'envoi d'un ministre russe à Constantinople. L'empereur donna l'ordre de répondre que les relations anciennes ne pourraient se renouer qu'après l'arrangement complet des points en litige entre les deux États, et, du reste, les affaires de l'Occident devaient lui paraître alors plus importantes que les difficultés de l'Orient.

V.

L'UNION DU BIEN PUBLIC SE RECONSTITUE. — SES PRINCIPAUX ADHÉRENTS. — COMPLOTS. — ILS SONT DÉJOUÉS PAR LA MORT SOUDAINE DE L'EMPEREUR. — VOYAGE D'ALEXANDRE A TAGANROG. — SES DERNIERS MOMENTS. — DÉCOUVERTE DE LA CONJURATION DU MIDI. — PESTEL ET SES COMPLICES SONT ARRÊTÉS.

Cependant, la dissolution de l'*Union du bien public* n'avait point été prise au sérieux par Pes-

tel et quelques-uns de ses amis. Ils s'applaudissaient, au contraire, d'une résolution qui leur permettait de retremper la société en en retranchant les membres les moins actifs et les moins déterminés. Dès lors, la direction de Toultchine devint le foyer de la plus hardie, de la plus dangereuse des conspirations. Il faut bien le dire, en effet, les théories de Pestel, irrité des obstacles successifs qu'on lui opposait, étaient devenues implacables, à ce point que l'empereur et toute la famille impériale devaient être les premières victimes de la révolution projetée.

La société, ou pour mieux dire le complot, eut alors pour principaux chefs, outre Pestel et l'intendant général Jouschnefski, le prince Bariatinski, les colonels Avramoff, du régiment d'infanterie de Kasan, et Vassili-Davydoff; le capitaine Ivatcheff, le lieutenant Bassarghin, le chirurgien-major Wolff, les frères Krukoff, le prince Serge Volkonski, et enfin Serge Muravieff-Apostol.

Deux comités établis à Kamenka et à Vassilkoff correspondaient avec le directoire de Toultchine, et, vers le commencement de l'année 1823, les chefs de ces comités se rendirent à Kief, afin de pressentir le directoire sur les résolutions qui devaient être adoptées par la société.

Les révolutions d'Italie et d'Espagne avaient, en effet, ramené les conjurés au projet d'une

insurrection militaire. Pestel fit connaître aux membres composant cette réunion les principaux articles de son *Code russe*, constitution politique ayant quelque analogie avec celle des cortès d'Espagne, mais plus républicaine encore.

Suivant cette charte moscovite, l'empire devait être partagé en plusieurs grandes provinces qui formeraient entre elles, comme dans le système des États-Unis d'Amérique, une confédération de républiques ayant un centre politique commun. La transition entre ce régime nouveau et le régime absolu qu'il était destiné à remplacer devait s'opérer par les soins d'un gouvernement provisoire, dont Pestel serait nécessairement le chef.

A cette époque, la visite de l'empereur était officiellement annoncée au neuvième corps d'armée qui se trouvait réuni dans un camp établi aux environs de Minsk, sur les bords de la Bérésina. Le régiment d'infanterie de Saratoff faisait partie de cette division, et se trouvait précisément commandé par le colonel Schveikofski, l'un des conjurés. Une telle circonstance leur parut des plus favorables ; Muravieff-Apostol s'entendit avec Bestujeff-Rumin, pour engager plusieurs officiers de ce régiment à se déguiser en soldats, afin de s'emparer de l'empereur et du grand-duc Nicolas, qui l'accompagnait dans cette tournée

militaire. On devait ensuite soulever les troupes et marcher sur Moscow; mais la tentative ne put avoir de conséquences sérieuses et demeura à l'état de projet.

Au mois d'avril 1824, on crut encore que l'empereur viendrait passer en revue le troisième corps de la première armée, alors cantonnée près du village de Belaia-Tserkoff. Pestel, secondé par Muravieff-Apostol, décida que dans la nuit même de l'arrivée du tsar au château appartenant à la comtesse Branika, et au moment où on relèverait les postes, les conjurés, couverts de capotes de soldats, pénétreraient dans le pavillon habité par l'empereur, et l'enlèveraient ou même l'assassineraient s'il y avait résistance. En même temps, Serge Muravieff, aidé par les chefs des régiments de Saratoff et de Poltava, devait soulever le camp, puis marcher sur Moscow [1]. Mais l'empereur ne vint pas à Belaïa-Tserkoff, et le projet de Pestel fut une seconde fois ajourné. Cependant, tandis que la société du Midi s'agitait ainsi dans ses conceptions révolutionnaires, une association s'était reformée à Saint-Pétersbourg, et les éléments qui la composaient étaient, sauf quelques noms, ceux à l'aide desquels s'était fondée l'*Union du bien public*. Le prince Eugène Obolenski, le colonel

1. Voir le rapport de la commission d'enquête.

Naryschkin et le conseiller Séménoff, formaient dans cette société une sorte de triumvirat directeur. Plus tard, en 1823, Nikita-Muravieff en devint le chef ; il voulait aussi rédiger une constitution qui, tout en se rapprochant sous quelques rapports du code russe de Pestel, maintenait cependant la forme monarchique. Dès lors, bien que la société du Nord agît en dehors de celle du Midi et fût autrement constituée, des communications s'établirent entre elles; mais les tendances n'étant pas exactement les mêmes, l'intimité pouvait difficilement exister. Ainsi, Pestel écrivait à Nikita-Muravieff : « Les demi-mesures ne valent rien; ici nous voulons faire maison nette. » Et le chef de la société du Nord n'entendait pas le suivre sur un pareil terrain. Mais, vers la fin de 1824, Ryleieff, appartenant à l'école américaine, fut porté aux fonctions de directeur et, dès ce moment, les tendances de la société devinrent purement républicaines.

Sous les auspices de Ryleieff, la propagande allait être de plus en plus active; elle se produisit, en effet, par des chansons, des journaux, des proclamations et le *Catéchisme de l'homme libre :* tout cela était clandestinement imprimé à l'aide d'une presse lithographique.

Pestel vint alors à Saint-Pétersbourg et, dans une conférence à laquelle assistaient le directeur

Ryleieff, Mathieu Muravieff-Apostol, les princes Troubetzkoï et Obolenski, il se plaignit des nuances qui existaient entre les principes qui régissaient la société du Midi et les tendances de celle du Nord; puis il proposa la fusion des deux associations en une seule, proposition qui fut admise. Toutefois, Nikita-Muravieff n'assistant pas à la séance, Pestel dut se rendre chez lui le lendemain, avec l'espérance de lui faire adopter ses idées. Nikita se défiait des vues ambitieuses du colonel républicain, et nous avons dit que leur but politique différait par un point essentiel. Muravieff demanda qu'une nouvelle délibération intervînt au sujet de la proposition de Pestel, et dans cette conférence il déclara que la fusion était impossible, non-seulement à cause de la distance matérielle qui séparait les deux directions, mais aussi parce que les opinions qui s'y manifestaient étaient d'une nature trop différente. « Je crois savoir, disait Muravieff, que personne dans la société du Midi n'ose contredire Pestel, et je suis, pour mon compte, parfaitement résolu à ne jamais devenir l'instrument aveugle d'une majorité dont les décisions seraient contraires à ma conscience. » Ces paroles ayant vivement impressionné l'assemblée, Pestel dut céder, et il fut décidé que l'on attendrait jusqu'en 1826 pour réunir les délégués munis de pleins pouvoirs, dans le but de

s'entendre pour adopter un même principe et se donner un même chef.

Cependant, Serge Muravieff-Apostol et Bestujeff-Rumin avaient, en l'absence de Pestel, mis le comité de Vassilkoff en rapport avec la société *des Slaves réunis*.

Pestel allait y trouver des auxiliaires nouveaux : fondée en Volhynie, dans le courant de 1823, par un Polonais nommé Lublinski et les deux frères Borissoff, sous-lieutenants d'artillerie, cette association se proposait de réunir, par un lien fédératif et dans une communauté républicaine, huit contrées slavonnes, c'est-à-dire la Russie, la Pologne, la Bohême, la Moravie, la Dalmatie, la Croatie, la Hongrie et la Servie. Les noms de ces huit États slaves étaient même gravés sur un sceau octogone qui devait sceller tous les actes émanant de la société. Trente-six membres la composaient, lorsque après deux années d'existence elle fut découverte par Bestujeff-Rumin chargé d'entamer les négociations et de préparer les voies conciliatrices. Bientôt, à la suite de conférences répétées, tous les membres reconnurent la suprématie du comité de Vassilkoff et, lors de la cérémonie de leur réception, ils prêtèrent serment en baisant une image sainte que Bestujeff portait à son cou. Désormais, l'alliance était consommée ; toutefois, un avertissement imprévu vint, à cette

même époque, apprendre aux conjurés que le gouvernement russe commençait à concevoir de sérieuses défiances. Le commandement du régiment de Saratoff fut tout à coup enlevé au colonel Schveikofski, et cette mesure, qui peut-être en présageait d'autres semblables, mit le colonel au désespoir. Ses complices partagèrent ses regrets, tant par suite de l'intérêt que Schveikofski leur inspirait, que parce qu'ils voyaient ainsi disparaître la coopération de son régiment. D'autres colonels, sur lesquels ils comptaient [1], pouvaient être soudainement frappés par une mesure analogue et, dans le premier moment de stupeur, l'effervescence des conjurés fut si grande, qu'ils voulaient se porter immédiatement sur Kief après avoir expédié à Taganrog des assassins chargés de frapper l'empereur Alexandre. Le colonel des hussards, Artamon Muravieff, véritable fanfaron de crimes, s'était même offert pour exécuter cette détestable tâche. « Il ne périra que de ma main, » s'était-il écrié dans une des conférences de l'association [2]. Toutefois, l'agitation se calma; la ré-

1. Les régiments sur lesquels les conjurés croyaient pouvoir compter étaient, dans la 8e division, ceux de Troïtza, Penza, Tamboff, Saratoff, chasseurs nos 15 et 16; dans la 9e division, les régiments Tchernigoff, Poltava, Alexiopol, Krementchoug, chasseurs nos 17 et 18; plus, les régiments de hussards, prince d'Orange, Alexandre, Mariopol et Akhtyr.

2. Le rapport de la commission d'enquête.

flexion vint, et l'on comprit qu'il était plus prudent de ne pas précipiter ainsi le dénoûment de ce grand et terrible drame. Schveikofski, lui-même, parla dans ce sens ; il fut convenu que l'exécution du complot demeurerait fixée au mois de mai 1826, c'est-à-dire au moment où l'empereur viendrait passer la revue des troupes à Belaïa-Tserkoff.

Mais la main de la Providence devait devancer celle des conjurés de Toultchine, en frappant l'excellent et infortuné Alexandre Pavlovitch. Cette foudroyante nouvelle leur arriva rapidement et les prit au dépourvu. Remarquons toujours que la conspiration n'avait aucune racine dans le sol même. Son existence était en quelque sorte artificielle. C'est à ce point que pour ébranler la fidélité et l'esprit de subordination du soldat, il fallait le tromper grossièrement et constamment. Les conjurés prirent tous les moyens possibles pour arriver à ce but. Cependant, les soldats, dans leur ignorance naïve, ne promettaient rien « qu'autant que cela ne serait pas contraire à la volonté du tsar. »

L'impératrice Élisabeth (Louise-Marie-Auguste de Bade)[1] avait été envoyée par les médecins à Taganrog, dans les provinces méridionales de la

1. Louise-Marie-Auguste de Bade était à peine âgée de quinze ans, lorsqu'elle fut mariée le 3 octobre 1793, à Alexandre Pav-

mer Noire, pour y rétablir sa santé depuis longtemps chancelante. L'empereur ne tarda pas à éprouver le désir de l'y rejoindre, et de douloureux pressentiments semblèrent attrister son départ de Saint-Pétersbourg. Il avait, avant de quitter sa capitale, voulu visiter le monastère de Saint-Alexandre Newski où il porta, dit-on, une mélancolie profonde. Prévoyait-il, alors, par une de ces intuitions que la nature permet quelquefois, qu'un autre couvent, placé sous l'invocation du même saint, devait, peu de temps après, abriter momentanément sa dépouille mortelle? Le voyage fut heureux et rapide, mais une comète brillait au ciel, et l'empereur dit, un soir, à son ancien et fidèle cocher : « Ilya, as-tu vu l'étoile, et sais-tu que cela présage toujours de grands malheurs? Que la volonté de Dieu soit faite! »

Arrivé à Taganrog, Alexandre ne parut d'abord s'occuper que de la santé de l'impératrice, qui, au dire des médecins, s'améliorait sous l'influence d'un climat réparateur. Une excursion en Crimée fut alors arrêtée par lui; elle devait durer dix-sept jours, et la beauté de la saison pouvait la rendre agréable. L'empereur partit de Taganrog le 1er novembre; il voyageait tantôt en calèche ouverte et tantôt à cheval. Tout ce voyage parut

lovitch. En adoptant la religion grecque, elle reçut le nom d'Élisabeth Alexievna.

le charmer par la nouveauté des aspects. Simféropol, Aloupka, Balaklava, Sébastopol, Kozloff, Perecop et Mariopol furent successivement visités par lui. Ce fut à Mariopol qu'Alexandre ressentit le premier frisson d'une fièvre intermittente qui, avec un dérangement gastrique, attira vivement l'attention du docteur anglais, sir James Wylie, depuis longtemps attaché à sa personne. Quelques conseils furent hasardés par lui; mais l'empereur répondait toujours en souriant: « Je n'ai besoin ni de vous ni de votre latin: je saurai bien me traiter moi-même; d'ailleurs ma confiance est en Dieu et en ma bonne constitution. » Et, sur les instances de Wylie, l'empereur disait sans cesse: « Ma vie est dans les mains de Dieu; rien ne peut me soustraire à la destinée qu'il me réserve: ainsi ne me parlez plus de potions, je n'y crois pas[1]. » Le 17 novembre, il était de retour à Taganrog, et, deux jours après, l'indisposition offrait tous les caractères d'une fièvre typhoïde.

Le 21, l'empereur, qui ne se croyait pas en danger, ordonna cependant au prince Volkonski d'adresser une dépêche à l'impératrice-mère pour l'informer de l'état de maladie dans lequel il se trouvait; le 23, il donna les mêmes instructions

1. Voir pour tous ces détails le rapport sur la maladie de l'empereur Alexandre rédigé en latin par sir James Wylie. Ce rapport a été traduit en anglais et en allemand.

au général Diebitsch relativement au grand-duc Constantin, alors en Pologne. Du 22 au 26 novembre, les accès de fièvre accompagnés d'évanouissements se multiplièrent et affaiblirent tellement le malade, qu'il ne put pas quitter le divan placé dans son cabinet de travail et sur lequel il est mort. Le lieutenant général comte de Witt, qui avait le commandement supérieur des régiments de cavalerie colonisés et cantonnés dans la Petite-Russie, était arrivé à Taganrog, instruit de l'existence et du but de l'association conspiratrice par un agent qui avait feint de s'y associer. Déjà une première révélation avait été faite à l'empereur, quelques mois auparavant, par un nommé Sherwood, Anglais d'origine et sous-officier au 3e régiment de lanciers. Cet homme avait indiqué que, dans quelques corps de la première et de la deuxième armée, des individus appartenant à une société secrète, dont les membres devenaient chaque jour plus nombreux, tramaient le renversement du gouvernement impérial, et il avait sollicité l'autorisation de se rendre à Koursk pour s'entendre avec l'un des chefs, espérant ainsi obtenir des renseignements plus circonstanciés. De là très-probablement la disgrâce subite du colonel Schveikofski, auquel, ainsi que nous l'avons dit plus haut, on venait d'enlever le commandement de son régiment. L'empereur savait donc

parfaitement quel était le but que se proposaient les conjurés, et connaissait les sanglants moyens qu'ils avaient adoptés. C'était le calice d'amertume réservé à ses derniers jours. Les nouvelles apportées par le général de Witt, et que l'on ne put lui cacher, accrurent encore ses douleurs morales et le dégoût de la vie qu'il avait récemment manifesté. Le docteur Wylie insistant auprès de lui pour l'application immédiate de certains remèdes qu'il proposait, « Mon ami, lui dit Alexandre, c'est de mes nerfs qu'il faut vous occuper; ils sont dans un désordre épouvantable. — Hélas! répondit le docteur, cela se voit chez les rois plus communément que chez les autres hommes. — Oui, repartit vivement l'empereur; mais chez moi en particulier il y a bien des raisons pour cela; et dans le moment actuel plus que dans tout autre. »

Quelques jours après, alors que l'exaltation de son esprit était déjà voisine du délire, le tsar s'écria en jetant sur le docteur un regard plein d'effroi : « Ah! mon ami, quelle action! quelle épouvantable action! » Plus tard Alexandre disait encore à plusieurs reprises : « Les ingrats! les insensés! »

En apprenant la nouvelle de cette mort lointaine, isolée, toute l'Europe a cru dans le premier mouvement de son étonnement douloureux que

l'empereur Alexandre avait été empoisonné. Les circonstances au milieu desquelles se produisit ce fait historique pouvaient, en effet, prêter quelque appui à des suppositions semblables. Maintenant la vérité s'est fait jour, et l'idée d'un assassinat ne peut plus même être discutée. Mais les dernières heures d'Alexandre Pavlovitch ont été moralement empoisonnées par la nouvelle du complot militaire dirigé tout à la fois contre sa personne et contre les institutions de l'empire. Heureusement la Providence avait placé à ses côtés une de ces figures véritablement célestes qui semblent quelquefois destinées à adoucir le rude et cruel passage du monde de l'homme au monde de Dieu, une de ces natures si touchantes par leur dévouement et leur simplicité, types éternellement admirables d'abnégation et de douceur chrétiennes.

L'impératrice Élisabeth, quoique très-souffrante elle-même, ne quitta pas un seul instant l'auguste malade, qu'elle entoura jusqu'à la fin des soins les plus empressés, et auquel il lui était réservé de fermer pieusement les yeux. Le 30 novembre, jour de la mort de l'empereur, elle écrivait à l'impératrice-mère Marie Fœdorovna : « Notre ange est au ciel. » Cinq mois après elle devait l'y rejoindre.

Nous avons dit que la nouvelle de la mort de

l'empereur avait surpris et troublé les conjurés ; un nouveau plan de conduite fut aussitôt adopté par eux. Le 13 janvier 1826, le régiment de Viatka, commandé par Pestel, devait se rendre à Toultchine, quartier général de la deuxième armée, et où chaque régiment venait tour à tour faire son service. On convint que le général Wittgenstein serait arrêté avec son chef d'état-major Kisseleff, mais qu'on l'épargnerait, car il était très-populaire, tandis que tous les autres généraux et colonels qui n'avaient pas voulu entrer dans le complot seraient impitoyablement sacrifiés. On marcherait sur Kief pour se joindre à la première armée et fraterniser avec elle, puis on proclamerait la déchéance de l'empereur.

Mais le prince Volkonski et le général Diebitsch avaient ouvert les dépêches qu'Alexandre ne pouvait plus lire ; Diebitsch n'hésita pas un instant à donner tous les ordres et à prendre toutes les mesures que nécessitaient des circonstances aussi critiques. L'aide de camp général Tchernycheff dut aussitôt partir pour Toultchine et Kief, où il s'entendit avec le comte Wittgenstein, commandant de la deuxième armée. Douze chefs de corps, entre autres le colonel Pestel, furent immédiatement arrêtés, ainsi qu'un grand nombre d'officiers de grades inférieurs. Ces arrestations eurent lieu le 26 décembre, et ce même jour, qui détrui-

sait en partie les espérances de la société du Midi, voyait éclater à Saint-Pétersbourg une insurrection sanglante fomentée par l'association du Nord.

VI.

DÉPÔT CONFIÉ PAR L'EMPEREUR ALEXANDRE AU CONSEIL DE L'EMPIRE. — SON CONTENU. — RENONCIATION AU TRÔNE SIGNÉE PAR LE GRAND-DUC CONSTANTIN. — IL LA RENOUVELLE. — INSURRECTION A SAINT-PÉTERSBOURG. — ÉPISODES DIVERS. — ATTITUDE DE L'EMPEREUR NICOLAS. — LA RÉVOLTE EST COMPRIMÉE PAR LA FORCE.

Le trône de Russie revenait de droit et tout naturellement au grand-duc Constantin ; une renonciation de sa part pouvait seule modifier les effets de la Pragmatique donnée en 1797 par l'empereur Paul, et confirmée en 1807 par l'empereur Alexandre. Dès que la nouvelle de la mort de ce dernier fut parvenue à Pétersbourg, le grand-duc Nicolas se rendit au sénat pour y prêter serment de fidélité à son frère comme à l'héritier légitime de la couronne. Nicolas Pavlovitch devait savoir cependant qu'un dépôt avait été confié à la garde du conseil de l'empire par l'empereur Alexandre, et que ce dépôt mystérieux réglait irrévocablement la succession au trône des Romanoff. C'était un paquet scellé du sceau impérial, et sur lequel était écrit de la main du

tsar : « Garder au conseil de l'empire jusqu'à ce que j'en ordonne autrement, mais, dans le cas où je viendrais à mourir, ouvrir ce paquet en séance extraordinaire avant de procéder à tout autre acte. »

Le conseil de l'empire, convoqué par son président, le prince Vassilievitch Lapoukhin, pensa qu'il devait avant tout se conformer strictement à la volonté de l'empereur, et le prince Lapoukhin brisa le cachet en séance extraordinaire. Le paquet contenait trois pièces de la plus haute importance : l'une était un manifeste de l'empereur Alexandre, écrit et signé à Tsarsko-Selo, le 28 août 1823; la seconde, une lettre du grand-duc Constantin, datée de Saint-Pétersbourg, le 26 janvier 1822; la troisième enfin, une réponse de l'empereur à cette lettre de son frère dont nous croyons devoir reproduire quelques passages extrêmement curieux : « Ne reconnaissant en moi ni le génie, ni les talents, ni la force nécessaire pour être jamais élevé à la dignité souveraine à laquelle je pourrais avoir droit par ma naissance, je supplie V. M. I. de transférer ce droit à celui auquel il appartient après moi, et d'assurer ainsi pour toujours la stabilité de l'empire. Quant à moi, j'ajouterai par cette renonciation une nouvelle garantie et une nouvelle force à l'engagement que j'ai spontanément et solennellement

contracté à l'occasion de mon divorce avec ma première épouse. Toutes les circonstances de ma situation actuelle me portent de plus en plus à cette mesure, qui prouve à l'empire et au monde entier la sincérité de mes sentiments. »

Voici quels étaient en substance les termes du manifeste de l'empereur : « 1° l'acte spontané par lequel notre frère puîné le Césarevitch[1] et grand-duc Constantin, renonce à ses droits sur le trône de toutes les Russies, est et demeure fixé et irrévocable. Ledit acte de renonciation sera, pour que la notoriété en soit assurée, conservé à la grande cathédrale de l'Assomption à Moscow et dans les trois hautes administrations de notre Empire, au Saint Synode, au Conseil de l'Empire et au Sénat dirigeant ; 2° en conséquence de ces dispositions et conformément à la stricte teneur de l'acte sur la succession au trône, est reconnu pour notre héritier, notre second frère le grand-duc Nicolas. »

Il paraît certain, nous le répétons, que le grand-duc Nicolas était parfaitement au courant de toutes ces particularités lorsqu'il proclama son frère empereur; vainement les membres du Conseil de l'Empire insistèrent-ils auprès de lui, et c'était leur devoir, toute indécision étant inter-

1. Il ne faut pas confondre le titre honorifique de *césarevitch* avec la dénomination de tsarevitch (fils du tsar).

dite par les termes explicites du manifeste du tsar. Mais le grand-duc répondait toujours : « Je ne veux pas devenir empereur aux dépens de mon frère aîné. Si le grand-duc Constantin maintient sa renonciation et persiste à vouloir faire le sacrifice de ses droits, alors, mais alors seulement, j'exercerai les miens en acceptant la couronne. » Cette détermination, qui pourrait d'abord sembler étrange, a été expliquée par l'empereur Nicolas lui-même dans son manifeste d'avénement. Voici, en effet, ce qu'on y lit[1] : « Nous cherchions uniquement à garantir de la moindre atteinte la loi qui règle l'ordre de la succession au trône, à placer dans tout son jour la loyauté de nos intentions et à préserver notre chère patrie, même d'un moment d'incertitude sur la personne de son légitime souverain. Cette détermination prise dans la pureté de notre conscience devant le Dieu qui lit au fond des cœurs, fut bénie par S. M. l'impératrice Marie, notre mère bien-aimée. »

Le Conseil de l'Empire, le Sénat et le Saint Synode, c'est-à-dire les trois plus grands corps de l'État, prêtèrent donc serment au tsar Constantin. Les régiments de la garde furent également appelés à jurer fidélité au souverain nou-

1. Voir le journal de Saint-Petersbourg, 1825, n° 150.

veau. La fatale nouvelle de la catastrophe de Taganrog était parvenue à Varsovie dans la soirée du 7 décembre. Le cesarevitch Constantin, qui avait alors auprès de lui son jeune frère, le grand-duc Michel, écrivait, le 8, à l'impératrice Marie, sa mère, et, lui rappelant l'acte de renonciation qu'il avait souscrit jadis, en renouvelait l'expression. Le grand-duc Michel arriva le 13 décembre à Saint-Pétersbourg, chargé de ces dépêches dont le contenu si clair, si positif, jeta de nouveau la famille impériale dans un grand trouble. Toutefois, Nicolas Pavlovitch demeura ferme dans ses résolutions premières; bien plus, il pria le grand-duc Michel de retourner immédiatement à Varsovie pour faire connaître à son frère qu'il persistait dans sa détermination, et lui demander une manifestation nouvelle et expresse de ses volontés. Le grand-duc Michel partit aussitôt; le dévouement fraternel dont il a donné tant de preuves jusque dans les derniers jours de sa carrière ne devait pas faire défaut en cette occasion solennelle. Mais il n'eut pas besoin de parcourir une seconde fois les trois cents lieues qu'il venait de franchir avec une célérité incroyable, car il rencontra à Dorpat un courrier du cesarevitch apportant sa réponse nette et catégorique à la lettre du prince Lapoukhin, président du conseil de l'empire.

Le 24 décembre, le grand-duc Nicolas acceptait enfin cette couronne que la Providence semblait lui avoir toujours réservée. L'interrègne avait duré trois semaines, et c'était beaucoup dans les circonstances critiques où la Russie se trouvait engagée. Les dépêches de Taganrog avaient fait connaître les tristes nouvelles apportées par le général de Witt au chevet de l'empereur mourant et la mission donnée par Diebitsch à l'aide de camp général Tchernytcheff, parti pour Kief avec ordre d'arrêter le colonel Pestel. On craignait un mouvement partiel dans la Petite-Russie, mais on ne supposait pas que la capitale elle-même fût menacée d'une prochaine insurrection armée, lorsque, dans la nuit du 25 décembre, et au moment où le conseil de l'empire se réunissait pour prêter serment de fidélité au nouveau tsar, une lettre du sous-lieutenant Rostoftsoff fit connaître que les régiments de la garde impériale étaient depuis deux jours travaillés par des conspirateurs. Il fut donc décidé que la prestation du serment se ferait le 26 au matin dans la caserne de chaque régiment et qu'il n'y aurait pas revüe générale des troupes. On remplaça pour la garde du palais d'hiver les grenadiers du corps dont on soupçonnait la fidélité par un détachement du régiment de Finlande et le bataillon des sapeurs de la garde. Bientôt toutes les mesures

de sûreté qui, deux jours auparavant, eussent semblé inutiles, mais qui ne furent que trop bien expliquées par les événements subséquents, eurent mis le palais à l'abri d'un coup de main. De leur côté, les conjurés, en apprenant les révélations de Rostoftsoff, s'étaient écriés : « Maintenant les fourreaux sont brisés ; nous ne pourrions plus cacher nos sabres ! »

Nous avons dit que Ryleieff, le prince Obolenski et Serge Troubetzkoï étaient les trois chefs principaux de la société du Nord. Parmi les conjurés secondaires on remarquait Alexandre Bestnjeff, capitaine d'état-major aux dragons de la garde, dont nous avons déjà parlé [1]. Le lieutenant-colonel Batenkoff, caractère entreprenant et ambitieux ; le capitaine Jakoubovitch, homme féroce et d'un esprit borné, dont l'idée fixe était l'assassinat du nouveau tsar, et qui, en apprenant la mort de l'empereur Alexandre, s'écriait en s'adressant à Ryleieff : « L'empereur est mort ; vous me l'avez arraché, vous autres ! » ; le lieutenant en retraite Pierre Kakofski et le colonel Boulatoff, commandant le 6e chasseurs, caractère énergique et passionné. On avait décidé que, pour donner de l'unité à l'entreprise, on choisirait un dicta-

1. Il ne faut pas le confondre, ainsi que son frère, avec Bestueff-Ru min, de la société du Midi.

teur, et le choix tomba sur le prince Troubetzkoï, nom illustre, âme faible et timide, qui, dans ces graves circonstances, semble avoir été le jouet de ses propres illusions, la dupe des conspirateurs habiles et déterminés qui se servirent de son nom historique pour rehausser leur entreprise. « Nous avons choisi un chef admirable, disait Ryleieff dans la soirée du 25 décembre. — Oui, reprit ironiquement Jakoubovitch en faisant allusion à la haute taille du prince Troubetzkoï, oui, c'est un grand homme ! »

Cependant les événements forçaient les conjurés à prendre une détermination immédiate. Il leur fallait agir sur-le-champ ou renoncer à donner suite au complot. Le 24 et le 25 se passèrent en pourparlers, et, dans la soirée de ce dernier jour, un membre de la société du Midi, le premier procureur du sénat, Krasnokoutzki, étant venu leur annoncer la convocation du grand conseil pour le lendemain 26 au palais d'hiver, où le serment allait être prêté, chacun dut se préparer à agir. Ce fut en répandant de fausses nouvelles qu'Arbusoff, lieutenant des équipages de la marine, le prince Chtchepin-Rostofski et Michel Bestujeff, frère d'Alexandre, préludèrent à cette funeste journée. Ils disaient, pour mieux égarer l'esprit du soldat, qu'un serment illégal était demandé aux troupes, et que le cesarevitch Con-

stantin, bien loin d'avoir refusé la couronne, s'avançait, au contraire, pour la revendiquer, à la tête de la première armée. C'était toujours, on le voit, la même manière de procéder et les mêmes moyens empreints de cette ruse qui indique la faiblesse; mais ces bruits, habilement répandus, n'en produisaient pas moins sur les troupes un effet immense. Plusieurs compagnies du régiment de Moscow, excitées par les paroles d'Alexandre et de Michel Bestujeff, s'élancèrent dans les magasins du régiment pour y prendre des cartouches; un adjudant, qui se présentait au nom du général-major Friedrichs, colonel-commandant du régiment, pour ordonner aux officiers de se rendre immédiatement chez le général, fut vivement repoussé par le prince Chtchepin-Rostofski, qui, voyant arriver Friedrichs en personne, s'élança et le frappa d'un coup de sabre, pendant qu'Alexandre Bestujeff déchargeait sur lui un de ses pistolets. Le général tomba frappé à la tête. On a dit qu'il avait sauvé la vie à l'empereur dans la terrible journée du 26 décembre, et il y a là une erreur de détail. Le général Friedrichs, qui avait perdu connaissance, fut immédiatement transporté chez lui; il ne put donc prendre une part active aux circonstances ultérieures de cette journée.

Enfin les compagnies se précipitèrent hors de leurs quartiers malgré les efforts du colonel d'Ad-

lerberg et du comte de Lieven, et se dirigèrent vers la place du Sénat en criant : « Hourra Constantin! » Le rendez-vous était derrière la statue de Pierre le Grand. Bientôt quelques compagnies des grenadiers du corps et un bataillon de marins de la garde vinrent se ranger à côté de ces détachements du régiment de Moscow. Émue par les cris de : « Vive Constantin! » la population, d'abord inquiète et surprise, commençait à se rapprocher du groupe militaire, et son attitude annonçait qu'elle prendrait parti pour l'insurrection si elle lui voyait quelques chances de succès.

Pour quiconque a visité le théâtre de cette grande et triste scène, l'intérêt d'un tel récit est plus que doublé. Il faut avoir vu cette vaste enceinte contenue entre les bâtiments du sénat et ceux de l'amirauté; fermée d'un côté par la magnifique église d'Isaac; s'ouvrant de l'autre sur les quais de la Néva et le pont qui traverse le vaste lit du fleuve; se prolongeant enfin jusqu'au palais d'hiver et à la colonne Alexandrine, qui n'existait pas alors. Il nous est arrivé, en traversant ces vastes espaces, d'évoquer par le souvenir, de nous représenter par la pensée l'ensemble imposant et étrange de cette terrible page d'histoire qui devait si fatalement assombrir les débuts d'un grand règne. Les hommes, les masses elles-mêmes, n'ont que de mesquines proportions au milieu de cette

arène immense où tant de passions se déchaînèrent alors. Cependant, il faut bien le dire, le tsar Nicolas parut en cette circonstance y avoir la taille d'un géant; et, sous peine de perdre à jamais leurs droits, la vérité et l'histoire doivent rendre cet hommage à un souverain si souvent et quelquefois si ridiculement calomnié.

Nous avons dit que plusieurs compagnies de grenadiers du corps s'étaient jointes aux premiers détachements d'insurgés groupés derrière la statue de Pierre le Grand ; le régiment avait d'abord prêté serment au tsar Nicolas ; mais le lieutenant Southoff étant venu lui annoncer que plusieurs autres avaient refusé de jurer fidélité, et s'étaient réunis en armes sur la place du Sénat, « Allons les rejoindre, chargeons nos fusils, » s'écrièrent les grenadiers déjà à demi ébranlés par les paroles que le sous-lieutenant Kojevnikoff avait fait entendre et, malgré les efforts du colonel Sturler, la plupart des compagnies se précipitèrent vers la place. Quelques-unes, entraînées par le lieutenant Panoff, se dirigèrent, en traversant le lit glacé de la Néva, vers la forteresse dans laquelle ils espéraient pénétrer, mais qui ferma ses portes à leur approche. Puis, le détachement repassant immédiatement le fleuve, se porta sur le palais d'hiver, dont il espérait s'emparer par un coup de main, entreprise qui n'eut pas plus

de succès que la première ; car le palais était trop bien gardé pour qu'une telle surprise pût obtenir un résultat sérieux. Panoff dut donc retourner vers la place du Sénat, où les marins de la garde, presque tous gagnés à la conspiration, étaient venus se joindre, dirigés par Arbusoff, Nicolas Bestujeff et Kakhofski.

Cependant, après avoir reçu vers onze heures du matin les premiers rapports des généraux Voïnoff et Neidhardt, qui lui annonçaient que la prestation du serment s'était accomplie sans difficulté dans la majeure partie des casernes, l'empereur fut bientôt informé que l'artillerie à cheval avait dû être consignée dans son quartier ; puis ensuite, vers une heure, que le régiment de Moscow et plusieurs compagnies de grenadiers du corps étaient en révolte ouverte sur la place du Sénat.

Aussitôt, ses résolutions furent arrêtées ; de même que son frère Alexandre, l'empereur Nicolas est sincèrement religieux ; il croit à la mission que la Providence lui a départie, et puise une force immense dans cette conviction intime. Il courut rejoindre la jeune impératrice Alexandra, la conduisit à la chapelle du palais, l'embrassa, et partit après avoir confié son fils, alors âgé de huit ans, aux chasseurs de Finlande, qui jurèrent de défendre ce précieux dépôt jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

Alexis Orloff, colonel des gardes à cheval, était accouru à la tête de quelques escadrons qu'il avait rangés en face du palais, à l'endroit où l'on voit aujourd'hui la colonne élevée à la mémoire de l'empereur Alexandre. En même temps, on mandait deux bataillons du régiment de Préobrajenski et les grenadiers de Pavlofski. Puis, l'empereur, après avoir jeté un coup d'œil sur la place alors couverte de neige, et à l'extrémité de laquelle des clameurs confuses se faisaient entendre, se mit à la tête du premier bataillon de Préobrajenski, et s'avança vers les insurgés. « Bonjour, mes enfants! » cria-t-il, suivant la vieille formule russe, au premier détachement de troupes qui se dirigeait du côté des rebelles. « Hourra Constantin ! » répondirent les soldats. « Vous vous trompez de chemin, reprit alors l'empereur avec un merveilleux sang-froid, et votre place est là-bas, auprès des traîtres. »

Il fallait agir promptement et vigoureusement, sous peine de voir cette insurrection se propager dans les rangs des soldats abusés. Aux cris de « Vive Constantin! » les conjurés de la société du Midi joignaient celui de « Vive la Constitution! *Hourra Constitoutzia!* » Mais ce dernier cri n'était pas compris[1]. Ainsi que nous l'avons expliqué

1. « Est-ce que c'est la femme de Constantin? » demandaient les soldats étonnés.

déjà, cette conspiration, bâtie sur le sable, ne devait aboutir qu'à un malentendu funeste. Toutefois le fait de la résistance matérielle n'en existait pas moins; un grave conflit était engagé, et il importait d'en finir promptement avec une insurrection de janissaires. L'empereur y mit beaucoup de modération et d'humanité. Le comte Miloradovitch, gouverneur de Saint-Pétersbourg, reçut l'ordre de s'avancer, afin de tenter une dernière fois de ramener les insurgés à l'obéissance et au devoir. Le vieux brave s'empressant d'obéir, et puisant dans sa popularité militaire une confiance malheureusement trompeuse, s'avança vers la statue de Pierre le Grand et voulut parler; mais des cris furieux étouffèrent sa voix; Obolenski lui porta un coup de baïonnette mal assuré, et Kakhofski lui tira à bout portant un coup de pistolet qui le renversa mortellement blessé.

Les tentatives révolutionnaires ont toutes des points de ressemblance, des signes de parenté. Nous avons vu de même et trop récemment pour que le douloureux souvenir en soit effacé, de vieux capitaines, glorieux débris de vingt batailles, tomber dans nos rues, frappés par la main d'un compatriote, et regrettant de ne pas mourir du moins sous les coups de l'étranger.

Les insurgés avaient essayé de pénétrer dans le palais du sénat, auquel ils étaient adossés;

mais le poste, composé de chasseurs de Finlande, était commandé par un jeune officier plein de mérite et de courage, le lieutenant Nassakin. Posté avec sa faible troupe, sous la voûte même de la porte du palais, il résista pendant deux heures, repoussa toutes les tentatives des révoltés du régiment de Moscow, et parvint à rester maître de la position qu'il devait défendre.

Cependant les coups de fusil et la chute de Miloradovitch avaient excité la foule en caftan qui grossissait sans cesse autour des rebelles, et joignait déjà ses clameurs confuses aux cris de « Vive Constantin ! » L'empereur, entouré de la majeure partie des régiments de la garde, pouvait dès lors frapper un grand coup et en finir avec les conjurés. Le grand-duc Michel, rentré à Saint-Pétersbourg le matin même, et qui, dans cette journée, rendit d'immenses services à son frère [1], le suppliait de donner des ordres. Mais l'empereur voulait épuiser toutes les ressources de la persuasion. Il crut que la religion exercerait sur le soldat une influence salutaire, et le

1. A peine arrivé à Dorpat où, comme nous l'avons dit, il avait rencontré le courrier du grand-duc Constantin, il avait appris que le régiment de Moscow, qui appartenait à sa division, avait donné le signal de la révolte; et s'étant aussitôt rendu aux casernes de ce régiment où six compagnies se trouvaient encore, il était parvenu à leur faire prêter serment, et les avait amenées à l'empereur.

métropolitain de Saint-Pétersbourg fut mandé en toute hâte. L'apparition de ce vieillard tenant entre ses mains la croix du salut, escorté du métropolitain de Kief et d'un grand nombre de popes, était, en effet, de nature à produire une sensation profonde sur l'esprit des conjurés.

Il n'en fut rien pourtant; leur exaltation était extrême ; le vieux Séraphim fut repoussé, malgré l'autorité de ses cheveux blancs; les tambours couvrirent sa voix, et bientôt il dut se retirer.

Enfin, l'empereur fit porter à la garde à cheval et aux chevaliers-gardes l'ordre de charger en cherchant à disperser les masses agglomérées au pied de la statue de Pierre le Grand. La charge eut lieu ; Chtchepin-Rostofski commanda aux insurgés de faire feu. Le colonel Velho eut le bras fracassé; le général Voïnoff, ajusté de près par Kuchelbecker, ne dut la vie qu'à un hasard, et le colonel Sturler fut tué par Kakhofski comme l'avait été Miloradovitch.

Cette vigoureuse résistance des insurgés se prolongeait ainsi depuis plusieurs heures, et les choses en étaient venues à ce point, qu'un coup décisif devait être porté à la rebellion, sous peine de la voir immédiatement grandir et triompher. La lie du peuple, que l'on avait gorgée d'eau-de-vie, était venue se grouper derrière les révoltés, et répondait par des vociférations confuses à leurs

cris en faveur de la constitution. On amena plusieurs pièces de canon à l'angle du boulevard de l'Amirauté. Une nouvelle sommation fut faite, et un premier coup tiré ; puis, comme cet avertissement n'avait pas paru produire l'effet qu'on en attendait, deux décharges à mitraille portèrent la confusion et la mort dans le rang des rebelles. Leurs colonnes se débandèrent alors, et s'enfuirent sur les vastes quais de la Néva. Plusieurs d'entre eux cherchèrent même un refuge dans Vassili-Ostroff; mais ils y furent rapidement poursuivis par les chevaliers-gardes qui firent un grand nombre de prisonniers au milieu de la déroute de cette insurrection redoutable.

Quelques instants avant que le canon tonnât contre les insurgés, l'impératrice en avait été avertie par un message, afin que sa surprise ne fût pas trop douloureuse; tendre attention de l'empereur pour une princesse qui, dans ces terribles circonstances, s'était montrée une si digne et si courageuse compagne. Après avoir recueilli pour ainsi dire le dernier souffle du général Miloradovitch, le tsar rentra au palais. « Quel commencement de règne ! » s'écria-t-il en revoyant cette épouse dévouée qui devait connaître si vite toutes les amertumes du rang suprême.

Plusieurs corps de troupe demeurèrent sous les armes et bivouaquèrent autour de grands feux

pendant la nuit qui suivit cette terrible journée, tandis que des détachements de cavalerie parcouraient les rues de la ville ; mais tout était rentré dans l'ordre et le calme habituel.

Telle fut l'issue de cette tentative où on trouverait difficilement l'influence des idées libérales, excepté dans l'action des chefs eux-mêmes. Nous dirons plus tard ce que devinrent ces derniers, dont quelques-uns tinrent au milieu du combat une conduite véritablement honteuse ; conduite qui ne devait qu'imparfaitement leur épargner les conséquences de leur imprudence politique. On comprend, jusqu'à un certain point, que dans une grande ville peu préparée à ce genre d'émotion révolutionnaire, et malgré les forces réelles que puisait ce complot dans le nombre et la position élevée de ses principaux instigateurs, le peuple lui-même, c'est-à-dire les masses, élément nécessaire de toute révolution, ne se soit pas soudainement ému de façon à donner à cette tentative aristocratique et militaire les allures franches et hardies de ces manifestations révolutionnaires « qui n'ébranlent pas seulement, mais qui renversent. » Il était assez difficile, en effet, sous l'œil d'une police vigilante et sans cesse éveillée, d'entretenir avec les classes inférieures un échange de relations qui, seul, aurait pu les mettre bien au courant de ce qu'on

allait tenter. Il y avait là des difficultés matérielles presque impossibles à surmonter, et cependant il fallait, puisque les masses elles-mêmes n'étaient pas imbues des idées réformatrices qu'on voulait faire prévaloir, les leur inculquer par un échange presque incessant de communications. C'est alors seulement que l'on aurait pu reconnaître jusqu'à quel point elles étaient portées à y adhérer et à les soutenir.

Mais, dans les provinces, les conditions étaient bien différentes : là, autour des camps et des colonies militaires répandues dans de vastes espaces, loin d'une surveillance active de la police, avec toutes les facilités que donne en pareil cas la position, c'est-à-dire le grade et le rang du propagandiste, on pouvait aisément répandre et faire accepter certaines doctrines par des hommes d'ailleurs assez faciles à convaincre, lorsqu'ils ont réellement le désir d'être convaincus. L'intervention des soldats pouvait et devait même être d'un grand secours en cette circonstance, et l'obéissance de ces derniers rendait certaine leur action sur les moujicks.

En fut-il ainsi cependant dans la tentative de la société du Midi qui, quoique celle de Saint-Pétersbourg eût si complétement échoué, pouvait encore obtenir une réussite partielle, et causer au gouvernement les plus graves, les plus sérieux

embarras? C'est le point que nous allons éclaircir. Mais disons encore une fois que cette rébellion véritablement étrange où, par un singulier renversement de toutes les idées reçues, des nobles, des privilégiés, voulaient imposer le régime républicain à des hommes dont une soumission profonde, presque religieuse, est la condition sociale ordinaire, rébellion qui présentait l'étonnant spectacle de la féodalité complotant contre elle-même, et cherchant par une victoire dont le lendemain eût été si difficile pour tous, à renverser au nom de l'égalité sa fortune et son pouvoir héréditaires, c'était la conception la plus insensée que des esprits enthousiastes, mais peu éclairés sur les véritables tendances du temps et du pays, eussent pu enfanter dans les rêveries égoïstes d'une personnalité trop évidemment ambitieuse.

VII.

TENTATIVE DES CONJURÉS DANS LES PROVINCES DU MIDI. — SON ISSUE RAPIDE. — LES COUPABLES DEVANT LA JUSTICE DE L'EMPEREUR. — LE PRINCE TROUBETZKOÏ. — FORMATION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE. — MANIFESTE OFFICIEL. — JUGEMENT ET ARRÊT. — EXÉCUTION DES CONDAMNÉS. — CÉRÉMONIE D'EXPIATION.

Le lendemain matin, l'empereur sortait du

palais accompagné d'un seul aide de camp et parcourait à cheval le front de ces troupes fidèles qui, la veille, avaient raffermi sur sa tête la couronne un moment ébranlée des Romanoff. Il sut leur parler le langage paternel et militaire dont il a conservé le secret, et qui devait devenir une des grandes séductions de cette nature véritablement exceptionnelle, sur laquelle nous aurons occasion de revenir bientôt. Des distributions de vivres, une haute paie de quelques jours furent le complément de ses remerciements chaleureux, et tandis qu'il récompensait la fidélité au devoir, sa politique habilement clémente lui ramenait les esprits égarés des soldats entraînés par leurs chefs dans une tentative dont ils ne comprenaient ni la portée ni le sens. Les marins de la garde, les grenadiers du corps, le régiment de Moscow avaient, soit en totalité, soit partiellement pris part à la révolte de la veille. Aux uns, il rendit leur drapeau béni une seconde fois pour en effacer la souillure, en leur parlant de leur gloire passée; aux plus coupables, il montra les champs de bataille du Caucase, en leur disant d'aller pendant deux ans y racheter leur honneur compromis, tandis qu'il prendrait soin des femmes et des enfants qu'ils laisseraient derrière eux. A tous, il annonça le pardon et l'oubli complet du passé.

On envoya un contre-ordre aux troupes qui, casernées dans un rayon de quelques lieues, avaient été appelées à Pétersbourg et s'en étaient déjà rapprochées. Leur présence devenait désormais inutile, car tout était rentré dans un calme parfait. La révolution avait rencontré un homme d'un sang-froid et d'un courage peu ordinaires; elle s'était évanouie en face de cette bravoure et de cette volonté; mais le complot possédait, nous l'avons vu, des ramifications bien nombreuses dans les provinces ; en serait-il de même sur ce théâtre éloigné des yeux et de l'action personnelle du jeune empereur? La deuxième armée ou armée du Sud pouvait être forte d'environ cent vingt mille hommes. Elle était, ainsi que nous l'avons vu, commandée par le comte, depuis lors créé prince de Wittgenstein, ayant sous ses ordres M. Paul Kisseleff, comme chef d'état-major, et son quartier général était à Toultchine. Le comte de Witt, arrivé en toute hâte de Taganrog, prit avec le comte de Wittgenstein toutes les mesures nécessaires pour opérer les arrestations du colonel Pestel et de douze autres chefs de corps. Des papiers importants, indices du complot, étaient en même temps saisis et visités avec soin, de telle sorte, que la conspiration se trouva complétement étouffée de ce côté avant que l'explosion

put avoir lieu. Toutes ces mesures s'exécutaient précisément le 26 décembre, au moment où l'empereur triomphait des insurgés de Pétersbourg.

Restaient les conjurés de la première armée ou armée de l'Ouest, commandée par le général comte de Sacken, et dans laquelle Serge Muravieff et Bestujeff-Rumin jouaient le même rôle que Pestel dans la deuxième. Depuis longtemps les deux conspirateurs s'y étaient créé des intelligences, mais plus particulièrement dans le régiment de Tchernigoff dont plusieurs officiers étaient membres de la société des Slaves réunis. Bientôt des ordres arrivèrent de Pétersbourg pour qu'on s'emparât de la personne de Muravieff, et, lorsque ce dernier, cherchant à s'appuyer sur la société patriotique de Varsovie, alla trouver le comte Pierre Moszynski, pour lui demander si, dans le cas d'un soulèvement de plusieurs corps de la première armée, il pouvait et devait espérer le concours de la société polonaise, Moszynski ne lui fit qu'une réponse évasive. Désormais, ne pouvant plus rien espérer de ce côté, le plus sage parti pour Muravieff et son frère, était de chercher à éviter par la fuite, l'arrestation qui les menaçait; ils n'en eurent pas le temps : le lieutenant-colonel Ghebel, qui commandait le régiment de Tcherni-

goff reçut l'ordre de s'emparer de leur personne, ce qui fut exécuté le 10 janvier 1826. Mais une amitié de longue date unissait Ghebel à Serge Muravieff. Il traita avec une extrême douceur les prisonniers qui, du reste, se montraient parfaitement disposés à la résignation, et le soir même de son arrestation, Serge Muravieff reçut la visite du lieutenant-colonel qui venait lui faire ses adieux. Ghebel était entré depuis quelques instants à peine, lorsque plusieurs officiers du régiment de Tchernigoff l'entourèrent, en lui déclarant qu'il devenait leur prisonnier à son tour : « Jamais ! » s'écria le colonel, et, tirant son épée, il se précipita au fond de l'appartement. Toutefois le loyal soldat devait succomber dans une lutte si inégale ; il reçut de nombreuses blessures, et tomba sans connaissance.

Aussitôt on arrêta les gendarmes et le courrier qui devait conduire les conjurés à Saint-Pétersbourg. L'instant paraissait devoir décider du succès de cette tentative audacieuse : Un bataillon du régiment de Tchernigoff fut dirigé par le major Trukin contre les colonnes insurgées ; mais les soldats, loin de s'attaquer, fraternisèrent entre eux, et le major fut arrêté à son tour. La petite troupe arriva donc à Vassilkoff, en se grossissant de plus en plus. Elle força les boutiques de la ville pour subvenir à ses be-

soins, et Muravieff expédia des courriers dans plusieurs directions, afin d'obtenir, en ce moment suprême, le concours du plus grand nombre possible de membres de la société du Midi.

Plus tard et avant de quitter Vassilkoff, une scène étrange eut lieu sur la place de la ville : l'aumônier du régiment de Tchernigoff avait consenti, moyennant une somme de deux cents roubles, à célébrer l'office divin, et à lire aux soldats assemblés un catéchisme politique longuement élaboré par Bestujeff-Rumin. Ce catéchisme interprétait d'une façon toute révolutionnaire plusieurs passages de l'Ancien Testament, et avait pour but de prouver que la démocratie était la seule forme gouvernementale qui pût devenir agréable à Dieu. De pareilles idées ne doivent pas nous étonner, puisque nous avons vu de notre temps des tentatives toutes semblables. Les divers passages des saintes Écritures dont le sens avait été plus ou moins travesti, étaient accueillis par les officiers au cri de : « Vive la liberté! » Mais ce cri n'était compris ni par les soldats, ni par les habitants, et la lecture du catéchisme eut même pour résultat de produire un certain mouvement de répulsion dans les masses.

Dès lors il fut évident que la tentative révo-

lutionnaire de la société du Midi n'aurait pas un résultat assez favorable pour contrebalancer l'échec terrible de l'association du Nord. Le catéchisme démocratique ne produisant pas tout l'effet qu'on avait espéré, on parla des droits du grand-duc Constantin, et, grâce à ce subterfuge, Serge Muravieff et Bestujeff-Rumin parvinrent à engager les soldats par un serment prêté sur des images saintes.

Le 12, on partit de Vassilkoff. Serge espérait rallier toutes les compagnies de son régiment pour gagner ensuite Kief ou Jittomir, et, en effet, il rencontra sur sa route plusieurs compagnies qui semblaient disposées à le suivre, croyant toujours qu'il s'agissait de soutenir les prétentions du tsar Constantin. Mais l'habitude devient une seconde nature, et Muravieff ne tarda pas à trahir le fond de sa pensée secrète : « Après tout, dit-il aux soldats dans un mouvement d'expansion trop grande, qu'avons-nous besoin de Constantin ou de Nicolas? Au fond, nous pouvons bien nous passer de l'un comme de l'autre. C'est la république qu'il nous faut; crions donc tous vive la république! » Ce mot inconnu parut singulièrement étonner les soldats, et l'un d'eux dit à Muravieff : « Nous crierons vive la république! si cela peut vous plaire, colonel; mais enfin qui est-ce qui sera

empereur? » La stabilité politique de la Russie est tout entière dans ce mot-là.

Ce singulier dialogue avait jeté un certain trouble parmi les grenadiers : un officier, le capitaine Kosloff, caché sous la capote d'un soldat et confondu dans les rangs, chercha à profiter de ce mouvement de trouble et d'hésitation pour faire rentrer les grenadiers dans le devoir. Il les harangua ; leur fit comprendre qu'on les trompait et parvint à enlever la compagnie qui, le prenant au milieu d'elle, rebroussa chemin malgré les menaces des insurgés.

Cette désertion était déjà pour eux un coup fatal. Muravieff n'en continua pas moins sa route sur Belaïa-Tserkoff, où il espérait obtenir le concours d'un régiment dans lequel la propagande avait été largement exercée. Toutefois des nouvelles défavorables l'engagèrent bientôt à modifier ce plan; il paraît avoir voulu se rapprocher de la société des « Slaves réunis » et se diriger vers Trylessié. Mais l'hésitation de ses démarches avait permis au général Sacken de prendre toutes ses dispositions : bientôt Muravieff rencontra devant lui des forces supérieures, qui le cernèrent complétement entre les villages d'Oustinofka et de Korolevska. Ces troupes étaient commandées par les généraux Roth et Geismar envoyés tous deux sur la trace des rebelles.

Le général Geismar, ayant atteint les insurgés sur les hauteurs d'Oustinovka, les somma d'abord de se rendre. Toute résistance devenait en effet inutile, tout espoir devait s'évanouir. Muravieff forma ses six compagnies en carré, et leur ordonna de marcher l'arme au bras sur les pièces de campagne qui étaient braquées contre elles. Peut-être espérait-il que les artilleurs se refuseraient à faire leur devoir, et son attente fut cruellement trompée. Les compagnies exécutèrent bravement, sans tirer un seul coup de fusil, le mouvement qui leur était ordonné; mais elles reçurent deux décharges à mitraille qui portèrent dans leurs rangs le trouble et la mort. Le carré avait été ébranlé; les dragons du général Roth complétèrent sa déroute par une charge meurtrière, dans laquelle Serge Muravieff reçut un coup de sabre à la tête. Deux fois il se releva et essaya de rallier les grenadiers de Tchernigoff; malheureusement pour lui, les révoltés, surpris de la ferme attitude des troupes qui leur étaient opposées, commençaient à jeter leurs armes. Ils en vinrent promptement à s'emparer eux-mêmes de leurs chefs. Muravieff et Bestujeff-Rumin furent livrés de la sorte au colonel des hussards de Mariopol. Six autres officiers avaient été faits prisoniers. Hippolyte Muravieff fut tué pendant l'action, et

Kouzmin se brûla la cervelle. Telle fut l'issue rapide et tragique de la révolte du Midi.

Ainsi, la rébellion n'avait trouvé ni plus d'appui ni de meilleures chances dans les provinces que dans la capitale même, résultat bien naturel des tendances de l'esprit public et de l'isolement moral des conjurés. Une terrible expiation devait en être la conséquence presque immédiate et former, en quelque sorte, le dénoûment de ce drame compliqué. Nous anticiperons quelque peu sur les événements ultérieurs pour reproduire la dernière page de cette histoire de démence.

Nous avons dit que quelques-uns des chefs du complot, à Saint-Pétersbourg, avaient tenu, au milieu du combat ou après l'action, une conduite véritablement honteuse. Ajoutons que d'autres, au contraire, conservèrent jusqu'à la fin une attitude pleine de courage et de dignité. Parmi ces derniers, nous citerons Ryleieff, Alexandre Bestujeff, Batenkoff, Kakhofski et Yakhoubovitch. Bestujeff qui, après l'issue du combat s'était retiré dans son logement des faubourgs, le quitta pendant la nuit, et vint apporter lui-même sa tête à l'empereur. Le tsar voulut aussitôt le voir et l'interroger : « Le général Bestujeff, lui dit-il, était un serviteur fidèle; mais il n'a laissé que des fils dégénérés. » Le colonel Boulatoff était également venu se livrer à la vengeance impé-

riale, et il eut, assure-t-on, le malheur de dénoncer plusieurs de ses complices. Ce qui pourrait au moins confirmer ce soupçon, c'est que l'indulgence du tsar s'étendit largement sur lui. Quant au prince Troubetzkoï, non-seulement ce dictateur sans énergie d'une république impossible, s'abstint de prendre le commandement suprême qui lui avait été dévolu, mais encore il courut, par un incroyable mouvement de pusillanimité, à l'état-major général pour y prêter son serment de fidélité; là, saisi de crises nerveuses au bruit des décharges de la place de l'Amirauté, son attitude fut déplorable. Plus tard enfin, il se réfugia successivement chez sa belle-mère, la comtesse de Laval, puis chez son beau-frère, le comte de Lebzeltern, ministre d'Autriche, tandis qu'il laissait dans sa propre demeure tous les papiers relatifs au complot. Ces papiers, saisis dans la nuit même, fournirent des preuves accablantes contre tous ceux qui, de près ou de loin, avaient participé à cette conjuration fatale.

Plusieurs écrivains ont vivement insisté sur l'expiation douloureuse de la conduite politique du prince et cherché particulièrement à émouvoir leurs lecteurs par l'épisode, si touchant en effet, du dévouement véritablement admirable de sa jeune femme, abandonnant une vie de

famille, de luxe, de richesses, pour aller s'enfouir avec son mari au fond d'un désert glacé. Nous nous garderons bien de chercher à affaiblir l'émotion que peut causer une si belle et si noble action, une conduite si digne de tous les respects, de toutes les sympathies. Nous n'ajouterons donc qu'un seul mot au nom de l'histoire : C'est que le prince Troubetzkoï, l'un des plus coupables instigateurs de la révolte de 1825, fut celui de tous les conspirateurs qui montra le moins de courage dans l'entreprise, le moins de dignité dans la défaite. Après avoir, au dernier moment, cherché son salut dans l'abandon de la cause à laquelle il avait eu le tort de dévouer son épée, appelé devant l'empereur à rendre compte de ses actes, il nia d'abord et, sur la preuve écrite de sa participation au complot qui devait le faire dictateur, il demanda grâce de la vie : « Soit! répondit l'empereur, si vous vous sentez le courage de supporter une vie déshonorée. Asseyez-vous, et écrivez à la princesse : Je me porte bien et j'aurai la vie sauve. » Troubetzkoï écrivit. L'héroïsme de sa noble femme a répandu autour du faible conspirateur une auréole vraiment préservatrice [1].

1. La princesse Serge Volkonski, Mmes Naryschkin, Alexandre et Nikita Muravieff, suivirent ce noble exemple et accompagnèrent leurs époux exilés.

Le 31 décembre, l'empereur publia le manifeste destiné à rassurer les provinces sur l'importance et les résultats de la révolte ; ce document, comme tous ceux de la même nature qui sont dictés par une nécessité politique, n'était pas, ne pouvait pas être d'une entière franchise relativement aux événements qui venaient de s'accomplir ; il les représentait comme étant peu importants en eux-mêmes, bien qu'ils le fussent encore trop par leur principe et leurs conséquences. Le manifeste impérial se terminait ainsi :

« Entraînés dans le tumulte, les soldats des compagnies séduites n'ont participé à ces attentats de fait, ni d'intention ; une enquête sévère m'en a donné la preuve, et je regarde comme un premier acte de justice, comme ma première consolation, de les déclarer innocents. Mais cette même justice défend d'épargner les coupables. D'après les mesures déjà prises, le procès, le châtiment, embrasseront dans toute son étendue, dans toutes ses ramifications, un mal dont le germe compte des années, et, j'en ai la confiance, ils le détruiront jusque dans sa racine ; ils purgeront de cette contagion étrangère le sol sacré de la Russie ; ils feront disparaître cet odieux mélange de tristes vérités et de soupçons gratuits qui répugne aux âmes généreuses ; ils tireront à jamais

une ligne de démarcation entre l'amour de la patrie et les passions révolutionnaires, entre le désir du mieux et la fureur des bouleversements ; ils montreront au monde que la nation russe, toujours fidèle à son souverain et aux lois, repousse les secrets efforts de l'anarchie, comme elle a repoussé les attaques ouvertes de ses ennemis déclarés ; ils montreront comment on se délivre d'un tel fléau, ils prouveront que ce n'est point partout qu'il est indestructible. »

Une commission d'enquête fut aussitôt nommée par l'empereur ; cette commission, qui allait avoir à remplir une tâche si importante, si sévère, était composée ainsi qu'il suit :

Président, le ministre de la guerre, Alexandre Tatischtcheff; membres : le grand-duc Michel, frère de l'empereur; le prince Alexandre Galitzyn, ministre de l'Instruction publique et des Cultes; les aides de camp généraux Golénitcheff-Kutusoff, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, Alexandre Tchernycheff, Levachoff, Alexandre de Benkendorff; et Potapoff, chef de l'état-major général. Secrétaire, M. Dmitri Bludoff, conseiller d'État.

Ce fut, ainsi que nous avons eu occasion de le dire plus haut, en parlant de l'organisation des sociétés secrètes, M. Dmitri Bludoff, qui fut chargé de rédiger le rapport de la commission

d'enquête et ce remarquable travail, document d'une haute importance pour l'histoire, fait le plus grand honneur à l'écrivain, comme à l'homme d'État. Un manifeste impérial avait ordonné à la commission : « d'embrasser l'affaire dans tout son ensemble, de pénétrer jusqu'aux racines du mal, de découvrir son origine, d'en suivre toutes les ramifications, d'en constater les progrès et l'étendue, non sur des suspicions ou des probabilités, mais sur des preuves certaines, péremptoires, irréfragables. »

Le 11 juin, après plus de cinq mois de travaux quotidiens, le rapport de la commission d'enquête était présenté à l'empereur qui l'approuvait, et, deux jours après, en faisait connaître les conclusions dans un nouveau manifeste renfermant le passage suivant :

« Lorsque, dès les premiers jours de notre règne, les décrets impénétrables du Très-Haut nous eurent dévoilé un horrible dessein, qui, depuis dix années déjà, se poursuivait dans les ténèbres, nous avons reconnu le doigt de Dieu qui nous traçait visiblement notre conduite et nos devoirs ; nous avons compris d'autant mieux la sainteté de ces obligations, que la naissance du complot précéda de loin notre avénement au trône, et qu'il ne menaçait pas notre personne seule, mais la Russie toute entière..... Il résulte

de l'examen du rapport et des pièces justificatives, deux espèces d'accusations évidemment distinctes : les premières, de la nature la plus grave, portent sur des crimes de haute trahison, sur des projets formés de longue main, entretenus et mûris avec un endurcissement opiniâtre, constamment et invariablement dirigés vers le but criminel que l'on se proposait; les secondes concernent des égarements qui eurent pour principe, soit la faiblesse du caractère et une aveugle confiance, le manque d'une pénétration suffisante pour découvrir le secret des véritables conspirateurs, ou l'élan momentané des passions, suivi d'un repentir sincère. On voit par le genre même du délit, que les accusés de cette espèce encourent l'application des peines simplement correctionnelles; quant aux individus sur qui pèsent les premiers chefs d'accusation qui, plus ou moins rapprochés du centre d'activité de ce complot, en ont connu les véritables fins, tous seront compris dans le même jugement, quoique tous ne soient pas coupables au même degré. » L'empereur décrétait en même temps la convocation d'une haute-cour de justice, à laquelle serait déféré le jugement de cette importante affaire, tribunal exceptionnel qui devait se composer des trois premiers corps de l'État, le conseil de l'empire, le sénat dirigeant, et le saint synode, plus quinze

membres pris parmi les hauts fonctionnaires militaires et civils. Le prince Lapouckhin eut la présidence de cette cour suprême dont les séances se tinrent au palais du sénat. Elle allait avoir à remplir une tâche aussi difficile que pénible, car les accusés n'étaient pas moins de cent vingt et un.

On sait que depuis le règne de l'impératrice Élisabeth, la peine de mort a été remplacée en Russie pour les crimes non politiques, par celle du knout et de l'exil en Sibérie; mais les lois russes sont demeurées implacables pour tout acte de rébellion politique, et cette sévérité légale ne peut rencontrer comme contre-poids que la volonté du souverain. Aussi, la haute-cour proclama-t-elle tout d'abord « que les crimes confirmés à deux reprises par les aveux des prévenus eux-mêmes, emportaient tous, sans exception, la peine de mort. » Toutefois l'empereur, dans une série de « règles additionnelles basées sur l'ordre général de la procédure juridique, » prescrivit « que la haute-cour eût à déterminer jusqu'à quel point les circonstances particulières à chacun des prévenus étaient de nature à aggraver ou à atténuer leur participation au crime commun à tous; qu'elle s'occupât à former des catégories correspondantes aux divers degrés de culpabilité; qu'elle prononçât des peines proportionnées à

chacun de ces dégrés, et enfin qu'elle répartît les prévenus dans les différentes catégories, selon le degré de leur culpabilité respective. » Une seconde commission fut donc nommée par la cour et chargée d'établir ces catégories de culpabilité, dont parlaient les « règles additionnelles; » elle reconnut qu'il en existait onze en dehors des cinq condamnations exceptionnelles que nous allons mentionner tout à l'heure, et sur les cent vingt et un prévenus soumis à son jugement suprême, la haute-cour en condamna « cinq placés hors de toute catégorie, à la peine de mort et à être écartelés; trente et un à la peine de mort par la décapitation, dix-sept à la mort politique et à l'envoi aux travaux forcés à perpétuité, après avoir posé la tête sur le billot; deux aux travaux forcés à perpétuité; trente-huit aux travaux forcés à temps et ensuite à la colonisation en Sibérie; quinze à l'exil perpétuel en Sibérie avec dégradation préalable; trois à la déportation à perpétuité avec dégradation; un à servir dans les rangs de l'armée en qualité de soldat, avec dégradation et privation de la noblesse (comme tous les précédents), mais avec faculté d'avancement; enfin, huit composant la onzième catégorie à servir comme simples soldats, mais sans privation de la noblesse et avec la même faculté d'avancement.

Toutes ces nuances avaient pour objet de faire

reconnaître l'impartialité et la maturité des jugements de la haute-cour. Les membres du saint synode appelés à y siéger, tout en admettant la justice des condamnations capitales portées contre quelques-uns des coupables, déclarèrent conformément à des exemples antérieurs, que leur caractère sacerdotal ne leur permettait pas de munir la sentence de leurs signatures.

Restait donc la volonté de l'empereur et sa clémence suprême : elle s'étendit largement sur les condamnés à mort de la première série, qui tous virent leur peine commuée en celle des travaux forcés à perpétuité, avec privation de la noblesse. Pour les autres catégories, le temps des travaux forcés en Sibérie fut souvent diminué, quelquefois il fut remplacé par l'exil ou la détention dans une forteresse ; quelquefois aussi la privation de la noblesse ne fut pas infligée aux coupables. « Enfin, disait le décret impérial, quant aux criminels d'Etat dont les noms ne se trouvent pas mentionnés dans le présent ukase et qui, par l'énormité de leurs forfaits, ont été mis hors des catégories et de toutes comparaisons avec les autres, nous abandonnons leur sort à la décision de la haute-cour nationale, pour être exécuté l'arrêt définitif qu'elle portera contre eux. »

L'empereur, tout en admettant la peine de mort portée contre les cinq coupables, ne voulait

pas qu'ils fussent soumis au supplice barbare indiqué dans l'arrêt de la haute-cour, et que réprouvait la civilisation. Il fallut donc le modifier, et les conclusions définitives furent ainsi formulées : « La haute-cour de justice, prenant pour guide la clémence dont S. M. I. a donné un si éclatant témoignage par la commutation du châtiment et des peines prononcées contre les autres criminels, et usant du pouvoir discrétionnaire dont elle est investie, arrête : qu'au lieu du supplice d'être écartelés auquel Paul Pestel, Conrad Ryléïeff, Serge Muravieff-Apostol, Michel Bestujeff-Rumin et Pierre Kakhofski, devaient être livrés en vertu du premier arrêt de la cour, ces criminels sont condamnés à être pendus, en punition de leurs horribles attentats. »

On donna un jour aux condamnés pour recevoir les secours de la religion, et le 25 juillet 1826, à trois heures du matin, l'échafaud se dressait sur le rempart de la vieille forteresse de Pétersbourg. Chaque régiment en garnison dans la capitale devait envoyer une compagnie pour assister au supplice. Le roulement des tambours annonça l'arrivée des condamnés; après avoir entendu la lecture de leur sentence, ils subirent la dégradation militaire, et recouverts de capotes grises montèrent sur la plate-forme où devait s'accomplir le fatal sacrifice; mais un douloureux

épisode vint signaler leur exécution. Au moment où la plate-forme s'enfonçait, Pestel et Kakhofski demeurèrent seuls suspendus dans l'espace; les trois autres, sur lesquels la corde avait glissé, tombèrent sous l'échafaud qu'il fallut reconstruire avant de les lancer de nouveau dans l'éternité. « Rien ne me réussira donc, s'écria Ryléïeff, pas même la mort! » Quelques instants après, les troupes défilaient en silence devant ces corps inanimés, et les cinquante-deux complices de l'insurrection de 1825, condamnés aux travaux forcés ou à la déportation, étaient immédiatement dirigés sur des chariots de poste vers le lieu de leur lointain exil, la Sibérie; tous expiant ainsi la fausse et fatale conviction qui les avait engagés dans la plus chimérique des tentatives, rêve insensé que rien ne justifiait, ainsi que nous l'avons dit si souvent, dans le passé historique de la Russie, et que rien n'est venu justifier depuis.

Ce même jour, paraissait un nouveau manifeste impérial où l'on remarquait les passages suivants : « Puissent maintenant les pères porter toute leur attention sur l'éducation morale de leurs enfants! Ce n'est certes point aux progrès de la civilisation, mais à la vanité qui ne produit que le désœuvrement et le vide de l'esprit, mais au défaut d'instruction réelle, qu'il faut attribuer cette licence de la pensée, cette fougue des pas-

sions, ces demi-connaissances si confuses et si funestes, ce penchant aux théories extrêmes et aux visions politiques, qui commencent par démoraliser et finissent par perdre. En vain le gouvernement fera-t-il de généreux efforts, en vain s'épuisera-t-il en sacrifices, si l'éducation domestique ne seconde son action et ses vues, si elle ne verse dans les cœurs tous les germes de la morale. » « Dans les lieux, ajoutait le manifeste, où, il y a sept mois, l'explosion d'une soudaine révolte nous a tout d'un coup révélé l'affreux secret d'un mal qui comptait déjà dix années, il faut qu'un dernier acte de commémoration, un sacrifice expiatoire consacre le souvenir du sang versé pour la religion, le souverain, la patrie; il faut que de solennelles actions de grâces s'y élèvent vers le Seigneur. Nous avons reconnu sa main toute-puissante lorsqu'elle déchirait le voile qui couvrait cet horrible mystère. Nous l'avons reconnue, lorsqu'en permettant au crime de s'armer, elle assurait sa perte. Telle qu'un orage d'un moment, la révolte semble n'avoir éclaté que pour anéantir la conspiration dont elle avait été le début. »

Dans la matinée du 26, une cérémonie religieuse d'une solennité tout exceptionnelle fut célébrée en présence de la garnison réunie sur la place d'Isaac. Un autel s'élevait au centre de la

place, et le métropolitain Séraphim venait purifier avec l'eau lustrale les lieux où le combat s'était livré, cérémonie bien faite pour frapper vivement l'esprit des masses. L'empereur et l'impératrice y assistèrent. La foule, impressionnée par cet imposant spectacle, se retira silencieuse, et bien des spectateurs de cette scène pensèrent que la dangereuse conspiration combattue par le tsar avec tant d'énergie, avait consolidé son trône plus encore qu'elle ne l'avait ébranlé.

VIII.

L'EMPEREUR NICOLAS Iᵉʳ. — DÉBUTS POLITIQUES DU RÈGNE. — MANIFESTE D'AVÉNEMENT. — CONVOI FUNÈBRE DU TSAR DÉFUNT. — CÉRÉMONIE DE L'INHUMATION A SAINT-PÉTERSBOURG. — MORT DE L'IMPÉRATRICE ÉLISABETH. — PRÉPARATIFS DU SACRE. — ENVOYÉS EXTRAORDINAIRES DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES.

Quel commencement de règne ! avait dit Nicolas Iᵉʳ dans un moment d'expansion douloureuse, et, certes, les cruels débuts de sa carrière de souverain devaient alors assombrir par les plus tristes présages la pensée du jeune empereur. Mais ces terribles épreuves sont la pierre de touche des caractères vraiment énergiques, et lorsqu'un prince en sort avec autant d'avantage, il

acquiert naturellement et indépendamment de tout son mérite personnel, un prestige nouveau aux yeux des populations que le courage vainqueur des obstacles a toujours le privilége de séduire. L'empereur Nicolas avait vingt-neuf ans au moment où il monta sur le trône ; son attitude au milieu des graves conjonctures qui signalèrent son avénement fut pour les hommes politiques une véritable révélation. La jeunesse de l'empereur s'était, en effet, écoulée en dehors des grands événements qui ont signalé le commencement du XIXe siècle, et auxquels son âge ne lui avait pas permis de prendre une part active. Marié presque adolescent, ainsi que nous l'avons vu, à la princesse Charlotte de Prusse, fille du roi Frédéric Guillaume III, il avait vécu pendant la majeure partie du règne de son frère en homme privé et en père de famille, se renfermant le plus possible dans son palais d'Anitchkof, et se préoccupant exclusivement des fonctions d'inspecteur général du génie qu'Alexandre lui avait confiées.

L'empereur ne possédait pas alors tous les avantages physiques que la nature s'est en quelque sorte complu à lui prodiguer. Les traits de son visage plus jeunes, plus anguleux, étaient aussi moins développés, moins caractérisés, moins remarquables que de nos jours. Quiconque a pu contempler de près cette nature exceptionnelle,

en a gardé dans sa mémoire un souvenir inaltérable, et jamais physionomie humaine n'a mieux répondu à l'idée que l'imagination pouvait se créer à l'avance sous l'influence des paroles et des actes historiquement connus. C'est, qu'en effet, malgré son expression multiple et variable comme les sensations qu'elle retrace, malgré le masque froidement officiel si souvent imposé par la politique, cette physionomie pleine d'une sombre grandeur conserve toujours le caractère d'énergique décision et de sévérité systématique que l'on s'attend à y rencontrer. Confondu dans la foule de ses généraux, on reconnaîtrait presque à coup sûr le tsar Nicolas, sans l'avoir précédemment approché, et on peut affirmer que jamais la nature n'a rencontré plus juste ni mieux servi la politique qu'en créant un tel homme pour une situation semblable.

Son large front que l'âge a dénudé au sommet, ses yeux pleins de feu et fiers d'expression, sa bouche au sourire légèrement sarcastique, sa taille élevée, mais moins riche alors qu'elle ne l'est actuellement, une tournure éminemment martiale, tout dans le nouvel empereur était fait pour attirer l'attention des masses, pour provoquer leurs sympathies. Nicolas I[er], plus énergique d'apparence que le tsar défunt Alexandre, et moins rude que leur frère Constantin, offrait

un ensemble évidemment destiné à frapper et à séduire le peuple si impressionable qu'il allait avoir à gouverner. Ses avantages extérieurs le servaient aussi bien dans cette tâche difficile que la fermeté de son caractère et la décision de son esprit. Jamais on n'a pu rêver une individualité plus significative, une plus fidèle expression de la monarchie de Pierre le Grand au XIX[e] siècle. Rarement tout un système politique a été plus exactement représenté par un homme, et il semble aussi que jamais ce grand État moitié européen, moitié asiatique, à demi civilisé et à demi barbare, ait dû posséder un autre chef dans les circonstances actuelles.

S'il est historiquement vrai que l'empereur Alexandre ait eu quelques instants de doute sur la valeur du gouvernement despotique, et que sa pensée un peu irrésolue se soit quelquefois égarée dans les rêves constitutionnels des États occidentaux de l'Europe, il est également certain que Nicolas I[er] n'a jamais eu d'autre goût politique que celui du pouvoir absolu, dont il admire, dont il exagère peut-être la grandeur possible. Aucune conception humaine ne peut offrir le type de la perfection, et tout au plus peut-on dire que l'application de certains systèmes gouvernementaux à certains peuples est plus ou moins heureuse, suivant leurs mœurs, leur situation, leurs anté-

cédents. Eh bien! personne ne pouvait aussi complétement, aussi heureusement que le tsar Nicolas, appliquer à la Russie la forme gouvernementale qui jusqu'ici, il faut l'avouer, a fait sa prospérité et sa grandeur. Quelqu'un a dit de lui qu'il était complet pour le despotisme, nous n'ajouterons qu'un mot à cette appréciation sommaire : c'est que le despotisme intelligent peut avec les immenses ressources dont la Russie dispose devenir à l'intérieur le principe le plus fécond, comme à l'extérieur l'arme la plus redoutable.

Mais reprenons le récit des faits.

Il est d'usage qu'à l'époque de leur avénement, les souverains russes accordent une amnistie et la remise de certaines charges publiques. Nicolas suivit cet exemple ; mais l'amnistie fut limitée aux condamnations prononcées avant le 1er décembre 1825, et ne s'appliquait par conséquent à aucune des catégories du vaste complot qui venait d'être déjoué. L'empereur fit connaître aux puissances étrangères que son intention était de continuer les bonnes relations entretenues par son frère Alexandre ; il assurait en même temps que les affaires intérieures de l'empire seraient dirigées dans le même esprit que sous le règne précédent. La plupart des ministères furent en effet mainte-

nus entre les mains des hommes d'État qui les dirigeaient auparavant, c'est-à-dire (pour ne citer que les principaux) par MM. de Nesselrode, aux relations extérieures; Alexandre Tatischtcheff, à la guerre; Cancrin, aux finances; Labanoff-Rostofski, à la justice; Chischkoff, à l'instruction publique; Moller, à la marine, et Landskoï, à l'intérieur.

Un grand nombre d'officiers qui avaient montré leurs sentiments de fidélité au moment de la révolte, furent attachés à la maison militaire de l'empereur, en qualité d'aides de camp et d'aides de camp généraux, bien juste récompense de leur courageuse et loyale conduite dans ces instants si difficiles où il fallait rapidement apprécier de quel côté était le devoir. Des décorations et des titres de noblesse complétèrent alors les rémunérations impériales, et furent plus particulièrement conférés à de hauts dignitaires de l'armée.

Nous avons déjà mentionné, afin de réunir en un même ensemble tous les faits se rattachant à la révolte de 1825, les événements qui suivirent dans le Midi de l'empire, l'explosion formidable du complot de Pétersbourg. On ne tarda pas à en connaître le résultat favorable, et l'on apprit également que la prestation du serment avait eu lieu sans aucun incident fâcheux à Moscow, à Varsovie et dans les colonies militaires créées par le géné-

ral Araktcheïeff. L'empereur leur adressa un ordre du jour dans lequel il disait : « Partageant dans toute son étendue la pensée bienfaisante qui a créé les colonies militaires, j'affermirai votre bien-être, et en témoignage de ma bienveillance je vous fais présent de l'uniforme que feu l'empereur Alexandre avait l'habitude de porter : il sera conservé au régiment des grenadiers du comte Araktcheïeff, le premier qui ait reçu un établissement colonisé. »

A la Pologne qui avait accepté sans murmure la domination du nouveau tsar, mais où le feu révolutionnaire couvait déjà sourdement, l'empereur disait encore dans son manifeste d'avénement au trône : « Polonais ! nous avons annoncé que notre invariable désir sera de continuer le règne de feu l'empereur et roi Alexandre, de gracieuse mémoire. C'est vous dire que les institutions qu'il vous a octroyées seront maintenues, et que je jure d'avance et promets devant Dieu de soutenir et faire exécuter de tout mon pouvoir la Charte constitutionnelle. » Tandis que, de son côté, le grand-duc Constantin, comme pour donner un nouveau démenti aux intentions que la révolte lui avait prêtées, adressait à son frère une lettre destinée à la publicité et où nous remarquons le passage suivant : « Les décrets de Dieu sont consommés ; si j'ai coopéré en quelque chose à leur

accomplissement, je n'ai fait que remplir mon devoir, le devoir d'un sujet fidèle, d'un frère dévoué, le devoir enfin d'un Russe qui s'enorgueillit du bonheur d'obéir à Dieu et à son souverain. Le Tout-Puissant qui protége les destinées de la Russie, ses lois et la majesté du trône, le Tout-Puissant, dans sa miséricorde, sera votre guide, Sire, et vous éclairera de ses lumières. Si mes plus ardents efforts peuvent contribuer à alléger le fardeau que Dieu vous a imposé, je m'empresse d'apporter aux pieds de votre trône l'hommage de mon dévouement sans bornes, de ma fidélité, de ma soumission et de mon zèle à exécuter les volontés de V. M. I.

« Je prie le Très-Haut que sa sainte et impénétrable providence veille sur la santé si précieuse de V. M. I., qu'il prolonge vos jours et que votre gloire, Sire, la gloire de votre courone, puisse se transmettre de génération en génération. »

Tout semblait donc peu à peu rentrer dans l'ordre des habitudes politiques et promettre au règne nouveau ces jours de calme qui font naître la prospérité tout en permettant et en provoquant le progrès. Pendant ce temps, le convoi de l'empereur défunt, parti de Taganrog, franchissait lentement les quatre cents lieues qui séparent cette ville de la capitale de l'empire.

La noble veuve d'Alexandre avait confié au

général Orloff Denizoff le soin de ramener à Pétersbourg les restes mortels de son époux; dix aides de camp de l'empereur devaient faire le service sous ses ordres, et ce cortége funèbre, traversant d'immenses espaces couverts de frimas, entre deux haies de populations éplorées, et s'avançant ainsi à petites journées vers le lieu où l'illustre défunt allait reposer pour jamais, c'était tout à la fois un grand et émouvant spectacle. Le convoi franchissait environ de trente à quarante verstes par jour. Parti de Taganrog le 6 janvier 1826, il entrait, le 15, février dans la cathédrale de l'archange Michel à Moscow. Une foule immense s'était portée à sa rencontre jusqu'au village de Kolomensk où la tradition place le lieu de naissance de Pierre le Grand. Le corps avait été disposé pour faire son entrée dans la seconde capitale de l'empire sur un char magnifiquement orné et décoré, outre les couronnes de Russie et de Pologne, des vieux diadèmes de Crimée, d'Astrakhan, de Géorgie, de Sibérie, renfermés et conservés au Kremlin. La dépouille mortelle fut portée dans le sanctuaire par les officiers généraux présents à la cérémonie, et l'archevêque, après avoir célébré le service funèbre avec toutes les pompes orientales du rite grec, fit ouvrir les portes de la basilique où le peuple se précipita pour baiser, suivant son an-

çien usage, le cercueil vénéré du souverain défunt. Durant trois jours, ces honneurs furent rendus à la mémoire d'Alexandre dans le vieux palais des tsars sorti presque intact des flammes de 1812. Le 18 février, le convoi, accompagné jusqu'à Pétrofski par une population qui, pour marquer son deuil, voulut traîner le char funèbre, reprit sa lente marche vers Petersbourg, et arriva le 10 mars au palais de Tsarsko-Sélo.

L'empereur, accompagné de l'impératrice mère, s'était rendu au village de Tossna, situé à quelques lieues du palais pour se livrer sans témoins importuns aux douloureuses impressions d'une touchante et suprême entrevue. Le cercueil fut ouvert en leur présence. Marie Fœdorovna déposa un dernier adieu sur la main glacée de son illustre fils, mais la face du cadavre où la mort avait déjà porté ses cruelles empreintes dut rester, dit-on, voilée aux yeux maternels.

Après un court séjour du corps dans la chapelle du palais de Tsarsko-Sélo, puis dans celle du château de Tchesmé où, suivant les ordres de l'empereur, il devait être placé sur un char de parade disposé magnifiquement pour l'entrée solennelle à Saint-Petersbourg, le convoi avait repris sa marche. Le 18 mars, il franchit les barrières de la capitale au bruit des décharges d'artillerie et au son des cloches de toutes les égli-

ses. La garde impériale formait la haie sur le passage du cortége, et l'empereur, accompagné de son frère le grand-duc Michel, de ses beaux-frères les princes d'Orange et Guillaume de Prusse, de quelques hauts personnages envoyés par certains gouvernements pour porter leurs compliments de condoléances, tels que le duc de Wellington et le prince de Wrede; enfin d'un immense état-major de généraux et de fonctionnaires civils, conduisait le deuil à cheval, revêtu, ainsi que tous ceux qui l'escortaient, d'un long manteau couvrant son grand uniforme. Une foule compacte suivait le char traîné par huit chevaux et entouré de pages portant des torches. Elle s'étendait, en y comprenant les longues files du clergé, sur un espace d'environ une lieue de longueur. Affluence significative, magnifique cortége, mais qui, comme toutes les pompes du même genre, ne faisait que mieux ressortir en face de la mort, le néant de la grandeur de l'homme.

Le convoi s'arrêta devant le péristyle de Notre-Dame de Kasan, dans la perspective de Newski, où une chapelle ardente avait été préparée. Le métropolitain Séraphim l'attendait à la tête de son clergé, et on ne manqua pas de faire à ce sujet un de ces rapprochements que certains esprits affectionnent : c'était ce même vieillard qui, au

moment du départ de l'empereur Alexandre, et lors de la dernière visite de ce prince au sanctuaire révéré de saint Alexandre Newski, avait, pour ainsi dire, reçu ses mélancoliques adieux.

Après la cérémonie, qui fut entourée de toutes les splendeurs de l'église grecque, la dépouille mortelle du tsar défunt demeura huit jours encore dans la cathédrale de Notre-Dame de Kasan, pour que la population pût venir une dernière fois rendre hommage au monarque dont le souvenir était toujours présent à sa mémoire. Mais c'était dans l'église de la forteresse, dédiée à saint Pierre et à saint Paul, monument construit par Pierre le Grand, et qui, depuis son règne fameux, est consacré à la sépulture des souverains russes, qu'Alexandre devait trouver le repos suprême et dormir du dernier sommeil au milieu de ses ancêtres.

Le jour de l'inhumation fut fixé au 25 mars. La translation du corps eut lieu avec le même cérémonial religieux et militaire qui avait signalé l'entrée du cortége à Saint-Pétersbourg, et la descente du cercueil dans la tombe qu'il était venu chercher de si loin, fut annoncée à la capitale par une salve de trois cents coups de canon.

Mais la vieille basilique du tsar Pierre devait bientôt rouvrir ses portes devant un deuil nou-

veau, et Pétersbourg allait encore voir les longs cortéges funèbres traverser son enceinte : au moment où tout se disposait pour la brillante solennité du sacre de l'empereur à Moscow, on apprit tout à coup la mort de l'impératrice Élisabeth. La noble veuve d'Alexandre, succombant à ses regrets, plus encore peut-être qu'à ses souffrances, n'avait survécu que cinq mois à celui qu'elle avait tant pleuré; nature douce, dévouée, résignée, mais qui avait besoin d'un soutien dans la vie; elle avait écrit, en quittant Taganrog, que son unique désir était d'atteindre Kalouga, et « de revoir encore une fois la mère « de l'ange qui l'avait devancé. » Malheureusement ce dernier souhait ne put être exaucé. Les jours de l'impératrice Élisabeth étaient comptés; elle mourut à peine âgée de quarante-huit ans.

Cette nouvelle perte très-sensible pour la famille impériale retarda, nous venons de le dire, la cérémonie du sacre. Déjà l'empereur avait publié un manifeste ainsi conçu : « Dès notre avénement au trône de nos ancêtres, nous étant chargé du fardeau qu'il a plu à Dieu de nous imposer, et cherchant dans sa toute-puissance et sa miséricorde infinie notre appui et nos forces, nous avons résolu, à l'exemple des monarques nos aieux, de recevoir l'onction sacrée, de placer

la couronne sur notre front, et d'associer à cet acte solennel notre épouse bien-aimée, l'impériale Alexandra.

« En annonçant cet événement, qui doit s'accomplir, avec l'aide de Dieu, au mois de juin de la présente année 1826 dans notre capitale de Moscow, nous appelons tous nos fidèles sujets à joindre leurs ferventes prières à celles que nous adressons au Très-Haut, pour qu'avec l'huile sainte sa grâce ineffable se répande sur nous et sur notre empire, pour que cet acte sacré devienne le signe et le gage de sa suprême bonté à notre égard, et le sceau de l'affection qui nous unit à nos fidèles sujets dont le bonheur est le but unique de nos pensées, l'accomplissement de tous nos vœux, la récompense de nos travaux, et le premier de nos devoirs envers le Roi des rois. »

Les cours étrangères s'occupèrent aussitôt de choisir les personnages diplomatiques qui allaient être chargés de les représenter au couronnement de l'empereur. Le roi de France, qui déjà avait envoyé le vicomte de Saint-Priest, alors ministre à Berlin, pour porter ses compliments de condoléances au sujet de la mort de l'empereur Alexandre, se fit représenter en cette circonstance par le duc de Raguse accompagné des maréchaux de camp Denis Damremont, Talon, et de Broglie; une suite brillante d'officiers portant

tous des noms historiques [1] complétait cette ambassade vraiment digne d'un grand pays.

Quant à l'Angleterre, elle avait, ainsi que nous l'avons déjà vu, choisi le duc de Wellington comme envoyé extraordinaire. Mais la question d'Orient, grande préoccupation diplomatique du moment, et dont nous allons avoir l'occasion de parler tout à l'heure, avait été pour beaucoup dans le choix du ministère Canning. Comme toujours, l'Angleterre plaçait les affaires avant l'étiquette, ou tout au moins les faisait marcher de pair. Le duc de Wellington [2] s'acquitta du reste avec une grande habileté de la mission sérieuse qui lui avait été confiée et dont nous verrons bientôt les résultats.

IX.

MOSCOW ET LE SACRE. — ARRIVÉE DU GRAND-DUC CONSTANTIN. — CÉRÉMONIE. — ANCIENS USAGES. — QUESTION D'ORIENT. — MISSION DU DUC DE WELLINGTON. — PRÉLIMINAIRES DU TRAITÉ DE LONDRES RELATIF A LA GRÈCE.

Moscow a reçu le nom de « mère des villes

1. C'était MM. les colonels, marquis de Caraman, de Castries, de Podenas; le chef d'escadron, comte Alfred de Damas; les capitaines, comte de Brézé, de Caumont-La-Force, de Villefranche; enfin. les sous-lieutenants, vicomte de La Ferronnays, comte de Biron et marquis de Vogué.

2. Le duc était accompagné de son vieux compagnon d'armes, lord Fitzroi-Somerset.

russes » et conservé le titre historique de « première capitale de l'empire. » Sa position centrale semble devoir perpétuer son importance, et son vieux droit de couronner les tsars devait nécessairement être maintenu en cette circonstance solennelle. Moscow est, pour ainsi dire, le cœur de la nationalité russe ; son aspect à moitié oriental suppléerait au silence de l'histoire pour indiquer l'origine traditionnelle de ses privilèges comme celle de ses prétentions à une certaine suprématie qui ne lui est point contestée, du reste, dans les occasions de la nature de celle que nous allons mentionner ici.

Vers la fin du mois de juillet 1826, l'aspect de Moscow devint plus animé, et une foule aux costumes variés commença à parcourir ses rues ordinairement désertes à cette époque de l'année. Les boyards, accompagnés de leurs suites nombreuses, y affluaient venant des provinces reculées de l'empire; Petersbourg se voyait déserté, non-seulement par sa population de fonctionnaires publics, mais encore par un grand nombre de ses habitants notables. Le corps diplomatique et les étrangers de distinction attirés par le désir d'assister à des fêtes d'une splendeur et d'une originalité incomparables, complétaient avec les députations des provinces asiatiques un public aussi nombreux que bizarre. Bientôt la ville, malgré

ses vastes proportions, put difficilement le contenir.

Un corps d'armée de cinquante mille hommes, composé en grande partie de détachements de la garde impériale, avait été réuni à Moscow, ou dans les environs du palais Petrofski. On avait formé un camp autour de ce palais qui est peu distant de la ville, et l'empereur s'y arrêta pendant quelques jours consacrés à de grandes manœuvres.

Ce fut seulement le 6 août 1826 qu'eut lieu son entrée solennelle dans la vieille cité. Le cortége imposant, immense, se déroulait lentement entre la haie des troupes qui s'étendait elle-même du château de Petrofski au Kremlin. L'empereur à cheval, ayant à ses côtés le grand-duc Michel et le prince de Prusse, s'avançait au bruit du canon et au son de toutes les cloches de la ville, précédant de quelques pas la voiture dans laquelle étaient assis l'impératrice et le jeune grand-duc héritier. La foule saluait par de chaleureux vivats la présence de ce nouveau tsar à l'œil fier et à la contenance assurée. Le cortége entra par le faubourg de l'Arbate et le boulevard de Tver dans Moscow dont les maisons étaient tendues d'étoffes plus ou moins précieuses suivant la fortune et la position sociale de leurs habitants. Après avoir passé en se découvrant,

suivant l'ancien usage, sous les voûtes de la porte du Sauveur, l'empereur pénétra dans l'enceinte du Kremlin. Un clergé nombreux l'attendait sur les degrés de l'église de l'Assomption. Il mit aussitôt pied à terre ainsi que l'impératrice; tous deux baisèrent la croix qui leur était présentée par l'archevêque, et entrèrent un instant dans la basilique pour s'incliner devant l'image de la Vierge de Vladimir. Puis ils reçurent le pain et le sel que les députations de la noblesse et de la bourgeoisie leur apportaient sur des plateaux de vermeil, suivant une ancienne tradition d'hommage et d'hospitalité.

Divers motifs complétement indépendants de la politique firent alors retarder jusqu'au 3 septembre 1826 la cérémonie du couronnement. Les semaines qui précèdent la fête de l'Assomption sont en Russie des époques de jeûne, et cette coïncidence devait nécessairement être écartée [1]; la fête de la bénédiction des eaux fut également célébrée avec pompe en présence de l'empereur dont l'omnipotence religieuse complète, on le sait, le pouvoir temporel. Enfin, le 31 août, des maîtres de cérémonie parcoururent à cheval toutes

1 Il y a quatre carêmes en Russie : à Noël, à Pâques, au mois de juin et au mois d'août. Ce dernier, le plus court de tous, commence le 1er août, au renouvellement de la bénédiction des eaux célébrée une première fois à l'Épiphanie.

les rues de Moscow précédés de trompettes et de hérauts d'armes publiant sur les places publiques le jour fixé pour le couronnement du tsar.

Cependant, une circonstance d'un heureux augure venait de porter la joie et l'espoir dans l'intérieur de la famille impériale : le grand-duc Constantin était subitement arrivé de Varsovie le 26 août, sans avoir prévenu l'empereur du projet qu'il avait formé ; son but était évident : il n'y avait point eu rapprochement des deux frères depuis les sinistres événements auxquels avait donné lieu l'ouverture de la succession politique d'Alexandre. Ce rapprochement significatif, qui devait enlever tout prétexte à la calomnie (en supposant que la calomnie pût en avoir encore), le grand-duc Constantin allait généreusement le provoquer, et jamais démarche ne fut plus noblement explicite que la sienne.

Quand on vint annoncer à l'empereur que son frère le césarevitch montait les degrés du palais, un cri de joie sortit de sa poitrine, et il s'élança vers Constantin qui, s'inclinant respectueusement devant le tsar, lui baisa la main en signe d'obéissance, digne complément du sacrifice qu'il avait si volontairement accompli ; et lorsque le lendemain de cette intéressante scène qui avait répandu la joie dans le palais, une fête religieuse et militaire rassembla autour du Kremlin des flots

de peuple et de soldats, l'explosion d'un formidable enthousiasme salua l'arrivée de l'empereur qui tenait d'une main le césarevitch, et de l'autre le grand-duc Michel, trinité de puissance désormais indestructible, faisceau impossible à rompre par sa force de cohésion et d'unité.

Le 3 septembre vint enfin, jour impatiemment attendu par le peuple qui s'appropriait en quelque sorte les pompes auxquelles il allait assister. Cette solennité s'accomplit tout entière dans l'enceinte même du Kremlin ; un premier cortége conduisit sous un dais l'impératrice-mère, Marie Fœdorovna, à la place qu'elle devait occuper durant la cérémonie, dans l'intérieur de la cathédrale de l'Assomption. Quelques princes étrangers et le grand-duc héritier conduit par le prince de Prusse suivaient l'impératrice-mère. Un deuxième cortége, composé de grands officiers du palais portant, suivant l'étiquette traditionnelle, les deux couronnes, le sceptre, le globe, le manteau impérial et l'étendard sur lequel sont brodées les armoiries des royaumes ou provinces qui ont été incorporés à l'empire, s'avançait ensuite et attirait les regards curieux de la foule.

Venait enfin le groupe principal en tête duquel le peuple remarquait et applaudissait l'empereur revêtu d'un splendide uniforme, et marchant tête nue entre ses deux frères, en avant d'un riche

dais soutenu par seize généraux au-dessus de la tête de l'impératrice Alexandra. Les dames d'honneur, le conseil de l'empire, les ministres, les sénateurs, les maréchaux de la noblesse des divers gouvernements, les chefs des corporations, l'Université, les députations des cosaques du Don, suivaient et complétaient le cortége impérial.

La cérémonie fut d'une rare magnificence, et reproduisit avec une minutieuse exactitude les détails traditionnels des couronnements antérieurs, particulièrement de celui de l'empereur Alexandre : le métropolitain Séraphim, qui avait présidé aux obsèques de ce dernier, se trouvait, par le privilége de sa position, appelé à sanctifier ces pompes d'une autre nature. Ce fut lui qui, entouré des archevêques de Moscow et de Kief, reçut le couple impérial à l'entrée du temple, et lui présenta à baiser « la croix qui donne la vie. »

Une haute estrade avait été dressée pour recevoir les deux trônes : l'un, celui destiné à l'empereur, couvert de pierres précieuses, et donné jadis par les Arméniens d'Ispahan au tsar Alexis Mikhaïlovitch ; l'autre, celui de l'impératrice, en or et non moins richement orné de rubis, de perles et de turquoises, ayant appartenu à Mikhaïl Fœdorovitch, le fondateur de la dynastie des Romanoff.

Derrière l'estrade se rangea toute la cour, ainsi que l'état-major. Les maréchaux du couronnement, les maîtres des cérémonies et les hérauts d'armes se groupèrent sur les degrés; puis, après le chant des psaumes, Séraphim adressa à l'empereur une courte harangue en lui présentant le Symbole des Apôtres que Nicolas lut à haute voix. Quelques instants après, le tsar ordonnait qu'on lui apportât le manteau impérial, et, l'ayant revêtu, s'inclinait devant le métropolitain qui le touchait de la croix vivifiante; enfin, il prit la couronne qu'il se posa sur la tête, tandis que le pontife le bénissait et prononçait une allocution nouvelle.

Alexandra Fœdorovna s'agenouillant ensuite devant le tsar fut également couronnée par lui et revêtue du manteau impérial, orné du collier de l'ordre de Saint-André. Tous les assistants, en commençant par les princes de la famille, vinrent alors présenter leurs hommages à l'auguste couple. Le grand-duc Constantin avait fléchi le genou devant son frère; l'empereur le releva et le serra dans ses bras.

En ce moment, le bourdon de la tour d'Ivân-Véliki se fit entendre, et mêla sa grande voix au bruit de cent un coups de canon qui allaient annoncer à la foule entassée autour du Kremlin, que la cérémonie était terminée. Le cortége reprit

sa marche à l'extérieur du temple pour que l'empereur fît, suivant les anciens usages, ses stations aux différents sanctuaires renfermant des reliques ou des images saintes. La foule l'applaudit avec enthousiasme pendant tout ce parcours, et lorsque le tsar remonta les degrés de l'escalier rouge pour rentrer dans ses appartements, une dernière acclamation l'y suivit.

Le soir, un grand banquet fut donné aux dignitaires du clergé, de l'armée et de la cour dans l'antique salle du Granovitaïa-Palata. Le tsar, entouré des deux impératrices, présidait du haut de son trône ce banquet durant lequel les traditions anciennes furent toutes maintenues. Les vieux usages sont l'auréole des vieilles couronnes, ils cachent sous leurs puérilités apparentes le grand sens des générations passées, et ce n'est jamais impunément qu'on les rejette ou qu'on les oublie.

Revenons maintenant à la question d'Orient que ces détails caractéristiques nous ont un instant fait perdre de vue.

Ainsi que nous l'avons dit, la mission du duc de Wellington n'était pas seulement une mission d'étiquette. Les affaires d'Orient et particulièrement le conflit sanglant entre la Grèce et la Porte-Ottomane préoccupaient vivement alors le cabi-

net de Londres qui, malgré les assurances pacifiques données au nom du nouveau tsar dans la circulaire du comte de Nesselrode, redoutait, non sans quelque raison, que la politique si prudente et si réservée de l'empereur Alexandre dans une question où les intérêts et l'honneur de la Russie pouvaient paraître également engagés, ne fût pas exactement pratiquée par son successeur. Le commerce russe avait éprouvé des pertes considérables par suite du mauvais vouloir, et quelquefois de l'hostilité des autorités turques; d'un autre côté, certaines réclamations de la Russie relativement aux principautés danubiennes étaient jusqu'alors demeurées sans résultat, et il avait fallu l'intervention très-active de l'Autriche pour calmer les justes susceptibilités du cabinet de Saint-Pétersbourg. Enfin, il y avait un côté religieux dans la lutte terrible engagée entre les Grecs et leurs dominateurs séculaires, et il n'était pas impossible que le nouvel empereur, défenseur naturel de l'orthodoxie grecque, voulût entreprendre au début de son règne quelque glorieuse croisade en Orient.

Le duc de Wellington, *feld-maréchal russe*, fut donc choisi par le ministère Canning pour conduire une négociation à laquelle l'Angleterre attachait une grande importance : il s'agissait de contenir l'action individuelle de la Russie en la

confondant avec celle de la France et de la Grande-Bretagne elle-même, concert politique qui devait plus tard amener la constitution d'un royaume de Grèce naturellement placé sous la protection de ces trois puissances.

Le négociateur anglais, avec cette sûreté de coup d'œil que donne une longue expérience des hommes et des choses politiques, avait compris qu'après les événements récents qui pouvaient encore laisser quelques doutes sur les tendances politiques de l'armée, le nouveau tsar trouverait aisément des motifs pour engager une guerre dont l'objet principal serait précisément de retremper l'esprit du soldat. Il s'empressa donc de se mettre en rapport avec le comte de Nesselrode, qui bientôt fut autorisé par l'empereur à donner suite aux ouvertures de l'Angleterre. Le duc de Wellington exprima d'abord à quel point le cabinet de Saint-James s'était ému des calamités de toute nature auxquelles la Morée avait été soumise depuis le débarquement de l'armée d'Ibrahim-Pacha ; combien il déplorait ces affreux ravages, et désirait, au nom de l'humanité, parvenir promptement à y mettre un terme en empêchant ultérieurement le pacha d'Égypte de prêter un concours actif au sultan. Il ajoutait que si la Russie acceptait l'offre qui lui était faite d'une action commune dans les affaires d'Orient,

on obtiendrait certainement du sultan Mahmoud un arrangement avec les Grecs révoltés, et on parviendrait ainsi à éviter une guerre dont les conséquences étaient incalculables.

A la suite de ces premières ouvertures, l'empereur lui-même eut plusieurs entretiens avec le duc de Wellington, et, dans la discussion de cette grande question d'Orient qui devait successivement prendre des proportions si larges et amener des événements si graves, il trouva naturellement l'occasion de développer sa politique personnelle. Cette politique différait essentiellement de celle de son prédécesseur.

L'empereur séparait complétement les intérêts individuels de la Russie du différend international que les puissances alliées pouvaient être appelées à régler d'un commun accord. Quant aux affaires de la Grèce, il déclara qu'il ne tenait pas à les diriger exclusivement, bien qu'une question religieuse fût engagée dans le conflit, mais c'était à la condition expresse que les puissances entreprendraient enfin d'arracher les Grecs à la férocité de leurs ennemis et de soutenir désormais avec plus de suite et d'efficacité les intérêts chrétiens en Orient. Quant à ce qui concernait personnellement la Russie, l'empereur n'admettait aucune intervention étrangère. Il s'appuyait sur des traités antérieurs, et ne réclamait que des droits depuis

trop longtemps méconnus par la Turquie, tout en se réservant d'apprécier l'heure et les moyens de revendication qu'il jugeait inévitables, mais en promettant aussi de restreindre son action de façon à ne pas compromettre l'existence même de l'empire ottoman. Ces conditions rendaient évidemment possible le résultat désiré par le négociateur, et, du reste, les intentions personnelles exprimées par le tsar étaient de nature à faire également souhaiter au duc de Wellington de hâter l'issue de la négociation.

Le 4 avril 1826, quelques jours avant son départ, il signait avec le comte de Nesselrode le premier protocole relatif aux affaires de la Grèce, et ce protocole devait, dans la suite, produire deux conséquences également importantes, quoique d'une nature diverse : le célèbre traité conclu à Londres, le 6 juillet 1827, entre la France, l'Angleterre et la Russie, et plus tard celui d'Akermann par lequel la Russie obtint momentanément de la Porte Ottomane toutes les satisfactions qu'elle se croyait en droit d'exiger d'elle; mais dès lors il était aisé de voir que les conditions de l'important traité d'Andrinople dont nous aurons bientôt à nous occuper se trouvaient en germe dans la pensée de l'empereur.

Les termes de la convention de Londres en date du 6 juillet étaient parfaitement explicites : si la

Porte Ottomane n'acceptait pas dans le délai d'un mois la médiation qui lui était offerte par les trois puissances contractantes, on lui déclarerait que les inconvénients de l'état de choses subsistant en Orient depuis six années, imposaient aux puissances la nécessité de se rapprocher des Grecs; que ce rapprochement s'opérerait en accréditant auprès d'eux des agents consulaires et en en recevant d'eux. Si, dans le même délai, la Porte n'adhérait pas à l'armistice proposé, ou si les Grecs refusaient de s'y soumettre, les parties contractantes s'efforceraient, par tous les moyens que leur suggérerait la prudence, d'obtenir des effets immédiats de l'armistice dont elles désiraient l'exécution, en empêchant toutefois, autant qu'il serait en leur pouvoir, tout froissement entre les parties contendantes, et sans prendre d'ailleurs aucune part aux hostilités. Enfin, si, contre toute attente, ces mesures ne suffisaient point pour faire adopter les propositions par la Porte Ottomane, ou si les Grecs renonçaient aux conditions stipulées, les hautes puissances contractantes s'engageaient à travailler à l'œuvre de la pacification d'après les bases arrêtées entre elles, autorisant, en conséquence, leurs représentants à Londres à discuter et à déterminer les mesures ultérieures auxquelles il serait nécessaire d'avoir recours. Ainsi le traité du 6 juillet créait

par le fait une nation nouvelle, et la Grèce, au moment d'une ruine imminente, s'y voyait providentiellement arrachée. Toutefois, les causes qui avaient fait agir les trois grandes cours en cette circonstance, étaient d'une nature bien diverse. Fidèle à ses traditions d'éternel désintéressement, la France avait été entraînée par des sentiments et des sympathies plutôt que par des calculs politiques. La Grande-Bretagne, au contraire, qui tremblait que le cabinet de Saint-Petersbourg ne s'emparât exclusivement du droit de réduire le gouvernement turc par la voie des armes, et ne profitât de l'occasion pour s'agrandir, fut charmée d'associer la France à une convention qui devait avoir pour résultat d'enlever à la Russie l'avantage d'une action isolée dans laquelle cette puissance, ainsi que l'avait compris M. Canning, n'entrait avec ardeur que parce qu'elle entrevoyait la possibilité de satisfaire tout à la fois l'ambition de Catherine II et la philanthropie d'Alexandre[1].

La conséquence naturelle du traité de Londres fut la bataille de Navarin, où la flotte russe, commandée par le vice-amiral Heyden, prit une part des plus honorables. On sait quelle fut

1. Voir tome IV, chapitre XIX, de l'*Histoire des États européens*.

l'issue de ce combat naval; mais ce qu'auraient dû comprendre l'Angleterre et la France, c'est qu'en anéantissant ainsi la flotte ottomane, elles faisaient les affaires de la Russie mieux que la Russie elle-même n'aurait jamais osé l'espérer.

X.

INVASION DES PERSANS. — GUERRE AVEC LA PERSE. — SUCCÈS DU GÉNÉRAL PASKEVITCH. — DÉFAITE D'ABBAS-MIRZA. — SECONDE CAMPAGNE CONTRE LES PERSES. — NOUVELLES VICTOIRES DES RUSSES. — PAIX DE TOURKMANTCHAÏ. — UNE DÉCLARATION DE GUERRE EST ADRESSÉE A LA TURQUIE.

Au moment même où Moscow célébrait par des fêtes brillantes le couronnement du nouvel empereur, une complication dans la politique russe surgissait à l'orient de l'empire, et allait produire des résultats d'une très-notable gravité. La Perse, depuis longtemps mécontente et sourdement hostile, venait de réaliser une agression qui, par ses conséquences, devait être désastreuse pour elle-même, mais dont les circonstances d'un changement de règne lui avaient paru devoir assurer inévitablement le succès.

Le prince Abbas-Mirza, fils du schah, d'un naturel belliqueux et téméraire, avait nouvelle-

ment réorganisé l'armée persane, et brûlait du désir de voir ses troupes se mesurer avec les troupes russes. Il pénétra tout à coup en Géorgie, tandis que son frère Ali-Mirza, à la tête d'un corps de douze mille hommes, opérait une diversion sur les bords de la mer Caspienne. Cette expédition, habilement combinée avec la première, obtint d'abord un succès de surprise, qui permit aux Persans d'envahir les provinces de Karabah, de Chirvan, de Chekinsk, et de s'emparer de plusieurs villes importantes après avoir tourné la chaîne du Caucase.

Cependant le général Iermoloff, qui commandait dans ces provinces, s'efforçait de rassembler ses troupes dispersées sur un trop vaste espace pour pouvoir présenter à l'ennemi une résistance sérieuse; mais les Persans avançaient toujours, profitant de la faiblesse numérique de leurs adversaires pour enlever successivement les points les plus faiblement gardés. Ils allaient mettre le siége devant Kouban, lorsque enfin le général Paskevitch sortit de Tiflis à la tête d'un corps d'environ six mille hommes, pleins de confiance dans les brillantes qualités militaires dont leur chef devait bientôt donner de si incontestables preuves. Paskevitch marcha rapidement à la rencontre d'Abbas-Mirza, l'atteignit à deux lieues d'Élisabetpol, et, après quel-

ques heures d'un combat acharné, le mit dans une déroute complète. Il était temps que le bruit d'une victoire vînt rassurer les populations de ces contrées sur l'avenir de la domination russe. On a écrit que les habitants d'Astrakhan se disposaient à quitter cette ville en emportant leurs objets précieux, et déjà en effet les tribus du Caucase commençaient à s'ébranler dans le but de se réunir à l'armée persane. La nouvelle de la défaite d'Abbas Mirza vint comprimer cet élan qui aurait pu devenir si fatal; Ali-Mirza fut tellement impressionné de la déroute du corps d'armée commandé par son frère, qu'il s'enfuit, abandonnant ses propres troupes, bien convaincu qu'elles ne pourraient résister à l'attaque de Paskevitch. Celles-ci se dispersèrent immédiatement, et le vainqueur ne trouvant plus d'obstacles devant lui, passa l'Araxe au delà duquel il prit ses quartiers d'hiver.

L'agression persane avait été violente, perfide, et il était évident que la Russie ne manquerait pas de prendre une éclatante revanche. C'était son droit, et elle en usa largement : Paskevitch, qui avait montré une remarquable entente de l'art de la guerre, reçut au printemps de 1827 le commandement en chef de l'armée, et entama vigoureusement les opérations d'une nouvelle campagne; cette fois il s'agissait de

prendre l'offensive, et ses talents de stratégiste allaient pouvoir se développer librement.

Ses premiers exploits furent la prise du monastère d'Etchmiadzine et de la forteresse d'Abbas-Abud. Vainement le prince Abbas-Mirza était venu l'attaquer à la tête de toutes ses forces, espérant, par une puissante diversion, sauver cette place importante. Ses courageux efforts devinrent inutiles, et sa bravoure qui l'entraîna à plusieurs reprises au milieu des bataillons russes, fut une seconde fois trompée par la destinée.

La prise de Sardar-Abbad suivit de près la défaite du prince. Elle facilitait singulièrement au vainqueur les abords d'Érivan, qui tomba en son pouvoir après six jours de siége. Tauris, Khoï et Alandjœ eurent bientôt le même sort, et à la fin du mois d'octobre 1827, la province d'Aderbidjan tout entière était occupée par les Russes, vainqueurs sur tous les points de leurs imprudents adversaires.

Abbas-Mirza voulut alors négocier, c'est-à-dire gagner du temps. Il espérait, non sans raison, qu'une guerre entre la Porte Ottomane ne tarderait pas à éclater, et que cette circonstance, en contraignant les Russes à rassembler sur certains points menacés la majeure partie de leurs forces, engagerait Paskevitch à revenir promptement sur

ses pas. La bataille de Navarin lui parut devoir hâter cette éventualité favorable pour la Perse, et il entama des négociations qu'il sut prolonger jusqu'au mois de janvier 1828.

Mais il avait affaire à un ennemi trop habile pour pouvoir aisément l'envelopper dans un tel réseau; et, de son côté, Paskevitch avait bien compris que les événements marchaient trop vite pour qu'il fût possible de laisser languir cette guerre de Perse. Il rompit donc brusquement des négociations qui n'aboutissaient pas, rouvrit les hostilités en dépit de l'hiver, et, passant les montagnes, précipita sa marche en droite ligne sur Téhéran, résidence de l'empereur. Déjà il avait atteint Tourkmantchaï après avoir culbuté plusieurs corps persans qui s'opposaient à son passage, lorsque des envoyés du schah parurent portant, suivant les coutumes, de magnifiques présents, et entre autres un diamant colossal destiné au tsar Nicolas. Ils venaient demander la paix.

Cette paix, qui fut signée à Tourkmantchaï dont elle prit le nom, donna aux Russes deux provinces importantes, celles d'Erivan et de Nakhitchévan, conquête d'autant plus précieuse qu'elle leur permettait de prendre désormais à revers toute la ligne du Caucase. En outre, la Perse dut payer une contribution de guerre qui ne s'éleva

pas à moins de quatre-vingts millions de francs, et le traité de Tourkmantchaï fut rédigé dans le sens le plus favorable à la Russie [1].

La général Paskevitch avait donc rendu un important service à son pays en terminant avec tant de rapidité et d'éclat cette campagne qui promettait d'être longue, difficile, peut-être infructueuse : elle lui avait donné l'occasion de développer ses grandes qualités, et l'empereur, comprenant sur-le-champ quel parti il pourrait tirer un jour de cet homme de guerre, voulut lui exprimer sa satisfaction d'une façon tout exceptionnelle en lui conférant le titre de comte d'Erivan (Erivanski) accompagné d'une gratification d'un million de roubles, récompense également digne du donateur et de celui qui en était l'objet.

Du reste, les prévisions de Paskevitch ne devaient pas être trompées. Deux mois s'étaient à peine écoulés depuis la signature du traité de Tourkmantchaï qu'une déclaration de guerre était officiellement adressée par la Russie à la Porte Ottomane. Ce document est d'une trop haute importance pour que nous n'en reproduisions pas quelques passages destinés à jeter une vive lumière sur toute cette époque historique : « Seize « années, y était-il dit, se sont écoulées depuis

1. Voir le N° 1 des Notes et Pièces justificatives.

la paix de Bukharest, et seize années ont vu la Porte enfreindre les stipulations qu'elle venait de conclure, éluder ses promesses, ou en subordonner l'accomplissement à d'interminables délais..... »

« Ce fut le jour où, en quittant Constantinople, les ministres des trois puissances exprimaient le vif désir de conserver la paix; le jour où la Porte protestait également de ses intentions pacifiques, qu'elle a appelé aux armes contre la Russie tous les peuples qui professent le culte de Mahomet, et qu'avouant sa résolution de négocier uniquement pour s'apprêter à combattre, et de ne jamais remplir les articles essentiels de la convention d'Akermann, elle a déclaré ne l'avoir conclue que dans l'intention de la rompre. La Porte n'ignorait pas que c'était rompre aussi tous les traités antérieurs, dont la convention d'Akermann a stipulé le renouvellement; mais elle avait arrêté d'avance ses décisions et sa marche.

« Aussitôt les priviléges du pavillon russe sont violés; les bâtiments qu'ils couvraient détenus, leurs cargaisons saisies, leurs capitaines contraints de les livrer à des prix fixés arbitrairement, les valeurs d'un paiement tardif et incomplet réduites de moitié, et les sujets de Sa Majesté impériale forcés de descendre à la condition de

rayas, ou de quitter en masse le territoire de la domination ottomane. Cependant le Bosphore se ferme, le commerce de la mer Noire est comme enchaîné, la ruine des villes russes qui lui doivent leur existence devient imminente, et les provinces méridionales des États de l'empereur perdent le seul débouché de leurs produits, la seule communication qui puisse, en y favorisant les échanges, y féconder le travail, y porter l'industrie et la richesse.....

« La Russie n'insistera pas sur les motifs qui l'autorisent à ne point tolérer des actes d'hostilité aussi manifestes, et à en empêcher le retour.... La paix de 1812 était à peine signée, que déjà la Porte crut pouvoir profiter impunément des conjonctures difficiles où se trouvait alors la Russie, pour multiplier les infractions aux engagements qu'elle venait de prendre. Une amnistie avait été promise aux Serviens : elle fut remplacée par une invasion et d'affreux ravages. Des immunités étaient garanties à la Moldavie et à la Valachie : un système de spoliation acheva la ruine de ces malheureuses provinces. Les incursions des peuplades qui habitent la rive gauche de Kouban devaient être réprimées par les soins de la Porte : elles furent hautement encouragées; et la Turquie non contente d'élever, au sujet de plusieurs forteresses indispensables à la sûreté de

nos domaines asiatiques, des prétentions dont elle-même a reconnu le peu de fondement par la convention d'Akermann, les rendit doublement inadmissibles, en favorisant aux abords de la mer Noire, et jusque dans notre voisinage, le commerce des esclaves, les rapines, et tous les genres de désordres. Il y eut plus : alors, comme à présent, les vaisseaux sur lesquels flottait le pavillon de la Russie furent arrêtés dans le Bosphore, et toutes les stipulations du traité de commerce de 1783 ouvertement violées.....

« Un soulèvement général de la Morée, et l'irruption en Moldavie d'un chef de parti infidèle à ses devoirs, vinrent réveiller dans le gouvernement et dans la nation turque tous les transports d'une haine aveugle contre les chrétiens, ses tributaires, sans distinction entre l'innocent et le coupable. La Russie frappa d'une juste réprobation l'entreprise du prince Ypsilanti; elle autorisa, comme puissance protectrice des deux nations, les mesures de défense et de répression légitimes adoptées par le divan, en insistant toutefois auprès de lui sur la nécessité de ne pas confondre des populations inoffensives avec les fauteurs de troubles, qu'il importait de désarmer et de punir. Ses conseils furent repoussés; le représentant de Sa Majesté Impériale fut insulté dans sa propre demeure; l'élite du clergé grec,

et le patriarche qui en était le chef, subirent, au milieu des solennités de notre sainte religion, un supplice ignominieux. Tout ce qu'il y avait d'élevé parmi les chrétiens fut saisi, dépouillé, massacré sans jugement, le reste avait pris la fuite. Cependant le feu de l'insurrection, loin de se ralentir, se propageait de toutes parts. En vain, le ministre de la Russie essaya de rendre à la Porte un dernier service, en vain, par sa note du 16 juillet 1821, il lui indiqua des voies de conciliation et de salut. Après avoir protesté contre des crimes et des fureurs sans exemple dans l'histoire, il se vit obligé de remplir les ordres de son souverain, en quittant Constantinople.....

« Un nouveau règne commença..... Dès son avénement au trône, l'empereur Nicolas entama des négociations avec la Porte, dans le but d'ajuster plusieurs différends qui ne regardaient que la Russie, et posa ensuite, le 23 mars (4 avril) 1826, de concert avec Sa Majesté le roi de la Grande-Bretagne, les bases d'une intervention hautement réclamée par le bien général..... D'un côté, Sa Majesté impériale, espérant de l'union des grandes cours la cessation plus facile et plus prompte de la guerre qui ensanglante l'Orient, renonçait à toute influence isolée, écartait toute idée de mesures exclusives dans cette question majeure; de l'autre, par ses négociations immédiates avec le

divan, elle s'efforçait de lever encore un obstacle à la réconciliation entre les Turcs et les Grecs. Sous ces auspices, les conférences d'Akermann s'ouvrirent. Elles aboutirent à la conclusion d'une convention additionnelle au traité de Bukharest... L'envoi d'une mission permanente à Constantinople suivit de près cet accommodement, et bientôt le traité du 6 juillet 1827 vint encore consacrer, à la face du monde, les maximes de désintéressement dont fait foi le protocole du 29 avril. Les voies les plus amicales furent tentées pour faire agréer à la Porte les termes de cette transaction salutaire. Des communications franches, qui déroulaient à ses yeux les plans des trois cours, la prévinrent que, dans le cas d'un refus, leurs flottes réunies seraient obligées d'arrêter une lutte devenue incompatible avec la sûreté des mers, les besoins du commerce et la civilisation du reste de l'Europe. La porte ne tint aucun compte de ces avertissements. Un commandant des troupes ottomanes, aussitôt après avoir conclu un armistice provisoire, viola sa parole, et finit par en appeler à la force. Alors eut lieu le combat de Navarin; mais, résultat nécessaire d'un manque de foi prouvé et d'une agression flagrante, ce combat même fournit à la Russie et à ses alliés l'occasion d'exprimer au divan le désir de maintenir la paix sur de solides garanties.

« Tel est le système, tels sont les actes auxquels la Porte a répondu par son manifeste du 20 décembre, et par des mesures qui constituent autant d'infractions au traité avec la Russie, autant d'insultes à ses droits, autant de graves atteintes à sa prospérité commerciale, autant de témoignages du désir de lui susciter des embarras et des ennemis. Placée dès lors dans une position où son honneur et ses intérêts en souffrance ne lui permettent plus de rester, la Russie déclare la guerre à la Porte-Ottomane, non sans regret, mais après n'avoir rien négligé, pendant seize années consécutives, pour lui en épargner les funestes conséquences.

« Provoquée par la Turquie, cette guerre fera peser à sa charge les frais qu'elle entraîne et les pertes essuyées par les sujets de Sa Majesté Impériale; entreprise pour remettre en vigueur des traités que la Porte regarde comme non avenus, elle tendra à en assurer l'observation et l'efficacité; amenée par le besoin impérieux de garantir au commerce de la mer Noire et à la navigation du Bosphore une liberté désormais inviolable, elle sera dirigée vers ce but également utile à tous les États de l'Europe. En recourant aux armes, la Russie, loin de se livrer, comme le divan l'en accuse, à des sentiments de haine contre la puissance ottomane, ou d'en méditer la chute, croit

avoir fourni la preuve convaincante que, s'il entrait dans ses vues de la combattre à outrance ou de la renverser, elle aurait saisi toutes les occasions de guerre que ses relations avec la Porte n'ont cessé de lui offrir. »

XI.

PREMIÈRE CAMPAGNE CONTRE LES TURCS. — SIÉGES DE BRAÏLOF ET DE VARNA. — CAPITULATION DE VARNA. — AVANTAGES REMPORTÉS PAR LES GÉNÉRAUX PASKEVITCH, EN ASIE, ET GEISMAR, EN VALACHIE. — SECONDE CAMPAGNE. — RÉSULTATS DE LA GUERRE. — QUESTION POLONAISE. — ÉBRANLEMENT PRODUIT EN POLOGNE PAR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DE 1830.

Cette déclaration de guerre fut publiée à Petersbourg, le 14 avril 1828, et le même jour, le feld-maréchal Wittgenstein passait le Pruth à la tête d'un corps d'armée. Les colonnes russes occupèrent Buckarest, puis investirent Braïlof, tandis que le troisième corps construisait sur le Danube débordé une digue d'une lieue de longueur, travail gigantesque, qui demanda plusieurs semaines pour être entièrement terminé. L'empereur avait voulu encourager ses troupes par sa présence au milieu d'elles dès le début de cette guerre. Le passage du Danube s'effectua sous ses yeux. Son plan était de pénétrer en Bul-

garie et de s'emparer des places les plus importantes, afin d'en faire la base de ses opérations ultérieures Anapa fut attaquée et emportée par le prince Mentchikoff. C'était la clef d'une place beaucoup plus importante, de Varna qui, grâce à sa situation, ne pouvait être réduite que par l'action combinée de la flotte et de l'armée russes.

Pendant ce temps, Braïlof opposait une vive résistance au grand-duc Michel qui en dirigeait le siége. Les pertes des Russes devant cette place furent très-considérables, et ce ne fut que le 3 juin, après plusieurs assauts infructueux et meurtriers, qu'elle se rendit enfin aux assaillants. Les Turcs avaient établi un camp retranché à Schoumla, et concentré sur ce point des forces considérables. Il fallait, ou les attaquer et les vaincre, ou les cerner dans une position qui commandait celle de Varna, au point de compromettre toutes les opérations du siége de cette place. Une rencontre eut lieu près de Kischla, et les Turcs, après avoir très-courageusement combattu, se renfermèrent dans le camp retranché, qui fut alors cerné du côté de l'est. Malgré cette diversion importante, le siége de Varna devait nécessairement traîner en longueur par suite de l'insuffisance des moyens d'attaque, et cette insuffisance se faisait sentir sur tous les au-

tres points où les Russes, forcément disséminés, se trouvaient fréquemment en face de corps d'armée formidables par le nombre.

Le 27 août 1828, l'empereur, qui s'était rendu à Odessa pour y préparer d'avance tous les armements d'une seconde campagne dont il pressentait la nécessité, vint établir son quartier général sur un vaisseau de ligne devant Varna. Le 10 septembre, les assiégés firent une sortie, et après un engagement des plus vifs durent se retirer, en abandonnant les divers points qu'ils occupaient encore en avant de la ville. Dix jours après, le jeu des mines rendit praticable une brèche qu'un détachement escalada dans la nuit du 23 au 24 septembre, et, bien que cette nouvelle attaque eût été repoussée, Youssouf-Pacha, comprenant qu'il lui serait désormais impossible de résister à un assaut général, entama des pourparlers qui, le 2 octobre, aboutirent à une capitulation.

La prise de Varna était un fait d'une importance extrême pour les opérations ultérieures de cette guerre. Les troupes turques furent forcées de passer sur la rive gauche du Kamtchick, et, quelques jours plus tard, de franchir les Balkans; mais à Schoumla elles prirent l'offensive, et ce ne fut pas sans éprouver des pertes considérables que le général Roudzevitch parvint à les

repousser sans pouvoir toutefois s'emparer de leur camp retranché. Pendant ce temps, le général Geismar était attaqué à Tchorlou, en Valachie, par le pacha de Vidin, à la tête de vingt-cinq mille hommes, et le mettait en déroute, malgré une grande disproportion dans les forces réciproques. La saison avancée contraignit bientôt l'empereur à interrompre les mouvements de son armée et à lui faire prendre des quartiers d'hiver. Lui-même se retira à Odessa.

Les succès, en Asie, du comte d'Érivan, devaient singulièrement faciliter, du reste, les opérations qui, l'année suivante, allaient donner aux Russes des avantages si marqués sur leurs adversaires. Paskevitch dont la puissante diversion empêchait les Turcs de concentrer toutes leurs forces au nord de l'empire, menacé par le tsar en personne, s'était emparé des forteresses de Kars et d'Akhalkalaki; puis, se dirigeant sur Akhaltzik, emportait cette ville après avoir culbuté sous ses murs, un corps de trente mille Turcs. Soixante-sept canons et cinquante-deux drapeaux devenaient les trophées de cette victoire des Russes, achetée par des pertes nombreuses, mais qui entraînait la prise de plusieurs autres places importantes, telles qu'Arvagan, Bajazet, Tapruk-Kalé et Diadine. Après cette laborieuse campagne que la chute des neiges inter-

rompit forcément Paskevitch, dut se retirer à Tiflis. Désormais, il devenait évident que l'année suivante verrait l'abaissement de la puissance ottomane sous les coups répétés de ses redoutables adversaires.

C'est bien ce qu'avaient compris les cabinets européens, et tous les efforts de la diplomatie tendirent alors à empêcher la Turquie de succomber dans une lutte dont l'issue n'était que trop évidente. M. de Metternich, qui dirigeait alors les affaires extérieures de l'Autriche, redoutant l'extension de la puissance russe à l'orient, fit d'incroyables efforts pour entraîner la France, l'Angleterre et la Prusse dans une intervention collective qui aurait eu pour effet d'arrêter les Russes au milieu de leurs succès. Mais le comte Pozzo di Borgo sut habilement déjouer, à Paris, les plans de l'Autriche auxquels l'Angleterre se serait ralliée volontiers, et, d'un autre côté, l'empereur Nicolas, instruit de ces intrigues diplomatiques, reprit les hostilités beaucoup plus promptement qu'on ne s'y attendait. Le comte Diebitsch, nommé général en chef, regagna le 8 février 1829 le quartier général d'Yassi. De son côté, Reschid-Pacha, qui avait remplacé Mehemed-Yezid, arrivait quelque temps après au camp de Schoumla, où cent mille hommes environ se trouvaient alors réunis.

Les Russes, divisés en deux colonnes, passèrent le Danube dans les premiers jours d'avril; le 5 mai, ils bloquaient Silistria, et, le même jour, le général Roth remportait un avantage signalé sur le grand-vizir qu'il mettait dans une déroute complète. Silistria, après une assez longue défense, ouvrit ses portes au général Krassovski, tandis que Diebitsch remportait à Yeni-Bazar et à Kouleftcha deux victoires, dont la dernière, longtemps disputée, parut tout d'abord devoir décider de l'issue de cette campagne.

Restait Schoumla, point sur lequel se portait toute l'attention des généraux turcs; mais les Russes, maîtres de Silistria, pouvaient désormais passer les Balkans, en tournant cette position importante. Les colonnes de Diebitsch quittèrent pendant la nuit l'armée d'observation qui s'étendait devant Schoumla, traversèrent le Kamtchik, s'emparèrent d'Aïdos, et occupèrent enfin tous les défilés des Balkans. Peu de jours après, lui-même enlevait d'assaut la ville de Slivno, et marchait librement sur Andrinople, où il entrait à la fin d'août 1829.

Le passage des Balkans, qui valut au comte Diebitsch le titre glorieux de Zabalkanski, et la prise de cette dernière ville, étaient deux faits d'autant plus décisifs, que Paskevitch avait remporté, en Asie, des avantages non moins signalés.

Vainement Salegh-Pacha avait voulu défendre Erzeroum à la tête de cinquante mille hommes, bientôt renforcés par un nouveau corps de vingt mille Turcs amenés par le lieutenant du seraskier Haki-Pacha. Le comte d'Érivan, après quelques succès de moindre importance, tourna, le 18 juin, par d'habiles opérations stratégiques, la position de ce dernier, et attaqua près du village de Kainli, le seraskier lui-même accouru au secours de son lieutenant à la tête de trente mille hommes. Pendant ce temps, le général Burtzoff déployait ses colonnes devant le camp du pacha, pour empêcher, en l'inquiétant, de joindre ses forces à celles du seraskier. La cavalerie turque, nombreuse, bien montée, chercha à envelopper les Russes, qui la repoussèrent avec vigueur. L'infanterie, attaquée de deux côtés par les généraux Muravieff et Raïefski, ne tarda pas à être débordée, et dès lors la déroute du seraskier fut complète. Les débris de son armée se dispersèrent dans les montagnes, abandonnant leur artillerie qui tomba au pouvoir du vainqueur.

Cette bataille fut presque immédiatement suivie de l'attaque du camp de Haki-Pacha. Cinq colonnes russes l'investirent de tous côtés, et, après un combat de courte durée, s'en emparèrent. Les Turcs, se précipitant dans les gorges et les forêts du bassin de l'Araxe, purent néan-

moins échapper en grand nombre à la poursuite de leurs ennemis ; mais Haki-Pacha fut fait prisonnier.

Paskevitch franchit alors les monts Saganlouk qui le séparaient d'Erzeroum, et, le 27 juin 1829, cette ville capitulait sous le feu terrible de l'artillerie russe. Le seraskier s'y était renfermé, ainsi que plusieurs pachas ; il fut pris et devint le trophée de cette nouvelle victoire, qui coïncidait si favorablement pour les plans de l'empereur, avec les succès remportés par Diebitsch. Ce fut au moment même où Paskevitch se disposait à marcher sur Trébisonde qu'il reçut, en effet, la nouvelle de la paix signée à Andrinople. Il revint alors à Tiflis où il prépara une nouvelle expédition destinée à faire rentrer dans l'obéissance les Caucasiens insurgés.

Telle fut cette guerre qui coûta de grands sacrifices à la Russie, mais qui eut pour elle deux résultats d'une haute importance : elle aboutit au traité d'Andrinople, et releva le moral de l'armée ébranlé par les tentatives de 1825. La peste avait décimé les troupes russes, particulièrement dans la première des deux campagnes. Leurs pertes en hommes et en chevaux furent immenses, et c'est ce qui explique la lenteur de quelques-unes de leurs opérations, lenteur qui leur a été reprochée comme de l'indécision et de

la faiblesse. Des publications hostiles ont prétendu qu'ils avaient, en cette circonstance, perdu cent quarante mille hommes et cinquante mille chevaux par les maladies et par le feu de l'ennemi. Ce chiffre nous semble exagéré ; mais, dans tous les cas, nous trouvons là, au point de vue historique, une explication assez naturelle des lenteurs tant reprochées à l'armée russe dans cette guerre qui eut d'ailleurs une issue si favorable pour la politique de l'empereur. Le traité d'Andrinople fut signé le 2 septembre 1829 [1].

La diplomatie des cabinets étrangers n'avait pu que couvrir Constantinople et faciliter la suspension des hostilités. Ce n'était pas tout à fait le rôle qu'elle avait voulu prendre d'abord ; mais l'habileté des agents russes et la prévoyance de l'empereur avaient en partie déjoué ses plans. De toutes les puissances européennes, la France tint à cette époque la conduite la plus favorable à la politique russe, et ses sympathies lui étaient hautement acquises. On sait combien les vues du gouvernement français étaient alors conformes aux intérêts de la Russie, pourvu que la Russie elle-même l'aidât à remanier la carte de l'Europe. On eût volontiers, en concluant une alliance défensive, laissé le tsar aller à Constantinople ;

1. Voir le N° 2 des Notes et Pièces justificatives.

mais on voulait, en même temps, reprendre les frontières du Rhin.

La révolution de juillet 1830 renversa tout à coup le trône du roi Charles X, et força la branche aînée des Bourbons à s'embarquer pour un exil nouveau. Cet événement d'une immense portée, et dont les contre-coups pouvaient être si graves, surprit le gouvernement russe, qui ne comprenait pas qu'on eût tenté un pareil coup d'État avec d'aussi faibles moyens d'action. Il n'ignorait pas, du reste, que ces grandes commotions politiques se font toujours sentir au loin, et la Pologne allait lui en fournir un exemple de plus.

La Pologne, ainsi que nous l'avons dit, n'était pas demeurée étrangère aux conspirations de 1825. Longtemps l'opposition parlementaire qui s'était formée dans la diète polonaise, avait cru que la constitution octroyée par l'empereur Alexandre, suffirait seule pour détruire, par une action sourde, mais continue, la puissance russe dans le vieux royaume des Jagellons. Toutefois l'impatience s'en mêla, et, d'ailleurs, le moyen était-il bien efficace? Une franc-maçonnerie politique se produisit bientôt. L'association des *Faucheurs*, la société des *Templiers* se formèrent sous les inspirations de Lukasinski et de Maiewski. Alors également la police russe redoubla de sévérité et de vigilance. Le prince Zaionczek, lieutenant du

royaume, était mort huit mois après l'empereur Alexandre, et le grand-duc Constantin se trouvait investi de toute l'autorité. Des recherches minutieuses, dirigées par la police en Pologne et en Lithuanie, suivirent l'avortement de l'insurrection de 1825, et un comité d'enquête extraordinaire y fut constitué. Il se composait de cinq Russes et de cinq Polonais. Plus de deux cents personnes furent arrêtées à cette époque, mais huit seulement furent inculpées, et plus tard graciées; la prudence des conspirateurs empêcha qu'on ne découvrît alors aucune trace de complot.

Il existait cependant comme le feu qui couve sous la cendre; il existait et étendait peu à peu ses ramifications dans l'armée polonaise; seulement il lui fallait un chef, une tête, et on convint de s'adresser à l'un des généraux qui, par suite de quelque mécontentement, s'étaient retirés du service. On avait songé au général Chlopicki que sa réputation militaire et son caractère honorable plaçaient en effet au premier rang; Chlopicki, homme d'initiative et de franches allures, n'aimait pas les sourdes menées et les intrigues nombreuses d'une conjuration. Il s'abstint, vécut à l'écart, et parut ne vouloir prendre aucune part aux projets insurrectionnels formés par ses compatriotes.

Le complot militaire, privé de chef, mais fort

des sympathies qu'il rencontrait, n'en devint pas moins de jour en jour plus sérieux et plus puissant. L'école des porte-enseignes, foyer de propagande active, était presque exclusivement composée de conjurés dont la jeunesse exaltait le patriotisme. Pierre Wysocki, Nowosielski, Szlegel, Xaliwski, s'y faisaient remarquer par leur audace; Wysocki, chargé de communiquer avec les jeunes officiers de l'armée, fonda, le 15 décembre 1828, une association pour l'indépendance nationale. Un mois après, il comptait de nombreux complices dans la garnison de Varsovie. Plusieurs députés, entre autres Gustave Malachowski et Valentin Zwierkowski, se mettaient en rapport avec lui. Les lenteurs de la guerre de Turquie semblaient alors devoir favoriser les desseins de la conspiration polonaise. Ce fut au milieu de ces circonstances que le tsar vint à Varsovie en 1829 pour se faire couronner roi de Pologne. Les conjurés formèrent aussitôt le plan d'un soulèvement en lui donnant, dans le but de le fortifier et de le généraliser, l'apparence des formes légales. On décida qu'une députation de la chambre des nonces présenterait à l'empereur une requête tendant à obtenir la révocation de l'article additionnel qui annulait la publicité des débats de la diète. Si Nicolas refusait, comme la chose était probable, on devait également refuser de lui

prêter serment, et alors la révolution éclatait. Ce plan ne put se réaliser; le grand-duc Constantin annonça lui-même que la députation ne serait pas reçue par le tsar, et, l'ancien projet se trouvant ainsi renversé, il fallut recourir à une combinaison nouvelle beaucoup plus audacieuse que la première. Il ne s'agissait de rien moins, cette fois, que de frapper l'empereur ainsi que tous les membres de sa famille, et la hardiesse même de ce dessein le fit complétement avorter. Les conjurés y renoncèrent la veille de son exécution, laissant ainsi se terminer sans catastrophes les fêtes brillantes du couronnement.

Cependant la diète avait été convoquée pour le 28 mai 1830, après une interruption de cinq années contraire à la lettre de la constitution. La loi sur le mariage et le divorce votée une première fois, mais dont l'application avait produit des résultats déplorables, fut soumise à une nouvelle appréciation des chambres. Le sénat l'accepta, la chambre des nonces la repoussa après une discussion dans laquelle son hostilité à l'égard du gouvernement s'était manifestée de la façon la plus significative. Enfin, peu de jours avant la clôture de la diète, le nonce Malachowski rédigea et présenta un acte d'accusation contre les ministres de la justice, des finances, de l'instruction publique et de la police. Les voix s'étant parta-

gées également à une première épreuve, le parti gouvernemental, craignant que l'opposition ne l'emportât en définitive, traîna si bien les choses en longueur que la clôture de la diète fut prononcée avant qu'on pût en venir à une épreuve nouvelle.

Ces faits parlementaires étaient d'autant plus graves qu'ils se passaient sous les yeux de l'empereur, dont le séjour s'était prolongé jusqu'à la fin de la session. Les tendances insurrectionnelles de la Pologne n'avaient pas dû lui échapper, et pour tout esprit clairvoyant il devenait évident, en effet, que la moindre commotion politique en Europe provoquerait un mouvement à Varsovie. Aussi, les précautions redoublèrent-elles sans pouvoir toutefois arrêter le travail révolutionnaire qui s'étendait sourdement dans les diverses classes de la population, et le tsar était à peine revenu à Saint-Petersbourg, que la révolution de Juillet éclata en France.

Trois mois après, Wysocki rassemblait autour de lui un certain nombre d'officiers pris parmi les divers corps qui formaient la garnison de Varsovie; soixante-dix délégués étaient élus par eux et devaient être assistés par des émissaires nombreux dans la tentative insurrectionnelle qui leur était imposée. On comptait toujours sur le général Chlopicki pour diriger le grand mouvement

que l'on méditait, sans toutefois que le général eût pris le moindre engagement à cet égard. A la suite de ces conciliabules, le 29 novembre 1830 fut fixé par les conjurés pour le soulèvement national qu'ils avaient si mûrement conçu, si longtemps préparé : rêve d'indépendance suivi pour la Pologne du terrible réveil qu'elle pouvait facilement prévoir.

XII.

RÉVOLUTION DU 29 NOVEMBRE 1830, A VARSOVIE. — LE GÉNÉRAL CHLOPICKI SE PROCLAME DICTATEUR.

La matinée du 29 novembre s'écoula dans un calme trompeur; mais à six heures du soir, deux incendies allumés simultanément, l'un dans une brasserie située sur le quai de Solec, l'autre dans des masures en bois, voisines de l'Arsenal, vinrent par leur éclat sinistre donner soudainement le signal de l'insurrection. Aussitôt, Wysocki courut à la caserne des porte-enseignes, les appela aux armes, fit distribuer des cartouches, et se mettant à la tête de l'école, qui pouvait former une colonne de près de deux cents hommes, se porta sur les casernes de la cavalerie russe. Pendant ce temps, dix-huit conjurés, pour la plupart étu-

diants de l'Université, se dirigeaient dans l'ombre vers le palais du Belvédère, afin de s'emparer de la personne du grand-duc Constantin. Ils surprirent et frappèrent les sentinelles, s'élancèrent dans le palais où cette attaque inattendue jeta un inexprimable désordre, et pénétrèrent dans les appartements en poussant des cris de vengeance.

Le grand-duc, à demi vêtu, était couché sur son lit de camp. Un valet de chambre le réveille, l'enlève du lit de repos, jette un manteau sur ses épaules et lui ouvre la porte d'un escalier dérobé qui conduisait dans les jardins de la résidence; Constantin s'y précipite; il se dérobe ainsi à la fureur des assaillants dont on ignore le nombre véritable; tandis que le général Gendre et Lubowicki, vice-président de la police, tombent, en essayant de s'enfuir, percés de coups de baïonnettes.

Mais la tentative était avortée; les dix-huit conjurés, après avoir parcouru tout le palais, s'éloignent la rage dans le cœur, et opèrent leur retraite par le bois qui touche la résidence de Lazienki, pour rejoindre leurs camarades et coopérer à l'attaque des casernes.

La fusillade retentissait au loin. Wysocki rencontrait une résistance sérieuse de la part des cavaliers russes, qui s'étaient promptement aperçus du petit nombre de leurs adversaires, et

reprenaient successivement les positions qu'ils avaient perdues. Les porte-enseignes se retirèrent en bon ordre, repoussant un escadron qui s'était élancé à leur poursuite et gagnèrent la place de l'église d'Alexandre, où ils espéraient trouver réunies plusieurs compagnies polonaises commandées par des officiers engagés, comme eux, dans le complot; mais à leur profond étonnement, ils ne rencontrèrent personne sur ce point; le silence régnait dans le centre de la ville, et l'incendie du quai de Solec paraissait complétement éteint. Il y eut là pour Wysocki et ses amis un indicible moment d'angoisses; et il est certain que de ces débuts de l'insurrection dépendait, en effet, tout son succès.

Bientôt cependant des rassemblements se formèrent au bruit de la mousqueterie; les compagnies qui devaient se trouver au rendez-vous et qui en avaient été successivement écartées par le général Stanislas Potocki, revinrent sur leurs pas. Sauf quelques exceptions, la partie polonaise de la garnison s'ébranlait de toute part; les porte-enseignes, reprenant confiance, s'élancèrent vers l'arsenal, et les soldats insurgés les suivirent en chantant un hymne à la Pologne. Le désordre et la confusion étaient partout. Plusieurs généraux s'efforçaient de faire rentrer dans l'obéissance les soldats révoltés, et payaient

presque tous de leur vie ces vaines tentatives de répression. Kurnatwski, à la tête de la garde à cheval polonaise demeurée fidèle au grand-duc, essaya de balayer la foule armée qui surgissait de tous côtés; mais il fut repoussé lui-même jusque dans le faubourg de Cracovie. Alors plusieurs bataillons d'infanterie volhynienne, chargés de défendre l'arsenal sur le point d'être envahi, s'avancèrent contre le 4e de ligne polonais et les grenadiers du 5e conduits par le sous-lieutenant Lipowski. Un engagement des plus vifs s'ensuivit, et le résultat en devenait douteux, lorsque les élèves de l'école d'artillerie arrivèrent avec des pièces de canon, et, se rangeant du côté des insurgés, déterminèrent la victoire.

L'arsenal était emporté : à partir de ce moment, l'insurrection triompha sur tous les points; mais comme toujours, le désordre signala les premières heures de cette révolution soudaine; le pillage des riches boutiques de juifs, l'assassinat des généraux Stanislas Potocki; Hauke, ministre de la guerre, Trembicki, Blumer; Siémiontkowski; Nowicki, patriote cependant, mais pris dans le tumulte pour un général russe; et de plusieurs autres officiers uniquement coupables de demeurer fidèles au serment qu'ils avaient prêté, signala douloureusement cette nuit cé-

lèbre du 29 novembre 1830. Le lendemain, les Polonais, maîtres de toutes les positions importantes de Varsovie, eurent encore quelques combats à soutenir dans les faubourgs, mais ces engagements nouveaux ne pouvaient plus modifier un résultat désormais acquis.

Il s'agissait maintenant pour eux de composer une administration, tâche plus difficile, peut-être, que celle de la veille. Le prince Lubecki, ministre des finances avait convoqué à la hâte le conseil administratif du royaume au palais de la Banque. Il lui adjoignit des hommes dont les sentiments patriotiques et les noms populaires pouvaient donner des gages à la révolution naissante. C'étaient les princes Adam Czartoryski et Michel Radziwill, MM. Kochanowski, Niemcewicz et le général Pac; ce nouveau conseil prit aussitôt la direction des affaires, et chercha tout d'abord à comprimer le désordre.

Wengrzecki fut nommé président de la ville de Varsovie; Pac reçut le commandement provisoire de l'armée. On comptait toujours sur Chlopicki, et, avec ses antécédents militaires, il était difficile, en effet, qu'il ne prît pas une certaine part au mouvement national qui venait de s'opérer; mais, loin de témoigner un grand empressement pour une cause qu'il jugeait perdue dès le début, Chlopicki avait tout d'abord cherché



à se dérober aux honneurs qu'on lui destinait. Ainsi, au moment de la prise de l'arsenal et lorsque les colonnes insurgées conduites par Dobrowolski avaient pénétré dans le théâtre des *Variétés* en criant : « Aux armes ! » on assure que le général, qui assistait à la représentation, quitta le théâtre et se retira au palais du Primat. Toutefois, il faut le reconnaître, il y eut dans la conduite de Chlopicki bien plus de véritable patriotisme qu'on n'a voulu le croire; l'homme politique qui, par honneur et sachant une cause perdue, la soutient cependant de son conseil et de son épée, devient un véritable martyr.

Quoi qu'il en soit, l'administration nouvelle comprit toute la puissance de ce nom populaire. Elle nomma à l'unanimité Chlopicki général en chef de l'armée, et ce dernier accepta la difficile mission qu'on lui confiait. Vieux soldat des légions de Kosciuszko et de Dombrowski, il avait acquis, en Espagne, sous les ordres du duc d'Albuféra, une réputation d'habileté et de bravoure dont la gloire semblait rejaillir sur la Pologne entière; de là, l'immense popularité dont il jouissait et que sa retraite prématurée sous l'administration du grand-duc Constantin, n'avait fait que confirmer, en donnant à cet éloignement volontaire toute l'apparence d'une disgrâce. Assurément si la cause de la Pologne eût pu être

sauvée, en 1830, c'eût été par le concours d'un tel homme; si ce beau rêve d'indépendance complète avait pu être réalisé, c'est avec le soutien et par l'effort de son bras, et cependant la calomnie s'est depuis lors attachée à Chlopicki, et l'accusation de trahison n'a pas même été épargnée au brave soldat; ingratitude des révolutions, ordinaire, inévitable!

Constantin, après avoir rejoint ses troupes, s'était retiré à Mokotow, point très-rapproché de Varsovie. Quelques régiments polonais l'y avaient suivi, et ses généraux le pressaient vivement de rentrer dans la ville pour anéantir la révolte à son début. Le grand-duc s'y refusa, et ne voulut rien compromettre. Il espérait peut-être, en songeant à la disproportion des forces de la Pologne comparativement à celles de la Russie, qu'une négociation pourrait s'engager entre lui et les nouvelles autorités nommées par le conseil administratif. Mais un mouvement aussi national que celui de Varsovie ne pouvait pas être ainsi comprimé, et la suite ne prouva que trop bien au grand-duc qu'il devait plus compter sur les dissensions intestines de la Pologne que sur sa soumission. Il demanda que les vœux de la nation lui fussent exposés par une députation prise dans le sein du conseil administratif, et, pour obtempérer à ce désir, les princes Czartoryski et Lubecki, MM. Le-

lewel et Ladislas Ostrowski se rendirent à son quartier général.

Cette députation fit connaître au prince qu'après le mouvement national qui venait de se produire, les Polonaïs lui laisseraient en toute liberté regagner les frontières du royaume, pourvu que la Russie s'engageât à remplir les promesses de l'empereur Alexandre concernant la restitution des provinces incorporées à l'empire et la fidèle exécution, dans toute sa teneur, de la constitution qu'il avait accordée. La conférence dura plusieurs heures. Le grand-duc, dont la position était si difficile, ne prit aucun engagement, mais consentit à la rentrée dans Varsovie des troupes polonaises qui l'avaient suivi à son quartier général, et les résultats de l'entrevue furent consignés dans cette lettre adressée par lui, le 3 décembre, au conseil administratif.

« Je permets aux soldats polonais qui me sont demeurés fidèles jusqu'au dernier moment de rejoindre leurs compatriotes. Je m'éloigne de Varsovie avec les troupes impériales, et j'espère de la loyauté polonaise qu'elles ne seront pas inquiétées dans leur marche pour regagner l'empire. Je recommande également à la protection de la nation polonaise tous les établissements, propriétés et individus russes, et je les mets sous la sauvegarde de la foi la plus sacrée. »

Puis, tandis que les gardes polonaises revenaient vers les faubourgs de Varsovie, l'armée russe évacuait Mokotow, se dirigeant sur Pulawy et Lubartow, c'est-à-dire remontant la Vistule. Telle fut en quelque sorte la fin du premier acte de ce grand drame qui désormais allait tenir toute l'Europe attentive à ses nombreuses et sanglantes péripéties.

Cependant un corps russe de deux cent mille hommes était réuni au delà du Bug, et n'attendait qu'un signal pour entrer en campagne. Il n'est plus douteux aujourd'hui que l'empereur, en concentrant sur ce point des forces considérables et en rassemblant dans la forteresse de Modlin une immense quantité d'armes et d'approvisionnements de guerre, n'ait eu l'intention d'aller combattre, même au delà du Rhin, les idées révolutionnaires dont il pouvait redouter alors les développements probables, mais il n'avait pas compté que la révolution viendrait le chercher ainsi jusque chez lui, et ses puissants efforts allaient immédiatement se diriger contre elle.

Le danger était grand pour la Pologne; les hommes chargés des destinées de la nation le comprirent, et voulurent constituer promptement un gouvernement sérieux. Czartoryski, Kochanowski, Pac, Dembowski, Niemcewicz, Lelewel et Wladislas Ostrowski composèrent le gouver-

nement provisoire qui devait remplacer le conseil administratif. Tous ces noms donnaient à la nation des garanties politiques. Les services publics furent immédiatement organisés. On constitua une garde nationale et une légion universitaire; en un mot on chercha à régulariser la révolution, et, pour donner au pouvoir l'unité qui, d'après les idées de toute sa vie, devait en être la condition première, le général en chef Chlopicki publia, le 5 décembre, la proclamation suivante :

« Notre position critique réclamant la plus grande énergie, et tout ce qui entraverait la marche des affaires pouvant devenir fatal à la cause publique, non par ambition ni par amour du pouvoir (j'en suis bien éloigné), mais eu égard aux circonstances, et prenant pour exemple les Romains qui, lors du danger planant sur la patrie, confiaient à un seul la puissance suprême, je vous déclare aujourd'hui, Polonais, que je m'empare pour peu de jours, c'est-à-dire jusqu'à la réunion des chambres, de la charge de dictateur. Je remettrai mon pouvoir aux mains des mandataires de la nation. Croyez, compatriotes, que j'userai de ce pouvoir pour votre bien seulement. Vive la patrie! »

Cet acte d'autorité ne fut que faiblement combattu, parce que dans des circonstances aussi critiques, assumer ainsi toute la responsabilité

matérielle et morale des faits, pouvait passer pour un grand acte de courage. Mais la révolution polonaise entrait dans une phase nouvelle : désormais prendrait-elle l'initiative, s'avancerait-elle en Lithuanie et insurgerait-elle les anciennes provinces partagées, ou bien, restant sur la défensive, concentrerait-elle la résistance dans les huit palatinats de la Pologne réduite par les traités? Grande question d'où dépendait peut-être l'avenir du mouvement national de 1830.

XIII.

PREMIERS ACTES DE LA RÉVOLUTION POLONAISE. — ATTITUDE ET DISPOSITIONS DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES. — MANIFESTE DE LA DIÈTE. — LE PRINCE RADZIWILL, GÉNÉRALISSIME. — L'ARMÉE RUSSE S'ÉBRANLE ET FRANCHIT LES FRONTIÈRES POLONAISES. — BATAILLES DE WAWER ET DE GROCHOW.

L'hésitation des chefs de la révolution polonaise dans le choix d'une direction politique et militaire, fait incontestablement acquis à l'histoire, n'a rien assurément qui puisse surprendre. Quelle était, en effet, la situation de la Pologne au lendemain de sa première victoire sur la domination étrangère?

Naturellement cette situation était loin de pré-

senter un ensemble satisfaisant : des finances où la révolution elle-même portait un véritable désordre; une armée belle et homogène, sans doute, mais dont la proportion numérique ne pouvait, en regard des forces immenses que la Russie allait faire mouvoir, présenter aucune sérieuse garantie d'avenir. La division qui commençait à se produire dans les hautes régions gouvernementales, tout cela devait nécessairement rendre incertains les premiers pas de la révolution polonaise, et indécise sa politique de la première heure.

Mais, du reste, quels intérêts cette révolution était-elle donc appelée à sauvegarder, à défendre? Ceux de l'aristocratie ou ceux du peuple? Ici, il pouvait encore y avoir du doute : aucun pays, en face du progrès des idées modernes, n'était demeuré plus fidèle aux traditions féodales. La noblesse polonaise avec ses fiefs immenses et ses nombreux vassaux, pouvait bien rêver comme jadis les grands coups de lance au profit de son indépendance et de ses priviléges ; elle pouvait regretter le temps des diètes à cheval où la couronne était fréquemment dévolue à quelqu'un de ses membres ; mais la bourgeoisie, quel intérêt avait-elle aux révolutions qui détruisent, aux guerres qui paralysent pour de longues années les efforts de l'industrie et du commerce? Mais,

le clergé, quel avantage devait-il attendre de bouleversements nouveaux? Et le peuple, enfin, avait-il à espérer de cette lutte un accroissement de sécurité ou de bien-être?

Jamais les paysans polonais n'avaient été plus heureux que sous les règnes des empereurs Alexandre et Nicolas. Leur situation matérielle s'était progressivement améliorée, et un grand nombre d'entre eux avaient été libérés du servage. Pour les uns, cette émancipation due à l'initiative de l'empereur Alexandre, pour les autres, une amélioration très-sensible dans les conditions matérielles de l'existence, étaient des motifs puissants de renoncer aux agitations révolutionnaires. Le peuple des villes se montrait plus enthousiaste que celui des campagnes, mais plus par irréflexion et par goût pour les innovations et le mouvement, que par l'entraînement d'un patriotisme prêt à tous les sacrifices. Quant à la bourgeoisie, parmi laquelle les juifs se distinguaient autant par leur nombre que par des instincts particuliers qui les caractérisent en tous temps et en tous lieux, elle était presque indifférente, car elle comprenait que les intérêts qui allaient ainsi se débattre n'étaient point en réalité des intérêts qui lui fussent propres.

Et maintenant si, après avoir consulté les tendances intérieures on passait à l'examen de la

question étrangère, on pouvait encore y trouver des motifs de lenteurs et de prudence : l'Autriche et la Prusse avaient, à la première nouvelle de l'insurrection de Varsovie, adopté une ligne de conduite, qui ne faisait que trop bien pressentir leur attitude en face de la révolution polonaise. Les ministres russes accrédités auprès des cours de Berlin et de Vienne, avaient pour instructions de demander « quel serait le concours que l'Autriche et la Prusse prêteraient à une répression contre les Polonais, et dans quelles limites un appui serait donné à la Russie par ces deux puissances. » Elles répondirent, en établissant chacune un corps de soixante mille hommes, la Prusse dans le duché de Posen, l'Autriche dans la Gallicie, et en arrêtant entre elles les dispositions suivantes : « Nulle correspondance ne pourrait passer par la Prusse ou l'Autriche; nul secours aux insurgés ne serait favorisé ou toléré; les ports tels que Dantzick, Kœnisberg, seraient fermés à tous convois d'armes et de munitions, viendraient-ils même de la France et de l'Angleterre; les fonds du royaume de Pologne, déposés à la banque de Berlin, seraient placés sous le séquestre et mis à la disposition de l'empereur Nicolas; puis si l'esprit de révolte s'étendait de Varsovie sur Cracovie, et de là dans le duché de Posen ou la Gallicie,

alors immédiatement les troupes prussiennes et autrichiennes agiraient de concert avec la Russie pour assurer le maintien des traités de 1814 et 1815, sans craindre les notes ni les menaces de la France. »

Quant à la France elle-même, elle avait tout sacrifié à la révolution Belge, et, malgré les frémissements de l'opinion démocratique en faveur de la Pologne, son gouvernement était parfaitement décidé à ne point intervenir par les armes dans cette question brûlante. Maintenir les garanties consacrées par les traités de Vienne, telle était la dernière expression de la politique de la France à l'égard de la Pologne, et M. le duc de Mortemart, chargé de représenter à Saint-Petersbourg la pensée intime du roi Louis-Philippe, n'avait pas d'autres instructions que celles-là.

Ainsi donc, au lendemain de la révolution polonaise, les hommes qu'elle avait chargés de l'organiser et de la défendre, pouvaient, sans être accusés de faiblesse ou de pusillanimité, éprouver un instant d'indécision et de vertige; la nation elle-même, qui n'avait pas hésité dans l'insurrection, pouvait réfléchir avant d'en venir à une séparation violente et irrévocable de cet empire immense, prêt à fondre sur elle et à venger son injure.

Mais le peuple polonais était avant tout un peuple de soldats, et les souvenirs chevaleresques de son passé, joints à la vivacité de son imagination ardente, triomphèrent presque immédiatement de l'étonnement et de la prudence des premières heures. Lubecki partit pour Saint-Petersbourg, accompagné du nonce Jezierski, dans le but d'entamer avec l'empereur des négociations qui eussent permis d'espérer un arrangement entre les deux pays violemment séparés, entre les deux peuples prêts à se ruer l'un sur l'autre. Cette tentative n'aboutit pas, et, peut-être, dans l'esprit de Lubecki, n'était-ce qu'un moyen de gagner du temps. Mais alors, à qui le temps devait-il profiter? Assurément ce n'était pas à la Pologne.

Cependant la diète se réunissait sous la présidence du maréchal Wladislas Ostrowski, et son premier acte était une adhésion formelle à l'insurrection polonaise contre la domination du tsar, résolution dont le dictateur se montra assez irrité pour déposer aussitôt l'autorité qu'il avait assumée. C'était, en effet, jeter le gant à la Russie, que d'approuver solennellement et sans restriction la révolution du 29 novembre; c'était ouvrir imprudemment la lice où deux nationalités allaient si violemment se heurter, et Chlopicki avait trop bien compris les dangers d'une

telle lutte pour ne pas employer tous ses efforts à maintenir sur le terrain de la diplomatie la formidable question qui devait se résoudre par les armes, cette tâche ingrate, la Pologne ne devait lui en tenir aucun compte, et le patriotisme sincère qui l'avait provoquée fut même injustement contesté. Mais la diète n'accepta pas cette démission que lui offrait le dictateur; bien plus, tout en publiant un manifeste qui exposait les griefs de la Pologne contre la domination du tsar, elle investit légalement Chlopicki de la dictature qu'il venait d'abdiquer, témoignant ainsi toute sa confiance et l'espoir qu'elle plaçait dans le seul homme capable de dominer la situation difficile où le pays se trouvait engagé.

Le manifeste publié, le 5 janvier 1831, était conçu en des termes d'une exaltation qui ne manquait pas de grandeur, et ses dernières phrases renfermaient cette prédiction sinistre de l'avenir, prédiction dont l'accomplissement était proche. « Si la Providence a destiné cette terre à un asservissement perpétuel, et, si dans cette dernière lutte, la liberté de la Pologne doit succomber sous les ruines de ses villes et les cadavres de ses défenseurs, notre ennemi ne régnera que sur des déserts, et tout bon Polonais emportera en mourant cette consolation, que, si le ciel ne lui a pas permis de sauver sa

propre patrie, il a du moins, par ce combat à mort, mis à couvert pour un moment les libertés de l'Europe menacée. »

C'était prononcer par avance l'oraison funèbre de la Pologne, mais sous ce langage sinistre se cachait, il faut bien le dire, une espérance insensée. On comptait sur la révolution, ce fantôme menaçant que les journées de juillet 1830 avaient montré de nouveau à l'Europe monarchique. On comptait sur la France et sur son armée sans apprécier mûrement et de sang-froid la situation de la France elle-même.

L'attitude de la Russie, en présence de cette révolution polonaise si soudaine, si impétueuse, était pleine de dignité et de hauteur. Le prince Lubecki n'avait été reçu par l'empereur que comme plénipotentiaire des révoltés de Varsovie. La distinction que l'empereur avait voulu établir tout d'abord, faisait prévoir d'avance l'issue de cette négociation impossible. Les vieux boyards frémissaient de l'injure faite au tsar qui lui-même, après avoir instruit les officiers des gardes des événements qui venaient de se produire dans la capitale de Pologne, avait ajouté : « J'espère que si les circonstances me forçaient à me mettre à la tête de mes gardes,vous me montrerez l'attachement dont vous m'avez toujours donné des preuves; mais je vous prie, Messieurs, de ne pas

porter une haine générale à tous les Polonais; ils sont nos frères, la révolte n'a été fomentée que par quelques hommes mal intentionnés. J'espère qu'avec l'aide de Dieu tout finira heureusement. »

Et en attendant le développement ultérieur de la révolution polonaise, les troupes destinées à combattre étaient transportées sur des traîneaux, vers les frontières, tandis que l'empereur en donnait le commandement général au maréchal Diébitsch-Zabalkanski, l'une des gloires nouvelles de l'armée russe. Le danger était imminent pour la Pologne, et cependant, trop fidèle aux traditions de son histoire, la Pologne se livrait déjà à ces divisions intestines, qui sont la perte des nations. Chlopicki, irrité de n'avoir pu empêcher la publication du manifeste qui mettait entre les deux peuples une barrière désormais infranchissable, sinon à main armée, venait de déposer une seconde fois l'autorité dictatoriale dont il avait été investi. Il fallait pourvoir au commandement en chef des troupes polonaises, et les ambitions surgissaient de tous côtés, ardentes, implacables. Le prince Michel Radziwill fut nommé généralissime; mais l'expérience militaire lui faisait défaut; sur les instances du prince Adam Czartoryski, Chlopicki promit de faciliter à Radziwill la tâche si rude qu'il allait entre-

prendre, et l'histoire lui doit cette justice que, dans le rôle secondaire qu'il s'était réservé, Chlopicki montra tout le dévouement, toute l'abnégation que l'on pouvait attendre de son loyal caractère. La question s'envenimait et se compliquait de jour en jour. Le nonce Jezierski avait raconté comment le prince Lubecki et lui-même n'avaient, durant leur mission à Saint-Pétersbourg, obtenu de l'empereur que des paroles sévères. La diète accueillit ces communications avec des démonstrations hostiles à la dynastie des Romanoff, et la déchéance du tsar Nicolas comme roi de Pologne fut proclamée après une séance des plus orageuses. L'exaspération de l'assemblée se répandit promptement au dehors; les rues de Varsovie retentirent toute cette nuit de cris révolutionnaires et d'hymnes à la liberté. On eût dit que le peuple cherchait à s'étourdir par des chants de triomphe sur les périls de la crise redoutable dans laquelle on le précipitait. Le lendemain des entraînements de cette nature est presque toujours signalé par des larmes.

Le 30 janvier 1831, la diète constituait enfin un gouvernement composé de cinq membres, à la tête duquel se trouvait le prince Adam Czartoryski avec le titre de président. Cette administration supérieure renfermait dans son sein des éléments politiques bien divers. Les opinions

monarchiques, constitutionnelles et républicaines s'y trouvaient représentées; on avait voulu faire de la conciliation et l'homogénéité manquait. Les cinq membres de ce gouvernement national étaient MM. le prince Czartoryski et Barzykowski, franchement partisans de la monarchie ; Lelewel, démocrate ; Vincent Niemoïowski et Théophile Morawski, constitutionnels. Bientôt il allait se trouver aux prises avec les difficultés matérielles de la situation, car l'armée russe s'avançait à grands pas vers Varsovie, et son enthousiasme devait faire prévoir un premier choc terrible. Les concessions faites à la Pologne par les empereurs Alexandre et Nicolas avaient toujours excité d'ardentes jalousies chez les Russes. Les haines allaient s'assouvir dans le sang entre les deux nations rivales. « L'insurrection poursuit sa course, disait l'empereur en terminant le manifeste adressé à ses sujets, les insurgés prennent les armes contre la Russie, et provoquent nos fidèles provinces à une séparation de notre empire. Une assemblée illégale a osé déclarer, le 13 du mois de janvier, que nous et notre maison impériale avions cessé de régner en Pologne, et que le trône, relevé par notre auguste frère, attendait un nouveau souverain. Cet oubli de tous les devoirs et de tous les serments a comblé la mesure du crime. Le moment est venu d'employer la

force, d'appeler à notre aide le souverain juge de toutes les actions, et de marcher contre les rebelles. Russes, dans cette triste circonstance, nous prenons les armes avec l'affliction d'un père, mais avec la résolution d'un prince qui connaît ses devoirs, pour le salut et l'intégrité de notre empire. Offrons nos prières ferventes au Tout-Puissant; qu'il bénisse nos efforts; que par une prompte victoire, il écarte de nous les obstacles qui s'opposent au repos des peuples dont la destinée nous est confiée. Et aussitôt que l'empire, troublé par quelques rebelles, sera rendu à lui-même, que le Tout-Puissant nous aide à fonder son avenir sur des bases solides qui répondent aux besoins du royaume, et réduisent pour jamais au néant les rêves de ceux qui parlent de séparation. Sujets fidèles, tel est le but de vos efforts, la patrie peut compter sur vous. »

Le général Chlopicki avait conseillé un système de défense qui concentrait autour de Varsovie la majeure partie de l'armée polonaise, et devait ainsi présenter aux Russes un moyen de résistance formidable. Les hostilités commencèrent le 14 février 1831. L'aile droite des Polonais appuyée au faubourg de Praga repoussa vigoureusement, sous les ordres du général Dwernicki, un corps russe qui s'était avancé jusqu'à Hoczerk. La prise de onze pièces de canon cou-

ronna les efforts de Polonais pendant cette journée. Mais l'armée russe s'avançait toujours étendant ses deux ailes des sources du Bug à l'embouchure du Niemen, comme les bras d'un immense géant prêt à étreindre Varsovie. A l'approche de ces colonnes menaçantes, les habitants des campagnes s'enfuyaient et cherchaient un refuge derrière les bataillons polonais. Diebitsch ne tarda pas à occuper les bois de Grochow avec quatre-vingt mille Russes appuyés par deux cents pièces d'artillerie. L'armée polonaise ne comptait sur ce point qu'environ quarante-cinq mille hommes et cinquante pièces de canon. Le combat s'engagea sur toute la ligne (il a pris dans l'histoire le nom de bataille de Wawer) et continua pendant les deux journées du 19 et du 20 février 1831. L'acharnement avait été égal des deux côtés, et après des flots de sang répandus, les deux armées conservèrent leurs positions respectives. Un armistice fut conclu pour donner la sépulture aux victimes de cette première grande lutte ; mais cette trêve ne dura que quatre jours.

Dans la matinée du 25 février, l'armée russe, qu'un corps de grenadiers fort de vingt mille hommes était venu renforcer sous les ordres du prince Schakovskoï s'ébranla sur toute la ligne. Le feld-maréchal voulait s'emparer d'un bois

d'aulnes longtemps défendu par les Polonais pendant la précédente affaire. Il s'avance vers ce point qu'il désire enlever. La division Zymirski lui oppose une résistance désespérée, et le général, lui-même, tombe mortellement frappé; mais la force numérique l'emporte à la fin. Diebitsch, maître du bois, y loge son artillerie et foudroie la seconde ligne polonaise commandée par Skrzynecki, tout en lançant le comte de Witt et sa cavalerie à la poursuite des fuyards qui se dirigent vers le faubourg de Praga. Chlopicki accourt à l'aide de la division Skrzynecki ébranlée par le feu des batteries russes. Il se met à la tête des grenadiers polonais et charge l'ennemi avec fureur ; mais la réserve du prince Khakhofskoï a opéré sa jonction avec le corps d'armée de Diebitsch ; les colonnes polonaises sont refoulées, et Chlopicki, renversé par un éclat d'obus, est emporté loin du champ de bataille.

Les issues de Praga se trouvaient alors encombrées par les fuyards et les voitures chargées de blessés; dans la plaine, la cavalerie de Diebitsch et son artillerie légère avaient entamé plusieurs carrés d'infanterie polonaise qui se repliaient en bon ordre. Déjà les hussards russes et le régiment des cuirassiers du prince Albert s'approchaient de la barrière de Grochow, le feld-maréchal pouvait donc croire à une victoire certaine et dé-

cisive; mais l'aspect de la bataille changea soudainement; un grand nombre d'ouvriers sortis de Varsovie avaient déblayé les avenues de Praga, pendant que Malachowski mettait le feu à quelques maisons du faubourg, pour démasquer les batteries placées à la tête du pont. Le désordre cesse aussitôt; l'infanterie polonaise, voyant les barrières libres, se reforme et oppose une résistance terrible à la cavalerie lancée contre elle. Les cuirassiers du prince Albert, admirable régiment que l'on avait surnommé *l'invincible*, s'étaient presque avancés jusqu'au faubourg. Engagés au milieu d'un terrain détrempé, ils se voient tout à coup enveloppés dans un cercle de feu. Prondzynski dirige contre cette cavalerie d'élite des fusées à la congrève qui portent dans ses rangs le désordre et la mort; les lanciers polonais la chargent avec fureur, et elle disparaît anéantie.

La nuit était venue : Diebitsch, qui perdait plus de dix mille hommes, se retira derrière les bois qu'il avait si chèrement conquis. Skrzynecki avait proposé au prince Radziwill de reprendre l'offensive, et de poursuivre l'armée russe. Le généralissime ne partagea pas cet avis. L'armée insurrectionnelle passa donc sur la rive gauche de la Vistule. Un seul pont la mettait en communication avec Varsovie, et ce pont pouvait, en effet,

être emporté par les glaces. Telle fut l'issue de la bataille de Grochow.

Peu de jours après, le feld-maréchal se retranchait non loin de Wawer, et disposait ses campements d'hiver dans le palatinat de Lublin.

XIV.

TENTATIVES DE NÉGOCIATION. — ELLES SONT INUTILES. — OPÉRATIONS RESPECTIVES DES DEUX ARMÉES. — BATAILLES DE DEMBÉ ET D'IGANIÉ. — SUCCÈS PARTIELS DES POLONAIS. — BATAILLE D'OSTROLENKA. — DIEBITSCH SE RETIRE DANS SON CAMP DE PULTUSK.

Les jours de trêve et de recueillement qui s'écoulèrent avant les heures décisives de la dernière lutte furent employés par le gouvernement polonais à se renforcer au dedans, et à chercher au dehors des appuis indispensables que ses récentes victoires encourageraient peut-être à se produire. Mais la Prusse et l'Autriche avaient, dès le principe de cette guerre, annoncé par des actes formels qu'elles considéraient la cause de la Russie comme la leur, et une sorte de cordon sanitaire était hermétiquement maintenu par les deux puissances contre les tendances de la révolution polonaise. Quant à la France, nous avons déjà dit que son gouvernement nouveau-né, contenu dans les

langes d'une politique hésitante et pacifique, ne devait accorder à la Pologne qui lui demandait le concours de ses soldats que l'intervention de ses diplomates. La Pologne, comme un lion blessé entouré par les chasseurs, pouvait donc renverser de nombreux ennemis pendant sa lente agonie. Mais sa chute mortelle était fatalement prévue, et ses plus éclairés défenseurs avaient déjà compris qu'il ne s'agissait plus pour eux que de savoir glorieusement mourir. On a demandé si à cette époque de la guerre il eût encore été possible pour la Pologne de négocier avec l'empereur, et d'obtenir d'honorables concessions qui eussent maintenu son existence comme royaume. Nous répondrons négativement à cette question. Depuis la faute immense commise par la diète en votant la déchéance de la dynastie des Romanoff, le duel des deux peuples était devenu un duel à mort, et le tsar ne pouvait plus même avoir la pensée de suspendre par des traités la lutte suprême qui chaque jour devenait plus terrible, plus ardente. Quel poids sérieux pouvaient avoir dans la balance quelques victoires qui décimaient irréparablement les vainqueurs? Périr glorieusement n'est-ce pas toujours périr? Aussi l'espoir que le prince Czartoryski avait placé dans les négociations des cabinets de Paris et de Londres, dut-il bientôt s'évanouir; un grand nombre de

hauts fonctionnaires polonais ne rêvaient que les libertés constitutionnelles du pacte de 1815. Leur ambition n'allait pas au delà; mais déjà il était trop tard. On assure que le général Skrzynecki avait lui-même avant d'arriver, comme nous allons le voir, au commandement en chef de l'armée, cherché à entrer en pourparlers avec Diebitsch. Mais le feld-maréchal s'était renfermé dans un système d'abstention basé sur l'inflexible volonté du tsar.

Le 26 février 1831, le prince Radziwill déposa modestement la charge de généralissime qui lui avait été confiée, et qu'il n'avait acceptée qu'avec répugnance. Les événements militaires prenaient, en effet, de tels développements, qu'il fallait désormais une main non-seulement ferme, mais encore des plus expérimentées, pour pouvoir les diriger. Quel serait le successeur du prince? Skrzynecki, Prondzynski, Pac et Krukowiecki, pouvaient faire valoir des droits à cette fonction éminente. Skrzynecki, le héros de la bataille de Grochow, l'emporta sur ses concurrents, et les suffrages de la diète lui donnèrent le pouvoir. Prondzynski lui fut adjoint comme quartier-maître général de l'armée.

Pendant ce temps, Dwernicki, placé à l'aile droite de l'armée polonaise, avait battu le général Geismar, à Sieroczin, et le général Kreutz, sous

la forêt de Nowaviès; à la tête d'un corps de trois mille hommes, il expulsa les Russes des palatinats de Sandomir et de Lublin. Mais, à la fin, menacé lui-même par le comte de Toll, chef d'état-major de Diebitsch, que le feld-maréchal envoyait au secours de son aile gauche, à la tête d'un renfort considérable, Dwernicki dut se renfermer dans Zamosc.

De son côté, le généralissime avait compris qu'un mois de trêve, un mois d'inaction militaire sans qu'aucune de ses tentatives diplomatiques pût réussir auprès de Diebitsch, profitait aux Russes et non pas à la Pologne. Il résolut secrètement de sortir de ce dangereux repos, et dans la nuit du 30 au 31 mars, les divisions polonaises au nombre de vingt-sept mille fantassins et de six mille cinq cents chevaux traversaient silencieusement le pont de Praga couvert de paille pour amortir le bruit des batteries roulantes. Elles se dirigèrent sur la forêt de Wawer où l'avant-garde du 6[e] corps russe commandé par le général Geismar avait établi des retranchements et occupait une forte position. Rybinski détacha avant l'attaque une partie de sa division qui, sous les ordres du colonel Ramorino, se porta dans le bois en arrière des Russes, de façon à leur couper la retraite. Un brouillard épais favorisa cette manœuvre. Le corps de Geismar, attaqué à l'impro-

viste, se rejeta sur les bataillons de Ramorino; sa déroute fut complète, et le général russe put à peine se réfugier avec deux ou trois mille soldats sous la protection du canon de la division de Rosen forte de quinze mille hommes, et qui, dans une position adossée à des bois, protégée par un sol détrempé, attendait de pied ferme l'attaque des Polonais. Les divisions Malachowski et Skarzynski débouchèrent dans la clairière de Dembé, en face du corps d'armée russe. La cavalerie ne pouvait pas agir à cause de la nature du sol. Le 8ᵉ et le 4ᵉ de ligne polonais reçurent du généralissime Skrzynecki l'ordre de s'emparer du village situé sur le flanc du général Rosen. Ils exécutèrent cet ordre avec une rare énergie sous le feu terrible de l'artillerie russe, et vers la chute du jour ils pénétraient dans le village, pendant que la cavalerie polonaise se précipitant sur le centre de Rosen y portait la mort et le désordre. Bientôt les Russes se replièrent dans la direction de Kalutzin, laissant sur le champ de bataille cinq ou six mille prisonniers, deux mille morts ou blessés et dix pièces de canon. Le lendemain 1ᵉʳ avril, la division Lubienski prenait à son tour la tête de la colonne, culbutait l'arrière-garde russe, portait jusqu'à onze mille le nombre des prisonniers, et repoussait Rosen jusqu'au delà du Kostrzyn. Pour rendre ces avantages positifs,

il eût fallu profiter de l'enthousiasme de l'armée polonaise, jeter cette armée victorieuse sur le centre de Diebitsch, qui, engagé avec ses deux cents pièces de canon dans les tourbières de la Podlachie, eût évidemment abandonné son immense matériel pour se retirer en toute hâte par la Volhynie et rejoindre son corps d'observation. Mais Skrzynecki manqua d'initiative en cette circonstance, et le feld-maréchal put échapper au danger immense qui le menaçait. Ce même défaut de décision fut encore remarqué chez le généralissime polonais le 10 avril, lorsque Prondzynski, enveloppant Rosen et Pahlen, près du village d'Iganié, culbuta ces deux généraux et leur fit éprouver une perte d'environ deux mille hommes et trois mille prisonniers. Leurs corps d'armée eussent été anéantis si le généralissime fût arrivé à temps. Une évidente fatalité poursuivait la Pologne. Les batailles de Dembé et d'Iganié firent largement couler son sang, et ne retardèrent pas d'un seul instant sa chute. Il devenait cependant urgent de sortir l'armée polonaise de ce système de marches et de contre-marches qui épuisait ses forces, et de frapper un coup décisif capable d'étonner la Russie, tout en éveillant l'intérêt et les sympathies de l'Europe. Un épouvantable fléau, le choléra, venait d'être apporté par les Russes en Pologne, et semblait une arme de plus

entre leurs mains. Les premières atteintes de cette affreuse maladie asiatique se firent sentir chez les Polonais, à la suite de la bataille d'Iganié.

On songea à soulever la Lithuanie dont les tendances s'étaient révélées tout d'abord, et que la politique indécise des premières heures de la révolution n'avait pas entièrement découragée. La Volhynie, la Podolie pouvaient également lever l'étendard de l'indépendance. Dwernicki, renfermé dans Zamosc, sortit tout à coup de cette retraite, longea les frontières de la Gallicie, passa le Bug, le 9 avril 1831, à la tête d'environ trois mille hommes, et remporta plusieurs avantages signalés sur des corps russes plus nombreux que le sien. Mais ses deux adversaires, Rudiger et Kaysaroff parvinrent à opérer leur jonction, tandis que le général Roth, délivré de la division Siérawski, battue à Wronow et à Kazimierz, s'avançait à sa rencontre. Dans la nuit du 26 avril, Dwernicki était entouré par vingt-cinq mille Russes, dont un brouillard épais lui avait masqué les habiles manœuvres. Dans cette situation désespérée, et pour ne pas tomber au pouvoir de l'ennemi, il franchit les frontières de la Gallicie, et se vit aussitôt enveloppé par les troupes autrichiennes qui le contraignirent à mettre bas les armes.

Ce fut un coup fatal pour les insurrections de

la Wolhynie, de la Podolie et de l'Ukraine, dont la noblesse, encouragée par le voisinage de Dwernicki, avait tenté quelques soulèvements partiels dirigés par Vincent Tyszkiewicz et Kolysko. Ils durent, comme le général polonais, franchir les frontières galliciennes et furent désarmés comme lui. Chrzonowski, envoyé trop tard à leur secours, ne put qu'assister à leur désastre. Restait la Lithuanie; mais le généralissime Skrzynecki, dont les lenteurs étaient amèrement blâmées à Varsovie par le parti du mouvement, avait résolu de réparer d'abord les fautes qu'on lui imputait à crime : la garde russe était échelonnée entre le Bug et la Narew, à vingt lieues environ du quartier général de Diebitsch. Placée sous les ordres du grand-duc Michel, elle comptait au moins vingt mille hommes d'élite, dont la défaite inattendue eût produit dans toute l'Europe une sensation immense. Souvent, Prondzynski avait engagé le généralissime à imiter l'admirable tactique de l'empereur Napoléon, c'est-à-dire à attaquer séparément chacun des grands corps de l'armée russe avec l'ensemble de ses forces réunies, et c'était une belle occasion que de trouver ainsi la garde impériale groupée sur un point assez éloigné du quartier général russe, pour pouvoir espérer de l'anéantir. Dans cette ambitieuse hypothèse, le général Chlapowski aurait

soutenu et discipliné l'insurrection lithuanienne, à l'aide de sa cavalerie accompagnée d'un corps nombreux de sous-officiers instructeurs.

Skrzynecki sortit donc de son camp de Kaluszin, le 12 mai 1831, à la tête de quarante-six mille hommes et de cent pièces de canon. Le général Uminski devait rester en face de Diebitsch avec quelques régiments, afin de masquer le mouvement de l'armée polonaise. Skrzynecki avait espéré, en effet, pouvoir concilier l'attaque qu'il projetait contre la garde impériale avec le maintien de sa position. Le 14, il attaquait Serock et divisait son armée en deux colonnes : l'une dirigée par Lubienski et chargée d'empêcher Diebitsch de passer le Bug; l'autre, sous les ordres du généralissime lui-même, marchant sur Lomza pour surprendre la garde russe, et menaçant la petite ville d'Ostrolenka qu'occupaient sept mille hommes commandés par le général Sacken.

Cependant les gardes se retiraient en bon ordre et avaient gagné une marche sur Skrzynecki. Le généralissime polonais, au lieu de prendre vigoureusement l'offensive et de fondre sur ce corps d'élite à la tête de toutes ses forces réunies, crut devoir s'emparer de Lomza et d'Ostrolenka, afin d'assurer sa retraite sur Varsovie. Sacken défendit Ostrolenka avec une merveilleuse bravoure, et il fallut pour lui faire évacuer ce point situé

sur la rive gauche de la Narew, que le général Gielgud vînt appuyer l'attaque de Dembinski, encore les Russes eurent-ils le temps de sauver leurs bagages et de se replier sur la garde impériale qu'ils vinrent ainsi renforcer.

Pendant ce temps, le feld-maréchal Diebitsch, instruit de la marche de l'armée polonaise, se précipitait sur Lubienski, le culbutait après une sanglante journée, et s'avançait rapidement sur la Narew, au secours des gardes menacés. Le grand-duc Michel, mollement poursuivi par Skrzynecki, parvenait à joindre le fel-maréchal qui s'était hâté de jeter un pont à Granne, et dans la matinée du 25 mai, l'armée russe tout entière marchait sur Ostrolenka, où le généralissime polonais s'était porté par un mouvement de retraite concentrique, à l'approche du corps d'armée de Diebitsch.

Dès huit heures du matin, l'armée russe paraissait sur les routes voisines et débouchait dans la plaine parsemée de marécages, qui s'étend en face de la petite ville d'Ostrolenka. Les divisions des généraux Lubienski et Kaminski s'échelonnaient dans cette plaine, et furent assaillies les premières. Elles luttèrent longtemps et avec vigueur; mais l'armée russe, qui se déployait toujours, avançait immense, irrésistible, et ses deux ailes menaçaient d'envelopper les Polonais

dans une étreinte décisive. Il fallut se replier sur Ostrolenka, la cavalerie de Lubienski engagea le mouvement et l'infanterie suivit lentement, s'arrêtant de moment en moment pour repousser par un feu bien nourri les charges incessantes des cosaques.

Toutefois, les Russes pénétrèrent dans Ostrolenka en même temps que cette infanterie polonaise, et Skrzynecki, campé sur la rive droite de la Narew avec la majeure partie de ses forces, dut s'élancer à leur rencontre. Un désordre indescriptible régnait dans la ville, dont les rues étaient obstruées par des chariots renversés en forme de barricades. Les Russes avaient déployé sur les mamelons boisés qui dominent la rive gauche du fleuve, quatre-vingts pièces de canon, et le feu de cette formidable artillerie commençait à incendier les maisons d'Ostrolenka. Skrzynecki se précipita sur les Russes qui étaient parvenus à passer le pont. Il conduisit lui-même et successivement tous les bataillons à l'ennemi. Kaminski tomba mortellement frappé, Langemann eut un cheval tué sous lui dans ces charges furieuses qui produisirent bientôt une effroyable mêlée. On combattait corps à corps, le plus souvent à l'arme blanche, et près de trois cents officiers polonais trouvèrent la mort dans cette lutte acharnée. Enfin, après sept heures de combat, après une

charge où les lanciers polonais, engagés dans les marécages de la plaine, furent presque tous anéantis, l'armée de Diebitsch fut définitivement rejetée à travers un monceau de cadavres sur la rive gauche de la Narew, et le terrain ensanglanté resta au pouvoir des Polonais. Lugubre et douteuse victoire qui leur coûtait trop cher pour qu'ils pussent en profiter. Plus de sept mille des leurs jonchaient cet inutile champ de bataille.

Le lendemain Skrzynecki assemblait un conseil de guerre, et après une longue délibération les chefs de l'armée insurrectionnelle décidaient qu'on se replierait immédiatement sur Varsovie. Lubienski dut protéger la retraite, et le corps de Gielgud, fort de douze mille hommes, que le fleuve séparait du gros de l'armée polonaise, reçut l'ordre de se jeter en Lithuanie.

De son côté, Diebitsch, qui avait commis la faute immense de courir au secours de la garde impériale faiblement menacée, au lieu de profiter de l'éloignement du généralissime pour marcher sur Varsovie sans défense, Diebitsch, disons-nous, ne poursuivit pas l'armée polonaise comme il aurait pu si aisément le faire avec les forces nombreuses dont il disposait encore. Abattu et découragé, il ne tarda pas à se retirer dans son camp de Pultusk.

XV.

CIRCULAIRE DU GOUVERNEMENT INSURRECTIONNEL. — ATTITUDE DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE DANS LA QUESTION POLONAISE. — MORTS DU FELD-MARÉCHAL DIEBITSCH ET DU GRAND-DUC CONSTANTIN. — MISSION DU COMTE ORLOFF. — LE FELD-MARÉCHAL PASKEVITCH EST NOMMÉ GÉNÉRALISSIME DE L'ARMÉE RUSSE. — EXPÉDITION DES GÉNÉRAUX POLONAIS EN LITHUANIE. — SON ISSUE. — LES RUSSES PASSENT LA VISTULE ET INVESTISSENT VARSOVIE.

Des comités s'étaient formés à Paris et à Londres pour faire admettre en fait ou en droit cette indépendance de la Pologne, que chaque combat, défaite ou victoire, semblait compromettre davantage. Leur action s'était étendue, grâce aux démarches actives du parti républicain français, et, malheureusement pour la cause polonaise, ce parti semblait l'avoir placée sous sa protection exclusive. Des secours d'argent, des adresses sympathiques furent la seule conséquence matérielle de l'établissement de ces comités très-protégés en France par M. de Lafayette, qui se chargea plusieurs fois de présenter à la Chambre des députés les pétitions rédigées dans leur sein. Mais, à côté de cette situation irrégulière, la situation du gouvernement français demeurait la

même, et sans rappeler de Saint-Pétersbourg son plénipotentiaire, M. de Mortemart, le roi Louis-Philippe ne pouvait pas entrer dans la voie politique que le parti polonais lui indiquait.

De son côté, le gouvernement insurrectionnel adressait à ses agents dans les pays étrangers une circulaire ainsi conçue : « Les nations civilisées resteront-elles longtemps spectatrices immobiles de cette lutte entre l'injustice et la violence d'une part, l'humanité et la loyauté de l'autre? Ou bien prétendront-elles nous contraindre elles-mêmes à accepter un avenir, à rentrer sous un joug qui, si même il n'était honteux, serait encore insupportable par sa barbarie? Leur faudra-t-il de nouvelles preuves de l'incompatibilité qui dorénavant sépare la Pologne de la Russie? Les mesures présentes annoncent assez le traitement que l'empereur réserve aux habitants de son ancien royaume de Pologne, si, après une lutte longue et désespérée, les masses de la Russie finissent enfin par nous accabler. Ce n'est rien moins qu'à un renouvellement total de la population de ce malheureux pays, qu'il faudra s'attendre alors. Les notes diplomatiques qui pourraient être d'un si grand poids, aussi longtemps que la lutte est douteuse, ou lorsque nos armes triomphent, seront impuissantes vis-à-vis du vainqueur des Polonais ; mais lorsque les Russes auront couvert

de colonies militaires toutes les frontières de l'Europe, peut-être alors enfin, mais trop tard, reconnaîtra-t-elle que la politique la moins prévoyante, aussi bien que la plus stricte justice, lui faisaient une loi de soutenir les efforts de notre héroïque armée..... Si les cabinets prétendent rester dans l'ornière étroite des antécédents, s'ils veulent se borner à faire observer les stipulations du traité de Vienne, eh bien ! ce traité assure à tous les Polonais la conservation d'institutions nationales.... On ne saurait assez le répéter, les puissances européennes doivent bien se garder d'attendre que la force seule ou le sort des armes décide une question aussi grave pour les destinées de l'Europe et de sa civilisation ; elles doivent se garder de s'abandonner au hasard, et se hâter par une médiation générale de tendre la main à qui de droit, d'arrêter une guerre d'extermination qui menace de reproduire aux yeux du monde les scènes atroces des siècles les plus barbares. »

A la Chambre des députés de France, dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la couronne, M. de Lafayette s'écriait à la tribune : « La Pologne s'est déclarée indépendante; elle a fait la même chose que la Belgique, que les États-Unis autrefois ; elle a établi un gouvernement de son choix. Ne nous arrêtons pas, Mes-

sieurs, à des idées peu généreuses ; n'abandonnons pas la Pologne, si ses dangers augmentent. Pour la troisième fois, je suis heureux de dire à cette tribune : la Pologne ne périra pas ! » Et le général Sébastiani, alors ministre des affaires étrangères, répondait à M. de Lafayette : « On nous demande la reconnaissance immédiate de la Pologne, et l'on nous dit que cette reconnaissance n'amènera pas la guerre, que vous ne ferez que céder aux vœux des Polonais eux-mêmes, et satisfaire un désir qui se trouve au fond de tous les cœurs français. On a objecté que l'intervention, dans la question de la guerre d'Amérique, avait précédé le traité ; mais on a oublié que c'est précisément cette reconnaissance qui provoqua la guerre. Et dans quelle situation les choses se trouvaient-elles alors ? L'Amérique était sans voisins, l'Amérique n'intéressait qu'une seule puissance, l'Angleterre. Aucune puissance, de quelque importance par ses forces maritimes, ne pouvait intervenir dans cette querelle, qui ne fût l'alliée de la France. L'Espagne s'est trouvée dans ce cas. Eh bien ! évidemment, ce que vous ferez pour la Pologne amènera le même résultat, la guerre. »

A cette époque, M. Walewski était chargé près des cabinets de Paris et de Londres d'une mission du gouvernement insurrectionnel qui avait un moment caressé l'espoir de voir l'Autriche

acquiescer au rétablissement de la nationalité polonaise, sous la condition de placer un prince autrichien sur le trône de la Pologne. La France ne repoussa pas les ouvertures qui lui étaient faites en ce sens, mais elle voulut avant de rien tenter que l'Angleterre fût d'accord avec elle, et lord Palmerston fut consulté. En ce moment, le traité relatif à la Belgique et qui reçut le nom de traité des dix-huit articles, était froidement accueilli par le congrès belge. L'élection du prince Léopold de Saxe-Cobourg pouvait se trouver compromise, et lord Palmerston, auprès duquel on fit valoir que le parti catholique, assez nombreux dans le congrès, sympathisait chaleureusement avec la cause polonaise, donna d'abord quelques bonnes paroles, sans vouloir s'engager toutefois. M. Zaluski, agent polonais, partit alors pour Bruxelles, fit de nombreuses démarches auprès des députés catholiques, et contribua, dans sa sphère d'action, à l'acceptation du fameux traité. Mais le cabinet de Londres ne s'était pas formellement engagé, et lorsque M. de Talleyrand, ambassadeur de France, présenta à lord Palmerston la note relative aux affaires de Pologne, le diplomate anglais répondit : « Le soussigné, en réponse à la note que lui a présentée l'ambassadeur de France, à l'effet d'engager le gouvernement britannique à intervenir, de

concert avec la France, dans les affaires de Pologne, par une médiation qui aurait pour but d'arrêter l'effusion du sang et de procurer à la Pologne une existence politique et nationale, a l'honneur d'informer S. E. le prince de Talleyrand que, malgré tous les désirs que pourrait avoir le roi de la Grande-Bretagne de concourir avec le roi des Français à toute démarche qui pourrait consolider la paix en Europe, surtout à celle qui aurait pour effet de faire cesser la guerre d'extermination, dont la Pologne est aujourd'hui le théâtre, S. M. se voit forcée de déclarer :

« Qu'une médiation tout officieuse, vu l'état actuel des événements, ne pourrait pas manquer d'être refusée par la Russie, d'autant plus que le cabinet de Saint-Pétersbourg vient de rejeter les offres de ce genre qui lui ont été faites par la France; que, par conséquent, l'intervention des deux cours, pour être effective, devrait avoir lieu de manière à être appuyée en cas de refus.

« Le roi d'Angleterre ne croit devoir adopter aucunement cette dernière alternative; l'influence que peut avoir la guerre sur la tranquillité des autres États, n'est pas telle qu'elle doive nécessiter ces démarches, et les relations franches et amicales qui existent entre la cour de Saint-Pétersbourg et S. M., ne lui permettent pas de les entreprendre. S. M. B. se voit donc forcée de

décliner la proposition que vient de lui transmettre S. E. le prince de Talleyrand, par sa note du 20 juin, jugeant que le temps n'est pas encore venu de pouvoir l'entreprendre avec succès contre le gré d'un souverain, dont les droits sont incontestables. »

Le gouvernement polonais n'avait donc plus aucun espoir sérieux à concevoir de toutes les tentatives de la diplomatie. Et si pour lui quelque chance de salut existait encore, c'était aux armes qu'il devait nécessairement la demander. Mais un adversaire nouveau allait bientôt lui être opposé, adversaire plus redoutable peut-être que le feld-maréchal Diebitsch. Ce dernier, comme on le dit alors avec une exagération qui n'excluait pas totalement la vérité, avait enseveli dans les marais d'Ostrolenka son armée et sa réputation. Au lieu de profiter des pertes nombreuses des Polonais, pour s'élancer sur la chaussée de Varsovie, à la poursuite de leurs colonnes ébranlées, il se retira triste, abattu dans son camp de Pultusk où le choléra de tarda pas à sévir d'une façon cruelle. Le comte Orloff, aide de camp de l'empereur, fut alors chargé par le tsar d'une mission pour son armée de Pologne. Il s'agissait de rendre la confiance à cette armée, dont le moral était profondément atteint, et de stimuler chez le feld-maréchal une ardeur que les premières difficultés de

cette campagne semblaient avoir changée en découragement.

Mais désormais les jours du vieux soldat étaient comptés; une violente attaque de choléra le terrassa tout à coup, à la suite d'un banquet, le 10 juin 1831, et le lendemain le général Toll prenait provisoirement le commandement de l'armée russe. Quelques jours plus tard, le 29 juin, la mort frappait également, au moment où il allait se rendre à Saint-Petersbourg, le grand-duc Constantin que sa douce compagne, la duchesse de Lowicz, devait, au bout de peu de mois seulement, suivre dans la tombe. Quelle que fût la gravité d'un tel incident, il passa presque inaperçu au milieu des préoccupations qui toutes se portaient vers les champs de bataille où la Pologne allait engager ses dernières phalanges. Le rôle politique et militaire du césarevitch paraissait terminé, d'ailleurs, depuis qu'il s'était éloigné de Varsovie.

Le feld-maréchal Paskevitch Erivanski fut désigné par l'empereur pour commander en chef son armée de Pologne. Il arriva au camp russe, le 24 juin 1831. Désormais une guerre d'initiative allait succéder à une guerre de système, et, malgré tout son héroïsme, l'insurrection polonaise devait succomber dans une lutte où la force et l'habileté se trouvaient réunies contre elle. Ce-

pendant elle avait, ainsi que nous l'avons vu, cherché à opérer une diversion en Lithuanie. Les généraux Dembinski, Gielgud, Chlapowski, à la tête d'un corps de douze mille hommes et de quelques canons, s'étaient jetés dans cette province, et la parcouraient en tous sens ainsi que la Samogitie, s'efforçant d'y alimenter le feu de l'insurrection qu'une noblesse ardente, ombrageuse y avait soudainement allumé. Cette diversion pouvait être puissante, si elle eût été appuyée par quelque mouvement du centre de l'armée polonaise, et longtemps Dembinski l'espéra, mais le généralissime commit la faute de l'abandonner complétement à elle-même, et dès lors elle ne put rien produire de sérieux. Après quelques succès remportés par Gielgud sur la division du général Sacken, les Lithuaniens voulurent attaquer les Russes dans Wilna. Diebitsch s'était hâté d'envoyer des renforts sur ce point menacé. Tous cependant et, entre autres, les brigades Tolstoï et Kuruta, n'étaient pas encore arrivés. L'attaque pouvait dès lors offrir quelques chances favorables. Gielgud voulut temporiser. Des sorties furent tentées contre les corps d'armée de Dembinski et de Chlapowski qui éprouvèrent des pertes sensibles, et de graves dissentiments se manifestèrent entre les généraux polonais. Vainement Gielgud attaqua-t-il avec fureur la posi-

tion retranchée de Ponary ; après un combat de douze heures, il se vit contraint de se retirer. Le gouverneur de Wilna avait, dit-on, menacé d'incendier la place si le moindre symptôme d'insurrection se manifestait chez ses habitants.

Un profond découragement ne tarda pas à s'emparer des insurgés ; la mésintelligence qui régnait entre les généraux polonais était assurément bien capable de l'entretenir. A partir de ce moment, la lutte cessa d'être sérieuse en Lithuanie où la noblesse l'avait cependant engagée avec cet enthousiasme irréfléchi sans doute, mais poétique, qui jetait au milieu des combats la jeune comtesse Émilie Plater, une héroïne de vingt ans! A la suite d'un conseil de guerre, les forces polonaises furent divisées en trois corps : celui de Chlapowski retournerait à Varsovie; Rohland, qui commandait le second, se dirigerait vers la Baltique, et enfin Dembinski se jetterait en Courlande. Puis tout à coup Chlapowski et Gielgud se rapprochèrent de la frontière prussienne. Vainement Dembinski parvint-il à rallier toutes les forces polonaises pour tenter, le 2 juillet, une attaque sur Szawle. L'attaque fut repoussée, et la défection des deux généraux polonais devint manifeste. Le mouvement s'exécutait déjà malgré l'instinctive répugnance des soldats, lorsque Skalski, aide de camp de Gielgud, se détacha soudaine-

ment d'un groupe de cavaliers, s'avança vers le général et le renversa d'un coup de pistolet. Chlapowski épouvanté franchit aussitôt la limite du territoire prussien, et se rendit aux autorités qui, l'entourant, protégèrent sa personne. Ainsi finit l'expédition lithuanienne. Quant au général Dembinski, il devait, après une retraite pénible et souvent entrecoupée de combats, parvenir à gagner les impénétrables solitudes de la forêt de Bialowies; le 3 août 1831, il rentrait dans Praga ramenant les débris de ses légions décimées.

Revenons à Varsovie. Après la bataille d'Ostrolenka, le prince Czartoryski avait convoqué le conseil des quintumvirs pour lui communiquer les dépêches qu'il venait de recevoir du généralissime. La majorité du conseil décida que Skrzynecki, loin de porter la responsabilité des pertes de l'armée et des malheurs de la patrie, devait, au contraire, être considéré comme ayant bien mérité de la cause nationale. Une députation fut chargée d'aller à sa rencontre et de le féliciter; honneur antique qui pouvait avoir un résultat tout autre que celui qu'on en attendait. Le généralissime parut, en effet, comme enivré de cet hommage. Il voulut renverser la forme gouvernementale adoptée, et demanda l'établissement d'une dictature. A une faible majorité, le quin-

tumvirat fut maintenu, mais son autorité morale était désormais détruite. Mécontent de ce triomphe imparfait, le généralissime en rechercha un autre dans le but de se concilier les masses : le corps russe du général Rudiger occupait le palatinat de Lublin; il forma le projet de l'anéantir; malheureusement, au moment où il se portait vers les Russes à la tête de la réserve, tandis que le général Jankowski recevait l'ordre de les prendre en flanc, une fausse alerte donnée par Skarzynski fit croire au généralissime que Varsovie pouvait être menacée, et l'engagea à repasser immédiatement la Vistule. Jankowski attaqua seul et sans espoir. La fortune n'était plus évidemment du côté de la Pologne!

Cependant le peuple de Varsovie que les déclamations des chefs avaient surexcité, le peuple qui voyait rentrer dans les faubourgs les troupes de Jankowski mécontentes et humiliées, s'indigna de ce qu'il nommait avec fureur une odieuse trahison. Le généralissime, effrayé de cette agitation soudaine, promit de faire mettre en jugement les généraux qui auraient manqué à leurs devoirs, et comme Jankowski déclarait qu'ayant reçu l'ordre formel de battre en retraite, toute la responsabilité de ce fait incriminé devait nécessairement retomber sur Skrzynecki, le généralissime, pour détourner l'attention de la fureur populaire, donna

à la dénonciation anonyme d'un complot qui lui était récemment parvenue une importance qu'il ne lui avait pas accordée jusqu'alors. Deux généraux, Hurtig et Salacki, un colonel, le chambellan russe Fanshawe et quelques personnages furent arrêtés par ses ordres. Le peuple exaspéré poussait toujours des cris de mort. On lui promit de faire juger les traîtres dans les vingt-quatre heures, et le nonce Roman Soltyk, qui jouissait de la faveur des masses, parvint heureusement, mais difficilement, à les apaiser.

Pendant que l'énergie du peuple s'épuisait dans ces scènes de désordre et de fureur, dans ces luttes sans dignité, dans ces agitations sans but, quatre-vingt mille Russes avec trois cents pièces de canon s'avançaient vers les murs de Varsovie sous la conduite du feld-maréchal Paskevitch. Le plan de cet illustre chef différait essentiellement de celui de son prédécesseur ; il voulait gagner la basse Vistule en traversant le palatinat de Plock et transporter sa ligne d'opération sur la rive gauche du fleuve ; plan habile mais hardi qui lui permettait d'attaquer Varsovie du côté le plus vulnérable. Toutes les combinaisons de défense du généralissime polonais se trouvèrent renversées d'un seul coup par cette audacieuse manœuvre du plus redoutable ennemi que la Pologne eût encore vu en face.

Le 1er juillet 1831, la diète, sur la motion du nonce Szaniewski, adressa au pouvoir exécutif l'ordre de déclarer la patrie en danger et de procéder à une levée en masse de tout ce qui pouvait manier un mousquet. Le gouvernement, obtempérant à ce désir, adressa au peuple cette proclamation chaleureuse : « Au nom de Dieu et de la liberté, au nom de la nation placée entre la vie et la mort, au nom des rois et des héros vos ancêtres qui sont tombés sur les champs de bataille pour l'indépendance de l'Europe, au nom des générations futures qui demanderont à vos ombres compte de leur servitude, au nom des peuples qui vous contemplent, Polonais, levez-vous en masse. »

La patrie polonaise était bien menacée, en effet, et jamais périls plus grands n'avaient plané sur elle, car non-seulement l'armée russe s'avançait, ardente, implacable, avec ses formidables masses, mais encore le comte Orloff avait pleinement réussi dans sa mission en Prusse, et venait d'assurer à l'empereur l'appui offensif et défensif du cabinet de Berlin : Kœnigsberg et Dantzig devaient demeurer ouvertes non-seulement aux approvisionnements, mais encore aux troupes de la Russie; le territoire prussien allait servir de base pour toutes les opérations de l'armée impériale, et enfin la Prusse s'engageait à construire un pont sur la Vistule dans la partie orientale de son

territoire, si ceux que le feld-maréchal ferait jeter lui-même venaient à être détruits.

Peut-être restait-il encore à la révolution polonaise une faible chance de salut, mais il fallait savoir hardiment et sans arrière-pensée saisir cette occasion unique : pour exécuter le plan de Paskevitch et passer sur la rive gauche de la Vistule, l'armée russe devait opérer un mouvement de flanc en prenant Modlin pour pivot, et décrire une courbe immense. Pendant ce mouvement d'une exécution assez lente, il eût été possible de rompre la grande ligne en marche et d'écraser ensuite les corps dispersés ou séparés par cette brusque attaque. Le généralissime demeura immobile et attendit pour prendre le parti de l'offensive que le feld-maréchal eût concentré ses forces. Les Russes passèrent la Vistule en face d'Osieck ; la chute de Varsovie pouvait dès lors paraître certaine.

Sous quelles inspirations le généralissime polonais avait-il donc commis une pareille faute ? Quel avait été le mobile de sa conduite en cette circonstance ? Il l'a dit lui-même, et l'histoire doit consigner ses aveux : des dépêches récentes du général Sébastiani lui faisaient espérer l'heureuse issue de cette guerre cruelle si, attendant le pacifique résultat des négociations diplomatiques, il se tenait sur la défensive et n'irritait pas davan-

tage le tsar. Skrzynecki sacrifia tout à cette pensée. Il ne comprit pas que les événements avaient pris une physionomie toute nouvelle depuis l'arrivée du feld-maréchal Paskevitch ; que désormais la pensée de l'empereur ne pouvait être méconnue de personne, et que ce qui eût été possible à la diplomatie avant la double mission de Paskevitch au camp russe, et d'Orloff à la cour de Berlin, devenait irréalisable. C'était une faute que la révolution ne devait pas pardonner à Skrzynecki. La presse et les clubs attaquèrent violemment une prudence qu'ils nommaient hautement trahison. La diète s'émut de ces clameurs furieuses; dans sa séance du 24 juillet 1831, et sur la proposition du nonce Bonaventure Niemoïowski, elle décréta à l'unanimité que le généralissime comparaîtrait devant un conseil composé des membres du gouvernement, d'un député par chaque palatinat, enfin d'officiers en activité, choisis par la commission gouvernementale et par Skrzynecki lui-même. Ce tribunal se réunit le 27; le généralissime comparut devant lui, mais ayant déclaré tout d'abord que la hiérarchie militaire lui donnait le droit d'imposer silence aux officiers généraux naturellement placés sous ses ordres, une accusation rédigée par Prondzynski, après la bataille d'Ostrolenka, et des observations du général Siérawski furent

écartées. Le passé fut laissé de côté, mais la plus grande énergie fut recommandée pour l'avenir. Malgré les représentations du généralissime, le conseil décida qu'il fallait marcher à l'ennemi et livrer une bataille décisive. Skrzynecki protesta en s'écriant : « Représentants ! que les bénédictions ou l'anathème, que le triomphe ou les désastres retombent sur vos têtes, car pour moi j'en renie toute la responsabilité ! »

Il fallait obéir cependant. Skrzynecki le fit avec mollesse. Après avoir fait avancer l'armée vers Bzura, il se replia soudainement le 5 août sur Varsovie, et l'on crut dans le premier moment que s'il concentrait ainsi ses forces, c'était afin de mieux se préparer à la bataille que l'on attendait. Mais le généralissime ne sortit pas de son système de temporisation, et comme Dembinski venait de faire sa rentrée dans Varsovie au milieu des démonstrations de l'enthousiasme populaire le plus exalté, la commission gouvernementale nomma pour remplacer le généralissime le brave soldat qui, après tant de dangers et de souffrances, reparaissait tout à coup au milieu de la capitale.

Toutefois Dembinski partageait les vues politiques et militaires de Skrzynecki. Il le déclara hautement dans sa première allocution aux troupes, ajoutant qu'il suivrait exactement les traces de son prédécesseur. Bientôt se répandit dans Var-

sovie le bruit que Dembinski s'apprêtait à venir dissoudre la diète, fermer les clubs, et emprisonner les patriotes exaltés. Peut-être eût-ce, en effet, été appliquer aux maux de la patrie polonaise un remède héroïque et certain. Quoi qu'il en soit, les masses s'émurent; l'armée polonaise se repliait sur les retranchements de Varsovie; un cri de haine et de fureur se fit entendre dans la foule, elle se porta ardente, insensée, vers le château où les généraux, accusés de trahison, avaient été provisoirement incarcérés. Jankowski, tiré de son cachot, fut traîné dans la cour, et, après une sorte d'interrogatoire, percé de coups de baïonnettes. Boukowski, son gendre, fut également massacré au moment où il cherchait à s'enfuir par les fossés du château; Hurtig, Salacki, le chambellan russe Fanshawe, la femme du général Bazanoff, subirent le même sort, et leurs cadavres furent suspendus aux réverbères, pour que la tradition révolutionnaire se conservât dans toute son horreur. Du château, la populace en délire se porta sur les maisons du faubourg de Wola, où avaient été renfermés plusieurs espions appartenant à la police du gouvernement précédent; elles les égorgea et les pendit comme les premiers.

Le désordre et la terreur régnaient dans Varsovie durant ces odieuses scènes. Le pouvoir

semblait avoir disparu dans le sang et la fange. Une sombre terreur planait sur la cité, et pour tout homme de sens et d'expérience, cette explosion de rage populaire était bien le râle de l'agonie polonaise. Un homme, d'une opinion très-exaltée et d'une audace extrême, se leva tout à coup : c'était Krukowiecki. Les quintumvirs avaient disparu impuissants devant la tourmente. Le prince Czartoryski avait cherché un asile dans le camp; car, par un glorieux privilége, c'est toujours au milieu des armées que l'on retrouve l'honneur et la haine de la férocité. Krukowiecki comprit que le pouvoir était à celui qui le ramasserait à terre. Il s'en empara, se fit nommer gouverneur de Varsovie, lança son cheval contre l'émeute qui grondait avec une fureur nouvelle; lui imposa par sa contenance énergique, et la fit rentrer dans l'ombre par des exemples d'une sévérité draconienne. Deux jours après, la diète formulait une nouvelle loi gouvernementale, décernait le pouvoir à un président entouré de six ministres, et investi du droit de nommer le généralissime. Ce président, dans les circonstances où l'on se trouvait, ne pouvait être que Krukowiecki, et il choisit pour commander l'armée le vieux Kasimir Malachowski; mais, ainsi que nous l'avons dit, l'agonie de la révolution polonaise était commencée, son dernier jour était arrivé; et

déjà l'on pouvait apercevoir l'étendart russe du haut des remparts de Varsovie.

XVI.

DERNIERS JOURS DE L'INSURRECTION POLONAISE. — PRISE ET CAPITULATION DE VARSOVIE.

Le général Rudiger avait traversé la Vistule à la tête de treize mille hommes et de quarante pièces de canon. La jonction de ce corps d'armée avec celui du feld-maréchal Paskevitch était désormais inévitable. Varsovie allait ainsi se trouver investie de toutes parts.

Dans la matinée du 19 août 1831, un conseil de guerre fut rassemblé par Krukowiecki, et le dictateur lui exposa nettement l'ensemble de la situation. L'armée polonaise s'était repliée sur Wola; un détachement, commandé par le colonel Legallois, avait déjà été écrasé, et les forces russes, dont la supériorité numérique rendait la concentration si dangereuse, allaient au premier signal se précipiter sur Varsovie. Krukowiecki proposa hardiment de prendre l'initiative, et de livrer immédiatement dans la plaine de Wola une bataille qui déciderait du sort de la Pologne. Uminski pensait au contraire qu'il fallait détacher une moitié de l'armée sur la rive droite de la

Vistule pour détruire le corps d'armée russe commandé par le général Rosen, et approvisionner la ville avant de recevoir derrière ses remparts le choc terrible dont elle était menacée ; il ajoutait que dans le cas d'un assaut victorieux des Russes, on pouvait encore se retirer au centre de Varsovie, élever des barricades et se défendre ainsi jusqu'à la dernière extrémité. Dembinski, enfin, conseilla d'évacuer la ville, et de transporter la guerre en Lithuanie, après avoir culbuté les divisions Rosen et Golowin, qui seules pouvaient intercepter le passage.

De ces trois avis, celui d'Uminski fut seul accueilli avec faveur par le conseil de guerre qui l'adopta. Le général Ramorino fut donc chargé de dégager la rive droite de la Vistule avec son corps d'armée de vingt mille hommes, et d'approvisionner Varsovie. Tandis que Lubienski, à la tête de quatre mille hommes, se porterait dans le même but vers Modlin et le palatinat de Plock. Le plan d'Uminski eût été sage, sans doute, si Varsovie avait eu affaire à un autre adversaire que le feld-maréchal. Mais Paskevitch était précisément un stratégiste de hardiesse exceptionnelle et de premier mouvement. Il ne restait plus qu'environ trente-cinq mille hommes derrière les murs de Varsovie. Le feld-maréchal n'hésita pas à livrer un assaut simultané de tous les ou-

vrages extérieurs qui défendaient la dernière retraite de l'insurrection polonaise, avant que Ramorino pût y faire rentrer les forces dont le commandement lui avait été confié. Le général Kreutz venait de rallier l'armée russe, et celle-ci comptait plus de cent mille hommes et trois cents pièces de canon. Paskevitch fixa l'assaut au 6 septembre 1831. Mais avant de frapper ce grand coup, de tenter cet effort suprême, il voulut recourir à la conciliation, et, par un arrangement préliminaire, éviter l'effusion du sang. En conséquence, le général Berg fut chargé par lui de se rendre le 4 septembre aux avant-postes polonais, et d'offrir au nom de l'empereur l'oubli du passé, des garanties pour l'avenir et le redressement des griefs qui avaient provoqué cette guerre cruelle. Prondzynski, envoyé pour recevoir ces communications, répondit qu'il n'avait pas de pouvoir pour accepter les propositions qui lui étaient faites, et la diète ayant été convoquée, décida le lendemain qu'on ne traiterait que sur les bases du manifeste : décision aussi imprudente que coupable au nom de l'humanité et du salut de la Pologne, puisqu'elle équivalait à une rupture brutale.

Le 6 septembre 1831, Varsovie fut réveillée à la pointe du jour par le terrible fracas de l'artillerie russe. Deux cents pièces de canon tonnaient

à la fois, et pendant trois heures leur feu, habilement dirigé, porta la destruction dans l'enceinte que les derniers débris de cette magnifique armée, ouvrage et orgueil du grand-duc Constantin, défendaient avec la rage du désespoir. A l'aile droite, les généraux Strantmann et Murawieff attaquent Uminski; tandis que Kreutz s'élance sur les fortifications du centre. Deux redoutes sont enlevées par lui, mais la seconde saute en l'air; un lieutenant polonais a mis le feu aux poudres. Le fort de Wola, pris de revers, ne peut résister aux nombreux assaillants qui l'entourent; le général Sowinski défend ce poste avec une admirable énergie; il se retranche dans l'église, et, entouré d'une poignée de braves, il y trouve une mort glorieuse.

Vers midi, les Russes, maîtres de ce point important, y logent leur artillerie, et protégés par elle s'avancent sur les hauteurs du faubourg de Czyste, seconde ligne de défense de Varsovie. Mais ces hauteurs étaient défendues par quarante pièces de canon dirigées par Bem. Ce dernier ouvre un feu terrible sous lequel les colonnes russes écrasées sont forcées de se retirer en désordre. Alors, Malachowski essaie de reprendre le fort de Wola, et une lutte acharnée s'engage sous ses murailles. Mais les Polonais sont arrêtés dans leur élan par les charges furieuses de la

cavalerie russe, et le feld-maréchal, entièrement maître de la première ligne de défense, remet au lendemain l'attaque de la dernière enceinte.

Cependant, Krukowiecki qui pendant la bataille s'était porté vers tous les points menacés, avait jugé que la chute de Varsovie était imminente; il écrivit à Paskevitch pour lui demander une entrevue, et dans la matinée du 7 septembre se rendit au camp de Wola, accompagné du général Prondzynski.

Le feld-maréchal le reçut en présence du grand-duc Michel, et entouré de son état-major. Paskevitch ne prétendait traiter que sur les bases précédemment posées par lui, et, en effet, que pouvait-on exiger de plus d'un vainqueur? La conférence fut longue. Krukowiecki demanda à s'en référer à la diète relativement aux conditions imposées, et un armistice de huit heures fut le seul résultat de cette entrevue.

Le 7 septembre, à dix heures du matin, la diète ouvrit sa dernière séance. Tous les ministres avaient donné leur démission, en apprenant que le général Krukowiecki était entré en pourparlers avec le feld-maréchal. Prondzynski, envoyé par le dictateur, demanda la parole, et s'efforça de prouver qu'après la perte de Wola et des ouvrages extérieurs, une résistance désespérée ne pouvait plus amener désormais que la destruction com-

plète de Varsovie. Niemoiowski, Lelewel, Ostrowski, s'élevèrent énergiquement contre toute pensée de transaction. Cependant, l'armistice expirait à une heure. Le bruit du canon surprit la diète au milieu d'une agitation fébrile. « Aux remparts! » crièrent les nonces, et, en effet, Varsovie avait en ce moment besoin du concours de tous ses défenseurs. Les généraux Kreutz et Pahlen attaquaient le faubourg de Czyste, tandis que Murawieff se portait contre l'aile gauche des Polonais, commandée par le général Uminski et appuyée à la barrière de Jérusalem. La formidable artillerie du général Bem faisait dans les deux armées un effroyable carnage. Le corps de Murawieff fut d'abord écrasé par les colonnes d'Uminski, et les charges réitérées de la cavalerie de la garde russe purent seules l'empêcher d'être complétement anéanti. Les Polonais, profitant de ce premier avantage, voulurent alors prendre l'offensive, et l'attaque de l'aile droite de Paskevitch absorba pendant quelques heures leurs efforts désespérés. Le feld-maréchal, qui avait eu un cheval tué sous lui et reçu une contusion violente, se vit contraint de s'éloigner du champ de bataille, après avoir confié le commandement au général Toll. Mais dans cette lutte de géants, la victoire devait nécessairement rester à celui des deux adversaires qui pourrait le plus aisément

réparer ses pertes. L'artillerie de Bem et de Romanski avait beau renverser les colonnes et démonter les batteries russes, ces batteries se renouvelaient, et de nouveaux assaillants semblaient à chaque instant sortir du sol ébranlé par un tel combat.

A cinq heures du soir, une attaque générale fut exécutée par l'armée de Paskevitch avec un sombre enthousiasme, c'était bien le dernier effort d'une nationalité prête à écraser l'autre. Toute la ligne s'ébranla à la fois, les régiments de la garde impériale s'avançaient à travers tous les obstacles avec un élan soutenu que rien, on le comprenait, ne pouvait plus arrêter désormais; toutes les redoutes polonaises tombèrent successivement en leur pouvoir. L'incendie venait de se déclarer dans le faubourg de Czyste, et les Polonais refoulés par Schakowskoï se faisaient tuer un à un dans les enclos et le cimetière que la flamme ravageait déjà, lorsque arriva portée par des aides de camp la nouvelle que Krukowiecki avait capitulé. Quelques bataillons polonais continuèrent la lutte sanglante, les autres se replièrent lentement sur Praga où le général Bem concentra toute son artillerie. Krukowiecki avait envoyé sa démission à la diète dès qu'il avait compris que tout était perdu, mais la diète n'avait pas accepté cette démission et avait, au contraire, autorisé le

dictateur à traiter avec Paskevitch. Vainement Krukowiecki s'efforça-t-il dans l'entrevue qu'il eut avec l'envoyé du feld-maréchal d'obtenir des conditions favorables, vainement tint-il un langage dont la fierté contrastait avec la douloureuse situation de Varsovie, il fallut se soumettre sans réserve : telle était la volonté inébranlable de Paskevitch vainqueur. Alors le dictateur écrivit la lettre suivante :

« Sire, chargé dans ce moment même du pouvoir de parler à Votre Majesté Impériale et Royale au nom de la nation polonaise, je m'adresse, par son Excellence Monseigneur le comte Paskevitch d'Erivan, à votre cœur paternel. En se soumettant sans aucunes conditions à Votre Majesté notre roi, la nation polonaise sait qu'elle seule est à même de faire oublier le passé et de guérir les plaies profondes qui ont déchiré ma patrie. »

Pendant ce temps, le général Malachowski, désespéré de cette capitulation qui détruisait ses dernières espérances, réunissait quelques membres de la diète qui s'était séparée après avoir prononcé sa prorogation, et avait obtenu de cette minorité fougueuse la rupture des négociations. Le maréchal de la diète, Ostrowski, alla trouver le dictateur, et lui demanda sa démission qui fut immédiatement donnée. Les nonces nommèrent

Niémoïowski président du gouvernement; mais derrière ces dernières résistances qui n'avaient plus rien de sérieux, il eût fallu cinquante mille baïonnettes. L'insurrection polonaise, se débattant dans une terrible agonie, ne voulait pas mourir, et Malachowski comprit enfin tout ce qu'avaient de douloureux les derniers mouvements convulsifs d'une nationalité frappée à mort. Dans le nuit du 7 au 8 septembre, le général Berg vint demander la ratification du traité accepté par Krukowiecki; Malachowski signa la capitulation. Il céda au feld-maréchal la tête du pont de Praga, et de son côté Paskevitch s'engagea à ne pas troubler pendant quarante-huit heures la retraite de l'armée polonaise. Réduite à vingt mille combattants, cette armée se replia tristement sur Modlin, emmenant dans ses rangs les membres de la diète. Ramorino, en apprenant la prise de Varsovie, avait assemblé son conseil de guerre, et obéi à l'ordre qu'il lui donnait de se retirer dans la Gallicie autrichienne. Son corps d'armée se voyait, en effet, menacé d'être entouré par les Russes. Malachowski donna sa démission, et fut remplacé par Ribinski. Bientôt, les cosaques enveloppèrent cette poignée d'hommes démoralisés, et le feld-maréchal communiqua aux Polonais un ultimatum ainsi conçu :

« 1° L'armée rentrera dans ses devoirs envers

son roi; 2° elle lui enverra une députation pour lui demander l'oubli du passé; 3° en attendant la réponse de Sa Majesté Impériale, elle prendra ses cantonnements dans le palatinat de Plock; 4° Modlin sera remis incessamment aux troupes impériales. »

Mais par un dernier effort, les Polonais jetèrent un pont sur la Vistule, et se dirigèrent vers la frontière prussienne. Le désespoir et l'anarchie la plus complète régnaient dans leurs rangs décimés. Mécontents du généralissime Rybinski, les chefs, dans ces derniers jours, donnèrent le commandement à Uminski; mais l'infanterie refusa de lui obéir.

Le 5 octobre 1831, ces débris de l'armée insurrectionnelle déposaient les armes. Dans un combat d'avant-garde, Dembinski avait, comme cela se dit alors, brûlé la dernière cartouche de la Pologne, et l'Europe, attentive à cette lutte mémorable, put répéter le mot fameux de Kosziusko : « Finis Poloniæ. »

XVII.

GUERRE DANS LE CAUCASE. — KOZI-MOULLAH. — ÉTABLISSEMENT DES RUSSES EN CIRCASSIE. — DOMINATION DE LA RUSSIE SUR LES PROVINCES GÉORGIENNES. — TRAITÉ D'UNKIAR-SKÉLESSI.

Délivrée de cette terrible guerre intestine, la

Russie put reporter tous ses efforts à l'orient de son territoire. Le général Lazareff fut chargé de favoriser l'émigration d'environ quinze mille familles arméniennes, et leur établissement sur les points concédés ou conquis en Perse; le patriarche de l'église d'Arménie dut même transporter sa résidence à Érivan; ingénieux et habile moyen de fixer par la religion la domination acquise par la victoire.

Les populations du Caucase allaient également attirer l'attention du gouvernement russe que leur audace incessante semblait braver aux yeux de l'Orient attentif. En obtenant la cession de la Géorgie, le tsar s'était ouvert le versant méridional du Caucase, et, profitant de cet avantage, ses troupes pouvaient plus facilement frapper les montagnards belliqueux qui, si souvent, s'étaient vantés de marcher un jour sur Moscow, et de s'emparer de la seconde capitale de la Russie.

Un fanatique, Kozi-Moullah, parvint, en prêchant la guerre sainte, à réunir dans le Daghestan un petit corps d'armée d'environ sept mille hommes. Battu par les Russes en diverses rencontres, il sut toutefois, grâce à sa connaissance approfondie du pays qu'il parcourait en tous sens, résister longtemps aux troupes qui le poursuivaient. Le village de Ghermentchouk lui offrait une position aussi avantageuse qu'importante;

il s'en empara, et ce ne fut qu'après une lutte des plus sanglantes, que les Russes parvinrent à l'en déloger.

Chassé de ce point qu'il avait défendu avec une rare énergie, Kozi-Moullah se fortifia dans Ghoumri, petite ville du Daghestan posée, comme un nid d'aigle, au sommet de rochers presque inaccessibles. A ces défenses naturelles se joignaient des murailles crénelées, dont la triple enceinte dominait une route escarpée, serpentant entre des précipices. Jamais position militaire n'avait offert à l'assaillant de plus terribles obstacles, et, dans leur langage pittoresque, les montagnards disaient fièrement que les Russes ne pourront arriver à Ghoumri que comme la pluie, en tombant du ciel. Mais les Russes sont les plus patients, les plus opiniâtres de tous les soldats; chaque défilé de ces montagnes fut successivement occupé par eux ; chaque obstacle fut laborieusement surmonté, et lorsqu'ils se trouvèrent en face d'une tour où Kozi-Moullah s'était retranché avec les plus courageux de ses partisans, la tour fut emportée d'assaut, et sa petite garnison passée tout entière au fil de l'épée. Paskevitch avait fait des excursions armées sur un grand nombre de points de ces contrées sauvages avant d'être appelé au commandement de l'armée de Pologne; il s'empara, sur les rives de la mer

Noire, de Soudjouk-Kalé, forte position qui permettait à diverses tribus de communiquer entre elles, et, passant ensuite sur la rive gauche du Kouban, dirigea une vigoureuse expédition contre les Tartares.

Lorsque, après avoir terminé cette expédition, le comte d'Érivan revint à Tifflis où se trouvait alors son quartier général, il laissa le corps d'armée du Caucase sous les ordres du général Veliaminoff. Mais une telle guerre, incessante, acharnée, n'a, pour ainsi dire, pas de terme, et l'une des raisons de cette perpétuité, c'est que la Russie, ne rencontrant plus au delà du Caucase les subsistances nécessaires à l'entretien de ses armées, se voit contrainte de les tirer à grands frais et à travers d'innombrables difficultés de l'intérieur même de l'empire. Voilà la cause véritable de la prolongation de cette guerre que les efforts de bravoure et de discipline du soldat russe auraient depuis longtemps terminée, sans ces obstacles matériels, mais qui, grâce aux instincts belliqueux des tribus caucasiennes, peut ainsi durer encore un demi-siècle.

Là, comme dans nos propres guerres d'Afrique, lorsqu'un chef influent et redoutable vient à succomber, un autre surgit aussitôt et recommence la lutte. Après les tentatives de Kozi-Moullah et d'Abdul-Rhaman, l'un de ses lieutenants les plus

intrépides, le célèbre Schamyl devait se signaler sur ce théâtre de combats. Son énergie sauvage, ses rares aptitudes, sa connaissance approfondie des ressources que le pays pouvait lui offrir, allaient faire de Schamyl un des plus rudes, un des plus dangereux adversaires que la Russie eût jamais vu se dresser devant sa domination orientale. Insaisissable dans la défaite, et sachant habilement profiter des avantages partiels qu'il remportait, cet homme a fait en dix années et en détail éprouver à l'armée russe des pertes presque aussi considérables que celles qu'elle essuya durant les grandes guerres continentales du commencement de ce siècle. En présence de Schamyl, la lutte devait changer de caractère : avec lui le Caucase ne pouvait plus être simplement un vaste champ de manœuvres destiné à l'éducation militaire de l'officier et du soldat. Désormais, la question allait se transformer, et la conquête quelque longue, quelque pénible qu'elle pût être d'ailleurs, devenait une nécessité, puisqu'un intérêt de frontière, c'est-à-dire de conservation personnelle, apparaissait d'une manière évidente. Il fallait attaquer pour n'avoir pas à se défendre; et renoncer à l'agression, c'était provoquer les incursions des barbares. Depuis lors, la question n'a pas changé d'aspect. Les luttes de la puissance russe dans le Caucase contre un ennemi relative-

ment dangereux s'accomplissent dans un horizon lointain où l'attention des hommes politiques ne les suit pas toujours avec soin, mais n'en sont pas moins très-dignes d'être indiquées et étudiées. Nous aurons à revenir plus tard sur les tentatives belliqueuses de Schamyl.

Les positions occupées par les Russes dans les contrées caucasiennes s'étendent, d'un côté, à partir de l'embouchure du Kouban jusqu'à celle du Terek ; de l'autre, sur la côte orientale de la mer Caspienne, et enfin le long du littoral de la mer Noire, où le poste important d'Anapa leur permet de dominer toute la Circassie. Anapa est considérée à juste titre comme la clef de ces contrées : grâce à sa position géographique, elle couvre, en effet, l'embouchure du Kouban et la ligne des montagnes presque infranchissables qui sépare les tribus caucasiennes du sud et du nord. Anapa est tout à la fois le seul point par lequel elles puissent communiquer entre elles, et le débouché naturel des produits du pays vers la mer Noire. L'occupation du port de Soudjouk-Kalé sur le même littoral, avait singulièrement facilité la conquête des Russes, et leur permet de maîtriser entièrement de ce côté les populations circassiennes.

On peut évaluer à environ quarante-cinq mille hommes de troupes régulières, et à trente mille

soldats irréguliers, les forces militaires annuellement employées par le gouvernement russe, sur cette portion de son vaste territoire, possession contestée sans doute jusqu'ici, mais qui dans un avenir relativement rapproché, et si la Russie ne se trouve pas soudainement entraînée à soutenir quelque grande guerre sur le continent européen, ne peut manquer de lui appartenir définitivement un jour. Des garnisons permanentes, uniquement composées d'infanterie et d'artillerie, défendent les forts situés le long de la ligne du Terek, ou sur le littoral de la mer Noire et de la mer Caspienne. Quelques régiments de cavalerie régulière occupent, avec les cosaques et plusieurs tribus soumises, telles que les Mingréliens et les Ossètes, les stations ou postes fortifiés de l'intérieur du pays. Ces peuplades amies contribuent à former le cordon défensif qui enserre les provinces circassiennes, et à garder la ligne qui, sur un point, les traverse et les partage.

Dans les districts situés le plus au midi du Caucase, les troupes impériales sont disséminées sur une très-vaste étendue, parce que les populations moins rudes, moins belliqueuses auxquelles elles ont affaire, peuvent facilement être maintenues dans l'obéissance par la présence de faibles détachements qui sillonnent de temps en temps le pays. Sur d'autres points de ces contrées méridio-

nales, où une attitude agressive serait évidemment une faute, les Russes isolent, sans les combattre, les tribus dont les dispositions leur paraissent hostiles et douteuses.

La Géorgie[1] est bien loin de leur offrir de pareilles difficultés, et le gouvernement de ses paisibles provinces n'est qu'une domination toute paternelle, dont les mœurs si douces des indigènes n'ont jamais contraint la Russie à se départir depuis que sa politique habile et patiente à su annexer à l'empire cette terre privilégiée où les meilleurs produits des climats méridionaux croissent sous un ciel d'une admirable pureté.

La Géorgie est une des plus utiles conquêtes de la Russie à l'orient. Son sol fécond, quoique généralement abandonné à lui-même, est d'une remarquable richesse; ses aspects pittoresques égalent toujours, surpassent souvent les plus beaux sites de l'Italie et de la Grèce; enfin, la religion grecque est professée par ses habitants, et cette fraternité de communion religieuse est un lien de plus entre les deux nations.

Malheureusement pour la prospérité de cette belle contrée, le voisinage de la Circassie et les fréquentes irruptions des Lesghis jettent de temps

1. Les titres de la Russie à la possession de la Géorgie datent de l'abandon que le tsar George XI fit de ses droits à l'empereur Paul Ier.

à autres la perturbation dans plusieurs de ses provinces. La Géorgie ne donnera tout ce que la Russie peut et doit en attendre, que lorsque les tribus caucasiennes seront réduites à une soumission absolue.

Mais quand ce grand résultat sera-t-il obtenu? Combien de temps les Circassiens parviendront-ils à se soustraire à la domination puissante qui, chaque jour, menace un peu plus leur indépendance? Nous avons dit (autant qu'il soit permis d'avancer une assertion conjecturale en semblable matière) que si aucune guerre européenne ne venait distraire la Russie de l'exécution de ses desseins sur l'Orient, un demi-siècle verrait très-probablement les Circassiens privés de toutes communications maritimes, dépourvus d'organisation, d'unité et d'alliés, se disperser et disparaître sous les efforts constants de leurs ennemis. Mais pour atteindre ce but, il ne faut pas se dissimuler que la Russie devra employer annuellement à son œuvre le double de troupes qu'elle y consacre actuellement. Et si un jour elle réussit à s'emparer du territoire des Abases et des Tcherkesses, si elle parvient à transporter les débris d'une population décimée sur un point du sol entièrement acquis à sa domination, la Russie se sera ouvert un large chemin à travers la digue élevée entre les Slaves et les Ottomans; cette

digue tout entière ne tardera pas elle-même à être emportée, et la destinée des tsars sera fatalement accomplie.

Du reste, ce n'est pas seulement par les armes qu'un tel résultat aura été obtenu; les négociations habiles, les traités fructueux ont toujours amplement coopéré aux conquêtes de la Russie; parmi ces derniers, nous devons mentionner le traité d'Unkiar-Skélessi, célèbre complément des stipulations d'Andrinople [1]. On sait dans quelles circonstances il fut conclu : le pacha d'Égypte s'était constitué en révolte ouverte contre la Porte-Ottomane; ses troupes, envoyées contre celles du sultan, avaient remporté sur tous les points des avantages signalés. La bataille de Koniah semblait enfin ouvrir au pacha rebelle la route de Constantinople, lorsque la Russie intervint en faisant avancer des troupes à marches forcées, et en mettant sa marine au service du sultan Mahmoud.

Le traité d'Unkiar-Skélessi fut signé le 8 juillet 1833, et son article III était ainsi conçu : « En conséquence du principe de conservation et de défense mutuelle qui sert de base au présent traité d'alliance, et par suite du plus sincère désir d'assurer la stabilité et l'entière indépendance de

1. Voir le N° 8 des Pièces justificatives.

la Sublime-Porte, S. M. l'empereur de toutes les Russies, dans le cas où les circonstances qui pourraient déterminer de nouveau la Sublime-Porte à réclamer l'assistance navale et militaire de la Russie viendraient à se présenter, quoique ce cas ne soit nullement à prévoir, promet de fournir par mer et par terre autant de troupes et de forces que les deux hautes parties contractantes le jugeraient nécessaire. Ce cas échéant, il est convenu que les forces de terre et de mer dont la Sublime-Porte réclamerait le secours, seront tenues à sa disposition. »

A cet article si explicite, il faut, pour bien comprendre toute la portée du traité d'Unkiar-Skélessi, joindre l'article séparé et secret qui lui servait de complément et donnait le dernier mot de la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg. Par cette stipulation secrète, il était dit que le traité patent d'alliance offensive et défensive obligeant tout aussi bien la Porte-Ottomane à défendre la Russie en cas d'attaque, que l'empereur à prêter assistance au sultan, s'il venait jamais à être menacé; néanmoins, comme le tsar voulait épargner à la Turquie la charge et les embarras qui résulteraient pour elle de la prestation d'un secours matériel, il ne demanderait pas au sultan un concours actif, dans le cas où les circonstances l'exigeraient. Mais, alors, la Turquie s'obligeait, en

vertu du principe de réciprocité admis dans le traité patent, et pour remplir ses engagements envers la cour impériale de Russie, à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire, à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer sous un prétexte quelconque.

On voit que, dans cette importante circonstance, le cabinet de Saint-Pétersbourg, fidèle à ses habiles traditions, avait tout prévu ou, pour mieux dire, n'avait rien omis.

XVIII.

ATTITUDE DE L'EMPEREUR NICOLAS VIS-A-VIS DE LA MONARCHIE FRANÇAISE DE 1830. — POLITIQUE GÉNÉRALE DU CABINET DE SAINT-PÉTERSBOURG. — DISCOURS DE L'EMPEREUR A LA MUNICIPALITÉ DE VARSOVIE. — AFFAIRE DU VIXEN. — TRAITÉ DU 15 JUILLET 1840. — LA RUSSIE Y PREND PART. — EXPÉDITION CONTRE LE KHAN DE KHIVA. — CHEMIN DE FER DE PÉTERSBOURG A MOSCOW. — ACTES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE. — PROMULGATION DE NOUVEAUX CODES.

On conçoit que tout en surprenant le cabinet de Saint-Pétersbourg par son étrange rapidité, la révolution de juillet 1830 dut modifier profondément la politique de l'empereur Nicolas à l'égard de la France. Le gouvernement de la restauration s'était montré très-partisan de l'alliance russe, et

disposé, surtout durant le ministère Polignac, à entrer résolûment dans un système d'une grande nouveauté, d'une grande hardiesse, et qui eût créé pour la Russie, comme pour la France, une situation tout exceptionnelle en Europe. Avec la branche aînée de la maison de Bourbon, ce système disparaissait, et le gouvernement nouveau allait chercher son point d'appui d'un autre côté. On savait ses prédilections plutôt anglaises que russes, et d'ailleurs le bon sens indiquait que son essence, éminemment parlementaire, devait le rapprocher du gouvernement anglais, par le seul fait de l'analogie des institutions.

Mais en dehors de cette appréciation toute personnelle, il y avait un point de vue plus général auquel le tsar devait nécessairement se placer : l'établissement du trône de 1830, c'était un nouveau triomphe de la révolution en Europe; et admettre par une attitude bienveillante, par des empressements diplomatiques, un fait politique de cette nature, c'eût été, en quelque sorte, se faire le complice de la révolution, dont on prétendait au contraire se déclarer le plus ardent adversaire.

A partir de cette époque, les dispositions de l'empereur Nicolas, non pour la France, mais pour le gouvernement français, furent complétement changées. Il est même certain, comme nous l'avons dit plus haut, que, vivement préoccupé de

la révolution belge, et des mouvements qui s'étaient produits sur plusieurs points de l'Allemagne, l'empereur réunissait sur ses frontières un corps d'armée considérable, destiné à aller combattre, fût-ce au delà du Rhin, le fantôme révolutionnaire, lorsque éclata l'insurrection polonaise, qui comprima ce premier élan et absorba naturellement toutes les forces de l'empire.

Plus tard, moins hostile peut-être, mais toujours froid et réservé, nous voyons l'empereur Nicolas suivre, avec une curiosité peu bienveillante et un dédain très-hautement affiché, les phases diverses de notre second essai de gouvernement parlementaire. Pour le tsar, il n'y avait que deux formes gouvernementales humainement applicables et que la raison pût admettre : le gouvernement absolu ou la république. Encore laissait-il entrevoir que la république, au milieu des exigences de la civilisation moderne, était, dans son esprit, une utopie à peu près irréalisable. Toute forme intermédiaire n'était point admise par lui, et il considérait un gouvernement constitutionnel comme un mensonge permanent. Rien, on le voit, indépendamment des sentiments personnels qu'il avait toujours entretenus pour le roi Louis-Philippe, et qui n'étaient point de la sympathie, ne pouvait rapprocher bien franchement le tsar du gouvernement qui présidait alors

aux destinées de la France. L'attitude équivoque de ce gouvernement vis-à-vis de la révolution polonaise n'était pas, il faut l'avouer, de nature à modifier sur ce point les intentions de l'empereur.

Cette insurrection de la Pologne, qui éclatait au moment où il se disposait à combattre les idées révolutionnaires en Europe, c'était le gant jeté par la révolution elle-même, c'était un véritable défi porté à sa politique personnelle; le tsar l'avait bien compris, et dès qu'il en eut triomphé, toute son attention, toute la vigilance de son gouvernement se concentrèrent sur un seul objet : lutte secrète et constante contre l'invasion de l'esprit révolutionnaire et même des idées libérales en Russie. Le tsar voulait aller combattre au loin un ennemi qui tout à coup s'était dressé en deçà de ses propres frontières; le terrain de ce duel à mort devait nécessairement changer.

Toute la politique du gouvernement russe, à cette époque, se retrouve dans ces tendances, s'absorbe dans ces efforts. Mais en même temps ses actes extérieurs prennent une hardiesse d'allure qui sort entièrement des habitudes d'une diplomatie si justement renommée en Europe depuis la grande Catherine. L'empereur ne cherche plus à masquer les projets qu'il peut caresser quant à la suprématie qu'il entend exercer sur les

questions orientales. Il complète l'établissement de ses colonies militaires, sans dissimuler l'usage qu'il pourrait en faire au besoin. Il se fortifie dans ses provinces baltiques; il s'assure de plusieurs points principaux sur le littoral de la mer Caspienne ou de la mer Noire, sans prendre la peine de cacher à l'Europe attentive les véritables motifs qui l'animent. Enfin lorsque, par une jactance indigne du représentant constitutionnel d'un grand peuple, puisqu'elle ne devait et ne pouvait être suivie d'aucun résultat sérieux, un ministre vient déclarer à la tribune française que la nationalité polonaise existe en droit et ne périra pas, le tsar ordonne de terminer les travaux de la citadelle de Varsovie, et adresse à une députation de cette ville le langage suivant, dont il force à dessein le ton et les expressions, parce que ce n'est pas seulement à la municipalité de Varsovie qu'il s'adresse, c'est à l'Europe :

« Je sais, Messieurs, que vous avez voulu me parler ; je connais même le contenu de votre discours, et c'est pour vous épargner un mensonge que je désire qu'il ne soit pas prononcé. Oui, Messieurs, un mensonge ; car je sais que vos sentiments ne sont pas tels que vous voulez me le faire croire. Et comment pourrais-je y ajouter foi, quand vous m'avez tenu ce même langage la veille de la révolution ?.....

« L'empereur Alexandre, qui avait fait pour vous plus qu'un empereur de Russie n'aurait dû faire, qui vous a comblés de bienfaits, qui vous a favorisés plus que ses propres sujets, et vous a rendus la nation la plus florissante et la plus heureuse, l'empereur Alexandre a été payé de la plus noire ingratitude. Vous n'avez jamais pu vous contenter de la position la plus avantageuse, et vous avez fini par détruire vous-mêmes votre bonheur. Je vous dis ici la vérité pour éclairer notre position mutuelle, et pour que vous sachiez bien à quoi vous en tenir, car je vous vois et vous parle pour la première fois depuis les troubles.....

« Si vous vous obstinez à conserver vos rêves de nationalité distincte, de Pologne indépendante, de toutes ces chimères, vous ne pouvez qu'attirer sur vous de grands malheurs. J'ai fait élever ici la citadelle, et je vous déclare qu'à la moindre émeute, je ferai foudroyer la ville, je détruirai Varsovie, et certes ce ne sera pas moi qui la rebâtirai ! Il m'est bien pénible de vous parler ainsi ; il est bien pénible à un souverain de parler ainsi à ses sujets ; mais je vous le dis pour votre propre bien.....

« Je sais qu'il y a des correspondances avec l'étranger; qu'on envoie ici de mauvais écrits et qu'on tâche de pervertir les esprits; mais la meil-

leure police du monde avec une frontière comme vous en avez une, ne peut empêcher les relations clandestines. C'est à vous-mêmes à faire la police, à écarter le mal.....

« Et au milieu de ces troubles qui agitent l'Europe et de toutes ces doctrines qui ébranlent l'édifice social, il n'y a que la Russie qui reste forte et intacte. Croyez-moi, Messieurs, c'est un vrai bonheur d'appartenir à ce pays et de jouir de sa protection. Si vous vous conduisez bien, si vous remplissez tous vos devoirs, ma sollicitude paternelle s'étendra sur vous tous, et malgré tout ce qui s'est passé, mon gouvernement pensera toujours à votre bien-être. Rappelez-vous bien ce que je vous ai dit. »

Les profondes convictions de l'empereur Nicolas se retrouvent tout entières dans ces paroles empreintes d'une incontestable grandeur. « Au milieu de toutes ces doctrines qui ébranlent l'édifice social, il n'y a que la Russie qui reste forte et intacte ; croyez-moi, Messieurs, c'est un vrai bonheur d'appartenir à ce pays ! » Et, déjà nous avons eu plusieurs fois l'occasion de le dire, le système gouvernemental qui régit ses vastes États n'est pas le meilleur de tous aux yeux du tsar, uniquement parce qu'il l'applique et en profite, mais parce que, dans sa pensée, c'est le seul qui soit applicable à la Russie et dont elle puisse pro-

fiter elle-même pour sa grandeur et sa gloire. Ce serait singulièrement méconnaître le caractère historique de l'empereur Nicolas, que de le juger étroit et mesquin, au point de tout sacrifier à un intérêt purement personnel ou dynastique, et l'erreur n'est pas possible, lorsqu'on l'a étudié avec quelque suite.

Plus tard, le brick le *Vixen* ayant été expédié de Constantinople par des armateurs anglais, dans le but de porter sur les côtes de Circassie une cargaison composée en grande partie de poudre à canon, ce navire était capturé par la croisière russe, et le gouvernement impérial n'hésitait pas, malgré les réclamations anglaises, à transmettre à l'amirauté de la mer Noire l'ordre de confisquer le *Vixen*, dont la cargaison était déclarée de bonne prise, tandis que le Journal de Saint-Petersbourg publiait un manifeste dans lequel la Russie déclarait fièrement que « le littoral de la mer Noire, depuis l'embouchure du Kouban jusqu'au port de Saint-Nicolas inclusivement, ayant été placé sous la domination de l'empire russe, en vertu de l'article IV du traité d'Andrinople, une des premières mesures arrêtées par le gouvernement impérial avait été de fonder des établissements de douane et de quarantaine dans les ports d'Anapa et de Redout-Kalé, ouverts l'un et l'autre au commerce régulier de toutes les nations;

et que toute tentative des navigateurs étrangers pour se mettre en communication avec tous autres points du littoral, serait considérée comme constituant un délit de contrebande devant soumettre ses auteurs à la responsabilité légale qu'entraîne tout commerce illicite et clandestin. » La prépondérance de la Russie en Orient ne pouvait, on le conçoit, que gagner à l'incident qui provoquait une semblable attitude.

Mais la note du 27 juillet 1839, en substituant au protectorat de la Russie l'appui collectif des grandes puissances, vint modifier sinon détruire radicalement les conséquences que devait entraîner le traité d'Unkiar-Skélessi. M. de Brunow fut envoyé à Londres, et, suivant l'esprit de ses instructions, s'efforça tout d'abord de faire sanctionner par l'Europe la situation tout exceptionnelle que le traité avait faite à la Russie, en insistant pour que, dans le cas d'une guerre nécessitée par l'attitude du pacha vis-à-vis de la Porte-Ottomane, la flotte russe pût seule pénétrer dans le Bosphore, tandis que l'Angleterre et la France agiraient sur les côtes de Syrie. Cette prétention fut repoussée par la France, et le cabinet de Londres partagea sur ce point l'opinion de celui des Tuileries.

Le gouvernement russe transigea donc: mais les événements marchaient vite : la bataille de

Nézib avait mis en relief toute la puissance de Méhémet-Ali, et prouvé à la Russie que le pacha d'Égypte était trop fort pour jouer le rôle qu'elle lui avait assigné dans les prévisions de son habile politique. Désormais, il était certain que Méhémet-Ali pouvait non plus seulement ébranler, mais renverser le trône du sultan, et dès lors l'intérêt de la Russie ne la séparait plus de celui de l'Angleterre dans la question d'Orient. Un résultat auquel l'empereur n'était point insensible pouvait être obtenu en cette circonstance : le gouvernement constitutionnel du roi Louis-Philippe devait être isolé avec un certain éclat, si l'Angleterre et la Russie s'unissaient à l'Autriche et à la Prusse, pour signer un nouveau traité de quadruple alliance dirigé cette fois contre l'influence française. La Russie n'hésita pas à entrer dans cette ligue qui pouvait amener en Europe une conflagration générale, et à signer le célèbre traité du 15 juillet 1840 ; mais suivant les termes de l'article 11 de ce traité, elle demeura simple spectatrice des événements militaires qui s'accomplirent en Syrie.

Une expédition avait été dirigée contre le Khan de Khiva, dont les incursions sur le territoire russe, et les mauvais procédés à l'égard d'un grand nombre de sujets du tsar faits prisonniers par lui, ne pouvaient plus être tolérés. Le jeune

général Pérowski fut chargé de commander cette expédition.

Khiva se trouve situé au delà de l'extrémité de l'isthme formée par le lac Aral et la mer Caspienne. Les déserts qui séparent Orembourg de ce point géographiquement important, ont été, il y a plus de cinquante ans, franchis pour la première fois par des tribus cosaques; mais ils ont deux cents lieues d'étendue, et la marche d'une armée y est rendue extrêmement périlleuse, par l'absence d'eau potable et la nature toute saline du sol. C'est plus particulièrement, on le conçoit, dans la belle saison que ces terribles inconvénients se font sentir, et c'est pourquoi l'expédition fut entreprise en hiver, époque où la neige peut rigoureusement suppléer à l'eau. Malheureusement, l'intensité du froid fut si grande, que l'armée russe, composée d'environ huit mille réguliers et d'une nuée de cavaliers cosaques ou kirguises, dut s'arrêter, après avoir perdu un nombre considérable de chevaux et de chameaux ensevelis sous les neiges. Elle se replia sur la forteresse de Gemba, et Pérowski se vit contraint d'ajourner à une autre campagne l'exécution des ordres qu'il avait reçus.

Mais dans un combat d'avant-postes engagé entre la cavalerie russe et celle des Khiviens, cette dernière avait été si maltraitée, qu'elle porta

jusqu'à Khiva la nouvelle de son désastre. Le Khan, qu'une telle nouvelle jeta dans la consternation, prit aussitôt toutes les mesures capables de prévenir les effets terribles de la colère du tsar. Un firman proclama que tout Khivien coupable d'avoir dépouillé ou fait prisonnier quelque voyageur russe, serait puni de mort, et quatre cent quinze sujets russes, captifs à Khiva, furent immédiatement rendus à la liberté. L'influence britannique avait été pour quelque chose dans ce résultat qui rendait inutile une seconde campagne proposée par Pérowski à l'empereur, et décidée en principe. On comprend que l'Angleterre pût trouver un avantage direct à éloigner la Russie de la route qui conduit dans l'Inde.

En 1841, l'empereur ordonna la publication du projet de la ligne de fer qui devait relier Saint-Petersbourg et Moscow, les deux capitales de l'empire. Seule sur le grand continent européen, la Russie se voyait déshéritée de ces rapides voies de communication qui facilitent l'action gouvernementale et lui donnent un caractère de spontanéité si précieux pour l'administration d'un vaste empire. Quelques mois plus tard, le tsar publiait un ukase destiné à développer la loi de 1803 relative au servage, et qui a permis l'émancipation des serfs, sauf à leur céder en même temps une certaine portion de terrain destinée à

être cultivée par eux. Le nouvel ukase avait pour but d'autoriser les propriétaires fonciers à conclure des contrats avec leurs paysans, soit pour des prestations en nature, soit pour le paiement de leurs redevances en argent. Il intervenait donc, en quelque sorte, dans l'acte d'émancipation pour le légaliser tout en apportant des facilités nouvelles au développement de la libération des serfs[1].

Mais toucher à la question du servage, c'est-à-dire à la constitution sociale de l'empire, c'était se placer sur un terrain brûlant. La noblesse, jalouse de ses droits et les croyant menacés, s'émut à un tel point, que l'empereur jugea utile de faire adresser par le ministre de l'intérieur au grand maître de la police une communication officielle destinée à la publicité; elle avait pour but de faire connaître que le nouvel ukase n'était, en quelque sorte, que le complément des dispositions de l'ordonnance de 1803, et que, de même que par le passé, il dépendait toujours de la volonté des seigneurs de conclure ou de ne pas conclure de contrats avec leurs paysans respectifs.

Le traité du 13 juillet 1841, en faisant rentrer la France dans le concert européen, modifia na-

1. Voir le No 4 des Notes et Pièces justificatives.

turellement une partie des projets du cabinet de Saint-Petersbourg. Mais ce n'était point là un échec véritable pour la politique du tsar. Les droits garantis par le traité d'Unkiar-Skélessi étaient bien enlevés à la Russie, par le seul fait du concours des grandes puissances réunies à l'œuvre commune de la consolidation de l'empire ottoman; mais le traité d'Unkiar-Skélessi était sur le point d'expirer, et d'ailleurs l'influence de la Russie en Orient se formulait autrement que par des traités diplomatiques.

Celui de 1727 lui avait ménagé une entrée dans l'inaccessible empire chinois. Le tsar rendit les relations entre la Russie et la Chine plus fréquentes et plus amicales que par le passé. Il fit plus encore : dès qu'il eut connaissance du décret par lequel l'empereur chinois repoussait l'importation de l'opium, il publia un ukase qui ordonnait de veiller à ce qu'aucun chargement de cette fatale denrée passât en Chine par les frontières russes.

La question grecque ne le préoccupait pas moins, et après avoir rappelé son ministre plénipotentiaire à Athènes, M. Katacasy, l'empereur ne voulut pas prolonger trop longtemps cette suspension des rapports diplomatiques avec un État dont les tendances se portaient vers l'alliance de la France et de la Grande-Bretagne.

Enfin, l'empereur accomplit, en 1844, un voyage en Angleterre, et cet incident produisit une vive sensation en Europe, aux yeux de laquelle il prit toutes les proportions d'un événement politique; peut-être y avait-il là, en effet, autre chose qu'une simple visite de courtoisie, et sans aller jusqu'à supposer que l'empereur venait proposer à la reine Victoria de partager l'empire de l'Inde, comme les journaux d'alors en hasardaient la supposition, il est certain que ce voyage coïncidait avec l'extension de l'influence russe de la Perse où elle régnait souverainement jusque dans le Kaboul et au centre de la domination anglaise. Le voyage de l'empereur fut matériellement très-heureux, ne ressemblant en rien, sous ce rapport, à celui qu'il avait fait l'année précédente à Berlin, et pendant lequel un coup de feu avait été tiré sur l'escorte impériale au moment où elle traversait un faubourg de Posen.

Deux pensées dominent dans l'esprit de l'empereur Nicolas : l'assimilation politique des diverses parties de l'empire dans le but de former l'unité, et la fusion religieuse des croyances diverses. Tous ses actes à cette époque présentent ce double caractère. Un nouveau code civil et pénal, destiné à la Pologne et rédigé conformément à l'esprit des lois russes, fut promulgué, malgré les protestations d'une commission spé-

ciale de légistes polonais créée à Varsovie. D'un autre côté, des conflits entre des membres élevés du clergé russe et des catholiques romains avaient provoqué une interruption de relations avec la cour de Rome. M. de Bouteuieff fut envoyé pour arranger ce différend, et l'empereur lui-même, prétextant la nécessité d'accompagner l'impératrice qui, pour rétablir sa santé ébranlée, allait passer son hiver à Palerme, eut avec le pape Grégoire XVI une entrevue féconde en résultats favorables.

Nous venons de parler d'une modification importante apportée dans les lois de la Pologne : une réforme semblable, celle de la législation criminelle russe, fut accomplie en 1846. Le tsar Nicolas avait, en arrivant au trône, créé une commission de législation sous la présidence de M. Speranski. Cette commission était chargée de réunir les lois et ordonnances promulguées depuis le plus ancien des codes russes donné en 1649 par le tsar Alexis, père de Pierre le Grand. Déjà, en 1833, elle avait publié les lois organiques existantes, classées dans un ordre systématique et renfermées dans quinze volumes ; il ne restait donc plus qu'à codifier certaines parties de la législation ancienne encore applicables, et à former en s'aidant de l'autre partie une œuvre législative nouvelle. A ce travail si important et si

digne d'intérêt, se dévouèrent MM. Speranski, le comte Bludoff et Dachkoff.

Plusieurs années auparavant, une constitution nouvelle avait été donnée aux cosaques du Don, et c'était encore une pensée d'assimilation qui avait engagé le tsar à détruire leurs anciens priviléges, pour rattacher plus étroitement ces populations belliqueuses à l'ensemble du système qui régit l'empire.

Ainsi, bien qu'ils fussent organisés en troupes régulières et par régiments, leurs officiers étaient élus par eux, et lorsque le service était terminé, l'égalité la plus complète recommençait pour tous. Désormais, la volonté du souverain allait remplacer ce mode électif dont les inconvénients étaient nombreux, et pour qu'il n'y eût aucune différence entre la situation de l'officier russe et celle des officiers cosaques, on envoya dans le pays des serfs d'origine moscovite qui, suivant l'importance du grade, furent distribués à ces derniers.

Depuis la fatale époque de 1825, aucune tentative révolutionnaire ou, pour parler plus exactement, aucune tentative de révolte ne s'était produite en Russie jusqu'en 1831 et 1832, années tristement signalées par les ravages du choléra. A Saint-Petersbourg, des bruits d'empoisonnement s'étant répandus, l'empereur lui-

même se vit forcé d'intervenir, ainsi qu'il devait le faire de nouveau en 1848, et, dans ces deux occasions, sa présence et ses paroles produisirent un effet immédiat; il cria au peuple : « A genoux ! » et le peuple, vivement impressionné, reconnaissant dans son souverain le double caractère d'empereur et de chef de la religion, s'empressa d'obéir. En 1832, cette influence de la personne impériale s'était fait également et très-remarquablement sentir lors de la rébellion survenue dans les colonies militaires de Novogorod. Nous avons dit, en commençant ce travail, ce qu'étaient les colonies fondées par le général Araktcheïeff, sous le règne de l'empereur Alexandre [1], dans le but de conserver sur pied un effectif militaire considérable, sans surcharger par trop le trésor public, idée heureuse en principe, mais qui, dans son application, n'obtiendra jamais l'extension véritablement colossale qu'avait rêvée son auteur. Appliquée d'abord à un nombre de régiments assez restreint, la colonisation devait, en effet, s'étendre successivement à l'armée tout entière, projet depuis longtemps abandonné et qui aurait évidemment entraîné de funestes conséquences. En 1832, une révolte partielle éclata dans les colonies; d'effroyables cruautés furent commises

1. Voir le N° 5 des Notes et Pièces justificatives.

par les paysans réunis aux soldats contre les chefs qui s'étaient efforcés de ramener les colons à l'obéissance, et une férocité sauvage qu'on rencontre parfois chez le serf russe se produisit sous mille formes hideuses. Ainsi deux généraux, deux cents officiers de tous grades, des médecins, des femmes, des enfants, succombèrent dans d'atroces supplices. Un grand nombre furent pendus à des arbres et hachés en morceaux. D'autres attachés à des poteaux eurent les jambes lentement séparées du corps à coups de baguette de fusil; mais encore une fois il n'y avait rien de politique dans tout cela. L'empereur survint; il cria : « A genoux, rebelles! » comme il l'avait fait en d'autres circonstances, et tout rentra dans le devoir.

Des scènes analogues devaient signaler en Gallicie les approches de la violente secousse de 1848, et amener un fait de la plus haute portée : la suppression de la république de Cracovie, accompagnée de l'occupation militaire de son territoire; nous allons raconter très-succinctement les phases diverses de cette insurrection gallicienne qui eut dans toute l'Europe un si triste retentissement.

XIX.

INSURRECTION GALLICIENNE. — OCCUPATION DU TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE CRACOVIE. — PROTESTATIONS DE L'ANGLETERRE ET DE LA FRANCE. — RÉSOLUTIONS DE LA RUSSIE, DE L'AUTRICHE ET DE LA PRUSSE. — INCORPORATION DE CRACOVIE A L'AUTRICHE.

Soumise à la domination autrichienne en 1795, par suite du troisième partage de la Pologne, réunie en 1809 au duché de Varsovie créé par Napoléon, Cracovie avait été déclarée ville *libre*, *indépendante* et *neutre*, dans l'acte du congrès de Vienne. Mais formant le plus petit de tous les États indépendants, et placée sous la protection collective de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse, Cracovie n'avait, par le fait, d'autre importance que de représenter en quelque sorte tout ce qui avait survécu de l'indépendance polonaise.

Le 17 février 1846, une insurrection sourdement fomentée par les sociétés secrètes d'Allemagne et depuis longtemps préparée, éclata dans deux petites villes du cercle de Tarnow. Une portion de la noblesse gallicienne partageait les idées et les désirs d'indépendance de la noblesse polo-

naise. Elle avait gagné à cette cause un certain nombre de paysans égarés eux-mêmes par les déclamations et les fallacieuses promesses des novateurs communistes qui commençaient à produire leurs déplorables doctrines. Des bandes de ces paysans, conduites par des gentilshommes galliciens, se présentèrent sur plusieurs points, et sommèrent les autorités de leur livrer les deniers publics, tout en embrassant le parti de la révolte. En un instant le pays entier fut en feu.

Un mouvement semblable éclatait en même temps dans la Posnanie prussienne, mais s'y voyait immédiatement et énergiquement réprimé.

A Cracovie, il n'en fut pas de même : le 22 février, un gouvernement provisoire s'y constitua ; nous avons dit que les tendances de l'insurrection étaient socialistes ; une proclamation de l'archiduc, gouverneur général de la Gallicie, reprochait, en effet, aux nobles d'avoir cherché à tromper le peuple, en lui faisant espérer le partage des biens et la transformation sociale la plus démocratique qu'il fût possible de rêver. Dans tous les cas, le passage suivant du manifeste publié par le nouveau gouvernement ne peut laisser aucun doute sur ses détestables tendances : « Tâchons, y disait-on, de conquérir une communauté où chacun jouira des biens de la terre

d'après son mérite et sa capacité; qu'il n'y ait plus de priviléges; que celui qui sera inférieur de naissance, d'esprit ou de corps trouve sans humiliation l'assistance infaillible de toute la communauté, qui aura la propriété absolue du sol, aujourd'hui possédé tout entier par un petit nombre. Les corvées et autres droits pareils cessent, et tous ceux qui auront combattu pour la patrie recevront une indemnité en fonds de terre prise sur les biens nationaux. »

On retrouve dans ce manifeste les idées et les tendances du socialisme qui devait, en 1848, faire explosion sur tous les points de la vieille Europe; ces dangereux préludes étonnèrent les cabinets sans les convaincre que d'aussi absurdes doctrines pussent jamais devenir la base d'un système sérieux de gouvernement. Comment croire, en effet, qu'au milieu du XIXe siècle, il pût se rencontrer des esprits assez faux pour essayer de réaliser le rêve insensé du communisme, ou assez ignorants pour chercher à raviver cette vieille utopie que nos pères ont connue et dédaignée, d'une république dans laquelle la propriété individuelle n'existerait pas?

Le général autrichien Collin occupait Podgorze avec un détachement de troupes assez considérable. Sur la demande du sénat, il entra dans Cracovie, et malgré quelques coups de feu tirés

par les fenêtres sur les soldats autrichiens, il occupa bientôt toute la ville.

Mais le comte Patelsky s'avançait à la tête de deux mille paysans armés de faux, et d'un autre côté, les nouvelles d'une insurrection formidable en Gallicie, prenaient une consistance de plus en plus alarmante. Les Autrichiens évacuèrent Cracovie et Podgorze pour se replier en toute hâte jusqu'à Wieliczka, emmenant dans leurs rangs les sénateurs qui, après s'être dissous, fuyaient une révolution dont les conséquences pouvaient être si fatales. Des notables de la ville se réunirent alors pour former un comité de sûreté et un gouvernement provisoire; mais le départ des troupes autrichiennes avait animé la population à ce point, qu'un mouvement insurrectionnel eut lieu. Un comité de salut public fut institué, et trois dictateurs se constituèrent en gouvernement provisoire pour toute la Pologne; tandis qu'un club national se formait sous la présidence de M. Dembowsky.

Cependant, voilà ce qui se passait en Gallicie : les autorités autrichiennes, revenues de leur première frayeur, avaient très-habilement manœuvré autour des paysans insurgés, et réveillé dans leur esprit la haine qui les animait autrefois contre les nobles, leurs seigneurs. Malheureusement ce sentiment de haine avait pris des proportions

si imprévues, qu'il s'était transformé chez ces natures incultes et brutales, en ardente et redoutable férocité. La Gallicie devint bientôt un théâtre de meurtre et de carnage; les serfs se ruèrent avec fureur sur toutes les habitations des nobles, et ceux-ci furent impitoyablement massacrés, ainsi que leurs femmes et leurs enfants; souvenir trop fidèle de ces terribles jacqueries du moyen âge, et qui devait plus tard trouver encore des imitateurs.

Ainsi, l'insurrection politique qui soulevait les nobles contre les ennemis naturels de l'indépendance polonaise, se vit presque immédiatement en présence d'une insurrection sociale dans laquelle elle fut absorbée. Restait cette dernière, dangereuse, profondément immorale, et que l'on accusait les autorités autrichiennes d'avoir suscitée pour venir plus facilement à bout de la première. Il était de leur devoir de la réprimer avec promptitude et vigueur; elle le fut. La persuasion et la force employées à propos continrent les masses égarées, et la Gallicie se pacifia peu à peu.

Une fois ce résultat acquis, il devenait impossible à l'insurrection de Cracovie de se maintenir plus longtemps en présence des troupes autrichiennes que le général Collin avait ramenées, et qui, dès le premier jour, avaient repris Podgorze.

Le général, après s'être emparé de tous les points qui commandaient Cracovie et y avoir

placé des canons, menaça la ville d'un bombardement immédiat, si elle n'adhérait aux propositions suivantes : Cracovie se rendrait à discrétion; des otages seraient remis au général pour qu'il fût certain que personne ne tirerait sur ses troupes ; enfin, tous ceux qui auraient pris part à l'insurrection lui seraient livrés sur-le-champ.

Le dictateur Wisziewsky, nommé pour marcher à la tête d'une armée au secours des insurgés de Gallicie, et qui voyait s'évanouir son éphémère domination, déclara d'abord que Cracovie se défendrait contre l'agression autrichienne, et ordonna de construire des barricades. Toutefois, sur les représentations des notables de la ville, il dut renoncer à ce projet; une députation se rendit auprès du général Collin, et lui déclara que Cracovie ne s'était point insurgée par le fait, mais que l'éloignement inopiné des Autrichiens l'avait placée dans la nécessité de pourvoir à sa propre sûreté, en constituant une sorte de gouvernement provisoire. Qu'elle ne pouvait pas être logiquement punie d'un acte de sagesse provoqué uniquement par la retraite rapide du général Collin.

Ce dernier maintint purement et simplement les conditions qu'il avait posées; pendant ces négociations, un bataillon d'infanterie russe, appuyé par un détachement de cosaques, pénétrait dans la ville. Les Autrichiens s'avancèrent de leur

côté, et trois jours après, les troupes prussiennes se présentèrent à leur tour. Une proclamation des généraux Paniutine et Collin déclara Cracovie en état de siége.

Ce fut aux Prussiens que les insurgés se rendirent à discrétion, en acceptant les conditions qui leur seraient imposées par les trois puissances protectrices. On les dirigea sur les forteresses prussiennes de Kosel, Neisse et Pletz; leurs armes furent remises aux commissaires désignés par les puissances.

Cette occupation de Cracovie, bien qu'elle parût d'abord ne devoir être que passagère, émut à un haut degré les cabinets de Paris et de Londres, résultat assez naturel, puisque la France et l'Angleterre étaient signataires des traités de Vienne.

« J'ai une trop haute opinion des sentiments de justice et d'équité qui doivent animer les trois puissances, disait lord Palmerston, pour douter de leur intention d'agir vis-à-vis de Cracovie, dans un autre esprit que celui du traité de Vienne. Ces gouvernements seront assez intelligents pour bien voir que le traité de Vienne doit être considéré intégralement, et que l'on ne saurait permettre à un gouvernement de faire un choix des articles qu'il voudrait exécuter et de ceux qu'il voudrait violer. J'ajoute que s'il est des puissances

signataires du traité de Vienne qui aient intérêt à ce que ce traité ne soit pas violé, ce sont les puissances d'Allemagne, et il ne saurait, j'en suis certain, avoir échappé à la perspicacité de ces gouvernements, que si le traité de Vienne n'est pas bon sur la Vistule, il doit être également mauvais sur le Rhin et sur le Pô. »

M. Guizot disait de son côté dans une protestation envoyée à Vienne, dès qu'on put craindre que l'incorporation de la république de Cracovie à l'empire d'Autriche ne fût un fait arrêté dans l'esprit et la volonté des puissances :

« Rien ne compromet davantage le pouvoir que de se déclarer hors d'état d'accomplir même lentement et avec le temps ses propres promesses et les espérances qu'il a lui-même données. La destruction du petit État de Cracovie peut enlever à l'esprit de conspiration et d'insurrection polonaise quelques moyens d'action, mais elle peut aussi entretenir et même irriter les sentiments qui font naître et renaître si obstinément ces déplorables entreprises, et en même temps elle fait perdre aux influences qui pourraient les prévenir une grande partie de leur autorité. Elle affaiblit partout en Europe, dans cette question douloureuse, les principes d'ordre et de conservation au profit des passions aveugle et des desseins violents. »

Des conférences sur cette grave question s'ouvrirent à Vienne dans le courant d'avril 1846 : M. de Canitz, représentant de la Prusse, insista d'abord, contrairement à l'avis du général Berg et du comte de Fiquelmont, sur la nécessité, si l'on ne voulait se créer des embarras nouveaux, de maintenir la situation comme État indépendant et neutre, sous le protectorat des trois puissances, de la ville et du territoire de Cracovie. Dans cette hypothèse, les milices nationales n'auraient pas été réorganisées; la ville de Cracovie eût été alternativement occupée par les troupes des puissances protectrices, et on aurait fortifié son château royal.

Mais, dans une seconde conférence tenue le 8 avril, le général Berg déclara que, suivant les instructions qu'il venait de recevoir de Saint-Pétersbourg, il se voyait forcé d'insister pour l'incorporation de la ville et du territoire de Cracovie à la Gallicie, moyennant une indemnité à régler ultérieurement au profit de la Prusse et de la Russie en territoires galliciens [1], ouverture favorablement accueillie par M. de Fiquelmont, mais repoussée par M. de Canitz.

1. La Russie devait recevoir, à titre d'indemnité, les territoires situés sur la frontière occidentale de la Gallicie, entre les villes autrichiennes de Brody et de Rava-Rupra et les villes russes de Wladimir et de Tomassen.

La conférence fut donc rompue; mais elle devait être reprise quelques mois plus tard. Les intérêts que l'on voulait régler étaient trop importants aux yeux des trois puissances pour ne pas donner lieu à un accord mutuel qui n'eût peut-être pas existé dans une question d'un ordre différent. Les stipulations des traités de Vienne avaient assuré la possession des provinces polonaises aux puissances qui s'étaient partagé la Pologne, et toute insurrection se produisant dans ces provinces appelait nécessairement, à leur point de vue, une répression armée. La représentation nationale et les institutions accordées à la Pologne par l'acte du congrès de Vienne devaient aux termes de cet acte même « être réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements jugerait utile et convenable de leur accorder. » L'Autriche et la Prusse se fondaient sur ce texte pour imposer à la Gallicie et à la Posnanie les formes administratives les plus à leur convenance personnelle; la Russie s'en était servie pour expliquer la suppression de la constitution polonaise de 1815.

Une dépêche de M. de Metternich adressée au gouvernement français, à la date du 6 novembre 1846, était accompagnée d'un mémoire qui se terminait ainsi : « Les conditions de l'existence de Cracovie une fois viciées dans leur essence, ses

institutions anéanties, son obligation de neutralité violée, son administration désorganisée, il n'est pas dans l'ordre des choses possibles de rétablir ce qui avait cessé d'exister. Cette existence reposait sur un principe de neutralité pacifique, et Cracovie n'a voulu que la guerre. Cette guerre, Cracovie l'a faite pendant quinze ans de machinations, tantôt sourdes, tantôt ouvertes, et l'a soutenue jusqu'au moment où la prise d'armes devait devenir générale.

« Par une conséquence forcée et naturelle de cette situation, la ville et son territoire feront retour à celle des puissances à laquelle ils avaient appartenu autrefois. Cette réunion est motivée par une conviction des trois cours qui porte à leurs yeux le caractère d'une nécessité absolue, et dont elles n'hésitent pas à consigner la déclaration. »

L'ordonnance d'annexion fut publiée à Vienne le 11 novembre 1846, et ainsi disparut le dernier vestige de l'indépendance polonaise. L'existence de la république de Cracovie était basée sur la neutralité politique. Une démocratie insensée sut compromettre d'abord et détruire complétement ensuite cette existence que dans son imprévoyante légèreté elle n'avait même pas su défendre.

XX.

MESURES FINANCIÈRES. — ÉCOULEMENT DES GRAINS D'ODESSA. — EFFET MORAL DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DE 1848. — CONSPIRATION A L'INTÉRIEUR. — POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'EMPEREUR. — INTERVENTION DE LA RUSSIE DANS LES CONFLITS RÉVOLUTIONNAIRES DES PROVINCES DANUBIENNES ET DE LA HONGRIE.

Le caractère de ce mouvement insurrectionnel devait, nous l'avons dit, attirer très-particulièrement l'attention des cabinets, et c'était, en effet, un symptôme étrange de la perturbation générale des idées que ce soulèvement socialiste se produisant tout à coup au centre de l'Allemagne.

La France, qui malheureusement a donné tant de fois l'impulsion révolutionnaire à l'Europe, allait nécessairement subir l'influence de ces ébranlements sourds et partiels qui pouvaient amener un cataclysme complet.

Quelques faits, avant-coureurs de la révolution de 1848, en devinrent, pour ainsi dire, les préludes : la rareté des grains amena la crainte de la disette, et une crise commerciale assez intense coïncida d'une façon déplorable avec cette difficulté tout exceptionnelle.

Dans cette double circonstance, la Russie put

développer des ressources qui, jusqu'alors, n'avaient pas été bien exactement appréciées. Ainsi, lorsque dans les premiers mois de 1847, la banque de France subit une crise passagère, et se vit forcée d'élever le taux de l'escompte de 4 pour 100 à 5, l'empereur Nicolas lui fit offrir, par son chargé d'affaires, d'acheter au cours de la bourse de Paris des inscriptions de rente pour un capital de cinquante millions en numéraire, livrables à Saint-Pétersbourg, négociation qui produisit immédiatement une hausse énorme dans les fonds français. Le 21 mars 1847, un ukase décidait encore qu'une somme de trente millions de roubles (plus de cent vingt millions de francs) serait convertie en fonds anglais et hollandais; ingénieux moyens d'acquitter les traites destinées à solder les grains d'Odessa, c'est-à-dire les produits mêmes du sol de la Russie.

Cependant la révolution de 1848 éclata tout à coup; elle était de nature à ne pas étonner l'empereur autant que celle de 1830, et cela précisément parce que dans ses dédains pour le gouvernement constitutionnel, dont la France avait été appelée à faire un second essai, il l'avait, en quelque sorte, prévue à l'avance.

Mais cette révolution, bizarrement soudaine, allait créer une double difficulté pour le gouvernement russe : si, par impossible, l'esprit

révolutionnaire franchissait ses frontières, de graves incidents intérieurs pouvaient se produire et forcer le gouvernement à une répression plus ou moins énergique, plus ou moins étendue; si la révolution ne s'en prenait qu'aux voisins ou alliés de la Russie, on pouvait également prévoir qu'il faudrait aller la combattre; il était d'ailleurs dans la pensée de l'empereur de faire prendre à la Russie une attitude imposante et militante en face du fantôme révolutionnaire, et à la première nouvelle de l'insurrection parisienne qui venait de renverser le trône de Louis-Philippe, le tsar, s'adressant aux officiers des gardes, leur dit : « Messieurs, préparez-vous à monter à cheval. »

Les déplorables doctrines que la révolution de février venait de faire éclore, et qu'elle semblait assez forte pour propager, devaient nécessairement réagir sur quelques esprits en Russie : une société secrète se forma à l'instar de celle de 1823, pour ourdir une conspiration contre la domination, peut-être même contre la vie du tsar.

On sait combien il est difficile de sonder les profondeurs d'un complot de ce genre, dans un pays où la publicité est si restreinte ; mais écoutons parler en langage semi-officiel le journal de Saint-Pétersbourg; cet article, fort bien fait et très-probablement communiqué par le gouver-

nement impérial, est curieux à plus d'un point de vue :

« Les doctrines pernicieuses qui avaient amené des troubles et des révoltes dans toute l'Europe occidentale et qui menaçaient d'y anéantir complétement l'ordre et la prospérité des nations, ont malheureusement trouvé un écho, quoique faible, dans notre pays. Mais en Russie, où une foi sainte, l'amour du monarque et le dévouement au trône, basés sur le caractère national, se sont conservés inébranlables dans tous le cœurs, l'action malintentionnée d'une poignée d'hommes complétement nuls, jeunes pour la plupart et dépourvus de toute moralité, qui avaient rêvé la possibilité de fouler aux pieds les droits les plus sacrés de la religion, de la loi et de la propriété, n'aurait pu prendre de dangereux développements que dans le cas où la vigilance du gouvernement n'eût pas découvert le mal à son origine.

« Il résulte de l'enquête qu'un certain nombre de jeunes gens, les uns réellement pervertis de cœur et d'esprit, d'autres, victimes imprudentes de perfides insinuations, avaient formé une société secrète dont le but était de renverser violemment notre organisation politique pour y en substituer une autre de leur façon, et qui n'eût été que l'anarchie. Des blasphèmes, des propos audacieux contre la personne sacrée de l'empereur;

les actes du gouvernement présentés sous le jour le plus faux, tel était le programme de ces réunions, telles étaient les questions qu'on agitait, en attendant le moment de mettre à exécution de sinistres projets.

« Par ordre de S. M. l'empereur, une commission d'enquête fut instituée. Cette commission ayant fait son rapport, après cinq mois des plus attentives investigations, S. M. I. daigna accorder une amnistie pleine et entière à tous les individus qui avaient été entraînés dans ce complot, soit par hasard, soit par légèreté d'esprit.

« Quant aux vrais criminels, ils furent jugés par une commission militaire, dont la décision, examinée par l'auditoriat général, déclarait les accusés coupables du crime de complot tendant à renverser les lois existantes et l'ordre politique de l'empire, et les condamnait à être fusillés; ils sont au nombre de vingt et un, savoir :

« Le conseiller honoraire Michel Boutaschévitch Petraschevsky ; Nicolas Speschneff, gentilhomme n'étant pas au service ; le lieutenant aux gardes Nicolas Mombelli; le lieutenant aux gardes Nicolas Grigorieff; le capitaine aux gardes Théodore Lvoff 2e; Nicolas Prlippoff, étudiant à l'Université de Saint-Petersbourg; Dmitry Akhschasroumoff, bachelier ès lettres; Alexandre Khanikoff, élève externe à l'Université de Saint-

Pétersbourg ; l'assesseur de collége en retraite Théodore Dostoïevsky ; le conseiller de collége Constantin Desbout 1er ; le secrétaire de gouvernement Hippolyte Desbout 2e ; Félix Toll, maître de littérature russe, sans rang au service ; le conseiller honoraire Jean Jastyembski ; Alexandre Plestchéïeff, gentilhomme n'étant pas au service ; le conseiller honoraire Nicolas Kaschkine ; le conseiller honoraire Basile Golovinski ; le lieutenant aux gardes Alexandre Palma ; le conseiller honoraire Constantin Timkowski ; le secrétaire de collége en retraite Alexandre Europens ; le bourgeois Pierre Schaposchnikoff.

« S. M. l'empereur, après avoir pris connaissance du rapport de l'auditoriat général, a daigné porter son attention sur les circonstances qui pouvaient autoriser, jusqu'à un certain point, l'adoucissement de la sentence, et a, en conséquence, ordonné ce qui suit : Le jugement sera lu aux vingt et un condamnés en présence des troupes assemblées ; et, après que tous les préliminaires de l'exécution de la peine de mort auront été accomplis, il leur sera annoncé que l'empereur leur fait grâce de la vie, et qu'au lieu de subir la peine de mort prononcée contre eux, ils seront déclarés déchus de tous leurs droits civils, et condamnés en proportion de leurs divers degrés de culpabilité, les uns aux travaux forcés

dans les mines, les autres aux travaux forcés dans les forteresses, ou bien à être incorporés dans différents corps d'armée, après avoir subi une détention plus ou moins longue.

« Ainsi, les coupables qui avaient mérité la peine de mort d'après la loi et dont l'inépuisable clémence de l'empereur a commué la peine, subiront un juste châtiment. Puisse cette coupable tentative servir d'avertissement et d'un salutaire exemple aux jeunes gens déjà égarés peut-être, mais non encore criminels. Que les parents surtout apportent une sérieuse attention à l'éducation morale de leurs enfants, et s'attachent à les convaincre dès leur jeune âge, que la foi sainte, l'amour pour le souverain et le dévouement au trône, ainsi que l'obéissance aux lois et aux autorités établies, sont les seules bases inébranlables de la tranquillité des États, comme de la prospérité publique et particulière. »

Ce langage, paternel et sévère tout à la fois, était la fidèle expression de la pensée impériale. Elle s'était révélée à diverses reprises dans des termes à peu près semblables ; et, du reste, ce fut la seule occasion qu'elle rencontra de s'adresser au pays lui-même ; car cette tentative isolée n'eut ni veille, ni lendemain.

A l'extérieur, la politique et l'attitude de la Russie, après la révolution française de 1848,

furent d'abord d'une intelligente prudence, et ensuite d'une décision digne de remarque; l'empereur voulait choisir mûrement le terrain sur lequel il entendait produire les armes russes, au milieu des conflits révolutionnaires de l'Europe. La Russie est toujours à ses yeux la fidèle et sainte représentante des intérêts conservateurs et monarchiques; elle ne doit pas manquer à cette vocation, et, pour le dire en passant, si la prétention peut paraître considérable aux yeux des observateurs superficiels et des partisans du dénigrement systématique, il y a un fait bien certain, c'est que cette prétention a toujours été justifiée jusqu'ici non-seulement dans l'intention, mais dans la réalité même.

Le premier incident politique qui amena l'intervention russe dans les affaires de l'Europe continentale après 1848, ce fut la révolution de Bucharest. La Russie s'est toujours érigée en protectrice des principautés danubiennes. Un manifeste impérial daté du 31 juillet 1848 fit connaître que, d'accord avec le sultan, elle intervenait dans les provinces soulevées, « afin qu'aucune atteinte ne fût portée à l'intégrité de l'empire ottoman, plus que jamais essentielle au maintien de la paix générale. »

Les résultats de cette intervention de la Russie furent, du reste, entièrement favorables à sa poli-

tique. Le prince Bibesco demeura, on le sait, destitué de ses fonctions, et M. Stirbey, son frère, considéré à Bucharest comme l'un des chefs influents du parti russe, fut nommé prince; enfin, la convention de Balta-Liman permit aux troupes russes de séjourner plusieurs années dans les principautés Moldo-Valaques, position militaire d'une haute importance pour elles.

Mais bientôt des intérêts plus graves encore provoquèrent de la part de la Russie une nouvelle intervention plus imposante et plus significative que la première : l'Autriche, déchirée par les factions, était menacée d'une destruction imminente. Après la redoutable levée de boucliers des Magyars; après la déclaration de déchéance de la maison de Hapsbourg, et la proclamation de la république hongroise, alors que l'Autriche n'avait plus à opposer à un ennemi qui prenait l'offensive que la division croate commandée par le ban Jellachich, et des débris d'armée se groupant sous les murs de Presbourg; au moment où la place de Bude venait, malgré la vigoureuse résistance du général Henzi, d'être enlevée d'assaut par le général Goergeï, un manifeste du tsar Nicolas apprenait à l'Europe que la Russie intervenait directement dans ce terrible conflit, et s'avançait solennellement pour soutenir l'Autriche défaillante.

Le manifeste de l'empereur, daté du 8 mai 1849, était conçu en ces termes :

« Nous, Nicolas Ier, etc.

« Par notre manifeste des 14-26 mai de l'année dernière, nous avions informé nos fidèles sujets des malheurs qui avaient frappé l'Europe occidentale; nous déclarâmes à cette époque que notre intention était de combattre les ennemis de l'ordre en quelque lieu que ce fût, de protéger l'honneur du nom russe et l'inviolabilité de nos frontières, faisant abnégation de notre propre personne et dans une union indissoluble avec notre sainte Russie.

« Depuis lors, les troubles et les mouvements séditieux n'ont pas cessé dans l'ouest de l'Europe. Des tentatives coupables ont entraîné la foule crédule par l'illusion trompeuse d'un bonheur qui n'est jamais sorti de l'anarchie et de la licence. Elles se sont étendues jusques en Orient, dans les principautés limitrophes de notre empire, de la Valachie et de la Moldavie, soumises au gouvernement turc. L'entrée de nos troupes et des troupes ottomanes, dans ces provinces, a suffi pour y établir la tranquillité et pour l'y maintenir.

« Mais dans la Hongrie et dans la Transylvanie,

les efforts du gouvernement autrichien, divisés par une guerre sur un autre point avec des ennemis nationaux et étrangers, n'ont pu vaincre jusqu'à ce jour la révolte. L'insurrection, soutenue par l'influence de nos traîtres de la Pologne de l'année 1831, et des renforts de transfuges et de vagabonds d'autres pays, a donné à la révolte une extension de plus en plus menaçante. Au milieu de ces événements funestes, Sa Majesté l'empereur d'Autriche nous a invités à l'assister contre l'ennemi commun ; nous ne lui refuserons pas ce service. Après avoir invoqué le dieu des batailles et le maître des victoires pour qu'il protége la juste cause, nous avons ordonné à notre armée de se mettre en marche, pour étouffer la révolte et anéantir les anarchistes audacieux qui menacent aussi la tranquillité de nos provinces. Que Dieu soit avec nous, et personne ne pourra nous résister, nous en sommes convaincus.

« Tels sont les sentiments de tous nos sujets. Chaque Russe partage cet espoir, et la Russie remplira sa sainte vocation. »

Et, de son côté, l'empereur d'Autriche publiait une proclamation qui se terminait ainsi :

« C'est conformément à notre désir et parfai-

tement d'accord avec nous que les armées russes paraissent en Hongrie, afin de terminer promptement, par tous les moyens en notre pouvoir, une guerre qui dévaste vos champs. Ne les regardez pas comme ennemis de votre patrie, mais comme amis de votre roi, qu'ils secondent dans son ferme projet de délivrer la Hongrie du joug pesant des mauvais sujets indigènes et étrangers.

« Les troupes russes observeront la même discipline que mes troupes, protégeront les personnes et agiront avec la même rigueur pour dompter la révolte, jusqu'à ce que la bénédiction de Dieu fasse triompher la bonne cause. »

Ainsi, le gant était jeté à la révolution hongroise ; et derrière les Hongrois révoltés, l'empereur pouvait encore atteindre ceux qu'il avait appelés « nos traîtres de la Pologne ; » plus de vingt mille Polonais faisaient, en effet, partie de l'armée de Kossuth, y formant des régiments tout entiers ; et les généraux Bem et Dembinski, dont l'habileté ne pouvait être méconnue, avaient eu la plus grande part dans la direction de la guerre. Ils ne dissimulaient pas leur intention de propager l'insurrection en Gallicie et dans les provinces polonaises de l'Empire. Une lettre que le prince Adam Czartoryski écrivait de Paris au général Dembinski, le 5 juin 1849, est de nature à jeter beaucoup de jour sur l'ensemble de cette

situation. Voici des fragments de cette curieuse lettre :

« Monsieur le général, je suis heureux que vous me procuriez l'occasion de vous exprimer ma joie et mes félicitations sur la tournure favorable qu'a prise la guerre de Hongrie immédiatement après votre arrivée, et sur les victoires importantes que vous avez remportées.

« Le moment périlleux approche; déjà il est arrivé. Les troupes russes commencent à opérer, de concert avec les Autrichiens. Implorons l'assistance de Dieu, qui vous a protégé, général, et qui, je l'espère, vous conduira à de nouvelles victoires, jusqu'à ce que vous opériez la délivrance de notre patrie. Je crains cependant de nouveaux malentendus et la désobéissance; je crains que le commandement en chef ne vous soit pas rendu. C'est à de tels malentendus que j'attribue l'inaction prolongée de vos armes pendant le temps précieux où les forces de l'ennemi n'étaient pas encore ralliées après la défaite.

« Cette inquiétude pourrait bien, de loin, nous agiter à tort. Je suis sûr, général, d'après les déclarations de l'écrit publié par vous, que vous n'avez pas cessé de vouloir la conciliation avec les Slaves. La justice le commande, l'intérêt des Magyars

nous y force, ainsi que leur sécurité pour l'avenir, leur salut pour le présent et la possibilité d'une heureuse défense contre les forces immenses de nos ennemis, qui s'accroissent de plus en plus, et, même en cas de succès, ne seront pas vaincus d'un coup...

« La question de savoir à quel moment et de quelle manière notre pays doit se préparer et prendre part au combat qui s'approche, doit être l'objet de vos considérations incessantes. Je crois que la Pologne, abattue par tant de pertes, enchaînée par tant de malheurs, doit être laissée en arrière aussi longtemps que possible. Cette question se trouve assez bien d'accord avec celle que vous exprimez dans votre lettre.

« Que les Polonais combattent sous les drapeaux des Magyars, mais que le royaume de Pologne reste réservé pour les derniers coups, et ne cause pas sa ruine par des soulèvements partiels et mal préparés, qui, chaque fois qu'ils échouent, préparent au pays des malheurs déplorables. Il est un second et puissant motif de nous abstenir de soulèvements prématurés. Nous savons qu'il existe dans l'armée même en Russie, des germes de mécontentement. Ces germes seraient détruits si les Polonais se levaient trop tôt. Ils n'ont, en ce moment, devant eux que la guerre magyare, et ils se développeront plus sûrement.

Il est nécessaire de leur laisser le temps de fermenter d'eux-mêmes.

« Il faut que nous agissions sur le pays en possession des Russes. Il faut faire des expéditions de guerre en Lithuanie et dans l'Ukraine, avant de permetre l'insurrection dans le royaume. Les Polonais de Cracovie et de la Gallicie ne doivent pas non plus se soulever avant que les armées régulières hongroises n'y soient entrées. Mais la manière la plus énergique d'agir contre la Russie serait d'entreprendre une expédition dans le Caucase. Les officiers polonais de l'armée qui marche contre vous, sont envoyés, dans le Caucase, comme les officiers lithuaniens, au temps de notre guerre.

« C'est là qu'on doit s'entendre avec vous et avec les Cosaques. Il est nécessaire que tout soit dirigé par des officiers polonais, que l'esprit polonais domine. Des fonds sont nécessaires pour se procurer les armes, les soldats, les officiers, et pour la marche. Les Magyars peuvent seuls procurer les fonds, leur propre cause y est intéressée. Vous y avez déjà pensé, général, et vous annoncez qu'ils ont donné dix millions à peu près, sur votre signature. Cette somme sera employée à divers besoins généraux dans cette affaire. Mais une grande partie, deux ou trois millions, par exemple, sera destinée aux préparatifs de l'expé-

dition qui précédera le soulèvement de la Pologne, etc., etc.[1]. »

Quelque prudence que les chefs polonais voulussent d'ailleurs mettre dans leurs actes, il est donc bien évident que le drapeau révolutionnaire de la Pologne apparaissait aux yeux expérimentés de l'empereur derrière celui de la Hongrie.

XXI.

SITUATION DE L'AUTRICHE. — SA LUTTE CONTRE LA RÉVOLUTION HONGROISE. — INCIDENTS MILITAIRES. — REVERS DE L'ARMÉE AUTRICHIENNE. — DEMANDE D'UNE INTERVENTION RUSSE. — ELLE EST ACCORDÉE. — CAMPAGNE DE L'ARMÉE RUSSE EN HONGRIE.

L'Autriche en était arrivée à ce point extrême où les empires s'affaissent comme des édifices minés par le temps, si une main vigoureuse ne vient à leur secours en les soutenant sur leurs bases chancelantes, et en les relevant peu à peu jusqu'au faîte.

Son armée d'Italie était parvenue, après d'énergiques efforts dirigés par un chef dont la nature exceptionnelle semble au moral comme au phy-

1. Cette lettre a été citée par M. Tolstoy dans sa « relation des opérations de l'armée russe en Hongrie. »

sique appartenir à une autre génération que la nôtre, à triompher d'une révolution très-menaçante dans sa soudaineté pour la puissance autrichienne.

Mais l'épuisement de ces efforts et la constante surveillance qu'il fallait exercer sur le royaume Lombardo-Vénitien, toujours prêt à recommencer une lutte désespérée, rendaient l'intervention du feld-maréchal Radetzki dans la guerre contre les Hongrois d'une difficulté matérielle insurmontable. Restait l'armée austro-croate de l'intérieur commandée par le prince de Windischgraetz et le ban Jellachich. Sur elle seule il fallait compter, et de nombreux combats livrés avec des chances diverses l'avaient déjà décimée.

On sait comment, après la révolution du 7 octobre, Vienne, livrée aux révolutionnaires et couverte de barricades, dut être assiégée et reprise par les troupes impériales. Elle avait appelé la Hongrie à son secours, et le ministère hongrois avait consenti à prendre fait et cause pour cette insurrection démocratique qui semblait devoir fraterniser avec l'insurrection magyare.

L'armée hongroise, forte d'environ vingt mille hommes, dont un grand nombre de paysans simplement armés de faux, occupait son quartier général de Bruck. Elle était alors commandée par Moga, ancien soldat de l'armée autrichienne, dont

le bon sens répugnait à l'idée de porter secours à la nouvelle révolution viennoise qui semblait devoir mettre en question l'existence même de la dynastie de Hapsbourg. Cependant Kossuth, l'avocat-dictateur, lui en ayant intimé l'ordre formel, Moga marcha sur Vienne. Le siége de cette ville, commencé le 28 octobre, avait duré deux jours, et, entourée de tous côtés, Vienne s'était rendue le 30. Mais la nouvelle de l'approche des Hongrois, concours si impatiemment attendu, fit recommencer cette lutte dirigée par le général Bem contre l'armée du prince de Windischgraetz. Prévenu de l'intervention des Hongrois, le feld-maréchal avait envoyé à leur rencontre une portion de son armée, tandis qu'avec une énergie peu commune il poursuivait le siége de Vienne. Un double succès couronna ses efforts : Vienne fut emportée, et après une lutte acharnée l'armée magyare se replia en désordre derrière le Lajta.

Une fois Vienne rentrée sous sa puissance, il était impossible que le gouvernement autrichien ne marchât pas à son tour contre ces Hongrois imprudents qui n'avaient pas hésité à prêter leur ardent concours aux ennemis déclarés de la maison impériale. Des préparatifs militaires furent faits avec promptitude ; mais six semaines s'écoulèrent avant que les hostilités fussent reprises,

parce que dans l'intervalle de graves événements s'accomplirent : l'empereur Ferdinand renonçait à tenir plus longtemps un sceptre bien lourd à porter dans des circonstances semblables, et son neveu, l'archiduc François-Joseph, montait au trône jeune et plein d'espérance.

Ce fut donc seulement dans les premiers jours du mois de décembre que la campagne commença contre la Hongrie. Elle allait être attaquée par les généraux Hammerstein et Puchner du côté de la Transylvanie, au nord par le général Schlick, au sud par les Serbes et les Valaques révoltés; tandis que le prince de Windischgraetz s'avancerait contre elle du côté de l'Autriche.

Les corps d'armée hongrois étaient ainsi subdivisés : le centre, fort d'environ vingt mille hommes, se trouvait placé sous les ordres de Goergeï qui avait remplacé Moga depuis la défaite de ce dernier. Perczel et Batthianyi défendaient la frontière du sud contre les populations soulevées, et Meszaros était opposé dans le nord au général Schlick.

A l'approche des Autrichiens, Goergeï s'était replié derrière la Theïss, point d'appui nécessaire pour résister à des troupes disciplinées et en nombre supérieur; et pendant ce temps, le gouvernement hongrois se retirait dans la ville de Debreczin, pour organiser les forces qu'il

allait opposer à l'invasion puissante qui le menaçait.

Son activité fut surhumaine; par ses soins une artillerie, des arsenaux s'improvisèrent; des armes, de la poudre furent fabriquées. Les généraux polonais Bem et Dembinski lui offrirent leurs services, et le dernier reçut le commandement de l'armée centrale, tandis que Bem formait en Transylvanie un corps d'environ douze mille hommes avec lequel il l'occupa bientôt tout entière, et domina les Valaques révoltés.

Cependant, après l'abandon de la capitale par le gouvernement hongrois, après la prise des forteresses de Léopoldbourg et d'Eszek, le prince de Windischgraetz avait résolu de marcher sur Debreczin, et d'attaquer ainsi le foyer même de la révolution magyare. Ce plan était hardi, mais très-exécutable : le prince rallierait successivement le ban Jellachich et le général Schlick, puis lancerait toutes ces forces réunies sur le point central qu'il voulait atteindre. Toutefois les intempéries de la saison et les difficultés d'un terrain plein des fondrières les plus dangereuses avaient compromis le succès du plan de Windischgraetz; quelques mésintelligences survenues entre lui et le ban Jellachich n'étaient pas d'ailleurs de nature à en faciliter l'exécution. Le combat de Kapolna, quoique favorable aux armes impé-

riales, avait été trop disputé pour pouvoir trancher la question. Bientôt l'armée autrichienne fut forcée de suspendre sa marche. Elle s'arrêta à Gyongyos et ensuite à Isaszeg. Là, elle dut accepter la bataille qui lui était offerte par les Magyars, et cette bataille lui fut fatale. Huit carrés d'infanterie furent successivement enlevés par les hussards hongrois. Six mille Autrichiens perdirent la vie et plus de trois mille furent faits prisonniers. La prise de trois drapeaux compléta le triomphe des Magyars dans cette journée décisive.

Harcelée pendant le mouvement de retraite qu'elle se vit contrainte d'effectuer, l'armée de Windischgraetz évacua successivement Pesth et Comorn. A Nagy-Jarlô elle fut encore battue par les Hongrois, et le ban Jellachich, profondément démoralisé par ces revers successifs, reprit avec ses soldats le chemin de la Croatie dont les frontières se trouvaient menacées.

Ce fut alors que l'intervention russe fut sollicitée par l'empereur François-Joseph, et le tsar était trop bien préparé à cette demande pour ne pas y faire droit immédiatement.

Les hommes compétents ont agité la question de savoir si le général, baron de Welden, auquel venait d'être confié le commandement en chef de l'armée autrichienne, devait nécessairement éva-

cuer Pesth, on pouvait conserver plus longtemps cette position importante, sans compromettre le salut de l'armée et la sécurité des frontières à l'ouest et au midi. La nécessité de ce mouvement paraît évidente : tandis que Goergeï, après ses récentes victoires, opérait sa marche en avant, les insurgés prenaient au midi de la Hongrie une attitude de plus en plus agressive ; ils avaient cerné Arad, forcé le général Leiningen à s'enfermer dans la forteresse de Témeswar, et rejeté sur le Danube les Serviens du général Théodorovitch; les frontières de la Croatie restaient ouvertes à leur invasion, et les corps d'armée des généraux Mamula et Nugent se voyaient menacés d'une destruction complète. Il n'y avait donc aucune possibilité d'agir autrement que ne le fit le successeur du prince Windischgraetz.

Sortie de Pesth le 21 avril 1849, l'armée autrichienne devait gagner directement Acs et Raab. Weldeu avait espéré pouvoir y rencontrer assez promptement ses troupes pour jeter un pont sur le Danube, communiquer avec les forces impériales qui occupaient la rive gauche du fleuve, et arrêter de la sorte la marche de l'insurrection triomphante. Mais ce plan n'était déjà plus exécutable. Il fallut donc se retirer sur Presbourg, et prendre position sous cette place, seule chance qui restât encore d'empêcher le territoire autri-

chien d'être envahi à son tour par les Magyars.

Et pendant ce temps, ainsi que nous l'avons déjà dit, le ban Jellachich descendait le Danube pour aller couvrir les frontières de la Servie et de la Croatie menacées par les corps détachés du général Bem.

La révolution hongroise était alors maîtresse d'un triangle considérable couvert au sud par la place de Peterwardein, à l'ouest par la citadelle de Comorn, et au nord par la chaîne des monts Karpaths. Elle possédait une armée qui, en y comprenant les milices et les honveds, pouvait s'élever à près de deux cent mille hommes, avec une artillerie nombreuse et bien dirigée. La diète, qui s'assemblait dans une église à Debreczin, avait déjà, le 14 avril 1849, prononcé sur la proposition de Kossuth, la déchéance de la famille de Hapsbourg du trône de Hongrie, et, comme complément de cette mesure si grave et si impolitique, proclamé la république sous la dictature de Louis Kossuth, lui-même.

Le premier acte du dictateur fut de nommer un ministère dans lequel le général Goergei reçut le portefeuille de la guerre, tout en conservant le commandement des troupes. On voulait s'emparer de Bude, seconde capitale ou plutôt capitale jumelle de la Hongrie, et on le chargea de cette expédition qui eut pour la cause magyare le tort

de faciliter la retraite du général Welden, lequel sans cette circonstance n'aurait que bien difficilement pu échapper à la poursuite des Hongrois. Goergeï investit Bude et somma le général Henzi de se rendre; mais ce dernier ne répondit à la sommation qui lui était faite qu'en bombardant Pesth entièrement dominée comme l'on sait par la forteresse de Bude. Il fallut donc faire un siége en règle, et parconséquent réunir sur ce point de la grosse artillerie qu'on fut obligé de faire venir de Comorn ; perte de temps inutile, irréparable, qui empêcha Goergeï de poursuivre jusque sous les murs de Vienne l'armée de Welden qu'il aurait facilement anéantie dans l'état de démoralisation où elle se trouvait alors. Bude fut enfin emportée d'assaut par les colonnes hongroises et, comme récompense de ce fait d'armes, le bâton de maréchal fut décerné à Goergeï qui le refusa.

La diète vint alors s'installer à Pesth, et c'est là que le gouvernement magyar reçut la nouvelle de l'intervention de la Russie. Il protesta et adressa cette protestation aux divers gouvernements auprès desquels il avait accrédité, quoique inutilement, des ambassadeurs. Il devenait évident pour tout le monde que la lutte inégale qui allait s'engager serait fatale à la révolution hongroise. Le gouvernement insurrectionnel le com-

prit sans doute ; mais, dans tous les cas, il se prépara énergiquement à soutenir cette lutte suprême.

Le comte Paskevitch d'Erivan, prince de Varsovie, devait exécuter le plan d'opération suivant, concerté entre les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne : un corps d'armée russe concentré en Gallicie pénétrerait en Hongrie par les monts Karpaths. Un deuxième corps, commandé par le général Lüders, passerait de la Valachie en Transylvanie, appuyé par la division autrichienne du général Clamm ; enfin la division Paniutine formerait la troisième colonne d'attaque, sous les ordres du général Haynau appelé au commandement de l'armée impériale, en remplacement du baron de Welden. Un corps détaché commandé par le général Grabbe devait, en manœuvrant dans la vallée du Waag, relier entre elles les deux grandes armées.

Alors commencèrent les opérations combinées des armées autrichienne et russe : la division Paniutine venue en toute hâte de Hradisch pour renforcer le corps du général Haynau concentré à Presbourg, manœuvra de concert avec lui sur la rive droite du Danube, que les Hongrois se disposaient à franchir. Le 17 juin, ils débouchèrent sur la rive gauche, et le 21 eut lieu le premier engagement sérieux entre les armées

alliées et les Magyars qui avaient pris position entre les villages de Pered et de Deaki.

Cette rencontre ne leur fut pas favorable; vivement attaqués sur toute la ligne, ils furent, après un combat long et acharné, rejetés sur la rive gauche du Waag ; l'arrivée des Russes avait complétement ranimé le courage abattu des Impériaux, et désormais relevés de leur défaillance passagère, ils allaient reprendre l'offensive.

Dans le nord de la Hongrie, la principale armée russe, composée de trois corps formés chacun de trois divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, s'était concentrée à Dukla, tandis que le feld-maréchal prince de Varsovie établissait son quartier général à Zmigrod, et surveillait de ce point les mouvements des divers corps d'invasion commandés par les généraux Rudiger, Grabbe et Tchéodaeff. L'empereur Nicolas se rendit en personne à Dukla pour passer cette armée en revue et lui communiquer l'ardeur enthousiaste que sa présence produit toujours.

Les défilés des monts Karpaths ne furent que faiblement défendus par les détachements hongrois qui les gardaient. Les troupes de Wysocki et de Perczel abandonnèrent successivement tous les retranchements élevés dans les montagnes après des escarmouches auxquelles prit part le grand-duc Constantin, fils de l'empereur. Paske-

vitch se porta rapidement sur Miskolcz, par la route de Bartfeld ; mais alors il lui fallut donner quelque repos à ses troupes épuisées, car le choléra venait d'éclater dans leurs rangs avec une déplorable fureur, et pendant ce temps d'inaction il faisait marcher sur Debreczin le quatrième corps d'armée commandé par le général Tcheodaeff. Celui-ci parvint à passer la Theïss et entra dans la ville le 6 juillet 1849, victoire peu disputée, mais dont la nouvelle produisit un si grand effet sur les populations magyares, qu'une émeute éclatant aussitôt à Pesth, força le gouvernement insurrectionnel à se retirer à Szegedin.

Le feld-maréchal résolut alors de se porter rapidement sur Pesth, et de s'emparer de la capitale de la Hongrie ; il fit occuper Waitzen. Goergeï s'avançait de son côté pour reprendre cette place, à la tête de quarante-cinq mille hommes et d'une artillerie considérable. Un combat des plus vifs s'engagea ; la cavalerie russe s'élança avec furie contre l'ennemi; mais le nombre et la supériorité de l'artillerie de Goergeï permit aux Magyars de se maintenir dans leurs positions, et tous les efforts du général Rudiger n'aboutirent cette fois qu'à contenir l'armée de son adversaire de façon à l'empêcher de se rapprocher de Pesth.

Le 20 juillet, un engagement eut lieu entre l'avant-garde russe commandée par le général

comte Tolstoy, et celle des Magyars forte de trente-deux escadrons et de quatorze pièces de canon. Vainement les hussards hongrois firent-ils des prodiges de valeur; la division russe du général Labintzoff, arrivant soudainement sur le champ de bataille, acheva la déroute des insurgés qui, sous les ordres de Dezefwy, se replièrent sur Szolnok. Rapidement instruit de ce nouveau revers, le général Dembinski se retira de son côté à Szegedin. Le but de cette première partie de la campagne, telle que l'avait combinée le prince de Varsovie, se trouvait donc entièrement atteint; tandis que la portion occidentale de la Hongrie rentrait sous la domination impériale, tout le cours supérieur du Danube redevenait libre.

Pendant ce temps, l'armée autrichienne reprenait l'offensive et poussait les Magyars jusqu'à Gyor. Goergeï voulait livrer une bataille sur ce point; mais craignant de se voir débordé de tous côtés par les Autrichiens, que le jeune empereur François-Joseph était venu commander en personne, il abandonna ses positions pour se retirer sur Comorn, point d'appui excellent d'où il pourrait rayonner contre ses adversaires et les anéantir, en les attirant habilement entre ses feux et ceux de la place. Toutefois, un combat important engagé entre son armée et les corps austro-russes qui lui étaient opposés, n'eut pas tout le succès

qu'il en avait espéré. En présence d'adversaires nombreux, il n'y avait qu'une chance de salut; c'était d'opérer la jonction avec les autres corps d'armée que les Russes tenaient en échec au fond de la Hongrie, le gouvernement magyar l'avait bien compris et lui en intima l'ordre; mais soit conviction, soit mauvaise volonté, Goergeï répondit par un refus.

Le feld-maréchal Paskevitch savait que le système de défense adopté par Goergeï ne pouvait être combattu que par des masses concentrées sur un même point, à un jour donné, et il combina aussitôt les mouvements de trois corps d'armée qu'il dirigea contre le général hongrois, de telle sorte qu'ils pussent l'attaquer simultanément, et frapper ainsi un coup décisif pour le succès de la campagne. Après avoir adopté ce plan qui, en effet, était le plus rationnel, il se dirigea lui-même sur Kapolna, point cental d'où il pouvait surveiller et appuyer tout à la fois les divisions qui allaient attaquer Goergeï et forcer le passage de la Theïss pour ouvrir aux Russes le chemin de Debreczin. Le prince Gortchakoff, chef de l'état-major, fut chargé par le maréchal de cette expédition difficile. Arrivé le 25 juillet 1849 à Poroszlo, il trouva la rive gauche de la Theïss gardée par six mille Magyars avec dix pièces de canon. Il s'agissait de traverser, sous le

feu de l'ennemi, une chaussée située entre la rivière et de dangereux marécages; cet obstacle fut franchi par les Russes. Protégés par des batteries heureusement disposées, ils rétablirent les ponts enlevés par les Hongrois, et pendant la nuit passèrent la rivière sous le feu des Magyars embusqués dans les bois qui bordaient la rive. Ceux-ci se retirèrent sur Ujvaros, et l'armée de Paskevitch resta maîtresse de la route de Debreczin. Mais cette place était couverte par un corps d'armée commandé par Nagy-Sandor; le prince de Varsovie, marcha immédiatement contre lui.

Bientôt il eut atteint Ujvaros que les Hongrois venaient d'évacuer, pour prendre position en avant de Debreczin; il y laissa tous les équipages de l'armée, rétablit son ordre de bataille, que les accidents de terrain avaient pu déranger, et s'avança, le deuxième corps formant son aile droite, le troisième l'aile gauche, et la cavalerie protégeant ses flancs. La réserve était composée de la douzième division d'infanterie et de la quatrième division de cavalerie légère.

Les Hongrois avaient dissimulé la majeure partie de leurs forces derrière les collines et les jardins qui entourent Debreczin. Quelques escadrons et deux pièces d'artillerie étaient seuls en vue. La cavalerie légère du prince de Varsovie

reçut l'ordre de se porter en avant et d'enlever ces troupes si peu nombreuses en apparence. Mais elle fut accueillie par une pluie de boulets qui porta le désordre dans ses rangs, et presque aussitôt les colonnes magyares débouchèrent des ravins et des bois qui les dissimulaient.

Une division d'infanterie russe et quatre batteries d'artillerie à cheval s'étaient avancées pour soutenir la cavalerie si péniblement engagée. Une canonnade très-vive s'échangea de part et d'autre, et le feld-maréchal, qui venait de découvrir que le flanc droit de l'ennemi pouvait être tourné, fit exécuter ce mouvement par deux divisions appuyées de quatre batteries d'artillerie, pendant qu'une colonne d'infanterie et de cavalerie marchait directement sur Debreczin.

Surprise par cette manœuvre, la cavalerie magyare fut mise en pleine déroute. Les fantassins, retranchés dans les fossés et les jardins, firent une longue résistance; mais abordés avec une rare énergie par les régiments musulmans et causasiens du général prince Beboutoff, ils furent rejetés vers la ville. Le général y pénétra lui-même en les poursuivant, et le reste de l'armée, suivant cette impulsion, secondée par le feld-maréchal Paskevitch, entra dans Debreczin qui demeura définitivement au pouvoir des Russes. Trois mille prisonniers, de l'artillerie et

tous les bagages de l'armée hongroise, devinrent les trophées de cette bataille de Debreczin, dont les résultats furent immenses, car elle concentrait naturellement l'action des Magyars dans la partie méridionale de la Hongrie, et donnait aux Russes une position centrale des plus importantes, puisqu'elle dominait tout à la fois les routes d'Arad, de Grosswardein, de la Theïss et de Transylvanie. Le 2 août, un service d'actions de grâces fut célébré dans la même église, où, quelques semaines auparavant, la déchéance de la maison d'Autriche avait été proclamée par le dictateur Kossuth.

XXII.

SUITE DES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE RUSSE EN HONGRIE. — DÉFAITES SUCCESSIVES DES HONGROIS. — DISSIDENCES ENTRE LES CHEFS MAGYARES. — KOSSUTH SE DÉMET DE SES POUVOIRS. — SOUMISSION DE GOERGEÏ. — IL NE VEUT SE RENDRE QU'AUX RUSSES. — SA LETTRE. — CONSEILS DE LA RUSSIE AU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN. — EXÉCUTION DE GÉNÉRAUX HONGROIS.

Après la bataille de Debreczin, le prince de Varsovie, profitant rapidement de sa victoire, lança sept régiments de cavalerie à la poursuite des colonnes magyares en déroute, et se porta

sur Arad pour ouvrir ses communications avec l'armée autrichienne qui, elle-même, avait occupé Szegedin et s'avançait vers Arad et Temeswar. Cette manœuvre fut décisive; mais n'anticipons pas sur les faits.

Deux corps d'armée commandés par les généraux Lüders et Grottenhelm avaient reçu la mission de pénétrer en Transylvanie, l'un par la Valachie, l'autre par la Bucowine; ils devaient soumettre la Transylvanie, puis ensuite rallier l'armée du feld-maréchal Paskevitch.

Bem, ainsi que nous l'avons dit, commandait les forces magyares en Transylvanie. Il avait successivement grossi sa petite armée et l'avait portée au chiffre de vingt mille hommes; son plan était d'agir d'abord contre le général Grottenhelm, et, après l'avoir rejeté dans la Bucowine, de porter tous ses efforts contre le général Lüders, son autre adversaire du midi. Mais les choses ne se passèrent pas comme il l'avait espéré : Lüders s'empara successivement du couvent de Prédial, qu'il attaqua et enleva le 1er juillet 1849, de Tomosch, que les Hongrois ne purent défendre, de la place de Kronstadt, qui se rendit à discrétion, et enfin d'Hermanstadt, qu'il occupa le 21 juillet, après avoir laissé pour garder Kronstadt un détachement autrichien sous les ordres du général Clamm.

Pendant ce temps, Grottenhelm franchissait le défilé de Tihutza, remportait un avantage à Borgo-Prund, repoussait l'attaque de Bem, le 9 juillet, et remportait également à Tekendorf un avantage signalé.

Bem voulut alors enlever la place de Kronstad, mais la division autrichienne du général Clamm le repoussa avec perte. Le 30 juillet, il se voyait encore vaincu à Segeswar, sanglante bataille où le jeune chef de l'état-major russe, Skariatine, trouva une mort glorieuse, et enfin il perdait une seconde fois Hermanstadt, qu'il était parvenu à reprendre, après un combat acharné. L'occupation de Maros-Vasarhely par le corps d'armée de Grottenhelm, compléta les résultats de cette campagne, et assura la soumission de la Transylvanie.

On comprend combien ce concours des Russes avait facilité l'action de l'armée autrichienne. Tandis que le prince de Varsovie tenait Goergeï en échec, le baron de Haynau, couvert sur son flanc gauche, marchait sur Szegedin, et l'occupait. Puis, après avoir franchi la Theïss, malgré les efforts de Dembinski, remportait, le 10 août, à Témeswar, avec le concours du général Paniutine, une victoire décisive.

Cette longue série de revers avait découragé les Magyars. Un succès de détail vint leur rendre

quelque espoir : le corps d'armée autrichien commandé par le général Czorich, et qui bloquait la forteresse de Comorn, fut repoussé jusque derrière la Waag par la nombreuse garnison de cette place. Les Hongrois redevinrent donc maîtres de toute la rive droite du Danube, ainsi que de la ville de Raab.

Mais cet échec des Autrichiens ne devait et ne pouvait modifier en rien un résultat désormais acquis. Le gouvernement hongrois avait appelé à lui le général Bem obligé de fuir en Transylvanie devant les masses qui lui étaient opposées. Les talents et la popularité de Bem lui semblaient de nature à relever les courages abattus et à diriger heureusement les derniers efforts de la Hongrie révolutionnaire. Mais les événements marchaient trop vite, et la défaite de Témeswar détruisit toutes ces illusions. La diète, forcée de fuir de Pesth à Szegedin et de Szegedin à Arad, avait perdu toute son autorité morale; l'armée commençait à entrer en dissolution ; il existait entre Kossuth et Goergeï une inimitié sourde basée sur la jalousie. Depuis longtemps déjà, ces deux hommes ne s'entendaient plus. Goergeï avait compris l'impossibilité de la résistance; Kossuth, convaincu ou non, prêchait la continuation de la guerre. Une entrevue eut lieu à Arad entre ces deux personnages, et à la suite de cet entretien suprême,

Kossuth prit le parti de se démettre des pouvoirs qui lui avaient été confiés. Il les remit à Goergeï; en même temps on apprenait la défaite de Bem et de Dembinski à Témeswar.

Le corps de troupes dont disposait Goergeï, dernière ressource de la révolution magyare, se composait d'environ vingt-quatre mille hommes exténués de privations et de fatigues. Espérer opposer avec ce faible contingent de soldats épuisés une sérieuse résistance aux masses compactes de l'armée austro-russe eût été véritablement insensé. Après avoir annoncé officiellement son avénement à la dictature, Goergeï concentra son armée sur Vilagos, lui déclara que désormais la lutte devenait impossible, et expédia au général russe Rudiger un courrier chargé de lui remettre une dépêche datée d'Arad, le 11 août 1848; elle était ainsi conçue :

« Général,

« Vous connaissez sans doute la triste histoire de ma patrie; je vous épargnerai donc la fatiguante répétition de tous les événements qui se sont enchaînés d'une manière si fatale, et qui nous ont poussés tous les jours plus avant dans une lutte désespérée, d'abord pour nos libertés et ensuite pour notre existence. La meilleure, et, j'ose le dire, la plus grande partie de la nation

n'a pas cherché à la légère cette lutte; mais après avoir été entraînée par ses rapports avec un grand nombre d'hommes honorables qui n'appartiennent pas, il est vrai, au pays, elle y a persévéré honnêtement, fermement et non sans succès.

« La politique de l'Europe a exigé que S. M. l'Empereur s'alliât à l'Autriche pour nous vaincre, et rendît un combat plus long, impossible pour nos propres forces.

« C'en est fait; beaucoup de bons, de vrais patriotes hongrois l'avaient prévu et l'avaient prédit. L'histoire dira un jour ce qui engagea la majorité du gouvernement provisoire à fermer l'oreille à ces avertissements. Ce gouvernement n'existe plus. Au moment des plus grands dangers, il s'est montré le plus faible.

« Quant à moi, homme d'action et dont, j'ose le dire, les œuvres n'ont pas été stériles, j'ai reconnu aujourd'hui qu'une effusion ultérieure de sang serait inutile et funeste pour la Hongrie, comme je l'avais reconnu dès le commencement de l'intervention russe; j'ai donc invité le gouvernement provisoire à se démettre de son pouvoir, son existence rendant le sort de la Hongrie de jour en jour plus déplorable. Le gouvernement provisoire a reconnu cette vérité, et il a abdiqué de son propre gré et résigné ses pou-

voirs entre mes mains. Je profite de cette circonstance, suivant ma conviction, pour éviter une effusion de sang, pour délivrer mes paisibles concitoyens, que je ne saurais plus défendre, des horreurs de la guerre; je mets bas les armes, et par cette démarche je donne peut-être l'impulsion à tous les chefs de corps hongrois séparés de moi, pour agir de même, dès qu'ils auront reconnu que c'est maintenant ce qu'il y a de mieux à faire pour la Hongrie.

« En agissant ainsi, je mets ma confiance dans la générosité bien connue de S. M. le tsar, et je me plais à espérer qu'il n'abandonnera pas à leur triste sort tant de mes braves compagnons d'armes qui, autrefois officiers dans l'armée autrichienne, se sont trouvés entraînés par les circonstances dans une guerre contre l'Autriche; j'aime à croire qu'il ne livrera pas les peuples de la Hongrie, accablés sous le poids du malheur, à l'aveugle soif de vengeance de leur ennemi. Il suffirait peut-être que je fusse la seule victime expiatoire pour tous.

« J'adresse cette lettre à vous, général, parce que c'est vous qui m'avez le premier donné des preuves de considération qui ont gagné ma confiance. Hâtez-vous donc, si vous voulez empêcher l'effusion du sang, de procéder à la triste cérémonie du désarmement, dans le plus

bref délai; mais veuillez prendre toutes les mesures nécessaires pour que cet affligeant spectacle n'ait d'autres témoins que les troupes de S. M. l'Empereur de Russie; car, je le déclare solennellement, j'aimerais mieux anéantir tout mon corps d'armée dans un combat désespéré contre les forces les plus disproportionnées, que de mettre bas les armes, sans condition, devant les troupes autrichiennes.

« Demain, 12 août, je marche à Vilagos, après demain, 13, à Borosjeno; le 14, je serai à Beel. Je vous désigne ces endroits, général, afin que vous puissiez vous trouver avec vos troupes, entre mon corps et l'armée autrichienne. Dans le cas où cette manœuvre ne réussirait pas, dans le cas où l'armée me serrerait de trop près, je chercherai à la repousser et à me diriger sur Grosswardein, pour rejoindre sur cette route l'armée russe, la seule devant laquelle mes soldats soient disposés à remettre volontairement leurs armes.

« J'attends, général, votre réponse dans le plus bref délai, et je termine ma lettre en vous exprimant l'assurance de ma considération sans bornes. »

Après avoir eu connaissance de cette dépêche, et comme Goergeï ne posait aucune condition, le prince de Varsovie autorisa le comte Rüdiger à

accepter la soumission du chef magyar et à procéder au désarmement de son corps d'armée.

Le 15 août 1849, Goergeï, avec onze généraux hongrois et tous ses officiers, venait se constituer prisonnier de guerre; le bulletin par lequel Paskevitch rendait compte à l'empereur Nicolas de l'issue de cette campagne, se terminait par ces paroles très-remarquées alors :

« La Hongrie est aux pieds de Votre Majesté Impériale; le gouvernement des insurgés a renoncé à ses pouvoirs dont Goergeï a été chargé. Goergeï dépose les armes sans conditions avec l'armée principale des insurgés, et sans doute les autres corps de l'insurrection suivront son exemple. Les officiers envoyés par lui pour négocier se sont montrés disposés à se rendre auprès de ces divers détachements avec nos commissaires ou les commissaires autrichiens, pour les engager à mettre bas les armes. J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Majesté Impériale, que la seule condition posée par Goergeï est de pouvoir déposer les armes devant l'armée de Votre Majesté. J'ai pris les mesures nécessaires pour que ces troupes fussent entourées de toutes parts par le corps du général Rüdiger, que je chargerai également de procéder au désarmement. En ce qui concerne la remise des prisonniers et les mesures à prendre relativement aux autres corps insurgés,

j'agirai de concert avec le commandant en chef de l'armée autrichienne. J'ai fait amener Goergeï à mon quartier général, où il restera en attendant les ordres de Votre Majesté Impériale. »

Goergeï, investi de tous les pouvoirs du gouvernement magyar, ordonna aux divers chefs de corps, ainsi qu'aux commandants des forteresses de Peterwardein, Arad et Comorn, de se rendre sans conditions comme il l'avait fait lui-même. Arad et Peterwardein se soumirent les premiers; Comorn refusa d'obéir, et sa garnison, commandée par Klapka, défendit jusqu'au 28 septembre 1849, ce dernier boulevard de la Hongrie. Une capitulation honorable lui fut accordée, afin d'éviter les lenteurs d'un siége dont l'issue, du reste, ne pouvait être douteuse.

Tout était donc consommé pour la cause magyare. Kossuth et les membres du gouvernement hongrois passèrent les frontières et cherchèrent un refuge en Turquie.

Ainsi se termina cette guerre; en frappant mortellement l'insurrection hongroise, la Russie avait rendu à l'Autriche un de ces services qui ne sauraient se payer par trop de gratitude et d'égards, et qui attribuent en quelque sorte naturellement à ceux qui les rendent le droit de conseil vis-à-vis de ceux qui les reçoivent. C'est ainsi que le roi Louis XVIII écoutait et suivait souvent,

pendant les deux premières années de la restauration, les avis de l'empereur Alexandre.

L'attitude du gouvernement autrichien vis-à-vis du tsar eut-elle ce caractère d'intime confiance? Les conseils donnés par lui furent-ils appréciés comme ils auraient pu l'être? Il est permis d'en douter.

L'indulgence sied bien après la victoire, et il est certain que l'empereur voulut inspirer au gouvernement autrichien des pensées de clémence; mais ces conseils ne furent pas suivis, quoique la politique la plus habile soit toujours le pardon et l'oubli, dès que l'on est assez fort pour pardonner et oublier. De trop nombreuses exécutions suivirent le triomphe de la cause impériale. A Pesth, le comte Louis Batthyanyi, président du premier ministère magyar sous le palatin Étienne, tomba fusillé en criant « Vive la patrie! » Condamné d'abord à être pendu, il avait, pour échapper à ce supplice, tenté de se donner la mort en s'ouvrant les veines jugulaires. A Arad, treize généraux hongrois furent livrés au supplice infamant que Batthyanyi avait voulu éviter. Tous moururent avec courage; mais Damianich et Nagy-Sandor se firent remarquer par une force d'âme et une présence d'esprit vraiment exceptionnelles. En marchant au sanglant gibet, Damianich se plaignait amèrement d'être conduit le

dernier à la mort, lui qui allait toujours le premier au feu.

Ces exécutions, ordonnées sans doute dans un but d'intimidation, ne produisirent pas tout l'effet que le gouvernement autrichien en avait attendu. De telles mesures ne semblent plus appartenir à notre âge ; l'utilité en peut être contestée, les inconvénients en sont palpables. La clémence après la victoire est presque toujours de la prudence. Là, c'eût été de l'habileté.

Les sages conseils de la Russie n'avaient donc pas été écoutés; une proclamation du feld-zeugmeister Haynau vint soulever les justes susceptibilités de l'armée russe, et réveiller des rivalités éteintes au milieu de périls collectivement bravés. Datée de Temeswar, le 18 août 1849, elle était ainsi conçue, et portait en elle un regrettable caractère d'ingratitude et d'oubli :

« Les armes impériales victorieures ont vaincu l'hydre à mille têtes de la révolution hongroise.

« Le principal corps des rebelles, commandé par leur meilleur chef, Goergeï, s'est rendu à discrétion ; la forteresse d'Arad a été réoccupée hier par les troupes impériales, et les parties dispersées de l'armée rebelle qui, dans leur aveuglement, osent faire une dernière tentative, sont poursuivies sans relâche et détruites ou forcées de se soumettre.

« Ces circonstances, qui doivent faire regarder la guerre comme heureusement terminée, et toute la Hongrie comme occupée par les troupes impériales, m'engage à accorder une amnistie complète à tous les hommes de l'armée autrichienne, y compris les sergents-majors et quartiers-maîtres, qui ont passé des rangs de l'armée impériale à ceux des rebelles, et à décider qu'ils rentreront dans nos troupes, mais sans égard à leur ancien rang, et comme simples soldats. Des dispositions ultérieures seront prises plus tard. Les cadets et sous-officiers, qui sont devenus officiers dans l'armée hongroise, sont compris aussi dans cette amnistie, de même que les officiers de l'armée magyare qui n'avaient pas servi dans l'armée autrichienne, et qui n'ont rien de spécial; mais sous réserve de dispositions ultérieures sur leur incorporation.

« Je me réserve aussi les dispositions concernant les chefs de l'armée rebelle et ceux de la révolution, et les officiers qui ont passé de nos rangs dans ceux des insurgés. »

On comprend tout ce que la teneur de cette proclamation eut de pénible pour l'armée russe. Elle put blesser aussi l'armée autrichienne, qui n'avait pas besoin qu'on altérât plus ou moins la vérité des faits dans l'intérêt de sa réputation et de son honneur. L'irritation fut grande chez les

généraux russes, et lorsque l'empereur publia, à la date du 22 août, le manifeste par lequel il remerciait son armée des services qu'elle venait de rendre, non-seulement à l'Autriche, mais à l'Europe entière, on ne manqua pas de placer ses paroles en regard de celles du baron Haynau.

Il y eut deux sortes de révolutionnaires dans la révolution de Hongrie, et l'on pourrait dire qu'elle eut aussi deux origines diverses. Éminemment féodale dans le principe, faite par la noblesse et dans un intérêt national qui avait pour but de maintenir des priviléges et des franchises, elle ne prit un caractère démocratique que lorsque Kossuth et ses amis en usurpèrent la direction suprême; alors se produisit un fait qui a signalé de même les phases dernières de la révolution italienne : la démocratie, ou pour parler plus exactement la démagogie, absorba la révolution à son profit. Mazzini et Kossuth sont de la même famille, et surent tous deux enlever aux causes qu'ils ont si déplorablement défendues, l'intérêt pour ainsi dire historique qui pouvait, au début, s'attacher à ces efforts en faveur de nationalités perdues. La déchéance de la maison de Hapsbourg et la proclamation d'une république impossible sont des faits analogues aux violences de Rome, à la suppression de l'autorité temporelle des papes, et à tous ces rêves d'une

politique insensée que nous avons fait évanouir nous-mêmes au bruit du canon. Les agitateurs qui se ressemblent tous pour le malheur des peuples, les prétendus novateurs qui bouleversent les États pour le triomphe passager d'une utopie, paraissent oublier cette vérité, si palpable cependant, que rien de nouveau, au point de vue gouvernemental ou social, ne saurait se produire maintenant dans notre vieux monde; que toutes les formules sont épuisées, et qu'à part la différence des époques, des mœurs, des coutumes, tout a été tenté, tout a été éprouvé, depuis le despotisme le plus dur jusqu'à la plus complète licence. Ils semblent ignorer que les passions humaines, de quelque costume qu'elles se revêtent d'ailleurs, et à quelque génération qu'elles appartiennent, sont et seront toujours les mêmes; qu'il n'y aura jamais qu'un certain nombre de formules gouvernementales pour diriger et maintenir les hommes. Passer de l'une à l'autre, imposer l'une au détriment de l'autre, ne peut être un progrès qu'autant que la formule nouvelle s'applique mieux aux instincts naturels, aux habitudes, au tempérament, en un mot, du peuple que l'on veut en doter. Rien de plus triste à constater que cette aberration de l'esprit qui porte ces hommes de désorganisation, enfantés par les troubles civils, à engager leur pays dans

des voies éminemment périlleuses pour l'unique satisfaction d'une politique spéculative. Kossuth a été le mauvais génie de la cause magyare, comme Mazzini le fut lui-même de la cause italienne. Les révolutions modernes de la vieille Europe portent à un degré vaiment remarquable, l'empreinte de la débilité de l'esprit humain, de l'impuissance des forces de l'homme en présence des éternels principes, des conséquences éternelles de toutes les vérités politiques et sociales, inhérentes en quelque sorte à l'humanité elle-même.

Placé à un point de vue diamétralement opposé, le tsar Nicolas, après avoir adressé, dans une proclamation dont nous avons déjà parlé, ses remerciements à l'armée russe, publia le manifeste suivant qui faisait entendre à l'Europe des paroles dont la grandeur un peu mystique ne saurait être méconnue.

« Par la grâce de Dieu, nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., savoir faisons :

« La Russie remplira sa sainte vocation. » Telles étaient les paroles que nous adressions à nos sujets bien-aimés, en leur annonçant que, conformément au désir de notre allié, l'empereur d'Autriche, nous avions ordonné à nos armées d'aller étouffer la guerre en Hongrie, et d'y réta-

blir l'autorité légitime de son souverain. Avec la protection de Dieu, ce but a été atteint. En moins de deux mois, nos braves troupes, à la suite de nombreuses et brillantes victoires en Transylvanie et sous Debreczin, ont marché de succès en succès, de la Gallicie à Pesth, de Pesth à Arad, de la Bucowine et de la Moldavie au Banat.

« Enfin, les bandes d'insurgés, refoulées de toutes parts, du nord et de l'est par nous, de l'ouest et du sud par l'armée autrichienne, ont déposé les armes devant l'armée russe, recourant à notre médiation pour solliciter un pardon magnanime de leur légitime souverain. Après avoir saintement accompli notre promesse, nous avons ordonné à nos troupes victorieuses de rentrer dans les limites de l'empire.

« Le cœur pénétré de gratitude pour le dispensateur de tous biens, nous nous écrions du fond de l'âme : *Nobiscum Deus! audite populi et vincemini, quia nobiscum Deus!*

« Donné à Varsovie, le 17-29e jour du mois d'août de l'an de grâce 1849 et de notre règne le 24e. »

De même que la guerre de Pologne, la campagne de Hongrie avait mis dans tout leur jour les talents militaires vraiment exceptionnels du prince de Varsovie. L'empereur François-Joseph le remercia par une lettre autographe de l'émi-

nent service qu'il venait de rendre à la monarchie autrichienne. Cette lettre était accompagnée de la grand-croix de l'ordre de Marie-Thérèse.

Mais le tsar pouvait plus difficilement récompenser cet habile et fidèle serviteur, car depuis quelques années déjà, le prince de Varsovie possédait tous les honneurs, toutes les dignités auxquels un Russe puisse prétendre. L'empereur qui, en dernier lieu, lui avait conféré le titre de prince avec la dénomination d'altesse, trouva cependant un ingénieux moyen de donner au feld-maréchal (lui seul possède ce grade militaire en Russie) une preuve nouvelle et publique de sa satisfaction; il ordonna, par un rescrit, que tous les honneurs militaires, exclusivement réservés jusque-là à la majesté impériale, fussent désormais rendus, même en sa présence, au prince de Varsovie [1]. Savoir honorer le mérite réel et récompenser dignement les services, ce n'est pas seulement une des plus grandes et des plus précieuses qualités d'un souverain; c'est la plus grande, la plus précieuse, mais aussi, il faut bien l'avouer, la plus rare de toutes.

1. En 1851, pour célébrer le jubilé cinquantenaire des services du prince Paskevitch, l'empereur a fait orner son bâton de maréchal d'une inscription particulière en diamants.

XXIII.

DEMANDE D'EXTRADITION DES RÉFUGIÉS HONGROIS ET POLONAIS FAITE A LA PORTE-OTTOMANE. — MORT DU GRAND-DUC MICHEL. — INCIDENTS DE LA GUERRE DU CAUCASE. — INAUGURATION DU CHEMIN DE FER DE SAINT-PÉTERSBOURG A MOSCOW.

La clémence avait, ainsi que nous l'avons dit, été conseillée par le tsar au gouvernement autrichien, et le prince de Varsovie s'était chargé auprès de l'empereur d'être l'organe de cette heureuse pensée. Si quelques doutes historiques pouvaient s'élever à cet égard, ils tomberaient aisément devant ce passage de la lettre adressée par l'empereur François-Joseph au feld-maréchal Paskevitch :

« Oui, sans doute, monsieur le feld-maréchal, si je ne devais suivre que les inspirations de mon cœur, je jetterais un voile impénétrable sur le passé, et je ne songerais qu'aux moyens de guérir les terribles plaies faites par une révolte criminelle à la malheureuse Hongrie ; mais je ne dois pas oublier que j'ai des devoirs sacrés à remplir envers mes autres peuples, et que le lien général de mon empire m'impose des obligations que je ne puis perdre de vue. Toutefois, Votre Altesse a

rendu justice à mes sentiments, quand elle a supposé d'avance que je m'estimerais d'autant plus heureux que je laisserais la clémence s'exercer plus largement, tout en prenant en considération les graves motifs qui se rattachent aux questions de sûreté générale. »

L'empereur Nicolas voulait donc que des mesures de clémence fussent adoptées à l'égard des hommes qui avaient été entraînés dans cette guerre, soit par l'ardeur de la jeunesse, soit par le respect d'un point d'honneur militaire ou par une fausse interprétation des sentiments et des besoins de la nation hongroise; mais les meneurs de cette révolution étouffée au berceau; mais les hommes qui avaient préparé de longue main cette terrible insurrection magyare, sans s'inquiéter des suites qu'elle pourrait avoir, ceux-là devaient au contraire, dans la pensée de l'empereur, être traités avec une grande sévérité. De là, les démarches du cabinet de Saint-Pétersbourg de concert avec celui de Vienne, auprès de la Porte-Ottomane, pour le renvoi des réfugiés hongrois et polonais qui, de Constantinople, menaçaient encore de soulever à un moment donné les provinces récemment insurgées. On sait quelle fut l'issue de cette démarche des gouvernements russe et autrichien, et comment après le refus d'extradition

opposé par la Turquie, Kossuth se retira en Angleterre d'abord, et ensuite aux États-Unis.

Dans cette question de l'extradition des réfugiés polonais et hongrois, l'Angleterre avait pris avec une chaleur inusitée la défense des droits de la Porte-Ottomane. Ce zèle calculé alla même jusqu'à la violation des traités, car la flotte anglaise pénétra dans les Dardanelles. Lord Palmerston avait voulu faire comprendre au cabinet de Saint-Pétersbourg qu'il était disposé à adopter, le cas échéant, des résolutions extrêmes. Et bientôt, comme la Russie occupait toujours les principautés danubiennes, il s'en prit à la Grèce, puissance spécialement protégée par le tsar, et souleva ces réclamations pécuniaires qui fournirent au cabinet français l'occasion de prendre une attitude si ferme et si digne vis-à-vis du gouvernement britannique.

Plus tard, lorsque lord Palmerston, continuant à l'égard de l'Autriche le rôle qu'il avait entrepris de jouer avec la Russie, réclama du cabinet toscan des indemnités en faveur des sujets anglais dont les intérêts avaient pu être lésés lors de l'entrée de l'armée autrichienne à Livourne, le cabinet russe en appuyant, par une note d'une énergie exceptionnelle, les résistances que l'Autriche opposait, au nom de la Toscane, à ces ridicules prétentions du ministère anglais, fit bien connaître

qu'il n'avait point oublié les récents procédés de l'Anglererre envers la Russie.

Le tsar était intervenu par les armes dans la révolution magyare; il intervint par la diplomatie dans les questions qui divisaient profondément alors l'Allemagne centrale; cette diplomatie habile, éclairée, patiente, est une des forces principales du gouvernement russe. Depuis longtemps sa réputation est faite; et plus encore que les armées de la Russie, elle assure à cette puissance une immense influence européenne.

Des fêtes brillantes devaient célébrer à Varsovie le retour du feld-maréchal Paskevitch. La mort subite du grand-duc Michel vint déranger tous ces plans. L'empereur fut vivement affecté de la mort de son frère. Nature dévouée, cœur chaleureux, le grand-duc Michel avait, en maintes circonstances, rendu les plus utiles services à l'empereur, et ses précieuses qualités, cachées sous une apparence de rudesse, étaient connues et appréciées de l'armée. En le perdant, le tsar perdit le confident de ses plus intimes pensées et le bras droit de sa volonté souveraine. Un esprit très-incisif, très-éclairé, un bon sens pratique qui frappait de prime-abord, une bienveillance marquée pour les étrangers qui lui étaient présentés, telles étaient les qualités le plus en évidence du grand-duc Michel, et elles auraient amplement

suffi pour faire regreter un homme placé sur un degré moins élevé de l'échelle sociale[1].

Plus tard, en 1850, Varsovie devint à deux reprises un lieu de conférences politiques : la première fois, le 27 mai, les princes de Prusse et le prince de Schwarzenberg, ministre des affaires étrangères d'Autriche, s'y trouvèrent réunis à l'empereur et au grand-duc héritier ; à la suite de cette entrevue, les princes prussiens furent invités à se rendre à Saint-Pétersbourg où, suivant l'usage, eurent lieu en leur présence de grandes revues de la garde impériale.

La seconde fois, le 25 octobre, l'empereur d'Autriche et le prince Charles de Prusse, accompagnés réciproquement des ministres Schwartzenberg et Brandenbourg, s'abouchèrent en présence et sous la médiation du tsar, pour le règlement du différend survenu entre les deux cabinets relativement aux questions de la Hesse et du Danemark. La Russie devait intervenir elle-même dans cette dernière question, au cas où la Prusse s'opposerait à l'intervention que préparait l'Autriche. On sait que ce cas extrême ne se réalisa pas.

1. Nous nous souviendrons toujours, avec une véritable reconnaissance, de l'accueil si bienveillant qui nous fut fait en 1846 par S. A. I. le grand-duc Michel, et des intéressants entretiens dont il voulut bien nous honorer.

La tourmente révolutionnaire paraissait momentanément apaisée au centre de l'Europe. La guerre du Caucase attira l'attention sérieuse de l'empereur. Cette guerre, qui aurait pu devenir une difficulté au milieu des complications que la révolution française de 1848 avait produites, n'est plus qu'une école pratique précieuse pour l'éducation militaire de l'armée russe. Mais alors elle pouvait encore, sinon causer des craintes bien sérieuses, du moins provoquer à juste titre les préoccupations du tsar.

Schamyl, dont nous avons eu déjà occasion de parler, avait pris des proportions considérables, au point de vue militaire et politique. Il avait su, et c'était là sa grande force, inspirer aux populations une entière confiance en ses talents, un respect en quelque sorte religieux pour sa personne. C'était, avec quelque différence de détails, l'Abd-el-Kader des contrées caucasiennes.

Il vint un moment où Schamyl conçut le plan audacieux de diriger tous ses efforts sur le centre même de la ligne du Caucase. Il allait alors jusqu'à rêver le soulèvement de la Kabardie, et comptait sur un mouvement des populations transkoubanes.

Il parvint à rassembler un corps d'environ vingt mille hommes, en joignant aux levées de la Tchetchnia de nombreuses bandes de cavaliers

venus du Daghestan. Cette petite armée était appuyée de plusieurs pièces de canon; il la dirigea vers la Sounja qu'il traversa, et marcha rapidement sur le centre des Russes qu'il espérait prendre à l'improviste.

Mais le général Freytag avait été averti de la manœuvre hardie de Schamyl. Concentrant dans le fort de Groznaya six bataillons d'infanterie et mille cavaliers, il remonta avec ce détachement le cours de la Sounja, et serra de si près l'ennemi qui se dirigeait vers le Terek, que Schamyl n'osa pas s'arrêter dans la petite Kabardie. Dès lors son plan était détruit en partie. Après une marche de soixante werstes, il passa le Terek et rencontra sur la rive gauche de la rivière deux bataillons d'infanterie russe commandés par le colonel Lewkowitch. Cet officier n'hésita pas, malgré la disproportion numérique des forces dont il disposait, à attaquer immédiatement Schamyl qui, n'engageant que sa cavalerie, se porta sur la route de Géorgie, et y prit position. Il comptait encore alors sur le soulèvement de la grande Kabardie, et attendait le concours de la noblesse de ce pays avec le renfort considérable qu'elle devait lui apporter. Au lieu de ces secours qu'il espérait, ce fut le général Freytag que Schamyl vit paraître, et il dut se jeter dans une gorge étroite où les généraux Freytag, Nes-

teroff et Zavadofsky, s'efforcèrent de le cerner.

Le dessein qu'il avait formé de soulever contre la Russie les populations transkoubanes était désormais irréalisable. Il comprit que le seul espoir de salut qui pût lui rester encore, c'était de fractionner son infanterie en petits groupes, et de regagner la Tchetchnia, à travers les bois et les ravins dont il était entouré. Il échappa de la sorte aux ennemis qui l'enveloppaient, et parvint à repasser le Terek à son confluent avec la Zmeika.

Mais le général Freytag ne tarda pas à rejoindre avec ses cosaques l'arrière-garde du fugitif, qui parcourant plus de cent quarante werstes en trente-six heures traversa enfin la Sounja ainsi que son artillerie et le gros de son corps d'armée, abandonnant le reste à la merci des Russes.

Plusieurs naïbs ou chefs du Daghestan méridional avaient accompagné Schamyl dans les phases diverses de cette entreprise, et son insuccès affaiblit singulièrement l'influence qu'il exerçait dans le Daghestan et dans la Tchetchnia.

Le général Nesteroff, poursuivant alors le cours des avantages remportés sur les montagnards en cette circonstance, traversa le défilé de Zontzchin à la tête de six bataillons, cinq escadrons de cosaques, de la milice et huit pièces de canon; il établit un camp à l'embouchure de la rivière Algun-Ali, dans l'Assa, fit abattre de nom-

breuses forêts qui servaient de refuge aux troupes de Schamyl, et détruisit onze villages entre l'Assa et la Fortanga. Vainement un chef kabardien, Mahomet Omsoroff, s'embusquant sur les hauteurs boisées qui s'étendent de l'Assa à la Pfuta, espéra-t-il poursuivre et détruire le corps d'armée russe dans son mouvement de retraite; le colonel Wrewski, instruit de son dessein, aborda vigoureusement les hauteurs sur lesquelles il s'était caché, et le mit dans la déroute la plus complète.

Bientôt Schamyl, comprenant à quel point sa réputation et son autorité se trouvaient compromises par ses dernières défaites, réunit de nouveau un corps de montagnards dans une plaine de la petite Tchetchnia. Deux mille cavaliers, ayant pour chef Haga-Hadschi, se joignirent à lui. Ils remontèrent la chaîne des montagnes kabardiennes, passèrent la Sounja, et menacèrent encore une fois la ligne russe, près de Terek.

Sept cohortes de cosaques et de l'artillerie avaient été envoyées pour reconnaître l'ennemi, sous le commandement du lieutenant-colonel Slepzow. La rive droite de l'Assa était gardée par une infanterie assez nombreuse, la rive gauche par cinq mille hommes de cavalerie. Le lieutenant-colonel n'hésita pas cependant à attaquer ces forces supérieures aux siennes, et employa avec

succès les fusées à la Congrève pour disperser les montagnards étonnés de l'effet de ces projectiles. Bientôt ils se retirèrent sur le fort Auka, laissant derrière eux un assez grand nombre de morts.

De nouvelles et fréquentes tentatives furent faites à cette époque par les Circassiens qui s'étaient joints aux montagnards de Schamyl pour enlever des postes russes ; mais une affaire décisive, dirigée avec habileté par le général Schwartz, détermina dans le village de Kataels la défaite du principal corps ennemi commandé par un chef nommé Daniel Bèy.

Schamyl résolut alors de reparaître sur ce théâtre de combats : les Russes venaient d'investir le village de Guergnébil ; il les attaqua et chercha à leur couper la retraite. Ses montagnards descendirent donc dans la plaine, et menacèrent le corps d'armée du prince Argoutinski-Dolgorouki. Ce général, voyant que la situation allait devenir périlleuse pour lui, prit aussitôt l'offensive, fit charger les montagnards par sa cavalerie, et les repoussa si vigoureusement, que leur défaite fut complète. Toutefois, Schamyl avait donné aux naïbs d'Aukratl et à plusieurs tribus l'ordre de marcher sur la ligne lesghienne, afin d'opérer une diversion pendant qu'il tenterait son coup de main, et tous les chemins des montagnes que la neige couvrait en-

core étaient presque impraticables. Les Russes durent se replier sans profiter des avantages qu'ils avaient remportés d'abord, et le choléra, qui éclata dans leurs rangs, aggrava leur position plus pénible que périlleuse au point de vue militaire, car les montagnards semblaient déjà découragés par le peu de succès de leurs tentatives presque toujours inutiles.

Plus tard, dans la Tchetchnia, le général Nesteroff confia au colonel Sleptzoff le commandement d'une expédition destinée à opérer ce qu'en Afrique on nomme une razzia. Huit cents cosaques, neuf compagnies d'infanterie de la milice et quatre pièces de canon, composaient la colonne expéditionnaire, qui fut dirigée à travers les forêts, vers le Valerik, sur les bords duquel le colonel Sleptzoff s'arrêta. Il divisa sa colonne en deux portions égales. L'une devait s'avancer vers les villages et s'en emparer; l'autre avait pour mission plus spéciale d'enlever les denrées et le bétail; les Caucasiens se défendirent avec une grande intrépidité, et le combat ne dura pas moins de deux heures. Enfin, ils se virent repoussés et leurs pertes furent considérables.

Une stanitza ou blockhaus avait été établie sur la rivière d'Assa; les montagnards, dont elle gênait les incursions incessantes, dirigèrent contre elle tous leurs efforts; cependant le colonel Gross-

mann, secondé par le colonel Sleptzoff, les mit dans une déroute complète, et les poursuivit jusque dans leurs retraites les plus inaccessibles. La prise du village de Salty fut le complément de cette brillante expédition qui eut pour résultat de rétablir la tranquillité dans le Daghestan, et de détruire encore une fois le prestige qui s'attachait au nom et aux actes de Schamyl.

Tous ces faits militaires se passaient avant les complications révolutionnaires que 1848 a amenées à sa suite; nul doute que si l'insurrection hongroise eût, en triomphant, provoqué un soulèvement nouveau en Pologne, les frontières russes du côté du Caucase n'eussent été envahies par Schamyl et ses montagnards.

En 1850, et alors que toutes les tentatives de bouleversement avaient complétement échoué au centre de l'Europe, le grand-duc héritier fit un voyage dans le Caucase, et signala sa présence au milieu des troupes russes par un trait de bravoure justement remarqué : il se rendait au fort d'Atchkhoï, accompagné d'un détachement qui lui servait d'escorte, lorsqu'une bande nombreuse de montagnards attaqua à l'improviste les tirailleurs qui, suivant l'usage, marchaient sur les ailes de la colonne. Le tsarevitch, se mettant aussitôt à la tête de sa cavalerie, les chargea avec une grande résolution, reçut amplement le bap-

tême du feu, et se comporta si vigoureusement dans la lutte, pour ainsi dire corps à corps, qui s'engagea un moment au milieu de la plaine, que le prince Worontzoff, commandant de l'armée du Caucase, organe des soldats eux-mêmes, crut pouvoir, sans faire acte de courtisan, demander pour le prince la croix de chevalier de l'ordre militaire de Saint-George, qui ne s'accorde que très-exceptionnellement et uniquement pour récompenser des actions d'éclat. Cet incident, glorieux pour le tsarevitch, ne contribua pas peu, du reste, à accroître l'ardeur des soldats et des chefs dans une guerre où toute la patience humaine doit être jointe à la bravoure, afin de surmonter d'incessants et redoutables obstacles; guerre que la situation topographique des régions caucasiennes permet de renouveler sur un point, lorsqu'elle s'épuise sur l'autre; dans laquelle les Russes font des progrès lents, mais certains, et qui, peut-être, doit ouvrir le chemin de l'extrême Orient aux convoitises de leurs générations futures.

Après le départ du grand-duc héritier, une campagne d'hiver fut entreprise dans la Tchetchnia. Pour obtenir des voies de communication, on fit de larges trouées à travers d'épaisses forêts, moyen qui jusqu'alors avait complétement réussi, mais qui rencontra dans sa réalisation, des ob-

stacles nombreux de la part de Schamyl. Enfin, pendant l'été de 1851, la guerre recommença de part et d'autre avec une ardeur nouvelle. Les montagnards, qui presque toujours prennent l'offensive, cherchèrent à enlever aux Russes les positions dont ceux-ci s'étaient emparés dans la précédente campagne, et des engagements très-meurtriers s'ensuivirent. Cependant on obtint la soumission de plusieurs tribus; Hadji-Mourad, l'un des plus intrépides lieutenants de Schamyl, se sépara de ce dernier par suite de dissentiments survenus entre eux, et se soumit à son tour. Plus tard, ayant exprimé le désir d'être conduit dans sa tribu, Hadji-Mourad voulut tout à coup recouvrer sa liberté en poignardant un soldat chargé de le surveiller. Il fut mis à mort lui-même à la suite de cette agression.

Nous l'avons dit, nul doute que les Russes ne fassent chaque jour quelques progrès dans cette guerre contre des populations belliqueuses qui combattent l'envahissement avec une énergie désespérée. La prise de Schamyl, l'âme de cette guerre, aurait vraisemblement un effet immédiat; mais Schamyl n'est pas seulement le plus infatigable des adversaires, il en est encore le plus habile.

La réalisation d'une mesure importante à tous les points de vue a signalé l'année 1851. Les

deux capitales de l'empire, Moscow et Saint-Pétersbourg, ont été reliées entre elles par une voie de fer qui les met à vingt heures de distance l'une de l'autre, immense amélioration dont l'avantage se fait plus particulièrement sentir dans un État où la rapidité des communications gouvernementales est une indispensable nécessité. L'empereur a fait en personne et avec solennité l'inauguration de cette voie de fer. Accompagné de plusieurs membres de sa famille, entre autres des grands-ducs Nicolas et Michel ses fils, et de sa fille la grande-duchesse Olga[1]. Des fêtes brillantes, religieuses et militaires, ont renouvelé en quelque sorte celles du couronnement de l'empereur dont nous avons eu occasion d'indiquer la magnificence; elles se sont, comme toujours, terminées par des revues pendant lesquelles les soixante mille hommes du 6e corps d'infanterie ont passé sous les yeux du tsar.

Peu de jours après cette fête nationale, un décret de l'empereur ordonnait l'établissement d'un nouveau chemin de fer, non moins important que celui de Moscow pour la prospérité de l'empire. Nous voulons parler de la ligne de Saint-Pétersbourg à Varsovie. Cette ligne si intéressante pour le commerce russe ne l'est pas moins

1. Mariée en 1846 au prince royal de Wurtemberg.

sans doute pour la politique de l'empereur. Avec les chemins de fer et les faciles communications qu'ils établissent, les nationalités diverses disparaissent dans un grand État et l'homogénéité se fonde. Résultat immense depuis si longtemps recherché par les souverains russes, et dont les conséquences capitales ne tarderont pas à se produire.

XXIV.

RÉSUMÉ GÉNÉRAL. — LA RUSSIE EN 1853.

Nous l'avons déjà dit dans le cours de ce travail : pour nous, le meilleur gouvernement est celui qui donne à une nation la plus grande somme de prospérité matérielle, tout en sauvegardant sa dignité et en ménageant les intérêts de son avenir. L'imperfectibilité étant malheureusement la condition de toute œuvre humaine, il serait insensé d'exiger autre chose des hommes et des institutions destinés à régler les mouvements d'un peuple, à perfectionner les conditions de son existence.

Les institutions de la Russie sont-elles de nature à remplir le but que nous venons d'indiquer ? Sont-elles au contraire plus favorables aux gouvernants qu'aux gouvernés, et pèchent-elles

alors par le point le plus essentiel? Notre sympathie leur serait immédiatement acquise si nous ne consultions que les résultats obtenus; examinons-les avec l'impartialité la plus complète, sans nous préoccuper de ce qui a pu en être dit avant nous dans un sens favorable ou hostile.

Les rouages de cette machine gouvernementale sont extrêmement simples, et fonctionnent, par suite, avec une grande aisance. Derrière l'empereur, nous apercevons le Conseil de l'Empire, premier corps de l'État, créé au mois de janvier 1810. Ce conseil, d'où aucune loi ne peut émaner sans être préalablement revêtue de la sanction impériale, est divisé en cinq départements qui, comme lui-même, ont chacun leur président et leurs secrétaires. Ce sont les départements : 1° des lois; 2° des affaires de la guerre et de la marine; 3° des affaires civiles et ecclésiastiques; 4° de l'économie politique, de l'administration supérieure et du commerce; 5° des affaires de Pologne. Les ministres sont de droit membres amovibles de ce Conseil de l'Empire.

Le second corps de l'État est le Sénat dirigeant, fondé par Pierre Ier, le 22 février 1711. Le Sénat a des pouvoirs très-étendus; comme corps judiciaire, il occupe le premier rang dans la hiérarchie, et il remplit l'office de cour d'appel jugeant en dernier ressort les affaires criminelles et ci-

viles. Mais sa principale attribution est de promulguer les lois et de veiller à leur exécution. Il est divisé en onze départements dont six siègent à Saint-Pétersbourg, trois à Moscow et deux à Varsovie. Lorsqu'il y a dissidence d'opinion sur les questions importantes, ou lorsque l'empereur l'ordonne, plusieurs départements se réunissent et jugent l'affaire en assemblée générale; mais alors la loi exige que l'on obtienne une majorité des deux tiers des membres de l'assemblée. Le tsar conserve toujours, du reste, le droit de casser les décisions du Sénat comme celles du Conseil de l'Empire.

Une commission des requêtes fonctionne à côté du Sénat dirigeant. Son rôle est de s'introduire dans les affaires judiciaires, de déterminer les cas d'appel à la juridiction du Sénat, et de suspendre l'exécution d'un jugement rendu par ce tribunal suprême, pour déférer l'affaire au Conseil de l'Empire. La commission des requêtes est un des rouages les plus utiles de ce système de gouvernement.

Le troisième corps de l'État est le Saint Synode; il a pour attribution les affaires ecclésiastiques et tout ce qui s'y rattache. Le Saint Synode ne relève que de l'empereur, chef et protecteur suprême de la religion gréco-russe. Le nombre de ses membres est indéterminé, mais tous doivent être

ecclésiastiques. Deux archevêques et un archiprêtre siégent ordinairement dans ses assemblées avec le premier procureur, qui doit servir d'intermédiaire entre le Saint Synode et le tsar.

Viennent ensuite les divers départements ministériels; ils sont au nombre de neuf : 1° de la maison de l'empereur; 2° des domaines de l'empire; 3° des affaires étrangères; 4° de la guerre; 5° de la marine; 6° de l'intérieur; 7° de l'instruction publique; 8° des finances; 9° de la justice[1]. A ces divers ministères il faut joindre trois directions supérieures : la poste impériale, les voies de communication et le contrôle général de l'empire.

Le ministère de la maison de l'empereur a sous sa dépendance diverses administrations, telles que le ministère des apanages, le cabinet de l'empereur et les fabriques impériales, la chan-

1. Les titulaires actuels de ces divers départements ministériels sont MM. le maréchal prince Volkonski, ministre de la maison de l'empereur; le général Kisseleff, ministre des domaines de l'empire; le comte de Nesselrode, chancelier et ministre des affaires étrangères; le prince Tchernitcheff, ministre de la guerre; le prince Mentchikoff, ministre de la marine; le comte Pérowski, ministre de l'intérieur; le prince Schirinski-Schimaloff, ministre de l'instruction publique; le comte Wrontschenko, ministre des finances; le comte Panine, ministre de la justice.—Le comte d'Adlerberg est directeur général des postes; le général Kleinmichel, directeur des voies de communications, et M. Chitrovo, contrôleur de l'empire.

cellerie du ministre, les comptoirs de la cour, de l'intendance supérieure, de la cour de Moscow, de la vénerie, des écuries et des équipages de la cour, la direction des théâtres impériaux, l'académie des beaux-arts et les jardins de botanique.

Les attributions du ministère des domaines de l'empire se divisent en trois catégories : la régie du matériel des domaines, les soins réclamés par les intérêts individuels de la population habitant les domaines, la direction supérieure d'un grand nombre d'instituts établis dans le but d'accélérer les progrès des diverses branches de l'économie rurale et de l'industrie agricole.

Réorganisé en 1832, le ministère des affaires étrangères est divisé en cinq sections ou départements : les relations extérieures, les cérémonies, les affaires asiatiques comprenant un institut des langues orientales, les relations intérieures, les comptes et le matériel.

Le ministère de la guerre se divise en dix sections : de l'état-major général, des inspecteurs, de l'artillerie, du génie, du commissariat, des vivres, des colonies militaires, de médecine, de l'auditoriat, enfin de la chancellerie du ministre. Le ministre de la guerre est placé à la tête de l'état-major, qui se trouve composé du général grand maître de l'artillerie, du général inspecteur

du corps des ingénieurs, du quartier-maître général, du général de service, du commandant de la chancellerie de guerre, de l'inspecteur en chef de l'armée, de celui des hôpitaux militaires, enfin des généraux composant la suite de l'empereur.

L'organisation du ministère de la marine, commencée en 1827, ne fut terminée qu'en 1831. Ce département est divisé en huit sections : les inspections; l'auditoriat de la marine; la direction d'hydrographie, comprenant aussi l'imprimerie de la marine, la bibliothèque et le musée; le comité scientifique; le comité des constructions maritimes; la direction des ports et de la flotte de la Baltique; celle des ports et de la flotte de la mer Noire; enfin, les établissements d'instruction et le commandement des équipages. Le grand-duc Constantin, fils de l'empereur, est grand amiral de toutes les flottes russes.

Le ministère de l'intérieur se subdivise en quatre départements spéciaux : la police exécutive; les religions étrangères, telles que le catholicisme romain, le protestantisme et le mahométisme; l'économie et les établissements publics; le conseil de médecine et de pharmacie.

Le ministère de l'instruction publique est composé : de la chancellerie ministérielle; du département de l'instruction publique; de la direction supérieure des écoles et de celle de la censure

des livres imprimés en Russie et à l'étranger[1].

Le ministère des finances comprend les départements : 1° des mines et salines ; 2° du commerce extérieur; 3° des impôts divers; 4° de la trésorerie impériale ; 5° enfin, la direction des manufactures et du commerce intérieur. La trésorerie principale, la commission pour l'amortissement de la dette publique, les banques des assignations, d'emprunt et de commerce, avec la caisse de dépôt, sont également placés sous les ordres du ministre des finances.

Le ministre de la justice est en même temps procureur général du sénat; son ministère se compose du département de la justice, des archives impériales de Saint-Pétersbourg et de Moscow, du département domanial et de la chancellerie d'arpentage.

Le contrôle général de l'empire, qui a quelque analogie avec notre cour des comptes, est chargé de la vérification de l'emploi des sommes destinées aux dépenses des diverses administrations. Chacune de celles qui reçoivent des sommes pour le gouvernement doit en rendre compte au contrôle qui, dans ce cas, donne des *certificats de révision* aux bureaux dont les comptes sont exacts.

1. Voir le N° 8 des Notes et Pièces justificatives.

Trois établissements d'instruction dépendent de la direction supérieure des voies de communication; ce sont : l'institut du corps des voies de communication, celui des ingénieurs civils et l'école des conducteurs.

Quant au département de la poste impériale, il est, ainsi que nous l'avons dit, placé sous les ordres d'un directeur en chef, et cette administration se divise en onze arrondissements ou districts. Les sections de Saint-Pétersbourg et de Moscow ne sont pas comprises dans le nombre de ces arrondissements, se trouvant administrées par le directeur lui-même.

La simplicité de ces institutions est extrême; elles ne sont pas parfaites sans doute; mais, nous le répétons une fois de plus, qu'y a-t-il de complet en fait d'institutions politiques? Quel est l'homme d'État dans un pays quelconque qui puisse se vanter d'avoir créé un système parfait? Et d'ailleurs, en dehors des grandes imperfections matérielles que chacun peut saisir de prime-abord et qui ne se rencontrent point ici, tout ne dépend-il pas du point de vue d'appréciation auquel on se place? Tel homme politique se rencontrera qui regardera le gouvernement d'un grand pays à travers le prisme de ses opinions personnelles, et en approuvera ou en blâmera les institutions, suivant qu'elles se rapporteront da-

vantage au type qu'il a rêvé, suivant qu'elles se rapprocheront ou s'éloigneront des institutions de sa propre patrie; faiblesse plus commune qu'on ne pense, et qui tendrait bien inutilement à établir cette impossible assimilation que les partisans du système parlementaire anglais voulaient naguères appliquer à tous les peuples de notre vieille Europe.

En Russie, les institutions que nous venons de mentionner fonctionnent sans embarras, sans difficulté sous l'œil de l'empereur, auquel le plus humble moujik peut avoir recours comme à un tribunal suprême. Leurs résultats, nous les voyons; elles ont produit depuis 1815 la paix intérieure (car la guerre de Pologne était une lutte de nationalité que rien n'aurait pu prévenir), la prospérité et la grandeur toujours croissante du peuple russe. Pour nous, ces institutions sont jugées : elles sont bonnes, puisque appliquées à la Russie, elles ont eu une telle influence sur son développement politique et matériel.

Deux choses étonnent et préoccupent tout d'abord l'étranger qui arrive en Russie : la première c'est la hiérarchie politique et sociale qui a été décrétée jadis et maintenue par la ferme volonté des derniers empereurs. Hiérarchie qui, s'appliquant aux carrières civile et militaire, établit

entre les divers grades de l'une ou de l'autre une assimilation relative[1].

Cette hiérarchie, pour quiconque réfléchit sérieusement au système gouvernemental qui régit la Russie, est d'une nécessité absolue. Il faut à l'autocratie une société parfaitement réglée, classée, où chacun sache et fasse naturellement connaître aux autres le rang qu'il occupe dans l'État, les prérogatives que ce rang lui donne. Loin de nuire à la dignité, à la grandeur d'un peuple, une institution de ce genre qui, après tout, ne représente que l'organisation et l'ordre, ne peut que favoriser le développement de ses destinées politiques et si, comme nous venons de dire, elle est nécessaire au gouvernement, on peut ajouter que ce n'est pas à lui seul qu'elle est profitable.

Le second et plus important sujet de préoccupation de l'étranger qui aborde pour la première fois le sol russe, c'est la police. La police qui, ainsi qu'on l'a vu, fait partie du ministère de l'intérieur, a reçu une organisation en quelque sorte militaire. Longtemps placée sous la direction habile du comte Benkendorff, confiée depuis au général Orloff, elle se divise en police civile ou municipale, en police apparente et en police se-

1. Voir le N° 9 des Notes et Pièces justificatives.

crète. C'est cette dernière qui, sur la foi de récits plus ou moins exagérés, a souvent été singulièrement redoutée par les voyageurs venus en Russie avec une conscience plus ou moins tranquille.

La police russe est très-bien faite, non-seulement à l'intérieur de l'empire, mais aussi à l'étranger. Il n'en existe pas de mieux renseignée, et il est certain que c'est une des forces notables du gouvernement du tsar. Maintenant quant à ses formes et à sa manière de procéder dans l'intérieur de l'empire, conviendraient-elles à certains pays comme la France et l'Angleterre, par exemple? Nous n'hésitons pas à répondre négativement. Il en est, en pareil cas, de cette institution gouvernementale comme il en serait du gouvernement lui-même : tout ne peut pas s'appliquer à tous.

Mais doit-on en conclure que l'institution est mauvaise, qu'elle n'atteint pas ou qu'elle dépasse son but? En aucune façon. La police russe ne vaut pas moins que d'autres sous certains rapports ; elle vaut mieux à quelques points de vue. On a raconté et imprimé une foule d'anecdotes apocryphes, sur les enlèvements soudains qu'elle aurait accomplis, et d'après ces données, trop souvent ridicules, on s'est livré à une foule de déclamations qui ont eu un certain retentissement, mais qu'il n'entre ni dans notre plan ni

dans notre volonté de réfuter ici. Assurément, nous le répétons, les mœurs étant différentes, les formes employées diffèrent également de celles qui s'appliqueraient heureusement en Angleterre, en France, aux États-Unis. Mais la police russe est, ainsi que nous l'avons dit, la mieux renseignée de l'Europe, et elle a rendu d'immenses services au gouvernement du tsar, c'est-à-dire au peuple russe lui-même; car dans l'état actuel des choses et avec le tempérament de la nation moscovite, on ne peut raisonnablement séparer l'un de l'autre. Espérons, pour la prospérité de la Russie, qu'il en sera toujours de même.

Ainsi, rassuré sous le rapport de la sécurité matérielle, abrité derrière un système intelligent de douanes[1], le commerce russe a pris dans ces derniers temps un remarquable essor. Ses relations avec l'Asie, très-favorisées par le traité conclu le 30 avril 1846 entre la Russie et la Porte-Ottomane[2], se sont accrues d'un tiers au moins depuis quelques années. Des conventions, également avantageuses avec la Belgique et la Grèce, ont contribué largement à cette amélioration des transactions commerciales russes. L'or de l'Altaï

1. La ligne intérieure de douane établie entre la Russie et la Pologne a été supprimée par un ukase à la date du 25 octobre 1850, et un tarif de douanes commun a été promulgué.

2. Voir le N° 6 des Notes et Pièces justificatives.

et de Nertchinsk, les fourrures, les cuirs, quelques étoffes de soie et de laine, tels sont, on le sait, les principaux articles de commerce que la Russie exporte. Les grandes foires intérieures et particulièrement celle si fameuse de Nijni-Novgorod ont, depuis trois années, participé à cette amélioration de la façon la plus sensible.

Le nombre des bâtiments marchands s'est aussi très-notablement accru. La marine russe est, on le conçoit, une des vives préoccupations de l'empereur. Si jusqu'ici ses efforts n'ont pas été couronnés d'un succès aussi complet qu'il aurait pu le rêver, peut-être, et que les rigueurs du climat tout aussi bien que la position géographique de la Russie, semblent vouloir lui disputer, il n'en est pas moins vrai que, grâce aux produits du sol russe qui donne abondamment tout ce qui facilite les constructions maritimes, le bois et le fer, grâce aussi à ces conditions particulières qui font que la Russie est le pays du monde où le marin coûte le moins, la marine militaire du tsar a suivi la voie progressive de la marine marchande. Divisée en cinq escadres, elle ne compte pas moins de quarante-cinq vaisseaux de ligne, de trente frégates et d'un nombre assez considérable de bâtiments légers, effectif respectable et qui, quelle que puisse être à cet égard l'opinion des marins anglais, nous paraît, dans l'hypothèse d'une con-

flagration européenne, devoir apporter un poids très-réel dans la balance. Trois escadres naviguent ordinairement dans les eaux de la Baltique, et les deux autres dans la mer Noire.

Nous venons de dire que, de tous les pays du monde, la Russie était peut-être, grâce à certaines circonstances spéciales, celui où les matelots aussi bien que les navires eux-mêmes coûtaient le moins cher et se produisaient le plus aisément. Il en est de même pour les armées de terre. Aucun État européen ne peut rassembler à moins de frais que la Russie, des soldats, des chevaux, des canons, tous ces éléments, toutes ces forces de la guerre, que les autres peuples n'obtiennent que si dispendieusement. Les colonies militaires, dont nous avons raconté l'établissement et fait connaître l'organisation, pouvaient concourir amplement à ce résultat; elles y concourent, en effet, dans une certaine limite; mais nous avons dit qu'elles n'avaient pas rempli complétement le but que l'on s'était proposé en les fondant. Il est certain, du reste, que pour bien comprendre la force militaire réelle de l'empire russe et prévoir l'importance du rôle que cet État pourrait être appelé à jouer dans un conflit où l'Europe entière se trouverait engagée, comme pendant les grandes guerres du commencement de ce siècle, il ne suffirait pas de connaître exactement ses res-

sources apparentes et actuelles, il faudrait encore rechercher quelles ressources cachées peuvent apporter au gouvernement russe les mœurs, les aptitudes des populations, tout aussi bien que les produits matériels du sol immense de l'empire. On demeurerait alors convaincu que la Russie sera dans vingt-cinq ans la puissance militaire la plus redoutable de l'Europe, pourvu toutefois qu'une extension progressive et impolitique de son territoire ne vienne pas l'énerver comme un homme que sa croissance trop rapide et hors de proportion régulière, a rendu faible pour toute sa vie.

L'effectif nominal de l'armée russe est : sur le pied de guerre, de 1,050,000 hommes, et sur le pied de paix, de 785,000. Le chiffre réel, d'après les meilleurs documents, s'élève à environ 700,000, dont en cas de guerre, 290,000 à peu près pourraient seulement, suivant les calculs d'hommes spéciaux, passer les frontières de l'empire pour faire campagne en Europe. Ce chiffre assurément est considérable, mais pour être dans le vrai, il est bon d'ajouter que c'est encore un *minimum*, et qu'à un moment donné, dans une crise européenne, par exemple, les forces militaires dont la Russie pourrait disposer au dehors seraient plus considérables encore.

Cette armée, lui coûte beaucoup moins, sans

doute qu'elle ne coûterait à toute autre puissance continentale; elle lui enlève cependant une grosse part de son revenu. Les dernières complications révolutionnaires de l'Europe, en nécessitant de nombreux mouvements de troupes, et en produisant la guerre de Hongrie, ont porté une atteinte assez rude aux finances jusque-là si prospères de l'empire. Un emprunt de cent trente-trois millions de francs a dû être contracté par le gouvernement russe en 1850, pour parer aux éventualités du moment. Mais depuis cette époque, les dépenses de la Russie ont repris le niveau de ses ressources, et par suite des événements récents qui semblent au moins pour longtemps devoir garantir l'Europe du retour des conflits révolutionnaires, ses recettes ont éprouvé le mouvement d'accroissement qui s'est produit dans tous les États européens. Les revenus du gouvernement russe se composent de l'impôt représenté par la capitation, l'impôt des guildes, les patentes et les douanes, et des redevances des terres appartenant à la couronne[1]. On sait qu'un dépôt de valeurs

1. L'impôt de la capitation est celui que tout habitant mâle, qui n'a point à faire valoir de privilèges de noblesse, est tenu de payer à l'État. L'impôt des guildes est celui qui, sur la déclaration du négociant ou marchand, atteint le capital énoncé par lui. — Consulter pour tous les détails de statistique le beau travail de M. Tegoborski intitulé : *Études sur les forces productives de la Russie.*

monnayées ou en lingots existe dans les caveaux de la forteresse de Saint-Pierre et Saint-Paul; le 1er janvier 1850, ce trésor enfoui était officiellement évalué à 99,763,361 roubles argent.

Maintenant, il est certain qu'en l'absence de tout conflit grave auquel le gouvernement russe pourrait vouloir prendre part, et si, comme son intérêt bien entendu doit l'y engager, comme sa volonté nous paraît en cela d'accord avec son intérêt, la question d'Orient, dont on s'est si vivement préoccupé dans ces derniers temps, est pour la Russie une question d'influence et de prépondérance morales plutôt que de conquête, nous ne mettons pas en doute que la situation financière de la Russie ne soit d'ici à quelques années aussi favorable que celle de l'État le plus favorisé sous ce rapport en Europe.

Nous venons de parler d'influence et de prépondérance morale, c'est qu'en effet c'est ce but que doit rechercher la politique russe bien plutôt que la conquête, c'est-à-dire l'extension croissante d'un territoire déjà si vaste, trop vaste même pour son administration régulière. Si jamais le rêve de la grande Catherine se réalisait, si la Russie, profitant de la défaillance de l'empire ottoman, s'emparait de Constantinople, malgré les protestations ou les efforts de l'Europe occidentale, où serait la capitale de cet État colos-

sal, qui commencerait au delà du golfe de Finlande et se prolongerait au delà du Bosphore? Ne serait-ce pas le point de départ d'une division de territoire presque inévitable? Et la scission de la Russie en empire d'Orient et empire d'Occident, ne deviendrait-elle pas très-probable? Peut-être est-ce là, en effet, le secret de l'avenir; mais dans tous les cas, ce ne doit pas être le désir du tsar actuel de pousser à l'extrême sa politique orientale, et de se créer de la sorte des difficultés dont la solution ne serait évidemment plus alors en son pouvoir, quelque grand qu'on le suppose.

Probablement l'a-t-on déjà compris et, dans tous les cas, nous le répétons, la Russie est en progrès à tous les points de vue. Nous n'hésitons pas, pour notre propre compte, à faire honneur de ces résultats aux institutions qui la régissent, si puissantes dans la main qui est appelée à les appliquer. Un certain groupe d'hommes politiques nie ces progrès, nous le savons, et, du reste, ne consent pas à voir dans le système gouvernemental auquel la Russie est soumise, autre chose qu'une machine destinée à comprimer et à opprimer, informe comme toute invention de la barbarie, et digne uniquement de la pitié des véritables hommes d'État.

Nous retrouvons là, en effet, le constant antagonisme du système parlementaire et du système

despotique, du régime de discussion et du gouvernement d'action et d'autorité. Quelle est la formule la plus naturelle, la plus utile, la meilleure? La plus naturelle, c'est bien évidemment l'unité de commandement sans obstacles, sans contrôle. Elle apparaît primitivement dans la puissance du patriarche, dans l'autorité du père de famille. A certains moments donnés, elle a sauvé des tribus, des États, des sociétés entières. La plus utile, la meilleure? Nous l'avons dit, c'est celle qui donne à une nation la plus grande somme de prospérité, et sait le mieux sauvegarder les intérêts de sa dignité et de son avenir.

Il y a, nous le savons encore, des gens qui déclarent avec une exagération, un exclusivisme à peine croyables, que le gouvernement parlementaire est, dans l'état actuel des mœurs et des institutions de l'Europe, la seule forme possible de liberté politique, et partent naturellement du principe si magistralement posé pour souhaiter à tous les peuples européens un gouvernement de discussion à l'anglaise.

Mais de quelle liberté politique veut-on parler? De la liberté de renverser des trônes en renversant des ministères, de détruire par des paroles imprudentes ou perfides, que la presse se charge de porter immédiatement aux quatre coins de

l'Europe, le respect pour l'autorité, pour les traditions sociales, pour les croyances? Est-ce cette liberté que demandent les défenseurs du système de discussion? Non sans doute, et alors ils ne manquent pas de répondre : ce n'est pas la liberté que vous dépeignez ainsi; c'est la licence. Soit! mais cette licence que dans les grandes assemblées, d'autres assis sur les mêmes bancs que vous appellent, eux, du nom de liberté politique, n'est-elle pas inhérente au système de liberté parlementaire que vous préconisez vous-mêmes? Où sera donc la ligne de démarcation, et qui se chargera de lui dire, comme Dieu aux flots de la mer : Tu n'iras pas plus loin, à cette liberté dont vous vous faites les champions éloquents? Vous répondrez à un mauvais discours par un discours rempli de vérités puissantes, de paroles saines et sages qui, pendant une heure, tiendront une assemblée attentive et frémissante! Mais, croyez-le bien, votre discours quelque beau qu'il puisse être d'ailleurs, ne frappera jamais autant les masses que les paroles démoralisatrices prononcées par votre adversaire du haut de ces tribunes d'où l'on s'adresse au monde entier, paroles hardies qui, semées dans le pays comme l'ivraie de l'Évangile, vous donneront ensuite une de ces terribles moissons que l'empirisme politique prépare, que l'énergique répression des gens de bien

empêche seule d'arriver à leur déplorable maturité.

Mais doit-il toujours en être ainsi, diront-ils, et le remède n'existe-t-il pas à côté du mal? Est-ce à dire qu'en tout lieu, en toutes circonstances, la liberté parlementaire devra porter de tels fruits? Mais alors voyez les autres gouvernements représentatifs qui fleurissent et se soutiennent en Europe. Voyez l'Angleterre, voyez la Belgique, la Hollande, la Prusse, la Bavière, l'Espagne. Oh! sans doute il existe un remède à côté de ce mal; il existe et nous allons l'indiquer : ce remède aux abus, aux excès du parlementarisme, il est tout entier dans le tempérament des peuples et, par exemple (car on en vient toujours à jeter un regard sur soi-même), avec le caractère ardent, plein de séve, d'initiative, mais irréfléchi et trop souvent léger du peuple français, il n'existe pas, il n'existera jamais pour notre pays.

On parle de l'Angleterre, modèle du gouvernement représentatif, gardienne des traditions parlementaires, et l'on a raison; car c'est le seul grand exemple que l'on puisse citer pour les besoins de cette cause à laquelle on a déjà consacré tant d'efforts; c'est la seule nation chez laquelle une expérience de quelque durée ait permis d'apprécier dans l'histoire ce que valent pour elle, pour sa grandeur et sa gloire, ces vieilles

institutions parlementaires qui ont résisté presque seules à l'effroyable secousse de 1848. Mais l'esprit public de ce grand peuple, l'a-t-on bien étudié? Ne sait-on pas qu'il n'y a en Angleterre qu'un seul parti, le parti de l'Angleterre? qu'il n'y a en Angleterre que des aristocrates (et nous prenons ce mot dans sa bonne acception), depuis le lord qui défend au parlement les vieilles libertés du peuple anglais, jusqu'au berger du Yorkshire qui applaudit au lord qui passe? Est-ce que l'on ne comprend pas que dans ce grand pays l'égalité se fait de bas en haut et non de haut en bas? Est-ce que l'on a oublié qu'un seul cœur vraiment patriote y bat dans toutes les poitrines, et que jamais on n'y verra un changement de ministère amener la chute du trône?

La Belgique? mais ignore-t-on que dans cet intelligent et industrieux royaume, il n'y a plus entre le parti catholique et le parti libéral, place pour les factions anarchiques? que la pondération vient précisément de ce continuel antagonisme, et que l'immuable sécurité du pouvoir repose uniquement dans l'habileté de la main qui tient la balance exacte? La Hollande? mais avant d'être un royaume, les Sept-Provinces-Unies n'étaient-elles pas habituées à sauvegarder tout à la fois l'autorité et la liberté? Si jamais État d'une étendue restreinte a pu sans inconvénient s'ap-

proprier la forme représentative (et encore ne l'a-t-il fait qu'avec bien des restrictions et une extrême prudence), c'est la vieille Néerlande avec ses mœurs patriarcales, sa raison froide et sûre, son respect sympathique pour la maison d'Orange. Et d'ailleurs, un pays où on calculera toujours ce que coûte une révolution n'en fera évidemment jamais.

L'Espagne? Ah! ne parlons pas de cette noble contrée; l'expérience y est trop récente, et il peut encore demeurer douteux que son génie national s'accommode du système parlementaire qui cependant, comme à nous-mêmes, lui a déjà donné d'admirables orateurs. La même objection, quant à la durée de l'épreuve, peut et doit également s'appliquer à la Bavière. 1848 avait vu éclore à peu près autant de gouvernements représentatifs que la confédération germanique compte d'États. Que sont-ils devenus? La Prusse n'est-elle pas à peu près sur la même pente politique que l'Autriche, et ne revient-elle pas peu à peu aux vieilles traditions de son gouvernement national? Que prouverait l'exemple, si récent d'ailleurs, de la Bavière placée entre ces grands États allemands qui, chaque jour, s'éloignent davantage du système représentatif imposé dans des jours néfastes? Non; il est évident que l'on n'a, parmi les gouvernements étrangers, qu'un seul exemple

sérieux à citer : celui de l'Angleterre, et il y a longtemps que l'on a dit avec un précieux bon sens que cet habit constitutionnel à l'anglaise ne convenait pas, ne pouvait pas aller à toutes les tailles.

Il est difficile, comme nous le faisions remarquer tout à l'heure, de ne pas en venir aux applications personnelles, lorsqu'on aborde un sujet de politique théorique. Eh bien, on cite avec complaisance les trente-trois années de calme et de prospérité que le gouvernement représentatif a données à la France, et apparemment on oublie la révolution de juillet 1830, les émeutes du règne de Louis-Philippe, et enfin la catastrophe finale de ce règne vraiment constitutionnel. Peut-il y avoir un doute sur les luttes perpétuelles du pouvoir royal contre les exigences du parlementarisme durant ces trente-trois années dont on vante avec raison, mais si exclusivement, les douceurs? Mais après tout, et sans vouloir rien comparer, qu'est-ce donc que ce quart de siècle, auprès des grands règnes de notre vieille histoire? Nous sommes personnellement de ceux qui soutiennent que le roi Louis XVIII a eu tort, sinon pour lui-même, car il assurait ainsi, en ouvrant la porte aux discussions de tribune, la tranquillité des quelques années qui lui restaient encore, du moins pour le bonheur et le repos de la France,

d'octroyer une charte constitutionnelle, au lieu de se coucher purement et simplement, comme cela se disait alors, dans le lit fait par l'Empereur. Continuer le gouvernement de l'empire plus la paix, c'était évidemment fermer les plaies de la France, et comprendre le tempérament exceptionnel du peuple français. Nous croyons qu'un règne à la Louis XIV sans la guerre et avec les libertés de 1789, sera toujours dans notre pays le plus grand, le plus beau des règnes ; voilà les véritables, les sérieuses conditions pour gouverner la France en ce temps-ci, et le gouvernement parlementaire, loin d'être une nécessité, n'a jamais été qu'un danger pour notre pays. Pourquoi nous étonnerions-nous alors de voir d'autres États le proscrire impitoyablement, comme une source de décadence et de misère, ce système, dont le moindre inconvénient était de créer une aristocratie de la parole, aristocratie bien peu nombreuse, il faut l'avouer, mais qui excluait nécessairement un grand nombre d'aptitudes sérieuses et spéciales, auxquelles manquait le complément du talent oratoire?

Lorsque l'on a dit : « L'éloquence n'est pas la sagesse, » on a dit une vérité vieille comme le monde. Mais pourquoi le monde avait-il besoin qu'on la lui rappelât? Parce que les éloquents du siècle ont pu trop facilement la lui faire perdre

de vue; parce que l'histoire est là, et que les mauvais entraînements des peuples ont toujours été excités par les habiles rhéteurs.

Ah! sans doute, et nous répéterons à satiété cette vérité incontestable, la perfection manque et manquera toujours aux gouvernements d'ici-bas. Il est malheureusement dans la destinée humaine de ne rien produire de complet, triste condition que nous devons accepter en courbant la tête; mais nous ne pensons pas qu'on puisse soutenir en présence de tant de ruines récentes, lorsque le souvenir des luttes sanglantes, des maux soufferts, est encore si vif et si présent, nous ne pensons pas qu'on puisse déclarer qu'il n'y a pour un peuple ni repos, ni dignité, ni grandeur en dehors du gouvernement parlementaire. Nous voudrions trouver sur-le-champ un exemple pour appuyer nos assertions, que nous ne pourrions assurément rien faire de mieux que de citer la Russie elle-même, et sa prospérité toujours croissante.

Qu'on ne s'étonne pas, du reste, de voir une génération politique nouvelle s'élever sur les débris du gouvernement représentatif, confesser hautement une autre foi, une autre croyance. On ne remonte pas dans l'histoire; le passé d'hier est déjà bien loin, et puisqu'il faut que les peuples marchent, marchent sans cesse, que ce soit,

du moins, dans la large voie des progrès intellectuels et matériels, non dans le cercle vicieux des disputes de tribune et des guerres de portefeuilles; en vérité, ce serait par trop rabaisser le génie des grandes nations, que de prétendre le tenir garrotté dans de pareilles entraves!

Nous avons été entraînés à parler de la France et de ses institutions nouvelles, à propos de la Russie et de son gouvernement. Assurément, s'il existe entre les deux peuples quelques points de ressemblance, il faut constater aussi des différences profondes. Aucune assimilation complète n'est possible entre eux, mais leurs deux gouvernements ont un même principe, fécond et respectable, c'est le principe d'autorité, et cette origine commune devrait, par suite des lois d'affinité qui régissent la nature morale tout aussi bien que la nature physique, les rapprocher de plus en plus dans leurs sympathies comme dans leur politique.

Nous disions, il y a quelques années, en parlant de l'Angleterre : « Un grand peuple vraiment digne de marcher l'un des premiers à la tête de la civilisation, s'est vu irrésistiblement entraîné par des hommes animés du plus ardent patriotisme, dans un système dont l'égoïsme ne cherche même plus à se déguiser, égoïsme né de préoccupations exclusivement commerciales, et

dont les autres nations sont en droit de s'effrayer, pour peu qu'elles se montrent jalouses des grands intérêts matériels dont elles ne sauraient abdiquer la pensée, sans dépérir et sans déchoir. Étrange anomalie que celle offerte par un pays à idées puissantes, à sentiments généreux, devenu forcément l'instrument d'une politique funeste et fatalement immuable, parce qu'elle repose sur des nécessités impérieuses, et qu'elle porte pour ainsi dire en elle le palladium des destinées futures de la Grande-Bretagne. Mais s'il est véritablement de ces fatalités qui pèsent incessamment sur une nation, qui sont en quelque sorte inhérentes à son existence, inséparables de sa fortune, et peuvent devenir, ainsi que cela s'est vu pour l'Angleterre, un instrument de grandeur et de gloire, il est aussi pour les autres peuples une politique à suivre qui n'est pas celle de l'isolement, et moins encore celle des concessions. Assurément, toute alliance exige d'inévitables sacrifices : peut-être cependant en existe-t-il pour la France quelque autre également désirable, non-seulement parce qu'elle s'appuierait sur des exigences plus restreintes, mais parce qu'elle trouverait dans le sentiment national des antipathies moins prononcées. Peut-être deux grands peuples doivent-ils se rencontrer un jour sur ce terrain oriental, champ de bataille ordinaire des

ambitions énergiques et des pensées hardies. Quel sera, dans ce cas, le rôle de la France, et ne pourrait-il pas devenir dangereux de sacrifier aux facilités du présent, les intérêts de l'avenir? »

Ce que nous disions alors, nous le pensons et nous le disons encore aujourd'hui. Si nos paroles pouvaient être vraies à l'époque où le système parlementaire était essayé en France et où le gouvernement de notre pays cherchait des points d'appui chez les nations dotées d'un régime semblable, à plus forte raison le seraient-elles après l'expérience qui nous a coûté si cher, et lorsque nous appliquons un système politique diamétralement opposé à celui de l'Angleterre.

Que notre voix n'est-elle assez puissante, assez persuasive pour faciliter un résultat aussi fécond! Que ne pouvons-nous renverser les obstacles, aplanir les difficultés, abaisser les barrières! Mais, nous en avons la conviction, il y a dans la force des choses une puissance qui viendra en aide à notre faiblesse. La loi des affinités politiques est, nous le répétons, immuable et sûre comme les lois de la nature physique elle-même. Tôt ou tard, nous en verrons les effets et nous y applaudirons chaleureusement; car nous sommes, avant tout, l'ardent et sincère ami de notre pays

---

NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.

NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N° 1.

ARTICLES PRINCIPAUX DU TRAITÉ DE TOURKMANTCHAÏ ENTRE LA RUSSIE ET LA PERSE.

L'art. 1er n'est qu'un préambule.

Art. 2. Considérant que les hostilités survenues entre les hautes parties contractantes, et heureusement terminées aujourd'hui, ont fait cesser les obligations que leur imposait le traité de Gulistan, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Schah de Perse ont jugé convenable de remplacer ledit traité de Gulistan par les présentes clauses et stipulations, lesquelles sont destinées à régler et à consolider de plus en plus les relations futures de paix et d'amitié entre la Russie et la Perse.

Art. 3. Sa Majesté le Schah de Perse, tant en son nom qu'en celui de ses héritiers et successeurs, cède en toute propriété, à l'empire de Russie, le khanat d'Érivan et le Khanat de Nakhitchévan. En conséquence de cette cession, Sa Majesté le Schah s'engage à faire remettre aux autorités russes, dans l'espace de six mois au plus, à partir de la signature du présent traité, toutes les archives et tous les documents publics concernant l'administration des deux khanats ci-dessus mentionnés.

Art. 4. Les deux hautes parties contractantes convien-

nent d'établir pour frontières entre les deux États la ligne de démarcation suivante, en partant du point de la frontière des États ottomans le plus rapproché en ligne droite de la sommité du petit Ararat; cette ligne se dirigera jusqu'à la sommité de cette montagne, d'où elle descendra jusqu'à la source de la Karrassou, qui découle du versant méridional du petit Ararat, et elle suivra son cours jusqu'à son embouchure dans l'Araxe, vis-à-vis de Chérour; parvenue à ce point, cette ligne suivra le lit de Abbad jusqu'à la forteresse d'Abbas-Abbad; autour des ouvrages extérieurs de cette place, qui sont situés sur la rive droite du fleuve, il sera tracé un rayon de trois verstes et demie (une lieue de France), lequel s'étendra dans toutes les directions; tout le terrain qui sera renfermé dans la circonférence de ce rayon appartiendra exclusivement à la Russie, et sera marqué avec la plus grande exactitude dans l'espace de deux mois, à dater de ce jour. Depuis l'endroit où l'extrémité orientale de ce rayon aura rejoint l'Araxe, la ligne frontière continuera à suivre le lit de ce fleuve, de telle sorte que les eaux qui coulent vers la Caspienne appartiendront à la Russie; tandis que celles dont le versant regarde la Perse resteront à ce royaume. De la crête des hauteurs de Djékoïr, la frontière suivra, jusqu'à la sommité de Karmarkouïa et au delà, les crêtes des montagnes, en observant le principe du versant des eaux. Le district de Zouvante, à l'exception de la partie située du côté opposé de la cime des montagnes, tombera de la sorte en partage à la Russie. A partir de la limite du district de Velkidji, la ligne frontière entre les deux États suivra la chaîne principale des montagnes, qu'il traverse jusqu'à la source septentrionale de l'Astara. De là, la frontière suivra le lit de ce fleuve jusqu'à son embouchure dans la mer Caspienne, et complétera la ligne de démarcation qui séparera désormais les possessions respectives de la Russie et de la Perse.

Le 5e article stipule la cession à la Russie de tous les pays et de toutes les îles, de même que des populations nomades et autres comprises dans les limites indiquées. Le 6e fixe le montant de la contribution pécuniaire imposée à la Perse.

Art. 7. Sa Majesté le Schah de Perse ayant jugé à propos de désigner pour son successeur et héritier présomptif son auguste fils, le prince Abbas-Mirza, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies s'engage à reconnaître dès aujourd'hui, dans la personne de ce prince, le successeur et l'héritier présomptif de la couronne de Perse, et à le considérer comme légitime souverain de ce royaume dès son avénement au trône.

Art. 8. Les bâtiments marchands de la Russie jouiront, comme par le passé, du droit de naviguer librement sur la mer Caspienne, et d'aborder sur ses côtes. Le même droit est accordé aux bâtiments marchands de la Perse. Quant aux bâtiments de guerre, ceux qui portent le pavillon russe conserveront le privilége exclusif de naviguer sur cette mer.

L'art. 9 est relatif aux agents et ambassadeurs que les deux parties contractantes jugeraient à propos de s'envoyer. Cette stipulation permettait à la Russie de surveiller les démarches de la Perse, et la mettait à l'abri de toute attaque imprévue.

L'article 10 traite des priviléges et des devoirs des agents commerciaux. Le 11e est relatif aux affaires et aux réclamations particulières amenées par l'extension des frontières russes. Le 12e fixe un terme de trois années pour laisser aux Persans le temps de rendre ou d'échanger leurs propriétés. Le 13e stipule l'échange des prisonniers.

Art. 14. Les hautes parties contractantes n'exigeront pas l'extradition des transfuges ou déserteurs qui auraient passé sous leur domination respective avant ou pendant

la guerre ; toutefois, pour prévenir les conséquences mutuellement préjudiciables pouvant résulter des intelligences que quelques-uns de ces transfuges chercheraient à entretenir avec leurs anciens compatriotes ou vassaux, le gouvernement persan s'engage à ne pas tolérer dans ses possessions voisines de la Caspienne la présence des individus qui lui seront nominalement désignés maintenant, ou qui lui seraient signalés à l'avenir. Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies promet également, de son côté, de ne pas permettre que les transfuges persans s'établissent ou restent à demeure dans les khanats de Nakhitchévan, ainsi que dans la partie du khanat d'Érivan située sur la rive droite de l'Araxe. Il est entendu toutefois que cette clause n'est et ne sera obligatoire qu'à l'égard d'individus revêtus d'un caractère public ou de certaines dignités, tels que les khans, les beys, et les chefs spirituels ou mollahs, dont l'exemple personnel, les instigations et les menées clandestines pourraient exercer une influence pernicieuse sur leurs anciens compatriotes, administrés ou vassaux. Pour ce qui concerne la masse de la population dans les deux pays, il est convenu entre les parties contractantes que les sujets respectifs qui auraient passé ou qui passeraient à l'avenir d'un État dans l'autre, seront libres de s'établir ou de séjourner partout où le trouvera bon le gouvernement sous la domination duquel ils seront placés. Par l'article 15, le Schah accorde une amnistie pleine et entière à tous les habitants et fonctionnaires de la province d'Aderbidjan. Aucun d'eux, sans exception de catégorie, ne pourra être poursuivi pour ses opinions, pour ses actes ou pour la conduite qu'il aurait tenue, soit pendant la guerre, soit pendant l'occupation temporaire de ladite province par les troupes russes. Il leur sera accordé en outre le terme d'un an, à dater de ce jour, pour se transporter librement, avec leurs familles, dans les États russes, pour exporter ou pour ven-

dre leurs biens meubles, sans que les gouvernements ou les autorités locales puissent y mettre le moindre obstacle, ni prélever aucun droit ou rétribution sur les biens ou sur les objets vendus par eux; quant à leurs biens immeubles, il leur sera accordé un terme de cinq ans pour les vendre ou pour en disposer à leur gré.

Art. 16. Aussitôt après la signature du présent traité de paix, les plénipotentiaires respectifs s'empresseront d'envoyer en tous lieux les avis et injonctions nécessaires pour la cessation immédiate des hostilités.

Fait au village de Tourkmantchaï, le 22 février 1828, et le 5 de schébone de l'an 1243 de l'hégire.

N° 2.

ARTICLES PRINCIPAUX DU TRAITÉ D'ANDRINOPLE ENTRE LA RUSSIE ET LA PORTE-OTTOMANE.

L'art. 1er n'est qu'un préambule.

Art. 2. Sa Majesté l'Empereur et Padischah de toutes les Russies rend à la Sublime-Porte la principauté de Moldavie, avec toutes les frontières qu'elle avait avant le commencement de la guerre à laquelle le présent traité a mis fin; Sa Majesté Impériale rend aussi la principauté de Valachie, le banat de Kraïovat, la Bulgarie et le pays de Dobroutché, depuis le Danube jusqu'à la mer, ainsi que Silistrie, Hirsova, Matchin, Issaktcha, Toultcha, Babadag, Bazardgik, Varna, Provadi et autres villes, bourgs et villages qu'il contient, toute l'étendue du Balkan, depuis Eminé-Bournou jusqu'à Kosan, et tout le pays depuis le

Balkan jusqu'à la mer, avec Selimno, Yamboli, Aïdos, Karnabat, Andrinople, Bourgas et toutes les villes, bourgs et villages, ainsi que toutes les places que les troupes russes ont occupés dans la Roumélie.

Art. 3. Le Pruth continuera de former la limite des deux empires, depuis le point où cette rivière touche au territoire de la Moldavie jusqu'à sa jonction avec le Danube. De ce point, la ligne frontière suivra le cours du Danube jusqu'à l'embouchure de Saint-Georges; de sorte que, laissant toutes les îles formées par les divers bras de ce fleuve en possession de la Russie, la rive droite restera, comme par le passé, en possession de la Porte-Ottomane. Cependant il est convenu que cette rive droite restera inhabitée depuis le point où le bras de Saint-Georges se sépare de celui de Soulini, à une distance de deux heures du fleuve, et qu'aucun établissement n'y sera formé, non plus que sur les îles qui resteront au pouvoir de la Russie; et, à l'exception des quarantaines qui pourront y être établies, il ne sera permis d'y faire aucun autre établissement. Les bâtiments marchands des deux puissances auront la faculté de parcourir le Danube dans tout son cours; et ceux qui porteront le pavillon ottoman auront libre entrée dans les embouchures de Kili et Soulini, celle de Saint-Georges restant commune aux navires de guerre et bâtiments marchands des deux puissances contractantes. Mais les navires de guerre russes, lorsqu'ils remonteront le Danube n'avanceront pas au delà du point de sa jonction avec le Pruth.

Ces dispositions mettent à la disposition des Russes l'embouchure du Danube.

Art. 4. La Géorgie, l'Imérétie, la Mingrelie, la Gourie et plusieurs autres provinces du Caucase ayant été depuis de longues années et à perpétuité réunies à l'empire de Russie, et cet empire ayant acquis, par le traité de Tourkmantchaï, les khanats d'Érivan et de Nakhitchévan, les

deux hautes parties contractantes ont reconnu la nécessité d'établir entre leurs États respectifs, le long de cette ligne, une frontière bien tracée pour prévenir toute discussion ultérieure. Elles ont également pris en considération les moyens convenables de s'opposer aux incursions que les tribus voisines ont faites jusqu'à ce jour, et qui ont si souvent compromis les relations d'amitié et de bonne intelligence entre les deux empires. En conséquence, il a été convenu de considérer désormais comme formant la frontière entre les territoires de la cour impériale de Russie et ceux de la Sublime-Porte en Asie, la ligne qui, suivant la limite actuelle de la Gourie, depuis la mer Noire, remonte jusqu'au bord de l'Imérétie, et de là en ligne droite jusqu'au point où les frontières des pachaliks d'Akhaltzik et de Kars rencontrent celle de la Géorgie, laissant de cette manière au nord et au dedans de cette ligne la ville d'Akhaltzik et le fort de Khalinanik, à une distance moindre de deux heures. Tous les pays situés au midi et à l'ouest de cette ligne de démarcation, vers les pachaliks de Kars et de Trébisonde, ainsi que la majeure partie du pachalik d'Akhaltzik, resteront à perpétuité sous la domination de la Sublime-Porte, tandis que ceux qui sont situés au nord et à l'est de la ligne mentionnée ci-dessus, vers la Géorgie, l'Imérétie et la Gourie, ainsi que le littoral de la mer Noire, depuis l'embouchure du Kouban jusqu'au port Saint-Nicolas inclusivement, seront sous la domination de l'empire de Russie. En conséquence, la cour impériale de Russie abandonne et rend à la Sublime-Porte le reste du pachalik de Kars, la ville et le pachalik de Bajazet, la ville et le pachalik d'Erzeroum, ainsi que les places occupées par les troupes russes qui peuvent être en dehors de la ligne indiquée.

Les stipulations contenues dans cet article tendent évidemment à faciliter la soumission des peuplades du Caucase en les isolant de tous côtés.

Art. 5. Les principautés de Moldavie et de Valachie s'étant placées, par une capitulation, sous la suzeraineté de la Sublime-Porte, elles conserveront tous les priviléges et immunités qui leur auront été accordés, soit par les traités conclus entre les deux cours impériales, soit par les hatichérifs promulgués à diverses époques. Elles jouiront du libre exercice de leur religion, d'une parfaite sécurité, d'une administration nationale et indépendante, et d'une entière liberté de commerce, etc.

L'article 6 est relatif aux clauses stipulées dans la convention séparée relative à la Servie.

Dans l'article 7 qui concerne les droits et priviléges commerciaux, on remarque les passages suivants : les sujets, bâtiments et marchandises russes, seront à l'abri de toute violence et de toute vexation. Les sujets russes seront sous la juridiction exclusive et la police des ministres et consuls de Russie. Les bâtiments russes ne seront soumis à aucune visite de la part des autorités ottomanes, ni en mer, ni dans aucun des ports ou rades des possessions de la Sublime-Porte. Toutes les marchandises ou denrées appartenant à un sujet russe, après avoir payé les droits de douane stipulés par les tarifs, seront librement transportées, déposées à terre, dans les magasins du propriétaire ou de son consignataire, ou transportées à bord des bâtiments de toute autre nation quelconque, sans que les sujets russes soient tenus d'en donner avis aux autorités locales, et encore moins de demander leur autorisation. Les grains provenant de la Russie jouiront des mêmes priviléges ; la Sublime-Porte s'engage, en outre, à veiller soigneusement à ce que le commerce et la navigation de la mer Noire soient dégagés de toute entrave. Elle reconnait et déclare le canal de Constantinople et le détroit des Dardanelles librement ouverts aux bâtiments russes sous pavillon marchand, pour la sortie comme pour le retour. Le passage du canal de Constantinople et du

détroit des Dardanelles est ouvert à tous les bâtiments en paix avec la Sublime-Porte. Si, à ce qu'à Dieu ne plaise, quelqu'une des stipulations contenues dans le présent article était et demeurait enfreinte, nonobstant les réclamations du ministre russe à ce sujet, la Sublime-Porte reconnaît d'avance le droit de la cour impériale de Russie de considérer une telle infraction comme un acte d'hostilité.

L'article 8 définit les indemnitées dues par la Porte au commerce russe, depuis la guerre de 1806, et les fixe à un million et demi de ducats.

L'article 9 est relatif à l'indemnité pour les frais de guerre; elle est fixée dans l'article additionnel à dix millions de ducats de Hollande, indépendamment de la cession du territoire asiatique stipulée par l'article 4.

Art. 10. La Sublime-Porte, en déclarant son adhésion entière aux stipulations du traité (sur les affaires de la Grèce), conclu à Londres, le 24 juin (6 juillet 1827), entre la Russie, la Grande-Bretagne et la France, adhère également à l'acte du 10 (24 mars 1829), rédigé d'un consentement mutuel entre ces mêmes puissances sur les bases dudit traité, et contenant les mesures de détail relatives à son exécution définitive.....

Art. 13. Les hautes puissances contractantes accordent un pardon général et une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets qui, pendant le cours de la guerre, auront pris part aux opérations militaires, ou manifesté, soit par leur conduite, soit par leurs opinions, leur attachement à l'une ou à l'autre des deux parties. En conséquence, aucun de ces individus ne sera inquiété ni persécuté, soit dans sa personne, soit dans sa propriété, pour sa conduite passée; et chacun d'eux, recouvrant les propriétés qu'il possédait auparavant, en jouira paisiblement sous la protection des lois, et sera libre d'en disposer dans l'espace de dix-huit mois, comme de transporter avec sa

famille, ses biens, etc., dans le pays qu'il aura choisi, sans éprouver aucune entrave ou vexation quelconque. Les mêmes priviléges sont assurés aux sujets respectifs des deux puissances établis sur les territoires rendus à la Sublime-Porte, ou cédés à la cour impériale de Russie.

Art. 15. Tous les traités, conventions et stipulations, arrêtés et conclus à diverses époques entre la cour impériale de Russie et la Porte-Ottomane, à l'exception de ceux qui sont annulés par le présent traité de paix, sont confirmés dans toute leur force et effet ; et les deux hautes parties contractantes s'engagent à les exécuter religieusement et inviolablement.

L'article additionnel qui fixe la quotité de l'indemnité, stipule que la Russie acceptera, en déduction de cette somme, des équivalents qui seront consentis de part et d'autre.

Quant à la stipulation contenue dans l'acte séparé concernant les principautés de Moldavie et de Valachie, et en vertu de laquelle les villes turques situées sur la rive gauche du Danube, Tournovo, Giourgévo, Braïloff, etc., avec leur territoire, doivent être réunies à la Valachie, et les fortifications qui ont ci-devant existé sur cette rive, ne jamais être rétablies, il a été réglé que Giourgévo serait remis aux troupes russes, et que les fortifications en seraient rasées. L'évacuation des provinces d'Asie qui doivent être rendues à la Porte aura lieu conformément à une convention particulière, que le général comte Paskevitch a pouvoir de conclure avec les commandants de la Porte dans ces contrées.

N° 3.

TRAITÉ D'UNKIAR-SKÉLESSI ENTRE LA RUSSIE ET LA PORTE-OTTOMANE.

Art. 1er. Il y aura à jamais paix, amitié et alliance entre Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Hautesse l'Empereur des Ottomans, leurs empires et leurs sujets, tant sur terre que sur mer. Cette alliance ayant uniquement pour objet la défense commune de leurs États contre tout empiétement, Leurs Majestés promettent de s'entendre sans réserve sur tous les objets qui concernent leur tranquillité et leur sûreté respective, et de se prêter, à cet effet, mutuellement, des secours matériels et l'assistance la plus efficace.

Art. 2. Le traité de paix conclu à Andrinople, le 2 septembre 1829, ainsi que tous les autres traités qui y sont compris, de même aussi la convention signée à Saint-Pétersbourg, le 14 avril 1830, et l'arrangement conclu à Constantinople, les 9 et 21 juillet 1832, relatif à la Grèce, sont confirmés dans toute leur teneur par le présent traité d'alliance défensive, comme si lesdites transactions y avaient été insérées mot pour mot.

Art. 3. En conséquence du principe de conservation et de défense mutuelle, qui sert de base au présent traité d'alliance, et par suite du plus sincère désir d'assurer la stabilité et l'entière indépendance de la Sublime-Porte, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, dans le cas où les circonstances qui pourraient déterminer de nouveau la Sublime-Porte à réclamer l'assistance navale et militaire de la Russie viendraient à se présenter, quoique ce cas ne soit nullement à prévoir, promet de fournir, par mer et par terre, autant de troupes et de forces que

les deux hautes parties contractantes le jugeraient nécessaire. Ce cas échéant, il est convenu que les forces de terre et de mer, dont la Sublime-Porte réclamerait le secours seront tenues à sa disposition.

Art. 4. Selon ce qui a été énoncé plus haut, dans le cas où l'une des deux puissances aura réclamé l'assistance de l'autre, les frais seuls d'approvisionnement pour les forces de terre et de mer qui seraient fournies tomberont à la charge de la puissance qui aura demandé le secours.

Art. 5. Quoique les deux hautes parties contractantes aient l'intention sincère de maintenir cet engagement jusqu'au terme le plus reculé, comme il se pourrait que, dans la suite, les circonstances exigeassent qu'il fût apporté quelques changements à ce traité, on est convenu d'en fixer la durée à huit ans, à dater du jour de l'échange des ratifications impériales. Les deux parties, avant l'expiration de ce terme, se concerteront, selon l'état où seront les choses à cette époque, sur le renouvellement dudit traité.

Art. 6. Le présent traité d'alliance défensive sera ratifié par les deux hautes-parties contractantes, et les ratifications en seront échangées à Constantinople dans le terme de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

ARTICLE SÉPARÉ ET SECRET [1].

En vertu d'une des clauses de l'article 1er du traité patent d'alliance défensive conclu entre la cour impériale de Russie et la Sublime-Porte, les deux hautes parties contractantes sont tenues de se prêter mutuellement des secours matériels, et l'assistance la plus efficace pour la sûreté de leurs États respectifs. Néanmoins, comme Sa

1. Cet article ne fut communiqué que plusieurs années plus tard, après une discussion dans la chambre des Communes d'Angleterre.

Majesté l'Empereur de Russie, voulant épargner à la Sublime-Porte-Ottomane la charge et les embarras qui résulteraient pour elle de la prestation d'un secours mutuel, ne demandera pas ce secours si les circonstances mettaient la Sublime-Porte dans l'obligation de le fournir; la Sublime-Porte-Ottomane, à la place du secours qu'elle doit prêter au besoin, d'après le principe de réciprocité du traité patent, devra borner son action, en faveur de la cour impériale de Russie, à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer sous un prétexte quelconque.

Le présent article, séparé et secret, aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans le traité d'alliance de ce jour.

Fait à Constantinople, le 26 juin (8 juillet 1833).

N° 4.

1° Les redevances des paysans au profit des seigneurs peuvent être réglées, dans les contrats, en argent provenant du produit des terres de seigneur ou de tout autre travail.

2° Dans le cas où les paysans manqueraient aux conditions qu'ils ont acceptées par les contrats, ils seront contraints à les remplir par la police urbaine, sous la garantie du chef de la noblesse du district et sous la surveillance des autorités gouvernementales.

3° Les paysans, d'après les contrats passés entre leurs seigneurs et eux, prennent la dénomination de paysans ayant des obligations à remplir.

4° Le recrutement, en ce qui concerne ces paysans, aura le tour de rôle indiqué par les ordonnances sur cette matière.

5° En ce qui concerne l'entretien des greniers d'abondance et les secours à porter dans le cas d'incendie, lesquels sont à la charge des paysans affranchis sous la surveillance des seigneurs; si ces derniers ne veulent pas se charger de cette responsabilité, l'obligation en sera remplie sous la surveillance des autorités les plus voisines et dans la mesure prescrite par les ordonnances sur les greniers d'abondance.

6° Les seigneurs organiseront dans les villages des paysans laboureurs une administration urbaine, et auront sur la police des villages une haute surveillance. Ils auront également, en ce qui concerne l'exécution des lois sur le bon ordre parmi les paysans, le droit de juger la conduite et les délits de peu d'importance, et d'examiner les contestations et les querelles qui s'élèveront entre les paysans ayant des obligations à remplir.

7° Quant aux contrats à conclure avec les paysans dépendants des propriétés engagées dans les banques de l'empire, si l'intention des seigneurs est de laisser ces propriétés en nantissement, ils devront obtenir, pour passer lesdits contrats, le consentement des banques. Les propriétés où sont établis les paysans laboureurs peuvent être de nouveau engagées dans les banques de l'Empire, en proportion des revenus qu'elles rapportent, lesquels se règlent sur l'étendue et la qualité des terres, et sur les moyens de les exploiter, et cela conformément aux dispositions particulières qui seront prescrites incessamment.

8° Les seigneurs et les paysans laboureurs qu'ils auront affranchis tiendront comme indissolubles les contrats qu'ils auront passés entre eux, conservant cependant le droit d'en changer certaines clauses, comme celles rela-

tives au partage des terres ou aux redevances pour un temps limité, et cela d'un consentement mutuel. Dans le cas où la propriété serait engagée dans les banques de la couronne, ces changements devront être approuvés par elle, et dans tous les cas, la sanction du gouvernement est chose indispensable.

9° Les contrats qui seront passés d'après les dispositions susmentionnées, du propre consentement des seigneurs, seront dressés sur papier timbré..... et soumis à notre examen, pour être signés et sanctionnés par nous.....

N° 5.

Voici le résumé des observations de M. Lyall, sur les colonies militaires russes, qu'il avait visitées sous le règne de l'empereur Alexandre.

C'est à Pierre le Grand qu'il faut remonter pour retrouver la pensée première d'une colonisation destinée à fortifier le système militaire de la Russie, sans lui imposer des charges nouvelles; les invasions des Tartares et des Turcs l'avaient en quelque sorte forcé à instituer au midi et à l'est un service armé sur ses frontières; c'est ainsi que les cosaques du Kouban, et, plus tard sous Catherine II, les cosaques zaporogues avaient reçu une organisation forte et intelligente qui servit de point de départ pour les essais ultérieurs.

Ce fut dans les gouvernements de Novogorod, de Mohilew, de Karkof, de Kief, de Podolie et de Cherson, c'est-à-dire à proximité de la Pologne, de l'Autriche et de la Turquie, que les colonies russes ont été fondées, et

très-certainement le choix de ces localités a été dicté par des considérations politiques et militaires tout à la fois. Les dimensions de l'empire russe sont colossales, les troupes levées dans le nord et dans l'est ne peuvent arriver qu'avec une certaine lenteur dans les provinces méridionales; si donc dans une circonstance donnée la Russie voulait concentrer une grande partie de ses forces vers une de ses extrémités du sud ou de l'ouest, son action serait singulièrement facilitée par la réunion sur ses frontières du personnel si considérable de ses colonies.

Les villages désignés pour recevoir des colonies militaires, étaient tous habités par des paysans appartenant au domaine impérial; ces paysans furent exemptés de l'impôt qu'ils devaient à l'État, et durent en revanche recevoir dans leurs foyers les soldats destinés à fonder les colonies; à la place de leurs cabanes, on leur construisit des maisons alignées en rue. Ces habitations étaient parallèles, séparées l'une de l'autre par une cour. Chaque maître colon reçut en partage quinze dessiatines (la dessiatine vaut environ cent dix ares), à la charge d'entretenir un soldat et sa famille, plus un cheval, si le village était occupé par un corps de cavalerie. Le soldat devait en échange aider le colon dans la culture de son terrain, et généralement dans tous les travaux de la campagne, toutes les fois que son service militaire n'absorberait pas ses journées. Le soldat, que l'on constituait ainsi membre de la famille du maître colon, devait être désigné sous la dénomination de *soldat-cultivateur*.

Il dépendait des chefs militaires de choisir le soldat attaché au maître colon; si ce dernier avait plusieurs fils, le plus âgé devenait son adjoint; le second recevait la dénomination de *réserve*, et on lui donnait pour demeure une maison adjacente, le troisième pouvait être soldat cultivateur; les autres étaient classés comme cantonniers ou élèves. Ainsi, dans cette fondation nouvelle, on eut

recours à la combinaison de deux éléments parfaitement distincts, et une population fut pour ainsi dire superposée à une autre; cette combinaison est-elle très-heureuse? La famille nouvelle, qui se forme ainsi dans la famille du colon, n'écrase-t-elle pas cette dernière? et la fusion qui doit nécessairement s'opérer entre ces deux populations si différentes d'origine et de mœurs, n'est-elle pas bien difficile à obtenir?

De nombreuses objections ont été opposées au système adopté par l'empereur Alexandre, et nous croyons que, quelque imparfait qu'il pût être d'ailleurs, ce système était encore le seul qui fût d'une réalisation facile, et qui pût produire les remarquables effets que l'on peut constater aujourd'hui.

Les soldats-cultivateurs, ajoute M. Lyall, forment la force effective des nouvelles colonies. Dans le gouvernement de Novogorod, on ne leur faisait faire que les exercices de l'infanterie; mais dans les trois gouvernements du midi de la Russie, on les forme à la fois aux exercices de la cavalerie et de l'infanterie : ces exercices sont à la discrétion des chefs, et comme les soldats n'ont pour coopérer aux travaux de la ferme que le temps qui n'est pas consacré aux exercices militaires, il est aisé de voir que l'assistance que peut attendre d'eux le colon en chef dépend presque toujours de la volonté de l'officier commandant; car si celui-ci tient à la sévérité de la discipline, surtout pendant la belle saison, le colon en chef ne tirera que peu de secours du soldat, qu'il a cependant à sa charge avec le cheval pendant toute l'année. Trois jours d'exercice par semaine passent pour un service modéré, sans compter les gardes que le soldat doit monter régulièrement à son tour. En outre, chaque village militaire est tenu d'envoyer successivement un détachement au quartier général du régiment, pour y faire le service.

Le soldat-cultivateur est soumis au double service de

soldat et de laboureur pendant vingt-cinq ans, à dater de son inscription sur le registre, s'il est Russe, et autrefois pendant vingt ans s'il était Polonais ; après quoi il est libre de quitter le service : s'il y reste, il est classé comme vétéran invalide, et envoyé en garnison. Sa place est remplie par le réserve dont nous allons parler.

Tout près de la maison du colon en chef, on en construit une exactement semblable ; celle-ci est occupée par le réserve, que l'on peut regarder comme un second soldat-cultivateur ; c'est le colonel du régiment colonisé qui le choisit parmi les paysans. Ce réserve est ordinairement un fils ou un parent du colon-chef. On instruit le réserve dans tous les devoirs du soldat ; il est destiné à remplir en tout point la place de son prototype, ou à faire partie d'une armée de réserve en cas de danger. Si le soldat-cultivateur est tué dans une bataille, ou vient à mourir autrement, sa place est occupée par le réserve. C'est par les hommes de cette classe que l'on remplace encore les soldats qui ont fait leur temps de service. Le réserve, à son tour, est remplacé par un cantonnier, celui-ci par un enfant de troupe, etc. Le réserve doit également coopérer à la culture, aux autres travaux de ménage : il est tailleur, cordonnier, etc.

Le colon en chef, le soldat-agriculteur et le réserve, peuvent se choisir une femme ; on conçoit que, dans ce système, les mariages soient encouragés ; les femmes, une fois entrées dans l'enceinte des colonies militaires, ne peuvent plus se remarier ailleurs.

Les fils du colon en chef, du soldat-cultivateur, du réserve, de l'âge de treize à dix-sept ans, sont désignés sous le nom de cantonniers. On les exerce comme soldats, en les réunissant dans le village où réside le colonel et qui sert de quartier au régiment. Ils suivent des écoles pour achever leur éducation. Les garçons de huit à treize ans vont à l'école du village où demeurent leurs parents,

et, de deux jours l'un, ils reçoivent une instruction militaire. Comme les cantonniers, ils portent l'uniforme et sont regardés comme soldats. Les garçons au-dessous de huit ans demeurent avec leurs parents.

L'éducation des enfants est un des traits caractéristiques du système. Tous les enfants mâles sont envoyés aux écoles d'enseignement mutuel : là on leur apprend à lire, à écrire et à compter ; on leur fait aussi apprendre une espèce de catéchisme sur les devoirs du soldat ; on les instruit à manier le sabre aux exercices du manége. Quand ils ont atteint l'âge de treize ans, on les rassemble au quartier général du régiment, on les forme en corps, et ceux qui se distinguent le plus par leur aptitude et leur bonne conduite sont promus au grade d'officier.

Pour l'éducation des filles, on a établi des écoles à Lancastre, dont on peut espérer de bons résultats.

Pour résumer les observations de M. Lyall, nous dirons que les éléments des colonies militaires sont :

1° Le colon chef ou maître colon ; 2° l'adjoint ou aide ; 3° le soldat-cultivateur qui, ses devoirs militaires remplis, seconde le colon-chef dans ses travaux agricoles ; 4° le réserve, qui a les mêmes fonctions que le précédent et peut le remplacer au besoin ; 5° le cantonnier, enfant mâle de treize à dix-sept ans ; 6° les enfants de troupe de huit à treize ans ; 7° les enfants mâles au-dessous de huit ans ; 8° les filles et les femmes, et 9° les invalides.

N° 6.

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU, LE 30 AVRIL 1846, ENTRE LA RUSSIE ET LA PORTE-OTTOMANE, EXÉCUTOIRE JUSQU'EN 1856.

Art. 1er. Tous les traités et stipulations qui ont existé jusqu'ici entre la Sublime-Porte et la cour de Russie relativement aux droits, priviléges et immunités des sujets et bâtiments russes en Turquie, et notamment le traité de commerce du 10 juin 1783, et l'article 7 du traité d'Andrinople, sont confirmés dans toute leur force et valeur, à l'exception de ce qui est expressément aboli ou modifié par la présente convention. La Sublime-Porte s'engage à les faire observer inviolablement par toutes ses autorités militaires de terre et de mer, et autres fonctionnaires. Elle promet et assure en outre aux sujets et bâtiments russes la pleine et entière jouissance de tout droit, bénéfice ou avantage qui est ou serait accordé dorénavant dans ses États aux nations étrangères les plus favorisées.

Art. 2. Ainsi qu'il a été stipulé par les traités précédents, le droit de douane restera invariablement fixé à 3 p. 100 pour le commerce extérieur, et sera prélevé, comme par le passé, tant sur les produits russes ou étrangers importés en Turquie que sur les produits turcs exportés des États ottomans par les négociants russes, par leurs délégués ou par leurs ayants-cause.

Art. 3. Tout négociant et sujet russe est libre d'acheter en personne et par l'intermédiaire de ses ayants-cause, les articles et objets provenant du sol ou de l'industrie de la Turquie, soit pour les exporter, soit pour en faire le commerce dans l'intérieur des États ottomans. Les sujets

russes ou leurs hommes d'affaires auront le droit de transporter lesdits produits ou marchandises à toute échelle de l'empire ottoman, sauf les restrictions indiquées plus bas dans les articles 11 et 12, sans que lesdites marchandises soient passibles, ni pour l'acheteur ni pour le vendeur, d'aucune charge ou droit de Teskiéré, Mourourijé, Bidaat, Ihthissal et autres semblables. Mais la cour de Russie n'entend pas entraver le gouvernement ottoman, par cet article ou par quelque autre de la présente convention, dans l'exercice de ses droits de souveraineté, dans sa propre administration intérieure, en tant que ces droits ne dérogent point aux priviléges accordés aux sujets russes et à leurs propriétés, soit par les anciens traités ou par la présente convention, et pourvu que les impôts, dont sont frappés les sujets ottomans, conformément à ces mêmes droits de souveraineté, ne portent une atteinte manifeste, sous quelque rapport que ce fût, à la présente convention, ou qu'ils n'imposent directement de nouveaux droits sur le commerce des sujets russes, la cour de Russie ne prétend rien stipuler au delà du sens naturel et véritable des termes employés dans le présent acte. En compensation de tous les droits intérieurs ainsi supprimés, la cour de Russie, à la suite d'un accord spécial entre les deux gouvernements, consent à ce que le négociant russe paye, à l'arrivée de la marchandise à l'échelle, un droit d'entrée (amédié) fixe et supplémentaire de 9 p. 100, indépendamment du 3 p. 100 de droit de sortie (réftié) qu'il devra payer, comme autrefois, à l'embarquement de la marchandise pour l'exportation. Toute somme ou valeur perçue au delà du 3 p. 100 précité sous telle dénomination ou sous tel prétexte que ce soit, directement ou indirectement, pour le compte du fisc ou des préposés, sera considérée comme une infraction au présent traité, et la Sublime-Porte s'engage, sur la représentation qui en sera faite par la légation impériale, de la faire restituer sans

délai à l'acheteur ou au vendeur dont elle aurait été perçue, de punir sévèrement les fonctionnaires, de quelque rang qu'ils soient, qui se seraient permis une pareille infraction, et d'indemniser le négociant russe des pertes et vexations qu'il prouverait en être résultées pour lui. Tout objet qui serait acheté à l'échelle d'embarquement au lieu de sortie, et qui aurait déjà payé 9 p. 100 de droit d'entrée, ne sera plus soumis qu'au paiement du seul droit primitif de 3 p. 100 pour l'exportation.

Art. 4. Tout objet, produit du sol ou de l'industrie de la Russie ou des pays étrangers, qui appartiendrait à des sujets russes, sera admis, comme par le passé, dans toutes les parties de l'empire ottoman, moyennant le paiement de 3 p. 100 de droit d'importation, en remplacement de tous droits et redevances intérieurs qui ont pesé sur lesdits objets; le négociant russe, ou son homme d'affaires, soit qu'il les vende au lieu d'arrivée, ou qu'il les expédie dans l'intérieur de l'empire pour les vendre, payera, à l'avenir, un droit supplémentaire de 2 p. 100; mais comme le mode de la perception de l'ancien droit de 3 p. 100 à part, lors de l'arrivée des marchandises à l'échelle, et du droit additionnel de 2 p. 100, à part au moment de la vente, occasionnent des embarras à l'administration de la douane, on est convenu que, dans le but de les éviter, l'ancien droit de 3 p. 100 et l'additionnel de 2 p. 100, c'est-à-dire en tout 5 p. 100 de droit d'entrée et de droit additionnel, seront perçus à la fois et seront inscrits séparément dans les registres de la douane; et, afin de ménager en même temps les intérêts des négociants, il pourra leur être accordé, moyennant garantie, de ne payer ledit droit additionnel de 2 p. 100, que dans le terme d'une année, à compter de la date où il aura été inscrit dans le livre de la douane. Si, ensuite, ces mêmes marchandises sont revendues à l'intérieur ou à l'extérieur, il ne sera plus exigé aucune espèce de droit ni du vendeur ni de

l'acheteur, sujet ottoman ou étranger, ni de celui qui, les ayant achetées, voudra les expédier au dehors. De même, si un sujet russe ou son délégué achetait en Turquie des objets de provenance étrangère qui auraient acquitté à leur entrée le 3 p. 100 de droit d'importation, il aura la faculté d'en trafiquer en Turquie, comme aussi de les exporter, si bon lui semble, sans payer aucune autre redevance, excepté le 2 p. 100 de droit supplémentaire, d'après le tarif. Les articles d'importation qui, destinés à être envoyés d'un port à l'autre, auront payé le droit de 3 p. 100, et l'additionnel 2 p. 100, à la fois dans le premier port, pourront être envoyés dans un autre, francs de tous droits. Dans le cas où ces marchandises ne seraient pas vendues dans les États ottomans, et que, sans qu'elles aient passé entre d'autres mains, on eût besoin de les envoyer à l'étranger, alors le droit additionnel de 2 p. 100 qui aura été acquitté, sera seul restitué au propriétaire de la marchandise.

Art. 5. Lorsque les sujets russes ou leurs hommes d'affaires auront acheté des objets du produit de la Turquie, et voudront les revendre dans le lieu où ils se trouvent, ou dans d'autres parties de l'empire ottoman, ils payeront lors de l'achat ou de la vente, les droits établis par les sujets les plus privilégiés de l'empire ottoman, qui s'occupent du commerce intérieur, sans qu'il soit rien demandé au delà, et aucune vexation ne sera faite aux sujets russes par suite de ce commerce intérieur, dont l'exercice ne pourra porter atteinte aux dispositions de l'art. 6 qui suit.

Art. 6. En vertu du principe de la liberté du commerce consacré par les traités précédents, les négociants russes, après avoir payé, sur les marchandises, objets et denrées qu'ils auront importés de Russie ou de l'étranger, les droits établis, auront la faculté de les vendre librement en Turquie, tant en gros et en ballots, qu'en fractions détachées, dans leurs magasins et autres lieux affectés à l'exer

cice de leur commerce, à condition toutefois de n'en pas faire un menu commerce à l'instar des Esnaffes, avec guedit et sans guedit, sujets de la Sublime-Porte, et sauf les restrictions stipulées dans les articles 10 et 11 de la présente convention. Également, les négociants et sujets russes trafiqueront en gros, en ballots et en fractions détachées, les produits du sol et de l'industrie qu'ils auront achetés dans les États ottomans, aux mêmes conditions que ci-dessus. L'exercice des métiers dans les États ottomans étant affecté aux sujets de la Sublime-Porte, les sujets russes ne pourront pas non plus tenir des ateliers pour exercer ces métiers.

Art. 7. La Sublime-Porte confirme dans toute sa plénitude, la liberté de transit accordée par les traités précédents aux marchandises et aux bâtiments de commerce russes qui traversent les détroits de Constantinople et des Dardanelles, pour se diriger de la mer Noire dans la mer Blanche, et *vice versâ :* mais dans le cas où il serait nécessaire que les objets, arrivés ainsi pour être vendus ailleurs, fussent débarqués à la terre et mis en dépôt pour un terme limité, en attendant la continuation de leur trajet sur les mêmes ou sur d'autres navires de commerce, la douane devra être absolument informée, afin que les marchandises soient déposées, cachetées dans les magasins de la douane, ou, s'il ne s'y trouvait pas de place, dans un autre local convenable, au su et sous les cachets de la douane, de manière à être rendues dans le même état au propriétaire, par l'entremise de l'autorité douanière, au moment où elles devront être réexpédiées. A cet effet, il ne sera demandé aucun droit ni redevance. Les articles qui seront importés en Turquie et que l'importateur n'aura point vendus dans les États ottomans, et expédiera dans d'autres pays, ne payeront que le 3 p. 100 d'importation, sans être passibles d'aucun droit d'exportation ou autre redevance quelconque.

Art. 8. Aucun monopole ne subsistera plus dans les États ottomans, ni sur les produits de l'agriculture, ni sur d'autres productions quelconques, sauf les restrictions à cette règle générale mentionnées et précisées par les articles 10 et 11 de la présente convention. Sous cette même réserve, la Sublime-Porte renoncera aussi à l'usage des permis ou teskiérés demandés aux autorités locales, pour acheter des marchandises ou les transporter d'un lieu à l'autre. Toute tentative qui serait faite par une autorité quelconque, pour forcer les sujets russes à se pourvoir de semblables permis ou teskiérés ou à payer une redevance quelconque pour cette permission, sera considérée comme une infraction au traité, et entraînera les conséquences prévues par l'article 3 de la présente convention.

Art. 9. Dans le cas où une disette ou quelque autre nécessité absolue obligera la Sublime-Porte à interdire l'exportation d'une marchandise ou denrée du produit de la Turquie, un terme convenable sera fixé pour la mise en vigueur de cette prohibition, et la légation de Russie sera avertie préalablement quelle sera la marchandise prohibée, et combien de temps cette prohibition devra durer, afin que cela soit publié dans les échelles requises. Il ne sera accordé, à cet égard, aucune exception en faveur de qui que ce soit, et, si telle chose avait lieu, on en agira de même en faveur des négociants russes.

Art. 10. Les canons, la poudre, les balles et autres projectiles destinés à l'usage des armes à feu, resteront prohibés au commerce comme articles de guerre, et les particuliers ne pourront vendre que la grenaille pour la chasse, de manière à ne jamais surpasser le poids de cinq ocques et de la poudre en proportion. Si des canons étaient apportés par des navires marchands russes dans un but de commerce, ils ne seront ni vendus, ni expédiés à l'insu des autorités : à cet effet, ils seront débarqués à

la douane du port où ils arriveraient, celle-ci les fera mettre en dépôt, et lorsque d'autres bâtiments de commerce auront besoin de les acheter, la douane en vérifiera la vente, et ne délivrera pas au delà du nombre de canons convenables à l'usage de pareils navires.

Art. 11. La cour de Russie, à la suite d'un accord établi entre les deux gouvernements, consent à excepter de a liberté générale de commerce assurée aux sujets russes les articles suivants, passibles de restrictions, de redevances spéciales au profit du fisc ottoman, à titre de droits régaliens :

1° La pêche et la vente du poisson pour en faire un commerce étant un trafic des Esnaffes, et sous ce rapport affectées aux sujets du gouvernement de S. M., les sujets russes n'auront pas la permission de les faire;

2° La pêche des sangsues sera, comme autrefois, référée à l'administration exclusive du ministère des finances;

3° La vente de l'alun importé de l'extérieur ne pourra se faire, si ce n'est d'après les règlements spéciaux établis par la Sublime-Porte. Mais les négociants russes seront libres d'acheter et d'exporter l'alun, produit de la Turquie, moyennant le paiement des droits établis par l'article 3 de la présente convention;

4° Comme l'importation du sel de l'étranger dans les États ottomans est défendue, et que chacune des salines situées dans l'empire, ayant son arrondissement spécial (orou), il n'est pas permis de vendre le sel de l'une dans l'arrondissement de l'autre, les négociants russes aussi se conformeront à ce règlement établi : mais ils pourront exporter le sel, produit des États ottomans, en payant les droits établis à l'instar des autres marchandises d'exportation;

5° Le tabac à priser, importé de l'étranger, ne pourra être débité qu'en gros, tel qu'il arrive, sans défaire les

carottes et sans ouvrir les boîtes ou les vases dans lesquels on l'apporte. Mais la vente en détail, à la balance, sera exclusivement réservée aux Esnaffes. Le tabac du produit de la Turquie sera librement acheté pour l'exportation; mais il ne sera point permis aux négociants russes de le revendre dans les États ottomans;

6° Le tabac à fumer du produit des États ottomans étant assujetti, indépendamment du droit de la dîme, qui sera perçu, d'après l'usage, à une redevance pour la permission de le cultiver, les négociants russes qui achèteraient ce produit pour l'exportation payeront le 9 p. 100 et le 3 p. 100, en tout 12 p. 100 de droit de douane, selon l'article 3 de la convention, et seront tenus d'exhiber, au moment de l'exportation, le teskiéré; ils devront les payer eux-mêmes en entier. S'ils revendent le tabac qu'ils auront acheté dans les États ottomans, comme cela constituerait un commerce intérieur, ils payeront les mêmes droits établis que les sujets les plus privilégiés de la Sublime-Porte.

7° Le débit des vins et autres boissons fortes ne sera point exercé par les sujets russes à l'ocque ou au verre, ni dans les boutiques, ni dans leurs magasins ou navires, embarcations et chaloupes; mais ce commerce leur sera permis en gros par tonneaux ou dames-jeannes, sans être entravé par aucune taxe ou difficulté en dehors des traités. Si les boissons fortes qu'ils auront apportées sont des produits des États ottomans, comme cela constituerait un commerce intérieur, ils payeront les mêmes droits que les sujets les plus privilégiés de Sa Hautesse.

Art. 12. La soie provenant du sol ottoman, après avoir payé le droit de douane pour être exportée à l'étranger, ne pourra être transportée dans ce but à des échelles écartées ou dénuées de douanes; mais on devra l'embarquer aux ports et échelles spécifiés dans une liste que la

Porte a remise à la légation de Russie, liste qui ne pourra être modifiée par la suite sans un accord préalable avec cette légation.

Art. 13. Les priviléges et autres conditions stipulés par le présent acte seront scrupuleusement observés à l'égard de tous les sujets et négociants russes, qu'ils fassent le commerce en personne ou qu'ils en chargent leurs fondés de pouvoir, agents ou associés, de quelque nation qu'ils soient; mais la légation de Russie veillera à ce que les nationaux ne puissent abusivement prêter leurs noms à des spéculations étrangères ou illicites; et si jamais un sujet russe était convaincu de pareils abus, il ne manquera pas d'être réprimé par les autorités russes, selon la gravité du cas.

Art. 14. L'exhibition à la douane du manifeste relatif à la cargaison des bâtiments des négociants russes aura lieu conformément au règlement qui serait arrêté de concert entre la Sublime-Porte et la mission de Russie.

Art. 15. En rendant exécutoires les conditions stipulées par la présente convention dans toutes les possessions de la Porte-Ottomane en Europe, en Asie et en Afrique, la Sublime-Porte s'engage à ce que dans le pachalik d'Égypte et ses dépendances il soit fait usage, à l'égard du commerce russe, des mêmes arrangements et facilités de détails qui y sont établis pour le commerce des autres nations les plus privilégiées.

Art. 16. Les deux cours contractantes, prenant en considération que, parmi les provinces qui font partie des États de la Sublime-Porte, les principautés de Valachie, de Moldavie et de Servie, jouissent du privilége d'une administration distincte, sont convenues que les marchandises de provenance russe ou étrangère, que les négociants russes importeraient dans lesdites provinces, payeront aux douanes de ces dernières les droits stipulés par l'article 4 de la présente convention, sans en payer

dans les autres échelles de la Turquie où les marchandises dont il s'agit aborderaient de passage ou seraient déposées à terre pour un temps limité, afin de poursuivre leur navigation moyennant les conditions prescrites par l'article 7 du présent traité.

Art. 17. Les droits et les dispositions stipulées par la présente convention à l'égard des sujets et négociants russes ne pouvant pas, d'après les lois commerciales observées en Russie, être entièrement appliqués dans les États russes envers les sujets et les négociants de l'empire ottoman, c'est-à-dire une pleine réciprocité à cet égard ne pouvant pas avoir lieu, les sujets et les négociants de la Sublime-Porte et ses navires de commerce, ainsi que les produits des États ottomans, seront traités dans les États russes, conformément aux dispositions qui y sont adoptées envers les sujets, les négociants, les navires et les produits des puissances étrangères les plus favorisées.

Art. 18. La durée de la présente convention commerciale est fixée à dix ans, depuis la date de sa signature, c'est-à dire jusqu'au mois d'avril 1856. Six mois avant l'expiration de ce terme, les deux cours auront à se prévenir mutuellement, si leur intention est de s'en tenir ultérieurement aux dispositions du présent acte, ou de s'entendre sur quelques modifications à y apporter pour la meilleure facilité des relations commerciales qu'elles tiennent à cœur de favoriser et de protéger entre leurs nationaux respectifs.

Art. 19. Malgré que le tarif qui règle aujourd'hui les droits à prélever sur le commerce russe en Turquie, ait été stipulé pour deux années à compter du 1–13 octobre 1842, il est convenu que ledit tarif restera en vigueur jusqu'à l'expiration du terme de la présente convention, et que l'un et l'autre devront être renouvelés ensemble à l'expiration de ce terme. Durant cet intervalle, les deux parties, voulant éviter toute incertitude en ce qui con-

cerne les droits supplémentaires à prélever sur le commerce russe, ont arrêté que le 9 p. 100 est égal au triple des sommes indiquées par le tarif actuel, et le 2 p. 100 au 2/3 de ces mêmes sommes, sans préjudice des priviléges réservés aux négociants de payer le droit en nature pour les articles dont le prix n'est point fixé dans le tarif.

Art. 20. La présente convention sera ratifiée par les deux gouvernements dans les deux mois après la signature, ou plus tôt si faire se peut, et sa mise à exécution commencera le 1-13 juillet de l'année suivante.

Fait à Balta-Liman, le 4 djemagiel-ewel 1262 : 18-30 avril 1846.

MOUSTAPHA-RESCHID-PACHA.

MEHEMET-FAHIR-BEY.

N° 7.

SUPERFICIE ET POPULATION DE LA RUSSIE D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS LES PLUS RÉCENTS.

PROVINCES DE L'EMPIRE EN EUROPE.

	Milles carrés géographiques.	Habitants.
Arkangel.	15519	253000
Astrakan.	2860	284400
Bessarabie.	857	792000
Charkoff.	985	1,467400
Cherson, sans la ville d'Odessa.	1332	766500
Odessa, gouvernement de la ville.	»	75900
Caucase-Citérieur, à l'exclusion de la Tschernomorie.	1957	402800
Cosaques tschernomoriens.	693	124100
Pays des cosaques du Don.	2943	704300
Esthonie avec la partie y attenante du Peipus.	376	310400
Grodno.	692	907100
Jaroslaff avec le lac Néron, près Rostoff.	659	1,008100
Taganrog, gouvernement urbain et district y attenant.	79	76900
Ekaterinoslaff, sans Taganrog et les cosaques d'Azoff.	1121	787200
Pays des cosaques d'Azoff.	5	6000
Kaluga.	573	1,006400
Kasan.	1128	1,342900
Kief.	913	1,605800
Kostromà.	1496	1,054600
Kowno.	758	9,155000
Kourlande y compris le lac Usmaïtien.	495	553300
Kursk.	818	1,680000

	Milles carrés géographiques.	Habitants.
Livonie avec la partie attenante du Peipus et la partie du lac de Pskoff.	853	814000
Minsk.	1622	1,046100
Mohilew.	884	931300
Moscow.	589	1,374700
Nijni-Nowgorod.	876	1,178200
Nowgorod avec les lacs.	2213	907900
Olonez avec les grandes eaux.	2783	263100
Orel.	858	1,502900
Orenbourg.	5581	1,893500
Pays des cosaques de l'Oural.	1192	55000
Penza.	690	1,087200
Perm.	6073	1,637700
Podolie.	773	1,708000
Poltawa.	896	1,783800
Pskoff.	809	775800
Rjasan.	766	1,365900
Saint-Pétersbourg avec l'île de Kotlen, avec les parties attenantes du lac Peipus, de celui de Pskoff et du lac Ladoga.	969	643700
Saratoff avec le lac d'Elton.	3525	1,718600
Ssimbirsk.	1315	1,318900
Smolensk.	1019	1,170600
Tamboff.	1202	1,750900
Tauride.	1163	572200
Tschernigoff.	999	1,430000
Toula.	554	1,227000
Twer.	1223	1,327700
Wilna.	767	863700
Witebsk.	810	789500
Wiatka.	2500	1,662800
Wladimir.	862	1,246500
Wologda.	6967	822200
Wolhynie.	1296	1,445500
Woronesh.	1209	1,657900

PROVINCES DE L'EMPIRE EN ASIE ET EN AMÉRIQUE.

	Milles carrés géographiques.	Habitants.
Les quatre gouvernements de Tobolsk, Tomsk, Jenisseisk et Irkutzk avec quelques autres districts de la Sibérie orientale et occidentale.............	223780	2,937000
Les quatre gouvernements de Tiflis, Kutaïs, Schémakha et Derbent.........	3123	2,648000
Russie américaine....................	17500	61000
Royaume de Pologne.................	2320	4,781355
Grand-duché de Finlande............	6400	1,412315
Total général......	343240	65,931970

N° 8.

Voici quelques détails sur l'instruction publique en Russie; ils forment, en quelque sorte, le résumé du travail publié sur ce sujet par M. de Krusenstern; mais nous l'avons modifié suivant des documents plus récents :

Tous les enfants appartenant à la classe du clergé, et qui vivaient sans état et dans l'oisiveté, ayant été assujettis au service militaire, l'impératrice Anne en libéra ceux qui avaient fréquenté les écoles, et les admit au service civil, lorsqu'ils ne se sentaient pas de vocation pour l'église. Cette souveraine fut la première qui soumit au contrôle du gouvernement le nombre des élèves, en ordonnant de lui rendre tous les ans un compte exact des jeunes gens qui fréquentaient les écoles et de ceux qui les

avaient quittées, avec l'indication de l'emploi qu'ils pouvaient avoir obtenu.

En 1775, parut l'organisation des gouvernements, par laquelle les bureaux de curatelle reçurent l'ordre de veiller à ce que des écoles élémentaires fussent établies dans toutes les villes et dans tous les bourgs populeux..... Quelques années plus tard (1782) une commission spéciale fut chargée de la fondation d'écoles qui furent placées sous leur direction. Le nombre des universités fut fixé provisoirement à trois, savoir : à Pskoff, à Tchernigoff et à Penza. En 1786, toutes les écoles publiques furent divisées en supérieures et en subalternes; les premières devaient se trouver dans les chefs-lieux des provinces, et les secondes dans ceux des districts, et dans chaque paroisse des grandes villes. On ne lit pas sans étonnement que dans les unes comme dans les autres on enseignait les devoirs de l'homme et du citoyen. Tous ces établissements faisaient vivement sentir le besoin de maîtres; on créa à cet effet, à Saint-Pétersbourg, un gymnase normal qui devint plus tard l'institut pédagogique.

Catherine perfectionna et étendit l'éducation militaire, imprima un nouvel élan à l'académie des beaux-arts, et créa pour les fils des employés subalternes de la marine, des écoles destinées à former des chefs d'ateliers pour les travaux de l'amirauté. Des écoles pour la marine marchande, pour les mines et pour le commerce, s'organisèrent à Saint-Pétersbourg. A cette époque, la famille Démidof consacra un capital de deux cent mille roubles à l'entretien de cent élèves à l'école de commerce. Paul Ier introduisit aussi quelques améliorations dans le système de l'instruction publique : elles regardaient principalement l'éducation des enfants et des orphelins des militaires. On peut dire que jusqu'au règne d'Alexandre, l'instruction publique en Russie ne fut qu'un tâtonnement, et que les écoles publiques n'étaient pas moins défectueuses, sous le

rapport de l'administration que sous celui des études. L'esprit éclairé de ce monarque, le vif désir qu'il manifesta, surtout dans les premières années de son règne, d'améliorer l'état moral et intellectuel de ses peuples, contribuèrent puissamment à répandre dans toutes les classes autant de lumières que le comportait l'état peu avancé de la civilisation russe. Il créa le ministère de l'instruction publique et la direction supérieure des écoles; dès lors, toutes les écoles de l'empire furent divisées en quatre catégories, savoir : 1° écoles paroissiales; 2° écoles de district; 3° gymnases; 4° universités. Le nombre des universités fut fixé provisoirement à six, à Dorpat, à Vilna, à Saint-Pétersbourg, à Kasan et à Kharkoff; celle de Moscow était conservée, mais elle fut réorganisée en 1804 sur le plan général; les universités de Vilna et de Dorpat, centres de populations plus avancées, eurent leurs statuts à part; c'est à cette époque que le gymnase de Saint-Pétersbourg fut transformé en institut pédagogique. Le discrédit où était tombé le papier-monnaie obligea le gouvernement à augmenter le traitement des professeurs.

En 1804, l'entretien de quatre universités, quarante-deux gymnases et quatre cent cinq écoles de district, coûtait environ un million trois cent mille roubles. Dans un pays comme la Russie, où la population libre est divisée en classes, il était nécessaire de donner aux personnes qui se vouaient à l'enseignement des grades en raison de leurs services, et qui les assimilaient, pour le rang, aux autres employés de l'État. Une amélioration réelle eut lieu sous le même règne : le rang d'assesseur de collége et celui de conseiller d'État ne furent accordés qu'à la suite d'un examen. Les élèves eux-mêmes avaient droit à un grade à leur entrée au service, lorsqu'ils avaient achevé leurs cours dans les établissements de l'État. Les écoles militaires suivirent ce mouvement; le corps des pages et les écoles de l'artillerie, du génie et des porte-enseignes de la

garde, furent institués à Saint-Pétersbourg. Les écoles ecclésiastiques, jusque-là composées de quatre académies et de trente-sept séminaires, reçurent en 1808 une plus grande extension, et obtinrent diverses prérogatives; elles furent divisées, comme les écoles civiles, en quatre catégories, et organisées d'après un plan uniforme qui leur sert encore de règlement.

L'instruction publique, en Russie, peut être divisée comme il suit : 1° les écoles publiques de toutes les classes, qui constituent le ministère de l'instruction publique proprement dit; 2° les écoles militaires; 3° les écoles ecclésiastiques; 4° les écoles spéciales et diverses relevant des autres branches de l'administration.

Le ministère de l'instruction publique se compose : 1° de la chancellerie ministérielle; 2° du département de l'instruction publique; 3° de la direction supérieure des écoles. Le département de l'instruction publique, sous les ordres du ministre, les établissements scientifiques et les écoles de l'empire, exception faite de ceux qui relèvent immédiatement des autres branches de l'administration. La compétence du département s'étend ainsi sur les objets suivants : 1° sur l'établissement, l'organisation et l'administration de toutes les écoles publiques entretenues par le gouvernement; 2° sur le personnel de ces écoles; 3° sur le mode d'enseignement; 4° sur les institutions privées; 5° sur les sociétés savantes et particulières; 6° sur les bibliothèques et musées; 7° enfin, sur la rédaction du journal du ministère de l'instruction publique. La direction supérieure forme le conseil du ministre. Elle s'occupe : 1° des modifications ou changements nécessaires soit dans l'organisation, soit dans les règlements; 2° de la formation de nouvelles écoles particulières; 3° des affaires pécuniaires et contentieuses; 4° de l'examen des rapports des fonctionnaires envoyés pour l'examen des écoles; 5° du choix des livres d'enseignement. La distribution des

arrondissements a subi des modifications judicieuses et qui répondent d'une manière plus satisfaisante aux exigences des localités. Désormais la surveillance des écoles dans les provinces éloignées de l'empire par les curateurs ou inspecteurs, offrira moins de difficultés.

Voici les dispositions principales du travail sur les universités qui a obtenu, en 1835, la sanction de l'empereur :

Chapitre 1er. Les universités sont composées : 1° du nombre fixé des facultés; 2° d'un conseil; 3° d'une direction administrative. Une université complète compte trois facultés : philosophie, jurisprudence et médecine. Chaque faculté a son doyen; celle de philosophie en a deux. Elles sont toutes placées sous l'autorité du recteur, qui préside le conseil universitaire. La direction administrative est présidée par le même dignitaire. Chaque université est placée sous la direction spéciale d'un curateur. Les articles de ce règlement s'appliquent à toutes les universités sauf les exceptions pour celles de Dorpat et celle de Saint-Wladimir, à Kief.

Chapitre 2. La faculté de philosophie comprend les cours suivants : première section, la philosophie, la littérature et les antiquités romaines, la langue russe et l'histoire de sa littérature; l'histoire et la littérature des idiomes slaves; l'histoire universelle, l'histoire de Russie, l'économie politique et la statistique; la littérature orientale, savoir : les langues arabe, turque et persane; enfin les langues mongole et tartare. Deuxième section : les mathématiques pures et appliquées, l'astronomie, la physique et la géographie physique; la minéralogie et la géognosie; la botanique, la zoologie, la technologie, l'économie rurale, les sciences forestières et l'architecture. La faculté de jurisprudence est inconstestablement celle dont les résultats sont les plus nuls; l'étude des lois russes est capable à elle seule de bouleverser les idées les plus saines

en matière de jurisprudence. La faculté de médecine, quoique loin d'être à la hauteur de celles d'Allemagne, de France et d'Angleterre, a rendu d'importants services. Il y a dans chaque université des lecteurs pour les langues étrangères vivantes, ainsi que des maîtres d'agrément.

Chapitre 7. Les universités ont leur propre censure; elles ont le droit d'avoir une imprimerie et une librairie. Les grades universitaires sont assimilés à ceux du service civil ou militaire. Les professeurs, qui obtiennent lors de leur démission le titre d'émérite, jouissent après un service de vingt-cinq ans d'une pension viagère égale à leur traitement annuel.

Chapitre 8. Les établissements spéciaux attachés aux universités sont : les instituts pédagogiques, ceux de médecine et les sociétés savantes.

Chapitre 9. L'état du personnel et des dépenses annuelles est fixé, pour l'université de Saint-Pétersbourg, à la somme de 272,250 roubles; pour celle de Moscow, à 454,200 roubles; pour celles de Kharkof et de Kasan, à 370,000 roubles chacune.

En 1835, l'université de Saint-Pétersbourg comptait 285 étudiants; en 1850, elle possédait 66 professeurs ou employés, et 387 élèves. L'arrondissement qui en dépend renfermait à la même époque 580 écoles, ayant 20,060 élèves. L'université de Moscow comptait 419 élèves. L'arrondissement avait 925 écoles, renfermant 16,259 élèves. A l'université de Kharkoff on comptait 342 élèves, et dans l'arrondissement, 11,446 étudiants, répartis dans 217 écoles. A l'université de Kasan, 252 étudiants; dans l'arrondissement, 198 écoles et 8,459 élèves.

Il ne pouvait échapper à l'attention du gouvernement, que le système de l'instruction publique dans l'arrondissement de Kasan, doit nécessairement être adapté aux intérêts des tribus asiatiques qui l'habitent en partie, et

de veiller à ce que l'université de cette ville devînt le chaînon qui rattachât ces dernières à la population russe; c'est dans ce but que des soins particuliers ont été voués à l'enseignement de l'arabe, du persan, du tartare et du mogole. Cette dernière langue n'avait point jusqu'à présent de grammaire ni de lexique; l'académicien Schmidt a rempli cette lacune. L'université de Dorpat, dont la destination spéciale est de répondre aux besoins intellectuels des trois provinces baltiques, jouit de priviléges assez étendus; le culte des habitants n'étant pas celui du reste de l'empire, elle a une faculté de théologie. A cette université sont attachés un séminaire normal et un séminaire théologique destiné à fournir des prédicateurs pour les paroisses protestantes dans toutes les parties de l'empire. En 1835, l'université de Dorpat comptait 567 étudiants; et les 258 écoles de son établissement offraient un total de 8,826 élèves. L'arrondissement de la Russie-Blanche, sur 239 écoles, a 11,530 élèves. L'université de Saint-Wladimir, à Kief, ne paraît pas être dans un état florissant, ce qu'il faut sans doute attribuer aux mesures répressives prises par le gouvernement, à la suite de l'insurrection de Pologne. D'après les chiffres de M. de Krusenstern, 61 professeurs et maîtres n'occupent que 120 élèves; l'arrondissement a 90 écoles et 6,790 élèves.

L'université de Vilna, jadis si célèbre, est disloquée. Dans cette ville, à Grodno, à Białystok, à Vitepsk, à Minsk et à Mohilew, le gouvernement impérial paraît moins occupé d'étendre la sphère de l'instruction qu'à ramener à un système uniforme les idées patriotiques des populations. Le lycée d'Odessa, fondé par le duc de Richelieu, diffère peu aujourd'hui des autres écoles supérieures de l'empire. On remarque dans cet arrondissement une école destinée aux jeunes Tartares, et une classe de langue moldave, près du gymnase de Kichénef. L'arrondissement d'Odessa compte 4,647 élèves.

Les écoles des provinces transcaucasiennes ont subi différents changements en rapport avec l'état politique de ces contrées. Dès l'année 1819, et sur la demande du général Iermoloff, l'enseignement du latin et de l'allemand y fut remplacé par celui du tartare dans les gymnases, et l'on ajouta au cours d'études plusieurs branches des sciences militaires, la jeunesse du pays étant destinée au service du corps d'armée du Caucase. En 1829, un nouveau règlement vint compléter ces dispositions que rendaient insuffisantes les acquisitions de l'empire, après la campagne de Perse. Des modifications récentes ont été faites depuis dans ces établissements. En général, les fils des fonctionnaires russes doivent apprendre soit le tartare, soit un des idiomes usités dans les provinces. Des écoles de district ont été fondées à Tiflis, Gori, Elisabethpol, Koutaïs, Nakhitchévan, Akhaltzykh, Bakou, Derbent, Erivan et dans plusieurs autres villes. Ces écoles ont trois classes : dans les deux premières, l'instruction se donne dans la langue du pays, et en russe seulement dans la dernière. Le nombre des élèves qui fréquentent les écoles transcaucasiennes est déjà de 1825 : celui de toutes les écoles de Sibérie ne s'élève point au-dessus de 2,000.

Par ordre de l'empereur, un nouvel observatoire a été fondé à Helsingfors; la position de cet établissement en fait un des plus importants de l'Europe. Enfin, un observatoire central a été élevé à Saint-Pétersbourg, sous la direction de l'académie des sciences; cet établissement, l'un des plus vastes et des plus beaux de l'Europe, a été placé sur la montagne de Pulkova, peu distante de Saint-Pétersbourg. La première pierre en fut posée au printemps de 1834; nous l'avons visité en 1846, et le savant M. Struve a bien voulu nous en faire les honneurs avec une obligeance empressée dont nous ne perdrons jamais le souvenir.

Les écoles militaires en Russie peuvent être classées en

trois catégories : 1° les écoles militaires placées autrefois sous la direction du grand-duc Michel ; 2° le corps des cadets et les écoles relevant de l'état-major de la marine ; 3° les écoles militaires qui dépendent du ministère de la guerre, et qui sont réservées spécialement aux enfants de soldats. Parmi les écoles spéciales, on distingue celles des mines, qui sont divisées en subalternes, moyennes et supérieures. Les principales sont établies à Nertchinsk et à Barnaoul. Les écoles supérieures sont : 1° l'institut des ingénieurs des mines à Saint-Pétersbourg. Cet établissement, fondé en 1773 par Catherine, sur la demande du bachkir Ismaïl Nasimoff, a reçu en 1834 son organisation actuelle. Il se divise en deux sections : l'une préparatoire, où le cours d'études est le même que celui des gymnases, l'autre spéciale qui répond à la destination des élèves. Le cours complet des études est fixé à neuf années ; ce qui rend l'institut des ingénieurs des mines un des établissements les plus remarquables de l'Europe, c'est la richesse des musées et des collections qu'il renferme ; 2° l'école technique des mines ; 3° la section des médailles à l'hôtel de la monnaie de Saint-Pétersbourg ; 4° la section pratique des mines, et celle des usines de l'école de Barnaoul.

Enfin, il existe en Russie deux espèces d'écoles ecclésiastiques : les premières sont celles du rit grec orthodoxe, soumises au saint synode et dirigées par une commission spéciale ; les secondes sont les écoles ecclésiastiques des étrangers relevant du département des cultes, lequel fait partie lui-même du ministère de l'intérieur.

N° 9.

TCHINN OU HIÉRARCHIE CIVILE ET MILITAIRE.

SERVICE MILITAIRE.	SERVICE CIVIL.
1. Feld-maréchal............	Conseiller privé actuel de 1re cl.
2. Général en chef.	Conseiller privé actuel.
3. Lieutenant général.	Conseiller privé.
4. Major-général............	Conseiller d'État actuel.
5. Brigadier (supprimé).....	Conseiller d'État.
6. Colonel.	Conseiller de collége.
7. Lieutenant-colonel........	Conseiller de cour.
8. Major..................	Assesseur de collége.
9. Capitaine................	Conseiller surnuméraire.
10. Capitaine en second.	Secrétaire de collége.
11.	Secrétaire de vaisseau.
12. Lieutenant.	Secrétaire du gouvernement.
13. Sous-lieutenant...........	Secrétaire provincial.
14. Enseigne................	Régistrateur de collége.

FIN DES NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.

TABLE DES MATIÈRES.



PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE ET Cᵉ, RUE SAINT-BENOÎT, 7.


75

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE ET Cᵉ, RUE SAINT-BENOIT, 7

